

**NON - CIRCULATING !
CONSULTER SUR PLACE**

**Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA**

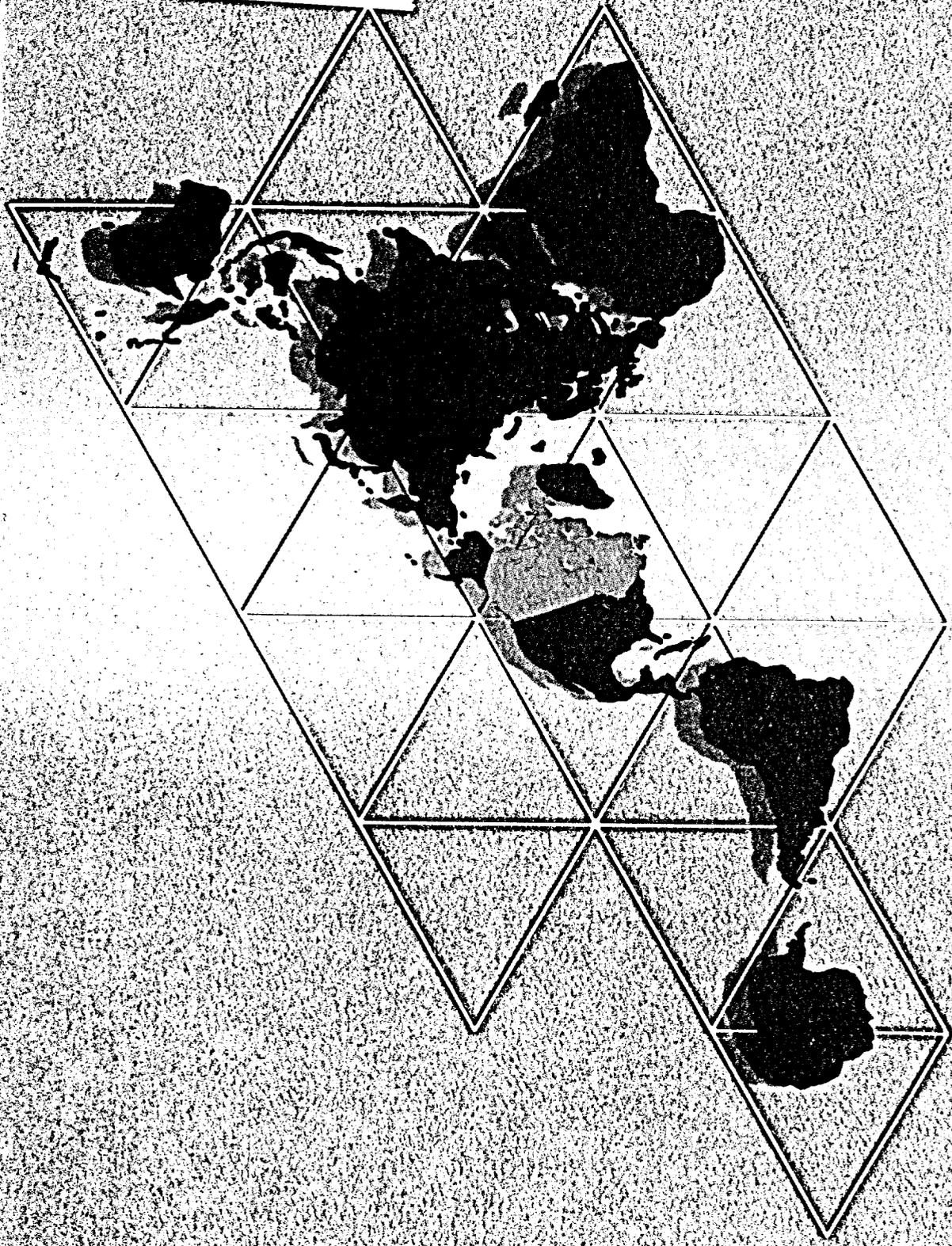
MAR 27 1991

**RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE**

R

050010084

uel 1989/90



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Canada

Rapport annuel 1989/90



Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

N° de cat. E1-1990

ISBN 0-662-58026-5

Pensez à recycler!



Think Recycling!

Imprimé sur du papier recyclé



Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier Rapport
annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi sur le
ministère des Affaires extérieures, le présent rapport rend
compte de l'activité du Ministère au cours de l'année
financière, soit la période allant du 1er avril 1989 au
31 mars 1990.

Je suis heureux d'ajouter qu'à l'intention des
handicapés visuels, la partie du rapport intitulée Vue
d'ensemble a été enregistrée sur cassette sonore.

de Montigny Marchand

TABLE DES MATIÈRES

On trouvera une liste d'acronymes à la fin de chaque chapitre.

CHAPITRE UN - VUE D'ENSEMBLE DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 1989-1990

Introduction	1
Le Canada et le commerce mondial	4
Expansion du commerce d'exportation	4
Affaires internationales et coopération multilatérale	5
Les relations régionales du Canada	6
Défense et sécurité collective	10
Protection des intérêts privés	11
Droit international	11
Communications et culture	13
Politique, systèmes de gestion et administration	14

CHAPITRE DEUX - LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Points saillants	18
A. Le contexte économique international	18
B. Tendances du commerce extérieur du Canada	20
La composition par produit du commerce canadien	23
C. Activités commerciales multilatérales	24
Négociations commerciales de l'Uruguay Round	24
Agriculture	25
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	26
Propriété intellectuelle	26
Organisation pour la coopération et le développement économiques	27
D. Affaires internationales de finances et de l'investissement	28
Sommet économique annuel	28
Direction de l'énergie et de l'environnement	29
Liens économiques avec les pays en développement	30
Dette internationale	31
Fonds de stabilisation pour la Pologne et la Hongrie	32
Ligne de crédit pour la Pologne	32
Assistance à la Pologne et à la Hongrie	32
Accords relatifs à la protection des investissements étrangers	33
Initiative canadienne en matière de crédits à l'exportation	33
E. Politique relative au commerce des produits industriels	33
F. Politique relative au commerce des produits agricoles	35
G. Politique relative au commerce des produits de la pêche	36
H. Politique relative au commerce des ressources et des produits de base	37
I. Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada	38
J. Contrôles à l'exportation	40
K. Contrôles à l'importation	40
Textiles et vêtements	41

**CHAPITRE TROIS –
EXPANSION DU
COMMERCE
D'EXPORTATION**

Points saillants	43
A. Direction générale des programmes de défense	44
Sciences et technologie	44
Aérospatiale, marine et produits de défense	45
Relations économiques en matière de défense	47
Commercialisation des technologies de l'information et de l'électronique	48
B. Agro-alimentaire, pêches et produits de ressources	50
Agro-alimentaire	50
Pêches	51
Ressources naturelles et produits chimiques	53
C. Projets d'équipement et industries secondaires	54
Financement des exportations et projets d'équipement	54
Machines et matériel de transport	55
Produits de consommation	57
D. Programmes et services d'expansion des exportations	58
Mois canadien de l'exportation 1989	58
Carrefour Export 1989	58
Réseau mondial d'information sur les exportations (WIN)	58
Programme de développement des marchés d'exportation	61
Centres de commerce international	62
Prix d'excellence à l'exportation canadienne	63
Centres d'études en administration internationale	63
Promotion de l'investissement étranger	64
Transport international et services d'exportation	65
E. Secrétariat de liaison et de politique d'expansion du commerce	65
F. Secrétariat des Comités consultatifs sur le commerce	66

**CHAPITRE QUATRE –
AFFAIRES INTER-
NATIONALES ET
COOPÉRATION
MULTILATÉRALE**

Points saillants	68
A. Les Nations Unies	68
B. Le Commonwealth	70
C. Droits de la personne	70
D. La Francophonie	70
E. Environnement	71
Conservation des ressources marines	73
F. Questions nucléaires	74
Non-prolifération des armes nucléaires	74
Coopération en matière d'énergie nucléaire	75
Considérations d'ordre environnemental	76
Exportations d'énergie nucléaire	76

**CHAPITRE CINQ -
LES RELATIONS
RÉGIONALES
DU CANADA**

Points saillants	77
A. Relations canado-américaines	78
Relations canado-américaines concernant la pêche	81
Relations concernant le commerce d'exportation	82
Questions environnementales et transfrontières	83
Programmes de relations publiques	84
B. Amérique latine et Antilles	85
Stratégie concernant l'Amérique latine	85
Les exportations à destination de l'Amérique latine	86
C. Afrique	89
Afrique francophone	90
Afrique anglophone	90
Commerce avec l'Afrique	92
Programmes de relations publiques destinés à l'Afrique	93
Groupe de travail sur l'Afrique du Sud	94
D. Asie et région du Pacifique Sud	96
L'Australasie : l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Pacifique Sud	96
L'Asie du Sud : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Afghanistan et Myanmar (Birmanie)	98
L'Asie du Sud-Est : Brunei, Dar es Salaam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande (ANASE)	100
E. Indochine, Corée et Chine	102
Indochine	102
Corée	102
Chine	104
Japon	104
Immigration et relations publiques dans la région Asie-Pacifique	106
F. Europe de l'Ouest et Communauté européenne	107
Commerce et investissements	108
La Communauté européenne	110
EUREKA et l'Agence spatiale européenne	111
Programme d'immigration en Europe de l'Ouest	112
Programmes des relations publiques en Europe de l'Ouest	114

	G. Union soviétique et Europe de l'Est	115
	Commerce	117
	Relations universitaires, culturelles et scientifiques	119
	Immigration	120
	H. Moyen-Orient	121
CHAPITRE SIX –	Points saillants	125
DÉFENSE ET	A. Le maintien de la paix, la défense et l'OTAN	125
SÉCURITÉ	Les relations Est-Ouest : diminution des tensions	
COLLECTIVE	et coopération accrue	125
	B. Contrôle des armements et désarmement	127
	C. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe	130
CHAPITRE SEPT –	Points saillants	132
PROTECTION DES	A. Services consulaires	132
INTÉRÊTS PRIVÉS	B. Immigration et réfugiés	134
	C. Service des passeports	138
	D. Droit international privé	138
	E. Accès à l'information et protection des	
	renseignements personnels	139
CHAPITRE HUIT –	Points saillants	140
DROIT	A. Arctique	141
INTERNATIONAL	B. Litiges maritimes Canada-France	141
	C. Droit de la mer	141
	D. Droit commercial	141
	E. Droit de l'environnement	143
	F. Droit criminel	143
	G. Privilèges et immunités	144
	H. Droit conventionnel	145
	I. Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant	145
	J. Droit économique	145

**CHAPITRE NEUF -
COMMUNICATIONS
ET CULTURE**

Points saillants	148
A. Services de communications	149
Relations avec les médias	149
B. Communications sur la politique étrangère	150
Communications au Canada	150
Communications extérieures	151
Relations sportives internationales	152
Services de bibliothèque	152
C. Communications sur le commerce	153
Communications destinées au Canada	154
D. Communications sur le commerce à l'étranger	154
Expositions internationales	155
E. Relations culturelles internationales	156
Promotion des arts	156
Études canadiennes	157
Échanges universitaires	158
Éducation sur le plan international	158
Échanges internationaux	159
Programme international d'échanges de jeunes	159
Affaires historiques	159

**CHAPITRE DIX -
COORDINATION
DE LA POLITIQUE,
SYSTÈMES DE
GESTION**

Points saillants	160
A. Développement de la politique	160
B. Gestion du Ministère	161
C. Personnel	163
D. Inspection et vérification interne	164
E. Finances, services administratifs et budget	165
Budget	165
F. Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct	166
G. Gestion des ressources en information	167
H. Biens	169
I. Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada	171
J. Coordination fédérale-provinciale	172
K. Sécurité et renseignement	174

INTRODUCTION

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada a pour mission de faire connaître, de promouvoir et de défendre les intérêts du Canada à travers le monde, de même que les valeurs qu'ont en commun les citoyens canadiens. Le Ministère a par ailleurs comme objectif de permettre aux Canadiens d'avoir une meilleure compréhension du monde extérieur et d'être à leur disposition, tant au pays qu'à l'étranger.

Chaque jour, un peu plus de 4 200 Canadiens, dont la moitié sont en poste dans 105 missions réparties sur les cinq continents, oeuvrent, dans les conditions les plus diverses et, parfois, les plus défavorables, à la réalisation de ces objectifs. Le présent rapport souligne leurs principaux accomplissements au cours de l'année écoulée.

V CHAPITRE UN VUE D'ENSEMBLE DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 1989-1990

Pour le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur du Canada, le travail n'aura pas manqué au cours de cette année mémorable. Les événements historiques qui se sont succédés sur la scène internationale, dont l'ouverture du Mur de Berlin et l'amélioration des relations Est-Ouest, ont permis au Canada de soutenir avec créativité les réformes économiques et politiques entreprises en Europe. Dans cet ordre d'idées, l'événement le plus important pour le Canada demeure la signature, lors du voyage effectué par le Premier ministre en Union soviétique en novembre 1989, de 14 accords importants en matière de commerce et de 20 autres ententes commerciales qui ont frayé la voie à un accroissement des échanges commerciaux avec l'URSS tout en ouvrant de nouvelles perspectives au chapitre des échanges universitaires et culturels entre les deux pays.

Au cours de sa visite officielle au Mexique en mars 1990, le Premier ministre a paraphé 10 ententes englobant toute une série de questions d'intérêt commun, dont le commerce, l'environnement, le trafic des stupéfiants et la collaboration judiciaire.



M. Clark s'arrête pour parler à un enfant lors de sa visite au Mexique en mars 1990.

Cette visite traduit l'importance nouvelle que le Canada accorde à l'Amérique latine dans son ensemble, et au Mexique en particulier.

Le Ministère a également réalisé des progrès dans d'autres domaines importants. Les discussions sur l'énergie et l'environnement, qui ont été au centre de nombreuses rencontres internationales, ont porté fruit et même donné lieu, dans certains cas, à des déclarations progressistes. Sur les fronts diplomatique et politique, le Canada a déployé des efforts considérables dans le but de favoriser une collaboration plus étroite avec la future Europe unie, et de permettre ainsi une réduction des

obstacles au commerce et une sensibilisation accrue aux nouvelles perspectives qui s'annoncent. Le Canada a mis en branle un mécanisme visant un accroissement de ses liens économiques et politiques avec la Communauté européenne (CE), qui poursuit ses préparatifs en vue du marché unique de 1992. Telle que définie par M. Clark, la politique canadienne des « trois dollars » appliquée à l'Europe s'appuie sur les liens existants avec l'OTAN, le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et la CE.

L'année écoulée a marqué le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Au cours de cette première étape, près de 99 % des échanges entre les deux pays n'ont fait l'objet d'aucun litige. Un grand nombre de progrès importants ont en outre été accomplis en cours de route; ceux-ci permettront éventuellement l'élimination complète des barrières tarifaires et de presque toutes les autres restrictions douanières qui existent encore entre les deux pays.

En février 1990, le Canada était l'hôte de la première conférence « Ciel ouvert », à laquelle ont participé les

ministres des Affaires étrangères des 23 États membres de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie. Cette conférence visait à convenir des moyens à prendre pour favoriser une plus grande franchise entre les pays membres des deux organisations à l'égard de leurs activités militaires. C'est à cette occasion qu'est née la formule des réunions à « deux plus quatre » des ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de l'Union soviétique, des deux Allemagnes, de la France et du Royaume-Uni. Grâce à ce mécanisme, les quatre puissances occupantes sont parvenues à un accord final qui a permis l'unification de l'Allemagne en octobre 1990.

Dans le cadre de la stratégie Pacifique 2000, la région de l'Asie et du Pacifique a reçu une attention toute particulière au cours de l'année financière 1989-1990, notamment dans le domaine des échanges commerciaux. À l'extérieur du continent nord-américain, le Japon représente le plus important partenaire commercial du Canada cependant, en 1989, la Corée s'est classée au cinquième rang à ce chapitre.

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

En matière de commerce international, la plupart des initiatives diplomatiques ont porté sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les négociations de l'Uruguay Round visant à réformer et renforcer le système commercial mondial, qui prennent fin en 1990.

Lors des sommets économiques, l'accent a porté sur l'environnement et sur la nécessité de mettre au point des indicateurs qui rendent compte de l'incidence des politiques économiques et des décisions des entreprises sur l'environnement. De même, des programmes de développement durable ont été conçus dans le but de s'attaquer aux problèmes environnementaux.

Au Sommet économique de Paris, le Canada a convenu avec d'autres pays de coordonner les programmes d'aide

destinés à appuyer les réformes entreprises en Pologne et en Hongrie. La contribution du Canada à ces efforts s'élève à quelque 71 millions de dollars.

Le fardeau de la dette internationale qui pèse sur les pays sous-développés nuit à leur développement économique; c'est pourquoi le Club de Paris a accepté de rééchelonner à des conditions de faveur la dette de 15 pays à faible revenu.

Au cours de l'année à l'étude, des progrès ont été réalisés en matière de politique commerciale dans des domaines tels que le commerce industriel, le commerce agricole, les pêches et les ressources, ainsi que le commerce des produits de base.

Par ailleurs, des mesures ont été prises pour réduire le trafic des stupéfiants et le blanchiment de l'argent.

EXPANSION DU COMMERCE D'EXPORTATION

En matière d'expansion du commerce d'exportation, l'objectif principal du Ministère a consisté à appuyer les entreprises canadiennes dans leurs efforts en vue de développer et pénétrer les marchés d'exportation, ainsi que pour attirer des capitaux étrangers et acquérir des technologies étrangères.

Plusieurs entreprises ont reçu à cette fin l'appui du Programme d'apports technologiques. En matière de commerce de matériel de défense, les efforts ont porté sur l'accès aux marchés américains et de l'Europe de l'Ouest. La stratégie « Horizon le Monde » a permis de parrainer 60 projets de

commercialisation de produits de haute technologie entrepris par le secteur privé.

Dans le secteur agro-alimentaire, les exportations canadiennes d'aliments préparés sont celles qui ont connu l'expansion la plus rapide dans le monde. Le Ministère a intensifié ses efforts pour rejoindre les divers intervenants de l'industrie agro-alimentaire et les sensibiliser au potentiel que représentent les marchés d'exportation.

Dans le but de permettre aux représentants de l'industrie et du milieu des affaires de prendre contact avec des délégués commerciaux et des agents de commerce, près de 6 000 rencontres ont été organisées, à l'occasion du Mois canadien de l'exportation (octobre 1989), dans 11 centres situés à travers le Canada à l'intention d'exportateurs et d'éventuels exportateurs. Ces réunions étaient axées sur l'expansion des marchés d'exportation. Installée dans

toutes les missions, la base de données du Réseau mondial d'information sur les exportations comprend un répertoire à jour de plus de 30 000 exportateurs. Les missions à l'étranger ont répondu à plus de 116 000 demandes de renseignements de la part d'entreprises canadiennes.

Parmi les programmes utilisés par les exportateurs canadiens pour accroître leurs ventes à l'étranger, le Programme de développement des marchés d'exportation a été le plus populaire et le plus efficace. Pour la troisième année consécutive, le chiffre d'affaires réalisé en vertu de ce programme dépassera un milliard de dollars.

Le programme d'investissement « Horizon le monde » a permis de tirer parti des débouchés offerts par les marchés de l'Asie, de la région du Pacifique et de l'Europe de l'Ouest.

**AFFAIRES
INTERNATIONALES
ET COOPÉRATION
MULTILATÉRALE**

Au cours de l'année écoulée, les Nations Unies ont joué un rôle plus actif et ont acquis une importance nouvelle face aux événements politiques marquants qui se sont déroulés dans le monde. Le 1^{er} janvier 1989, le Canada a entrepris un mandat de deux ans

auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, son premier depuis 1977-1978.

Le Canada a largement contribué au plan de paix en Amérique centrale en affectant des membres de son personnel auprès du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies. Des

observateurs civils canadiens ont également été dépêchés auprès des équipes de l'ONU et de l'Organisations des États américains chargées de superviser les élections au Nicaragua.

En ce qui a trait aux droits de la personne, les progrès en vue de l'établissement de normes universellement reconnues ont été lents mais constants, et le Canada a joué un rôle actif à cet égard. Lors de plusieurs conférences internationales, les délégués canadiens ont mis sur pied et appuyé des initiatives visant à améliorer la situation de la femme dans les pays industrialisés et en développement.

Le Canada prend une part de plus en plus active au sein des 40 associations de la communauté francophone du monde entier et, en deux ans, il a investi 55 millions de dollars dans 24 de leurs projets.

LES RELATIONS RÉGIONALES DU CANADA

Le Ministère s'est efforcé d'intensifier les liens du Canada avec les autres pays du monde. Dans plusieurs cas, des mesures constructives ont été prises pour favoriser la paix et la démocratie, et pour stimuler le commerce et le développement.

En matière d'environnement, la question de la surpêche dans l'Atlantique du Nord-Ouest a obligé les représentants canadiens à déployer de nombreux efforts sur le plan diplomatique: ils ont dû notamment participer à diverses rencontres et mettre sur pied une campagne de relations publiques. À la suite de ces démarches, le Canada a rédigé et parrainé une résolution des Nations Unies visant à exercer un contrôle sur la pêche hauturière aux filets traînants.

En ce qui concerne la question nucléaire, le Canada a poursuivi ses travaux au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En 1989, le représentant du Canada a été élu président du conseil d'administration de l'Agence.

Plusieurs programmes de relations publiques ont été mis sur pied aux États-Unis dans le but d'y faire mieux connaître le Canada et les questions qui le préoccupent. L'introduction au Congrès, par le président Bush, d'un amendement à la Loi sur la salubrité de

l'air (*Clean Air Act*), dont l'objectif est de réduire substantiellement les émissions de SO₂ d'ici à l'an 2000, était une des mesures favorisées par le Canada en matière de contrôle des pluies acides.

Depuis que la stratégie du Canada en ce qui concerne l'Amérique latine a reçu l'approbation du Cabinet en octobre 1989, sa mise en oeuvre a passablement progressé au cours de l'année écoulée. Dans un geste d'une portée historique, le Canada a joint les rangs de l'Organisation des États américains et resserré ses liens avec le Brésil et le Mexique. On a par ailleurs assisté à la création du forum Canada-Amérique latine, et le Canada a été l'hôte de la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement. Il y avait des représentants canadiens au sein du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Amérique centrale, lequel a supervisé la démobilisation des rebelles nicaraguayens. Le Canada a également radié 182 millions de dollars de la dette publique au développement contractée par les pays des Antilles membres du Commonwealth. De nouveaux débouchés commerciaux sont apparus au Venezuela, au Chili et au Brésil.

Tout en continuant à resserrer ses liens avec l'Afrique, le Canada a axé ses efforts sur le développement et la

coopération au sein du Commonwealth, de la Francophonie et d'autres organisations internationales. Dans ses relations avec les pays africains, le Canada a insisté sur la coopération économique et politique régionale, la démocratisation et le respect des droits de la personne.

Grâce à de vigoureux efforts de promotion commerciale, les exportations à destination de l'Afrique ont continué de provenir de toutes les régions du Canada. Les entreprises en coparticipation représentent de plus en plus une solution viable au problème de l'expansion des échanges. Le Sommet francophone tenu à Dakar a choisi d'installer son secrétariat international à Montréal.

En juin 1989, des athlètes canadiens ont participé aux premiers « Jeux de la francophonie » annuels, qui se sont déroulés au Maroc.

Dans le but d'assurer la livraison des secours destinés aux populations civiles du nord de l'Éthiopie, le Canada a pris la tête des efforts diplomatiques déployés à cette fin par les pays occidentaux. La ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Landry, a par ailleurs pris l'initiative d'élaborer une « Déclaration de principe » ministérielle portant sur les efforts de secours humanitaire pour le pays.

La campagne internationale visant à mettre fin à l'apartheid a constitué l'un des principaux éléments de la politique extérieure défendue par le Canada au cours de l'année écoulée, tant au sein du Commonwealth et des Nations Unies que par le truchement de programmes complets d'aide aux victimes de l'apartheid.

Le Canada a acclamé la libération de Nelson Mandela et les autres réformes historiques décrétées en février 1990 et il a annoncé la mise en place de nouveaux programmes d'aide visant à appuyer les négociations en cours en Afrique du Sud.

Le Canada a par ailleurs joué un rôle extrêmement important dans le cadre du processus de règlement des Nations Unies relativement à l'accession à l'indépendance de la Namibie. Le 21 mars 1990, lors des célébrations marquant cet événement, le Canada a annoncé l'ouverture d'un haut-commissariat à Windhoek et la mise sur pied d'un programme d'aide au développement destiné à ce pays.

Dans la région du Pacifique Sud, les échanges commerciaux du Canada ont atteint un niveau record. Les exportations canadiennes à destination de l'Australie ont dépassé pour la première

fois la somme d'un milliard de dollars. D'importants contrats ont été conclus, portant notamment sur la vente du matériel de communications évalué à plus de 20 millions de dollars et de machines pour creuser des tunnels évaluées à 5 millions de dollars. De nulles qu'elles étaient en 1987, les ventes de bétail d'élevage et de matériel génétique sont passées à 11,9 millions de dollars en 1989.

M. Joe Clark a joué un rôle de premier plan lors de la Conférence des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth en désamorçant la menace d'un boycott des Jeux du Commonwealth qui doivent avoir lieu à Auckland.

En Asie du Sud, le Canada a cherché à favoriser la stabilité régionale par le biais de la croissance économique et de la coopération régionale. Un accroissement des efforts de commercialisation dans cette région a notamment permis une hausse importante des ventes de pétrole, de gaz naturel et d'équipement minier ainsi que de matériel de haute technologie et de programmes de formation.

C'est dans le cadre d'un discours prestigieux prononcé à Singapour que le premier ministre Mulroney a fait

l'annonce de la stratégie canadienne en matière de commerce international « Horizon le Monde ».

Plusieurs activités ont eu lieu dans cette région de l'Asie du Sud-Est, notamment en Indochine, en Corée et en Chine. Le Ministère a participé activement au processus de paix au Cambodge. Les échanges commerciaux entre le Canada et la Corée ont d'ailleurs connu une hausse importante.

Avec des échanges totalisant près de 19 milliards de dollars en 1989, le Japon est devenu le principal partenaire commercial du Canada à l'étranger. Un programme complet de promotion commerciale a été conçu pour permettre aux entrepreneurs canadiens de tirer parti de ce marché en pleine croissance. Les investissements directs des Japonais, qui dépassent à ce jour les 4 milliards de dollars, sont concentrés dans l'industrie automobile, la pâte et le papier, ainsi que le tourisme.

Le Ministère a mis sur pied le programme « Pacifique 2000 », lequel est destiné à resserrer les liens entre le Canada et la région Asie-Pacifique. Au Japon, par exemple, un nouveau Fonds pour la science et la technologie, qui totalisera 25 millions de dollars en cinq ans, a été créé dans le but de faciliter la coopération dans ce domaine.

Ce programme permet également de subventionner des activités de promotion commerciale et des programmes perfectionnés d'apprentissage de la langue et des réalités japonaises.

Des groupes autochtones du Canada ont participé aux célébrations qui ont marqué le 150^e anniversaire de la Nouvelle-Zélande, et ils ont pris part aux cérémonies des Jeux du Commonwealth.

Les exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest ont totalisé 13,3 milliards de dollars en 1989. Grâce aux efforts diplomatiques déployés par le Canada, l'équivalent de 100 millions de dollars de papier journal de fabrication canadienne a pu être admis en franchise de droits à l'intérieur de la Communauté européenne.

En Europe de l'Est, le Canada a oeuvré au sein du Groupe des 24 nations afin d'empêcher tout bouleversement économique susceptible de compromettre les réformes en cours en Europe centrale et en Europe de l'Est. Le Ministère a mis sur pied un programme de coopération au budget de plus de 72 millions de dollars destiné à favoriser la stabilisation économique en Pologne et en Hongrie. Un groupe d'étude a été formé pour appuyer les

processus de démocratisation et de réforme économique entrepris dans ces deux pays.

Le Canada a accordé une ligne de crédit de 500 millions de dollars à l'Union soviétique et a fortement incité les exportateurs canadiens à établir des échanges commerciaux avec l'URSS et l'Europe de l'Est et à investir dans ces pays. Le Canada est également membre de la nouvelle Banque pour la reconstruction et le développement en Europe.

Le Canada a joué un rôle actif au sein de diverses organisations, notamment l'OTAN, le Groupe des sept, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Groupe des 24, la Banque pour la reconstruction et le développement en Europe et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, lesquelles cherchaient à faire le point sur la fin des relations Est-Ouest telles qu'elles existaient depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Au cours de l'année écoulée, le Canada a coordonné le premier examen des Nations Unies portant sur les efforts de maintien de la paix. L'OTAN s'est par ailleurs prononcée officiellement en faveur des réformes politiques en cours en Europe.

Le Canada a continué de militer activement contre l'utilisation des armes chimiques, pour la fin des essais nucléaires et pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Le Ministère continue d'œuvrer dans le but de réduire les tensions entre

l'Est et l'Ouest. En février 1990, le Canada a été l'hôte de la première conférence « Ciels ouverts », à laquelle ont participé les 23 ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie.

Lors de la Conférence sur la dimension humaine qui s'est tenue à Paris, la délégation canadienne a joué un rôle de premier plan en réclamant un raffermissement des engagements à l'égard des droits de la personne.

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Au cours de l'année écoulée, le Canada a émis au-delà de 1,1 million de passeports, tant au pays qu'à l'étranger. Il s'agit là d'une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.

Les services consulaires du Ministère ont fourni aux Canadiens à l'étranger plus de 610 000 services qui allaient des demandes habituelles de renseignements à des appels à l'aide qui ont mis à l'épreuve les diverses ressources du personnel consulaire.

Depuis 1981, le Ministère s'occupe de la gestion à l'étranger du programme canadien d'immigration. Au cours de l'année à l'étude, 186 788 visas d'immigrant ont été émis, soit une augmentation de 18,2 % par rapport à l'année précédente. Ces chiffres confirment la tendance à la hausse à ce chapitre.

En 1988-1989, les objectifs du Ministère quant au nombre de réfugiés parrainés par le gouvernement ont été atteints pour la cinquième année de suite. L'arrivée de 13 462 réfugiés parrainés par le gouvernement et de 21 212 autres parrainés par le secteur privé a permis au Canada d'atteindre aisément ses objectifs annuels quant au pourcentage de réfugiés par rapport au nombre total d'immigrants.

Le Ministère a continué à se conformer rigoureusement à la Loi sur l'accès à l'information ainsi qu'à la Loi sur la protection des renseignements personnels; il a ainsi traité 347 demandes de renseignements de la part du public et facilité le processus de sélection des dossiers devant être transférés aux Archives nationales.

DROIT INTERNATIONAL

Parmi les nombreuses questions traitées par le Ministère au cours de l'année écoulée, certaines avaient une portée essentiellement juridique, et c'est la Direction générale des affaires juridiques qui s'en est occupée. Comme bon nombre des activités du Ministère comportent une dimension juridique importante, les efforts déployés par la Direction générale ont inévitablement

des répercussions sur de nombreuses réalisations des autres Directions et Directions générales du Ministère.

Le 27 juillet 1989, dans le cadre de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la coopération dans l'Arctique, le gouvernement du Canada a autorisé le brise-glace *Polar Star* de la garde-côtière américaine à naviguer dans les eaux du Passage du Nord-Ouest. Il

s'agissait de la deuxième requête américaine en ce sens depuis la signature d'une entente en vertu de laquelle les États-Unis doivent à chaque fois obtenir le consentement du Canada.

Dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, deux groupes spéciaux de règlement des différends ont été mis sur pied. Le premier a vérifié si les exigences du Canada en matière de débarquements de saumon et de hareng étaient compatibles avec l'ALE. Le second groupe s'est penché sur les restrictions américaines relatives aux importations de homard canadien.

Le Ministère a participé activement aux discussions de l'Uruguay Round sur le droit commercial international qui ont eu lieu dans le contexte des Négociations commerciales multilatérales.

Dans le cadre des différents forums gouvernementaux et non gouvernementaux bilatéraux, régionaux et mondiaux auxquels il participe, le Canada défend l'idée d'étendre et de codifier le droit international touchant l'environnement. Ainsi, il participe à la coordination du Comité juridique du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat parrainé par les Nations Unies; ce comité a reçu le mandat d'établir les

éléments qui pourraient être inclus dans une éventuelle convention cadre sur les changements climatiques.

Par suite de la hausse de la criminalité à l'échelle internationale, les pays doivent étendre leur champ d'action en matière de coopération dans la lutte contre le crime et mettre sur pied de nouvelles formes de coopération à cet égard. Le Canada négocie à cette fin une série d'ententes d'entraide juridique avec d'autres pays. Il a déjà signé à cet égard des traités avec les Bahamas, la France et le Mexique.

Le Canada a signé des traités d'extradition avec l'Espagne, les Philippines, la France, les Pays-Bas et le Mexique. Des mises à jour sont en cours dans d'autres cas, et de nouvelles ententes font l'objet de négociations.

Le Canada a conclu des protocoles d'entente avec le Mexique et l'URSS relativement au trafic des stupéfiants. Il a également signé un traité de coopération douanière avec le Mexique.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a signé 16 traités à Moscou et il en a signé 10 avec le Mexique.

En novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une Convention relative aux droits de l'enfant. Le Canada a joué un rôle actif à cet égard et il a consacré du temps et

de l'énergie dans le but d'amener les provinces à se prononcer en faveur d'une ratification de cette convention par le Canada.

Dans le domaine du droit économique, le Ministère a entrepris des négociations visant à établir une série d'accords bilatéraux relatifs à la

Le Secteur des communications et de la culture a un double rôle à jouer. Tout en tenant les citoyens canadiens informés du rôle du Canada dans les affaires internationales, il fait la promotion du pays sur la scène internationale de manière à permettre à la communauté internationale de bien comprendre les objectifs visés en matière de politique extérieure et de commerce extérieur.

Au cours de l'année écoulée, le Secteur s'est efforcé tout particulièrement de mieux faire comprendre aux médias la politique du Canada relativement aux changements survenus en URSS et en Europe et aux initiatives canadiennes en Amérique latine et en Afrique du Sud. Voici quelques-unes des initiatives que le Secteur a entreprises en 1989-1990 :

- Il a élaboré un programme d'information anti-drogues qui met

protection des investissements étrangers. Le Canada a déjà signé de tels accords avec l'URSS et la Pologne. Un règlement hors cour est intervenu relativement à l'ensemble des plaintes et litiges logés à l'endroit du Conseil international de l'étain et de ses 23 États membres.

les Canadiens en garde contre les dangers de transporter ou de consommer des drogues à l'étranger.

- Il a contribué à l'élargissement de la liberté de la presse en Afrique du Sud en permettant à des journalistes noirs d'acquérir de nouvelles compétences et d'établir des liens avec des journalistes et des organes de presse canadiens.
- Il a produit un nouveau film et vidéo intitulé *Oh Canada!*, qui permettra de faire connaître le Canada à des auditoires étrangers. Ce film servira au gré des besoins des missions canadiennes à l'étranger.
- Il est chargé de promouvoir la politique extérieure et le commerce extérieur du Canada par le biais d'activités sportives internationales. Ainsi, il a accordé son appui à la ville de Toronto, qui a posé sa candidature en vue de présenter les Jeux

olympiques de 1996, ainsi qu'aux Jeux du Commonwealth de 1990 et à la ville de Thunder Bay, dont la candidature a été retenue pour la présentation des Championnats du monde de ski nordique de 1995.

Le 28 juin 1989, le Ministère a adopté un nouveau nom, de même qu'un nouveau programme d'« identité visuelle ». Il est maintenant connu sous le nom d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Ce nouveau programme a fourni au Secteur des communications et de la culture l'occasion de mieux faire connaître le rôle du Ministère.

Dans le domaine de la culture, les ventes des droits étrangers relativement aux livres canadiens ont doublé cette année dans le cadre des foires du livre de Francfort et de Bogota, passant de 5 millions à 10 millions de dollars. En outre, le Canada a accordé 460 bourses d'études à des universités et à des universitaires de plus de 25 pays afin d'encourager les programmes d'études canadiennes à l'étranger. Dix de ces programmes existent présentement en Europe de l'Est et une Association des études canadiennes a été fondée en URSS en septembre 1989.

POLITIQUE, SYSTEMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Il faut souligner l'apport de la Direction générale du développement de la politique relativement aux questions Est-Ouest et aux changements survenus en Allemagne et en Europe de l'Est. Elle s'est chargée de la participation canadienne aux délibérations politiques de deux rencontres internationales de premier plan, à savoir le Sommet de Paris tenu en juillet 1989 et

la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à Kuala Lumpur, en Malaisie, en octobre 1989.

La gestion du Ministère pose des défis toujours plus grands en raison du contexte de restrictions budgétaires. En décembre 1989, une révision ministérielle en profondeur était entreprise afin de déterminer comment réduire les dépenses de 70 millions de dollars

d'ici à 1994. Un plan a par la suite été soumis afin de réaliser les objectifs formulés.

Le Réseau canadien d'information et de communications protégées à accès direct, un projet complexe de bureautique et de télématique, a été mis sur pied en 1988-1989. Au cours de l'année à l'étude, on a préparé les sites et installé du matériel dans des secteurs choisis de l'administration centrale et dans 13 missions aux États-Unis. Plus de 270 usagers de l'administration centrale ont reçu une formation visant à les préparer à travailler avec ce système, et il en a été de même pour 290 autres usagers des missions aux États-Unis. Une fois la phase I terminée, soit à la fin de 1990, plus de 1 000 personnes devraient pouvoir utiliser ce système. La deuxième phase permettra de mettre le réseau en place dans les autres services de l'administration centrale et dans les autres missions à l'étranger. Au total, il devrait servir à environ 5 000 usagers.

De nouvelles mesures ont été prises pour aider les conjoints des délégués à

se trouver un poste à l'étranger et lors de leur retour au Canada. Grâce aux efforts de ses programmes de recrutement et de promotion, le Ministère s'oriente vers une représentation plus équitable de la population canadienne.

L'École de langue du service extérieur a ouvert ses portes en septembre 1989. Elle offre présentement des cours intensifs de japonais, de mandarin et de russe, et compte ajouter d'autres langues à son programme dans un avenir rapproché.

Dans le but d'améliorer la qualité de la gestion au sein du Ministère, le bureau de l'Inspecteur général a procédé à l'évaluation des aptitudes des administrateurs dans le cadre de son mandat d'inspection des missions à l'étranger et d'évaluation des programmes de l'administration centrale. Les cadres supérieurs ont obtenu copie de ses rapports.

Les dépenses du Ministère pour l'année financière 1989-1990 ont totalisé quelque 1 071,3 millions de dollars.

Elles comprenaient les frais d'exploitation et les dépenses d'immobilisation, les subventions et contributions, et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger et au Programme des expositions universelles.

Destiné à appuyer les programmes d'immigration, le Système informatisé du traitement des dossiers d'immigration a été mis en service dans les missions aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et en Extrême-Orient. En plus d'automatiser le processus d'émission des visas destinés aux immigrants et aux visiteurs de passage au Canada, le système permet d'améliorer de façon appréciable la productivité et la précision.

Les biens immobiliers détenus par le Ministère sont évalués à plus de 4 milliards de dollars. La nouvelle chancellerie de Washington a été achevée au coût de 90 millions de dollars et l'ambassade de Tokyo, évaluée à 200 millions de dollars, est en voie de construction grâce à un projet mené conjointement avec des partenaires japonais. Dans le but de réaliser des

économies à long terme, le Ministère a cherché à accroître les biens de l'État partout où les loyers étaient élevés.

Tout au long de l'année écoulée, un certain nombre de dignitaires se sont rendus en visites officielles au Canada. Il y a eu notamment des visites de huit chefs d'État, cinq chefs de gouvernement et douze ministres des Affaires étrangères ou du Commerce extérieur.

Sur le plan de la coopération fédérale-provinciale, des consultations sont en cours en vue d'assurer que les politiques de relations internationales tiennent compte des intérêts des provinces et que les provinces soient tenues informées de la position du Ministère sur des questions d'intérêt commun.

Au cours de l'année écoulée, la Direction générale du renseignement extérieur a continué de fournir des informations aux responsables du Ministère. En recueillant, analysant et diffusant ces renseignements, elle a veillé à ce que les hauts fonctionnaires et les responsables de l'élaboration de politiques reçoivent en temps opportun

des informations pertinentes et pré-analysées relativement au rôle du Canada sur la scène internationale et aux intentions des États étrangers.

Toutes ces réalisations n'auraient pas été possibles sans la collaboration et les efforts du personnel d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Au moment où la complexité et la précarité des relations extérieures ne cessent d'augmenter et dans le contexte des compressions budgétaires, les membres du personnel devront continuer d'affronter et de surmonter d'innombrables défis dans l'exercice de leurs fonctions. Confiant néanmoins que les progrès réalisés à ce jour ouvriront la voie aux succès de demain, le Ministère envisage l'année à venir avec enthousiasme.

CHAPITRE DEUX

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Points saillants

- *Le Canada a signé le Traité de coopération internationale en matière de brevets.*
- *Un montant de 71 millions de dollars servira à appuyer les réformes économiques entreprises en Pologne et en Hongrie.*
- *Au cours de la première année d'existence de l'ALE, près de 99 % des échanges entre les deux pays n'ont fait l'objet d'aucun litige.*
- *Le taux de croissance annuelle des importations de vêtements bon marché ramené à 0,8 %.*

A. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

On estime que la croissance économique des principaux pays industrialisés a été de 3,4 %, ce qui représente un ralentissement par rapport à l'année précédente, alors que la croissance s'élevait à 4,4 %. Tout au long de 1989, on a noté des signes d'un écart grandissant au niveau de la performance macro-économique de ces divers pays; ainsi, la croissance a fortement ralenti au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais elle est demeurée relativement forte au Japon et sur le continent européen.

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 42.



L'inauguration du Bureau commercial de San Diego, le 25 février 1990.

Le volume des échanges mondiaux s'est accru de 7,4 % en 1989, soit une baisse légère par rapport à la hausse de 9,1 % affichée en 1988; néanmoins, il s'agit du deuxième taux de croissance en importance des cinq dernières années. En ce qui a trait au déséquilibre des paiements extérieurs, les principaux pays industrialisés ont connu des résultats mitigés en 1989. Ainsi, de 128,9 milliards de dollars US qu'il était en 1988, le déficit du compte courant des États-Unis est passé à 110 milliards en 1989. Au cours de la même période,

l'excédent du compte courant du Japon a chuté de 79,6 milliards de dollars US à 57,2 milliards. Quant à la République fédérale d'Allemagne, une forte progression de ses exportations lui a permis d'accroître son excédent du compte courant, qui est passé de 50,4 milliards de dollars US en 1988 à 55,5 milliards en 1989. Cette hausse s'est toutefois produite en grande partie aux dépens de ses partenaires européens.

Au cours de la première moitié de l'année, le dollar américain a fait preuve d'une vigueur étonnante qui lui a permis de s'apprécier par rapport aux autres devises importantes. Les experts ayant jugé ces pressions incompatibles avec les efforts déployés pour ajuster les déséquilibres de la balance des paiements, il s'en est suivi toute une série d'interventions concertées destinées à équilibrer les forces du marché. Le deutsche mark a affiché des gains spectaculaires au cours du dernier trimestre par suite des entrées de capitaux provoquées par un important resserrement, en octobre, de la politique monétaire allemande et par les nouvelles perspectives économiques qui s'offrent à la R.F.A. depuis l'ouverture, en novembre, du mur de Berlin. Quant au yen japonais, il est demeuré faible tout au long de l'année.

Certains pays ayant excédé les limites de leur capacité de production, les pressions inflationnistes se sont intensifiées en 1989. Dans le cas du Japon, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie, une hausse des impôts a également eu pour effet d'attiser l'inflation. Les prix à la consommation des sept principaux pays industrialisés ont connu une augmentation de 4,4 % en 1989, comparativement à 3,3 % en 1988. Dans l'espoir de contenir la poussée inflationniste, les dirigeants de plusieurs pays du Groupe des sept ont fortement resserré leur politique monétaire tout au long de 1989.

Dans les pays en développement, le taux de croissance est passé de 4,2 % en 1988 à 3,0 % en 1989. Cette diminution est due principalement à un ralentissement en Asie, où le taux de croissance est passé de 9 % à 5 %, et à un ralentissement dans les pays qui ont récemment éprouvé des difficultés relativement au service de leur dette. Le ratio d'endettement de l'ensemble des pays en développement est passé à 16 % de leurs exportations en 1989, de 19,4 % qu'il était l'année précédente. Dans le cas des pays qui ont récemment éprouvé des difficultés à rembourser leur dette, ce ratio est passé de 33,2 % à 25,6 % au cours de la même période.

B. TENDANCES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA

Après avoir connu le deuxième taux de croissance économique en importance et le plus fort taux de croissance de ses échanges de toute la décennie en 1988, le monde a connu en 1989 un ralentissement marqué de la croissance de ses activités économiques et commerciales. Le Canada n'a pas échappé à cette tendance générale, puisque ses exportations n'ont connu qu'une très faible hausse alors que la croissance de ses importations a été plus vigoureuse. L'écart de la balance commerciale du Canada s'est donc encore rétrécie en 1989. Les exportations ont augmenté de 825 millions de dollars (0,6 %) pour atteindre 138,3 milliards de dollars. Les importations ont enregistré un gain de 3,8 milliards de dollars (2,9 %) pour atteindre un total de 135 milliards de dollars. Si l'on tient compte des changements de prix, le volume des exportations canadiennes a connu une hausse de 0,8 % (comparativement à 9,3 % en 1988) et celui des importations, de 4,8 % (contre 13,6 % en 1988). L'excédent de la balance commerciale du Canada a donc diminué de 3,3 milliards de dollars pour s'établir à 3 milliards de dollars en 1989. La part des exportations mondiales détenue

par le Canada est demeurée stable, à environ 4 %.

Le tableau 2.1 donne un aperçu du commerce extérieur du Canada en 1989 par grandes régions. Dans l'ensemble, les échanges du Canada avec les États-Unis et avec les pays autres que les États-Unis ont affiché des taux de croissance similaires. On note peu de changements au chapitre de la dépendance du Canada à l'égard des marchés américains. Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, absorbant 73,3 % de nos exportations totales et fournissant les deux tiers (65,2 %) de nos importations. Les exportations à destination des États-Unis ont atteint 101 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,9 %. Les importations ont totalisé pour leur part 88,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,8 %. Il découle de ces données que l'excédent pour le Canada a atteint 13,3 milliards de dollars, soit une diminution de 6,3 % par rapport à l'année précédente et l'excédent le plus faible depuis 1981. Cette tendance peut être attribuable à une forte demande de produits importés au Canada et au renforcement du dollar canadien.

Les exportations canadiennes à destination de la région de l'Asie et du Pacifique ont diminué légèrement de 3,9 % en 1989 pour atteindre 16,9 milliards de dollars, alors que les

importations en provenance de cette région ont augmenté de tout près de 1 milliard de dollars pour se situer à 19,6 milliards de dollars. Il en découle que le déficit commercial du Canada

**TABEAU 2.1
PRINCIPAUX
MARCHÉS DU
CANADA
EXPORTATIONS DE
MARCHANDISES,
IMPORTATIONS
ET SOLDES
COMMERCIAUX**

(Base douanière) (en millions de dollars canadiens)						
Commerce des marchandises avec :	Expor- tations 1989	Variation en % sur 12 mois 1989/88	Impor- tations 1989	Variation en % sur 12 mois 1989/88	Solde com- mercial 1988	Solde com- mercial 1989
Le monde	138 339	0,6	135 033	2,9	6 379	3 306
Les États-Unis	101 411	1,1	88 017	2,3	14 301	13 394
Europe	14 766	3,4	18 581	(4,7)	(5 228)	(3 815)
Europe de l'Ouest	13 814	7,3	18 013	(4,6)	(6 016)	(4 199)
dont la CEE (12)	11 827	7,1	14 915	(7,1)	(5 016)	(3 088)
Europe de l'Est et URSS	952	(32,0)	568	(7,3)	788	384
L'Asie et le Pacifique	16 856	(3,9)	19 614	4,9	(1 156)	(2 758)
Asie	15 538	(5,7)	18 758	5,5	(1 312)	(3 220)
dont le Japon	8 850	1,2	9 571	3,2	(522)	(721)
et la Chine	1 145	(56,1)	1 182	23,8	1 651	(37)
Pacifique	1 318	23,4	856	(6,4)	153	462
L'Amérique latine	2 743	(11,9)	5 200	14,7	(1 421)	(2 457)
Amérique du Sud	1 182	(21,2)	2 494	8,7	(794)	(1 312)
Amérique centrale et Antilles	1 561	(3,2)	2 706	20,9	(627)	(1 145)
L'Afrique et le Moyen-Orient	2 520	11,5	1 911	37,9	875	609
Moyen-Orient	1 586	35,6	779	64,3	696	807
Afrique	934	(14,4)	1 132	24,1	179	(198)

Source : Statistique Canada, Commerce des marchandises destinées à l'exportation, Commerce des marchandises destinées à l'importation

avec la région de l'Asie et du Pacifique s'est détérioré de 1,6 milliard de dollars pour atteindre 2,8 milliards de dollars. En hausse de 1,2 %, les exportations vers le Japon ont poursuivi leur progression pour atteindre 8,9 milliards de dollars, alors que les importations en provenance de ce pays ont augmenté de 3,2 % pour se situer à 9,6 milliards de dollars. Par suite d'un déficit de 721 millions de dollars, la balance commerciale du Canada avec le Japon a continué de se détériorer en 1989. Alors que les importations en provenance de la République populaire de Chine ont enregistré un gain de 23,8 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars, les exportations vers ce pays ont chuté de 56,1 % pour se situer à 1,1 milliard de dollars, donnant au Canada un faible déficit de 37 millions de dollars.

La forte baisse des exportations à destination de la Chine est imputable à une chute de 1,2 milliard de dollars des exportations de blé en 1989. Les exportations canadiennes vers la région du Pacifique ayant connu une forte hausse de 23,4 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars et les importations ayant légèrement diminué, l'excédent avec cette région s'est accru de plus de 300 millions de dollars en 1989.

Une hausse des exportations canadiennes vers l'Europe, supérieure à la normale, combinée à une baisse des importations en provenance de cette région, a contribué à ramener le déficit commercial du Canada à 3,8 milliards de dollars, ce qui correspond à un redressement de 1,4 milliard de dollars. Les exportations canadiennes à destination de la Communauté européenne ont affiché une hausse de 7,1 % pour passer à 11,8 milliards de dollars, alors que les importations en provenance de la CE ont diminué de 7,1 % pour se situer à 14,9 milliards de dollars. En conséquence, le déficit a connu une baisse de 38,4 % pour s'établir à 3,1 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est et l'URSS ont enregistré une baisse plus prononcée à partir d'un volume plus restreint, ce qui est attribuable principalement à une diminution de 0,5 milliard de dollars des exportations de blé à destination de l'URSS.

On a observé une diminution d'environ 12 % des exportations du Canada vers l'Amérique latine et une augmentation de 14,7 % des importations en provenance de cette région, ce qui a contribué à gonfler de 1 milliard de dollars le déficit commercial en 1989. Le commerce avec l'Afrique et le

Moyen-Orient a été marqué par une forte expansion des exportations, soit de l'ordre de 11,5 %, attribuable principalement à l'augmentation des ventes de produits de base, alors que l'accroissement des importations a porté principalement sur des produits de base utilisés dans l'industrie, dont le pétrole brut.

La composition par produit du commerce canadien

Le secteur des produits de l'automobile demeure en tête de liste dans les échanges internationaux de produits manufacturés au Canada, représentant environ le quart du commerce total. Dans l'ensemble, à cause de la léthargie des marchés américains et canadiens au niveau des ventes, les exportations de produits de l'automobile n'ont pratiquement pas progressé en 1989, alors que les importations ont diminué. Il en est découlé un excédent de 1,7 milliard de dollars à ce chapitre.

Parmi les catégories d'exportation qui ont connu une expansion notable en 1989, se trouvent les minerais métalliques, la pâte de bois, le fer et l'acier, le cuivre, le zinc, les machines et le matériel électriques, la construction aéronautique (avions et pièces) et le matériel ferroviaire. Les diminutions

les plus importantes ont été enregistrées dans les exportations de blé, de nickel et d'automobiles, ce qui s'explique par la sécheresse de 1988, la chute des prix de certains produits de base dans la deuxième moitié de l'année et la faiblesse du marché américain de l'automobile. Comme ces fluctuations ont eu pour effet de s'annihiler mutuellement, les exportations totales se sont dans l'ensemble accrues légèrement de 0,8 milliard de dollars (0,6 %) en 1989.

Les importations de biens de consommation autres que les produits de l'automobile ont fortement augmenté par suite de la vigueur de la demande intérieure et du dollar canadien. Tout comme l'année précédente, les importations de machines et de matériel ont connu une hausse substantielle, traduisant ainsi la forte croissance des investissements au Canada et la vigueur de la demande d'ordinateurs et d'équipement destiné à la modernisation du travail de bureau. La hausse de 1,3 milliard de dollars des importations de pétrole brut est imputable à l'augmentation des prix et des volumes d'importation. Les importations ont connu une hausse de 3,8 milliards de dollars (2,9 %).

En 1989, les termes de l'échange du Canada ont continué à s'améliorer, mais moins rapidement qu'au cours

des années précédentes. Par suite de la sécheresse de 1988, le prix des céréales est demeuré élevé au début de 1989 à cause de l'incertitude qui régnait au sujet des récoltes à venir. Il a toutefois commencé à diminuer à mesure que les récoltes se sont révélées plus abondantes que prévu. Le prix du pétrole brut a commencé à augmenter au cours des tout premiers mois de 1989, traduisant ainsi l'incertitude qui régnait sur les marchés par suite de la catastrophe provoquée par le déversement d'huile de l'*Exxon Valdez* et par suite d'autres interruptions dans les livraisons. La demande d'énergie et le prix des produits

énergétiques étaient également en hausse à la fin de 1989 à cause du froid inhabituel que le pays a connu au début de l'hiver. Les prix du bois d'oeuvre et de la pâte de bois ont augmenté en 1989, alors que ceux du papier journal ont diminué. La forte demande de métaux et de minerais du début de l'année, qui persistait depuis 1988, s'était largement atténuée à la fin de 1989 ce qui, ajouté à une augmentation de l'offre, n'a pas manqué d'avoir un effet dépressif sur les prix. Une baisse des prix des ordinateurs et du matériel connexe a contribué à l'amélioration générale des termes de l'échange.

C. ACTIVITÉS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round

Le Bureau des négociations commerciales multilatérales (BNCM) a été mis sur pied en 1988 dans le but de coordonner la participation du Canada à la huitième ronde de négociations commerciales internationales. Il regroupe des spécialistes des questions touchant l'accès aux marchés, l'agriculture, les règles commerciales internationales et le fonctionnement des organismes internationaux, les services, la propriété intellectuelle et les investissements. Le Bureau a affecté une équipe

de négociation intégrée à la mission canadienne auprès du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à Genève et il est chargé de définir la position canadienne au cours des négociations. Dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales (NCM), il a mis en place des mécanismes de consultation auprès des autres directions du Ministère et des autres ministères fédéraux, auprès du Comité consultatif sur le commerce extérieur (CCCE), des Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) et d'autres

associations industrielles et commerciales, ainsi qu'auprès des provinces.

Au cours de l'année écoulée, le Bureau a coordonné, à Genève, la participation du Canada aux 15 différents groupes de négociation, ce qui a permis de soumettre des propositions de premier plan concernant les points suivants : l'accès aux marchés, les normes relatives à la propriété intellectuelle liées au commerce et leur mise en application, l'agriculture, les règles du GATT relatives à la balance des paiements, le code antidumping du GATT, les textiles et les vêtements, les obstacles techniques au commerce, le règlement des différends et la nouvelle organisation mondiale du commerce. Toujours dans le cadre des NCM, le Bureau a également travaillé à la mise en place de mécanismes complexes de consultation et de négociation bilatérales et multilatérales dans de nombreuses capitales, dont Washington, Bruxelles, Tokyo, New Delhi, Manille, Bangkok, Djakarta et Mexico, tant au niveau des hauts fonctionnaires que des ministres.

En 1990, le Canada et d'autres participants aux NCM vont s'interroger sur l'orientation à donner à la réforme du commerce agricole, de même que sur l'importance et la portée que

pourrait prendre la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires à l'échelle mondiale; sur l'équité et l'efficacité des nouvelles règles du GATT en matière de pratiques commerciales loyales et déloyales, de même que sur les mécanismes de règlement des différends; sur le contenu et la mise en oeuvre d'un nouveau système sectoriel du type du GATT qui s'appliquerait aux échanges de services; et sur la possibilité d'étendre le système du GATT aux questions liées au commerce relatives à la propriété intellectuelle et aux investissements.

Agriculture

Dans le cadre de l'Uruguay Round, le Ministère a activement défendu les objectifs du Canada en matière d'agriculture, tant lors des réunions officielles des groupes de travail des NCM qu'au sein d'autres comités multilatéraux. Ces objectifs sont :

- la réduction substantielle des subventions nationales qui ont des effets de distorsion sur les échanges et l'élimination des subventions à l'exportation;
- la libéralisation de l'accès aux marchés;
- l'établissement de règles commerciales détaillées portant sur l'agriculture,

en particulier sur l'élimination des exemptions dont bénéficient certains pays, et un éclaircissement de l'Article XI du GATT; et

- un accord portant sur les règles visant à empêcher un usage abusif des règlements sur l'hygiène et la santé susceptibles de constituer des obstacles au commerce.

Lors d'une réunion ministérielle tenue en Thaïlande en novembre 1989, le Groupe de Cairns, dont le Canada fait partie, a adopté une position de négociation détaillée concernant la réforme du commerce agricole mondial. Cette prise de position a été soumise au Groupe des NCM sur les questions agricoles.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

La Direction des affaires du GATT a supervisé et coordonné la participation du Canada aux nombreuses activités institutionnelles et aux affaires courantes du GATT. Elle a eu à expliquer la position du Canada sur divers points devant être présentés au GATT.

Dans le contexte du GATT, la Direction a assuré, au cours de l'année écoulée, la gestion d'une série de différends commerciaux bilatéraux dont certains,

en vertu des dispositions applicables au règlement des différends, ont porté sur les politiques canadiennes en matière d'importation de crème glacée et de yaourt, sur les droits compensateurs américains sur les exportations canadiennes de porc, et sur les tarifs douaniers imposés par le Japon sur le bois d'épinette, de pin et de sapin de débits courants.

La Direction a assumé la responsabilité des négociations qui ont permis à la Bolivie et au Costa Rica d'adhérer au GATT.

La Direction a aussi participé activement aux travaux en cours dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round qui devraient prendre fin en décembre 1990, ainsi qu'à la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) conformément à leurs obligations en vertu du GATT.

Propriété intellectuelle

Le Canada possède des intérêts importants, à l'échelle internationale, dans le domaine des brevets, des droits d'auteurs, des semi-conducteurs, des dessins industriels, des marques de commerce, des noms de marque et des appellations d'origine. Les objectifs

de la Direction responsable de la propriété intellectuelle sont de chercher à établir des niveaux internationaux appropriés de protection de la propriété intellectuelle dans le but de permettre un accès permanent aux technologies étrangères et de maintenir la concurrence à l'intérieur du pays. La Direction cherche également à s'assurer que les mesures prises à l'étranger ou à l'échelle internationale relativement à la propriété intellectuelle ne nuiront pas aux exportations ou aux intérêts commerciaux du Canada.

Le Canada est un membre actif de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et il participe aux négociations en cours au sein du GATT sur la propriété intellectuelle liées au commerce.

Le Traité de coopération internationale en matière de brevets a été ratifié au cours de l'année écoulée. Cette entente permet à des citoyens canadiens d'obtenir un brevet dans les pays signataires du traité grâce à une seule demande enregistrée au Canada. Ce traité est entré en vigueur le 2 janvier 1990.

Un autre traité a également fait l'objet d'une entente, à savoir l'Enregistrement international des oeuvres audiovisuelles. Une fois que les changements

législatifs appropriés auront été apportés, le Canada compte ratifier cette convention qui vise à assurer une protection accrue aux films destinés aux marchés d'exportation.

Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)

Le Comité des échanges a continué d'oeuvrer au bon fonctionnement du système des échanges internationaux. Il a pour cela fait état des initiatives prises par les États membres en matière de politique commerciale, procédé à l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'Uruguay Round, ainsi qu'à l'analyse de l'utilisation que l'on fait de divers instruments de politique commerciale, de leur impact et de leur interrelation.

Les travaux du Comité ont en grande partie porté sur les États qui ne sont pas membres de l'Organisation. Celui-ci a participé à un atelier mixte en compagnie des dynamiques pays asiatiques dans le but d'améliorer leur compréhension de la politique commerciale et de promouvoir leur intégration dans le système commercial international.

Le Comité a procédé à l'évaluation des progrès réalisés dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de

l'Est et a incité les pays de l'OCDE à apporter une réponse commune à ces changements.

Le Comité des échanges de l'OCDE a effectué des études sur les avantages économiques qu'il y aurait à intégrer les pays en développement dans le système commercial international et sur les mesures de transition qui devraient être adoptées à cet effet.

Le Comité de l'agriculture de l'OCDE, le Groupe de travail mixte du Comité de l'agriculture et le Comité des échanges ont poursuivi leur travail de suivi des politiques agricoles nationales. Les études de l'OCDE ont démontré leur utilité en favorisant une meilleure compréhension des problèmes liés aux politiques nationales et de leur incidence sur le commerce international.

Le Comité des pêches de l'OCDE a entrepris des travaux visant à définir et à évaluer la portée et l'impact de l'aide économique sur l'industrie de la pêche. Le Comité a retenu la suggestion du ministre canadien du Commerce extérieur d'accorder une attention particulière aux préoccupations environnementales dans ce secteur. Les travaux du Comité permettront d'étudier cette question plus à fond.

Le Comité des pêches a continué de fournir des rapports de surveillance détaillés sur la question des pêches et, avec l'appui de la délégation canadienne, il a procédé à un examen officieux des principaux énoncés de politique des pays membres de l'OCDE en matière de pêche.

D. AFFAIRES INTERNATIONALES DE FINANCES ET DE L'INVESTISSEMENT

Sommet économique annuel

Le troisième cycle des sommets économiques a débuté par le Sommet de Paris (le Sommet de l'Arche tenu en juillet 1989). Bien décidés à continuer de mettre l'accent sur l'environnement, les chefs d'État se sont entendus sur la nécessité de mettre au point une série d'indicateurs qui tiendraient et rendraient compte de l'incidence des politiques économiques et des décisions

des entreprises sur l'environnement. On a également encouragé des initiatives visant à s'attaquer à des questions aussi diverses que le transfert de technologie, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'évolution du climat, la conservation de l'énergie, le déboisement et la protection du milieu marin. La Déclaration de Paris a sanctionné avec fermeté le concept de développement durable préconisé à Toronto. Le trafic

des stupéfiants et le problème connexe du blanchiment de l'argent ont également été au coeur des discussions à Paris. Les dirigeants politiques se sont engagés, au nom de leur pays, à prendre diverses mesures destinées à combattre la production des drogues illicites et à réduire la demande à ce chapitre. Le Groupe d'action financière internationale a été mis sur pied dans le but d'évaluer les résultats des efforts en matière de coopération internationale visant à empêcher le recours aux institutions financières pour procéder au blanchiment de l'argent et à envisager des mesures préventives supplémentaires à cet égard.

Les discussions ont également porté sur les différents aspects des relations Est-Ouest. Les chefs d'État ont demandé à la Commission européenne de coordonner l'aide destinée à la Pologne et à la Hongrie afin d'y favoriser les réformes économiques et politiques (cette initiative est connue depuis sous le nom de projet du Groupe des 24).

Direction de l'énergie et de l'environnement

La Direction de l'énergie et de l'environnement a soutenu le rôle clé joué par le Canada dans la décision prise par l'Assemblée générale des Nations

Unies (AGNU) de convoquer la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui aura lieu au Brésil en juin 1992, et d'élire le Canadien Maurice Strong à titre de Secrétaire général.

Lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui s'est tenue en octobre 1989, la délégation canadienne a joué un rôle clé en établissant un rapprochement entre les pays industrialisés et les pays moins développés membres du Commonwealth relativement à des questions telles que l'aide supplémentaire et le transfert de technologie. Ces efforts ont abouti à la signature de la Déclaration de Langkawi, en vertu de laquelle les 49 pays signataires se sont engagés à favoriser le développement durable et à entreprendre des initiatives régionales et internationales dans des domaines tels que la foresterie et les pêches.

La Direction de l'énergie et de l'environnement a contribué à l'élaboration d'ententes et de protocoles d'entente avec l'URSS et le Mexique.

On a élaboré des accords bilatéraux que le premier ministre Mulroney et le premier ministre soviétique Ryjkov ont paraphé à Moscou en novembre 1989. L'un de ces accords portait sur la coopération en matière de prévention

et de contrôle de la pollution du milieu marin dans l'Arctique, et le Canada et l'URSS ont signé un protocole d'entente portant sur la coopération en matière d'environnement. Le mérite de ce protocole est qu'il favorise concrètement la coopération entre les deux pays relativement aux questions environnementales et qu'il prévoit la mise sur pied d'une commission chargée de se réunir régulièrement et de passer en revue les progrès réalisés à cet égard.

Récemment, la question des liens entre l'économie et l'environnement a de nouveau suscité des débats au sein de l'OCDE. Au Sommet de Paris tenu en juillet 1989, le Canada a reçu des appuis pour le rôle de premier plan qu'il a joué relativement aux questions d'ordre environnemental. La proposition du Premier ministre canadien de créer un système d'indicateurs environnementaux a amené l'OCDE à entreprendre des travaux décisifs à ce sujet. La Direction de l'énergie et de l'environnement continue de prendre une part active à ces discussions et à d'autres débats portant sur les liens entre l'économie et l'environnement, et notamment entre le commerce et les technologies respectueuses de l'environnement.

Les délégations canadiennes ayant participé à diverses rencontres internationales ont reçu des appuis dans le cadre des négociations portant sur les changements climatiques qui se sont déroulées notamment au sein du Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat, au Sommet de La Haye sur l'environnement, lors de la Réunion de Noordwijk et lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Liens économiques avec les pays en développement

Les liens économiques du Canada avec les pays en développement connaissent une évolution rapide, ce qui traduit la diversité croissante de bon nombre de ces États et l'interdépendance toujours plus grande de tous les pays.

L'objectif premier de l'aide canadienne au développement est de combattre la pauvreté, de favoriser le développement durable et de permettre une croissance qui s'appuie sur une base étendue dans les pays du tiers monde. Le Canada s'engage à poursuivre son aide aux pays les plus pauvres, et son appui aux réformes entreprises en Europe de l'Est n'enlève rien à cet engagement. En dépit des

restrictions budgétaires, le Canada demeure en effet l'un des principaux pays donateurs, autant sur le plan de la quantité que de la qualité.

En mars, le Premier ministre a annoncé qu'un projet de loi serait présenté à la Chambre des communes dans le but de radier la dette, évaluée à 182 millions de dollars, que les pays des Antilles membres du Commonwealth ont contractée en vertu du programme d'aide publique au développement. Cela permettra à ces pays de poursuivre leurs programmes d'adaptation structurelle et de réforme économique.

Les événements historiques qui se sont déroulés en Europe de l'Est et le désir de ces pays de mettre en place des institutions démocratiques et d'entreprendre des réformes économiques ont amené le Canada à collaborer à la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui constituera l'un des piliers de la reconstruction européenne maintenant que la guerre froide a pris fin.

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement a eu lieu à Montréal du 30 mars au 4 avril 1990. Cette rencontre internationale a permis au Canada de réitérer ses

objectifs, qui sont de favoriser l'adaptation structurelle et le débat sur des questions telles que la lutte contre la pauvreté, l'environnement et la dette.

Dette internationale

Le fardeau de la dette internationale qui pèse sur les pays sous-développés nuit à leur développement économique. Il existe deux moyens éprouvés d'aborder cette question, à savoir la réduction de la dette, dans la mesure où le pays prêteur radie une partie ou la totalité de cette dette, et le rééchelonnement de la dette, accompagné ou non d'un refinancement, par le biais duquel les versements sont réduits et répartis sur une plus longue période. La souplesse de ce dernier mode de remboursement enlève une partie de la pression exercée sur l'emprunteur tout en assurant le créancier qu'il sera remboursé. Le Canada a effectivement accordé son appui à la mise en oeuvre du Plan Brady visant à réduire la dette commerciale du Mexique, du Costa Rica et des Philippines. Le Canada a également continué à rééchelonner de la dette publique des pays ayant fait une demande en ce sens auprès du Club de Paris. Par suite du Sommet

économique de Toronto, le Club de Paris a maintenant accepté de réévaluer à des conditions de faveur la dette de 15 pays à faible revenu. Le Canada continue de présider le groupe d'appui chargé d'aider la Guyane à régulariser ses rapports avec les institutions financières internationales.

Fonds de stabilisation pour la Pologne et la Hongrie

Au Sommet économique de Paris, le premier ministre du Canada et ses homologues des autres pays ont convenu de coordonner l'aide destinée à appuyer les réformes en Pologne et en Hongrie. Un fonds de stabilisation de 1 milliard de dollars US a été créé afin d'assurer la convertibilité du zloty, la devise polonaise, et de favoriser la réussite du programme de réformes de ce pays. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Finances ont annoncé le 13 décembre 1989 que la contribution du Canada à ce fonds serait de 29 millions de dollars.

Ligne de crédit pour la Pologne

Outre le fonds de stabilisation, un autre élément de l'aide du Canada à la Pologne vient d'être approuvé, à savoir un mécanisme de crédit à court terme destiné à fournir un appui en

matière d'assurance et de garantie dans le cas d'opérations financières comportant des délais de paiement de 360 jours et moins. Cette mesure vise à inciter les exportateurs à contracter une assurance standard ou une garantie auprès de la Société pour l'expansion des exportations. Une fois atteint le montant maximal autorisé, soit 20 millions de dollars CAN, des crédits supplémentaires sont débloqués à mesure que les échéances précédentes sont respectées.

Assistance à la Pologne et à la Hongrie

En octobre 1989, le Premier ministre a annoncé un train de mesures visant à appuyer les réformes entreprises en Pologne et en Hongrie. Cette aide se présente sous la forme de nourriture d'une valeur de 12 millions de dollars CAN destinée à la Pologne; d'un fonds de développement économique de 10 millions de dollars CAN destiné à fournir une aide technique à ces deux pays (notamment au niveau de la formation en gestion) et à stimuler les échanges et les investissements; et de l'attribution du tarif de préférence général aux importations en provenance de la Pologne et de la Hongrie.

Accords relatifs à la protection des investissements étrangers

Le Canada a mis sur pied un nouveau programme d'Accords relatifs à la protection des investissements étrangers, dont la protection s'étend, selon des critères de réciprocité, tant aux investisseurs canadiens à l'étranger qu'aux investisseurs étrangers au Canada. Un premier accord a été conclu avec l'URSS et des négociations sont prévues à ce sujet avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Initiative canadienne en matière de crédits à l'exportation

S'appuyant sur une initiative canadienne mise sur pied au Sommet économique de Paris en 1989, le Canada a soutenu activement les efforts déployés par l'OCDE pour donner encore plus de poids aux règlements internationaux concernant l'utilisation des subventions au crédit à l'exportation qui créent des distorsions au niveau des échanges et des programmes d'aide. On prévoit que les négociations à ce sujet prendront fin en 1991.

**E. POLITIQUE
RELATIVE AU
COMMERCE
DES PRODUITS
INDUSTRIELS**

Dans le but de permettre aux industries manufacturières canadiennes d'avoir un meilleur accès aux marchés, d'être plus concurrentielles et de s'adapter aux nouvelles technologies, des efforts supplémentaires ont été déployés afin de rendre l'application des accords commerciaux plus efficace. Le Ministère poursuit également ces objectifs en favorisant le développement de nouveaux règlements internationaux concernant les normes techniques, les règles d'origine et toute autre pratique susceptible d'influer sur le commerce des produits industriels.

Le Canada a continué de se faire le défenseur d'un contexte commercial

stable et ouvert, susceptible de favoriser la libre concurrence et une plus grande efficacité dans l'industrie automobile. Des mécanismes de consultation mis en oeuvre à l'échelle internationale et divers accords commerciaux ont permis de mettre cette politique en place. Le Comité select sur l'industrie automobile prescrit par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été formé le 6 avril 1989. Ce comité axé sur le secteur privé est composé de membres des industries automobiles canadienne et américaine. Il a entrepris des travaux s'inscrivant dans la lignée de ses objectifs, qui sont «d'évaluer l'état de l'industrie

nord-américaine et de proposer des mesures d'ordre public et des initiatives privées destinées à améliorer sa compétitivité sur les marchés nationaux et étrangers».

Le redressement important qu'ont connu les marchés mondiaux de l'acier en 1988 s'est poursuivi durant la plus grande partie de 1989, permettant ainsi d'atténuer les effets de la capacité excédentaire qui prévaut dans cette industrie à l'échelle mondiale. Le Canada a poursuivi ses objectifs en matière de politique commerciale, c'est-à-dire favoriser l'élimination de toute gestion planifiée du contexte commercial de l'acier (restrictions volontaires à l'importation appliquées par d'autres pays) afin de laisser la restructuration de ce secteur s'effectuer par le biais de la libre concurrence. Le Canada a poursuivi ces objectifs dans le cadre de sa participation au Comité de l'acier de l'OCDE. La politique canadienne comportait également des mesures n'ayant aucun effet sur le commerce d'exportation et d'importation des produits sidérurgiques. Ces mesures visaient à obtenir des données commerciales avancées et plus détaillées susceptibles d'empêcher tout effet perturbateur sur l'industrie canadienne de l'acier.

Le Canada a pris part, en 1989, aux activités du Groupe de travail de l'OCDE sur la construction navale. Dans le but de surveiller les conditions du marché, d'imposer des règles de discipline en matière de crédits à l'exportation et d'évaluer le besoin de nouveaux règlements au chapitre des subventions. Cela a donné lieu à une diffusion accrue de l'information sur les mesures d'aide gouvernementale, et il a été décidé d'évaluer les règles commerciales à partir des résultats des NCM de l'Uruguay Round menées sous les auspices du GATT.

Les droits et obligations du Canada dans le cadre de l'Accord du GATT sur les obstacles techniques au commerce ont été appliqués dans le but d'assurer aux exportations canadiennes un meilleur accès aux marchés. Des consultations ont eu lieu auprès des organismes fédéraux de réglementation, du Conseil canadien des normes et des représentants des provinces et de l'industrie. Parmi les principaux points d'intérêt se trouvaient la question des normes de la Communauté européenne relativement à la commercialisation de la sardine et la question des règlements en vigueur au Portugal relativement à la classification des liquides oléagineux. Le Ministère a également entrepris une

évaluation détaillée des conséquences sur l'industrie canadienne des politiques et des normes adoptées dans le cadre du marché unique européen. Au cours de l'année, trois rondes de consultation ont eu lieu auprès des représentants de la Communauté. Il a été convenu que des échanges de

renseignements sur les projets de normes européennes auraient lieu par l'intermédiaire du Conseil des normes. Grâce à de telles ententes, les organes européens de normalisation seront attentifs aux commentaires du Canada avant de procéder à l'adoption de ces normes.

F. POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS AGRICILES

Les objectifs de la politique canadienne en matière de commerce des produits agricoles sont de favoriser la réduction des barrières commerciales et des subventions qui ont des effets perturbateurs sur les échanges commerciaux, ainsi que l'établissement de nouvelles règles commerciales applicables à tous les pays.

En 1989, la forte concurrence découlant des subventions à l'exportation a continué d'influer sur le contexte commercial international au chapitre de l'agriculture et a provoqué une baisse des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux. Les ministres et hauts fonctionnaires canadiens ont veillé à ce que l'agriculture demeure au coeur des préoccupations de diverses organisations internationales telles que le GATT, l'OCDE et le Sommet

de Paris. Les représentants canadiens ont également insisté sur l'importance d'axer en priorité les débats sur la réforme agricole et sur l'amélioration du système des échanges en ce qui a trait aux produits agricoles.

AECEC a en outre cherché activement à protéger les intérêts des exportateurs canadiens de produits agricoles aux prises avec des barrières commerciales. Ainsi, les démarches du Ministère auprès de la CE ont permis de retarder l'imposition d'une taxe sur les importations de pois et de haricots. Le Ministère a également adopté des mesures visant à améliorer ses relations avec l'industrie agricole relativement à sa politique commerciale. Il a ainsi pu discuter avec l'Association canadienne des éleveurs de boeuf de certains problèmes liés à l'interprétation des

politiques gouvernementales en matière d'importation. Le Ministère participe également, aux côtés des représentants de cette industrie, aux discussions du

Groupe d'étude sur la politique laitière. Ce comité prépare une série de recommandations portant sur une nouvelle politique à cet égard.

G. POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Le Canada a entrepris une vaste offensive diplomatique et une campagne de relations publiques visant à inciter la Communauté européenne à restreindre la surpêche dans la région de l'Atlantique du Nord-Ouest. À la suite de ces initiatives, la CE a signalé son désir de coopérer avec le Canada au niveau de la recherche scientifique, de la surveillance et du renforcement des mesures coercitives dans la région placée sous la juridiction de OPANO. Il s'agit là d'une étape importante devant mener à la préservation des ressources halieutiques dans cette région.

Le Canada a continué de faire appel à la coopération internationale dans le but de restreindre la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord et ailleurs. Le Canada a joué un rôle de premier plan en parrainant la résolution de 1989 de l'AGNU concernant la pêche aux filets traînants pratiquée sur une grande échelle. Cette résolution

prévoit un moratoire à ce sujet d'ici 1992, à moins que des mesures strictes de conservation ne soient prises pour empêcher ce type de pêche d'avoir des conséquences inadmissibles sur les ressources halieutiques. À l'initiative du Canada, cette résolution réclame également un arrêt immédiat de toute expansion nouvelle de la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord.

Le Canada, le Japon et les États-Unis ont en outre convenu d'exercer une surveillance accrue de la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord, et notamment d'exercer des contrôles stricts sur la pêche au saumon pratiquée au Japon. En collaboration étroite avec les États-Unis, le Canada a également déployé des efforts visant à freiner la pêche et la commercialisation illégales du saumon de haute mer et il a fait appel à la coopération des pays du Sud-Est asiatique dans le but de mettre fin à cette pratique.

H. POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES RESSOURCES ET DES PRODUITS DE BASE

Le Canada a pris un engagement ferme en faveur d'une gestion responsable des organismes internationaux de commercialisation des produits de base et il joue un rôle actif au sein de plusieurs d'entre eux. Il a, plus particulièrement, supervisé le règlement hors cour de la poursuite intentée contre le Conseil international de l'étain (CIE), le Ministère ayant joué un rôle de premier plan dans cette affaire. Le 30 mars 1990, le CIE a versé un montant de 182,5 millions de livres à ses créanciers.

La Direction continue de participer à l'établissement de règles financières concernant le Fonds commun pour les produits de base et elle a également joué un rôle dans la formation, en juin 1990, après de nombreuses années d'efforts, du Groupe d'étude international du nickel.

Des études entreprises par la Direction à la demande du ministre Joe Clark ont confirmé l'importance des importations de certains métaux essentiels à l'industrie canadienne. Le Canada dépend fortement des livraisons de ferrochrome, de vanadium, de manganèse et de platine en provenance d'Afrique du Sud; il n'a pas d'autres sources d'approvisionnement pour ces

métaux. Une autre étude a porté sur les exportations de soufre canadien à destination de ce pays.

Le Canada a soulevé des objections relativement aux règlements que la Communauté européenne se propose d'adopter en matière de séchage au four, et qui menacent le commerce canadien du bois d'oeuvre avec la CE. Ces règlements visent à combattre la menace perçue que représente la nématode du pin. Si ces règlements sont adoptés tels que proposés, les exportateurs de bois des Maritimes et de la Colombie-Britannique pourraient en souffrir considérablement.

En matière d'environnement, les gouvernements, au Canada et à l'étranger, ont pris de nouvelles mesures et adopté de nouveaux règlements susceptibles d'imposer de nouvelles restrictions aux industries forestière, minière et métallurgique du Canada dans les années à venir.

Le gouvernement canadien a favorisé l'adoption de la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur la sécurité dans l'utilisation de l'amianté et il a appuyé l'Institut de l'amianté dans ses efforts en vue de promouvoir à l'étranger la sécurité dans l'utilisation de l'amianté.

I. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA- ÉTATS-UNIS

Le premier volet de l'Accord de libre-échange (ALE) est entré en vigueur le 2 janvier 1988. Cet accord prévoit l'élimination éventuelle de toutes les barrières tarifaires bilatérales et de presque toutes les autres restrictions douanières entre les deux pays.

Au cours de la première année de son fonctionnement, l'ALE a principalement permis :

- de mettre en place la législation, les mécanismes et les institutions appropriés;
- de promulguer les réductions tarifaires prévues;
- d'élargir les conditions d'admission temporaires des gens d'affaires;
- d'entreprendre des consultations relativement à certains irritants commerciaux et de les éliminer;
- d'accélérer le processus d'élimination des frais de douane sur 400 articles donnant lieu à des échanges évalués à 6 milliards de dollars entre le Canada et les États-Unis;
- de mettre sur pied des groupes spéciaux bilatéraux chargés d'éliminer d'autres barrières commerciales dans les secteurs des produits agricoles et des produits de la pêche, des questions douanières, du tourisme et des services.

Des progrès significatifs ont été également réalisés au cours d'une deuxième ronde de consultations visant à accélérer le processus d'élimination des tarifs douaniers et à éliminer les irritants relatifs aux inspections de viande à la frontière américaine.

Le Canada et les États-Unis ont tous deux bien utilisé les mécanismes de règlement des différends. Le processus de règlement commence par la tenue d'une consultation officielle; il se poursuit par des pourparlers au niveau de la Commission mixte du commerce canado-américain; si le différend persiste, on met sur pied un groupe spécial bilatéral chargé de faire des recommandations à la Commission. La plupart des différends sont résolus à l'étape des consultations, et près de 99 % des échanges entre le Canada et les États-Unis ne font l'objet d'aucun litige.

Les dispositions contenues dans le chapitre 18 de l'Accord permet aux deux gouvernements de contester des pratiques jugées incompatibles avec l'ALE ou d'entreprendre des consultations au sujet de toute question ayant trait à son fonctionnement. En octobre, un groupe spécial mis sur pied en vertu du chapitre 18 a permis la conclusion d'une entente entre les deux pays

relativement à un système susceptible de satisfaire les exigences du Canada en matière de débarquement de saumon et de hareng sur la côte Ouest. Des procédures avaient été engagées pour six autres différends, mais seule l'objection formulée par le Canada à l'endroit des exigences américaines concernant la taille des homards en était à l'étape de la mise sur pied d'un groupe spécial.

L'ALE prévoit l'établissement, sur une période de cinq à sept ans, de nouvelles règles applicables aux pratiques de subventionnement et à des pratiques anti-concurrentielles comme le dumping (vente de produits dans un pays étranger à des prix parfois inférieurs aux coûts de production). En outre, les dispositions relatives au règlement des différends contenues dans le chapitre 19 de l'Accord devraient éventuellement remplacer l'examen judiciaire, par les cours de chaque pays, des droits compensateurs et anti-dumping. (Un droit compensateur est un tarif douanier appliqué aux produits d'un pays étranger dont l'industrie bénéficie de subventions gouvernementales.)

Au cours de l'année écoulée, des sanctions commerciales ont été prises, tant par le Canada que par les États-Unis, relativement à de nombreux articles. Le Canada conteste les accusations de dumping et de subventionnement

portées par les États-Unis relativement aux exportations canadiennes de porc et d'acier.

Le Canada et les États-Unis ont continué d'exercer leurs droits dans le cadre du GATT et de recourir aux mécanismes du GATT en matière de règlement des différends lorsque la chose s'est avérée nécessaire.

Le Canada demeure le seul fournisseur important d'acier des États-Unis à ne pas être soumis aux Accords d'autolimitation.

La taxe d'exportation de 15 % a été soit éliminée, soit réduite de manière substantielle sur plus de 80 % des exportations de bois tendre canadien à destination des États-Unis.

La Commission mixte du commerce canado-américain, qui coordonne le fonctionnement de l'ALE, se réunit tous les six mois afin d'examiner les progrès accomplis et de discuter de questions commerciales. La Commission, dont le ministre du Commerce extérieur John Crosbie et la représentante au Commerce des États-Unis M^{me} Carla Hills sont membres, s'est réunie à trois reprises jusqu'à présent, et tous deux ont exprimé leur satisfaction de voir que la mise en oeuvre de l'ALE se poursuit de manière constructive et harmonieuse.

J. CONTRÔLES À L'EXPORTATION

Pour la première fois en 16 ans, la Direction des contrôles à l'exportation a procédé à la révision et à la mise à jour de la Liste de marchandises d'exportation contrôlée, réduisant ainsi les contrôles superflus et démodés dont plusieurs produits faisaient l'objet.

La Direction a émis plusieurs licences générales d'exportation, lesquelles permettent, dans certaines circonstances, d'exporter des marchandises contrôlées sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une licence d'exportation individuelle. Cette rationalisation des contrôles à l'exportation a réduit de 40 % le nombre de permis émis au cours de l'année écoulée.

K. CONTRÔLES À L'IMPORTATION

De nombreux produits, spécialement les produits agricoles, font l'objet de contrôles à l'importation. Dans le but de soutenir les industries du pays, le gouvernement canadien a imposé des limitations aux prix et à la production de certains de ces produits. Pour rendre ces restrictions efficaces, il est nécessaire de limiter les importations de ces produits par l'imposition de contingentements.

À titre de membre du Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques, la Direction a fait des recommandations visant un assouplissement des contrôles à l'endroit de l'Europe de l'Est, et a également soumis des propositions individuelles visant à rationaliser les listes des marchandises contrôlées. En outre, la Direction a organisé et supervisé des séminaires sur les exportations de haute technologie vers l'Europe de l'Est, qui ont eu lieu à Toronto, Montréal et Ottawa dans le but d'informer les exportateurs sur la manière de tirer parti des changements politiques survenus dans les pays de l'Est et de l'assouplissement des contrôles à l'exportation vers ces pays qui en a résulté.

En plus des produits agricoles (dont les oeufs, les produits laitiers, le poulet et la dinde), des contrôles à l'importation sont également appliqués à l'acier et aux espèces menacées de disparition. Au cours de l'année écoulée, le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à mettre un terme au massacre des éléphants d'Afrique en renforçant unilatéralement les contrôles à l'importation d'ivoire en provenance d'Afrique.

Les interactions avec l'industrie et d'autres ministères et organismes fédéraux ont été nombreuses au cours de l'année écoulée. L'attribution de contingents d'importation soulève souvent des controverses, car ceux-ci servent à appuyer les décisions prises par le gouvernement canadien en matière de politique intérieure. Des contrôles à l'importation sont toujours en vigueur en ce qui a trait à certains produits en provenance d'Afrique du Sud.

La hausse des contingents d'importation négociée dans le cadre de l'ALE a été appliquée avec succès au cours de l'année.

La Loi sur les licences d'exportation et d'importation fait présentement l'objet d'une révision afin qu'elle puisse traduire plus fidèlement les besoins actuels du Canada.

Textiles et vêtements

L'objectif principal de la politique canadienne relative à l'importation de vêtements est d'assurer un rythme de croissance des importations qui soit modéré et compatible avec une adaptation structurelle harmonieuse de la part de l'industrie canadienne du textile. À cette fin, le Canada a contribué à la prolongation de cette fin à prolonger l'Arrangement multi-fibres (AMF).

L'AMF permet à des pays importateurs comme le Canada de limiter, par le biais d'accords bilatéraux de restriction, les importations de textiles et de vêtements en provenance de sources d'approvisionnement bon marché. Le Canada a renégocié les accords bilatéraux existants à cet égard et il a poursuivi des négociations avec les pays fournisseurs qui ne font l'objet d'aucune restriction.

En 1989-1990, de nouvelles restrictions ont été négociées avec trois fournisseurs, à savoir l'Afrique du Sud (vêtements et tissus de laine peignée), le Pakistan (draps et taies d'oreillers) et le Brésil (draps, taies d'oreillers et serviettes en ratine de coton). En outre, une limitation unilatérale a été imposée à l'égard des importations de vêtements d'hiver en provenance des Émirats arabes unis, et les serviettes en ratine de coton ont été ajoutées à l'accord conclu avec la Thaïlande.

Il s'ensuit que, à la fin de l'année financière 1989-1990, des ententes bilatérales avaient été conclues avec 28 pays exportateurs. Si on y ajoute les limitations unilatérales imposées à la Corée du Nord et aux Émirats arabes unis, le nombre total des restrictions s'est élevé à 30.

Entre 1987 et 1989, un certain nombre d'importateurs canadiens ont conspiré avec des exportateurs étrangers pour se soustraire à l'entente Canada/Corée relativement aux restrictions à l'égard des textiles en réexpédiant des tissus en filaments de polyester via le Japon. Huit importateurs canadiens ont été accusés en vertu des dispositions de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Des négociations ont été entreprises avec la Corée dans le but d'obtenir une compensation relativement à ce transbordement.

L'AMF, qui a régi le commerce des textiles au cours des 30 dernières années, arrive à expiration le 31 juillet 1991. Le Canada a fait connaître à Genève sa position sur les moyens d'éliminer l'AMF et d'inclure le commerce des textiles et des vêtements dans le cadre d'une entente du GATT renouvelée.

Alors que le taux annuel des importations de vêtements bon marché s'est accru de 11 % par an entre 1981 et 1986, le taux de croissance annuelle moyen a été ramené à 0,8 % depuis 1987.

Sigles et acronymes utilisés au chapitre deux :

AGNU :	<i>Assemblée générale des Nations Unies</i>
ALE :	<i>Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis</i>
AMF :	<i>Arrangement multi-fibres</i>
BNCM :	<i>Bureau des négociations commerciales multilatérales</i>
CCCE :	<i>Comité consultatif sur le commerce extérieur</i>
CE :	<i>Communauté européenne</i>
CEE :	<i>Communauté économique européenne</i>
CIE :	<i>Conseil international de l'étain</i>
CNUED :	<i>Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement</i>
GATT :	<i>Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce</i>
GIEC :	<i>Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat</i>
GCSCE :	<i>Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur</i>
NCM :	<i>Négociations commerciales multilatérales</i>
OCDE :	<i>Organisation pour la coopération et le développement économiques</i>
OPANO :	<i>Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest</i>
PCT :	<i>Traité de coopération internationale en matière de brevets</i>
URSS :	<i>Union des républiques socialistes soviétiques</i>

CHAPITRE TROIS

EXPANSION DU COMMERCE D'EXPORTATION

Points saillants

- La présence du Canada dans les pays asiatiques et dans ceux de la région du Pacifique a contribué à la hausse des exportations canadiennes en matière de technologie de pointe; celles-ci ont surpassé la croissance moyenne de l'ensemble de ce secteur.
- Exception faite des échanges au sein de la Communauté économique européenne (CEE), le Canada est le pays dont les exportations d'aliments préparés connaissent la croissance la plus rapide du monde.
- Les ventes directement attribuables à des activités financées dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) dépasseront un milliard de dollars pour la troisième année de suite.

Les activités que le Secteur de l'expansion du commerce extérieur a menées au cours de l'année reflètent l'objectif premier du Ministère, qui est d'aider les entreprises canadiennes à accroître leurs exportations, de même que l'objectif non moins important qui consiste à acquérir des technologies et

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 67.



Personnel de recherche de la station biologique St. Andrew's, au Nouveau-Brunswick, effectuant des expériences d'aquaculture

- Dans le cadre de la stratégie de promotion commerciale Horizon Le Monde, les fonds destinés au programme commercial ont connu une hausse substantielle de 93,6 millions de dollars.

des capitaux étrangers dans le contexte de la mondialisation rapide des affaires et d'un environnement commercial de plus en plus compétitif.

Ces initiatives ont surtout porté sur les trois grands buts de la Stratégie nationale du commerce, à savoir assurer et élargir l'accès aux marchés

mondiaux, rendre le Canada plus compétitif et le doter de moyens accrus de commercialisation à l'échelle internationale.

On a également pris des mesures pour permettre au Canada de profiter pleinement des débouchés que créeront notamment la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les Négociations commerciales multilatérales en cours (dans le cadre de l'Uruguay

Round), l'unification du marché européen d'ici 1992 et la croissance dynamique de l'activité économique et commerciale dans la région de l'Asie et du Pacifique.

L'accroissement des activités dans tous les secteurs vient confirmer que les efforts entrepris au cours de l'année ont été couronnés de succès. Le présent chapitre donne un aperçu du travail accompli à cet égard.

A. LA DIRECTION GÉNÉRALE DES PROGRAMMES DE DÉFENSE ET DE LA TECHNOLOGIE DE POINTE

Sciences et technologie

Conçu pour aider les entreprises canadiennes à acquérir les nouvelles technologies qu'elles ne peuvent se procurer au pays, le Programme d'apports technologiques (PAT) a accordé son appui à quelque 600 projets, soit 260 de plus que l'année précédente. Les agents du réseau PAT, qui dispensent les services offerts dans le cadre de ce programme dans 34 missions à l'étranger, ont répondu l'an dernier à plus de 5 000 demandes de renseignements.

Selon une enquête menée par le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) auprès de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide du PAT au cours de l'année financière 1989-1990,

52 % d'entre eux utilisent déjà de nouvelles technologies dans leurs entreprises grâce à ce programme. Cette étude a par ailleurs démontré que le PAT avait permis au secteur privé de créer 880 nouveaux emplois au pays et de réaliser des ventes de 42 millions et des économies de 9,4 millions de dollars.

Le Canada est l'un des pays à avoir mis sur pied, en collaboration avec les autres membres du Groupe des sept, le Programme scientifique sur la frontière humaine (PSFH) destiné à subventionner la recherche axée sur l'être humain, notamment dans des domaines comme la neurobiologie. Ce programme vise à promouvoir la coopération entre les chercheurs du monde entier.

Les réunions du Comité scientifique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les colloques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont lieu au Canada cette année. Une entente préliminaire a par ailleurs été conclue en vue de la mise sur pied d'un Comité international des sciences de l'Arctique. Le rôle de premier plan joué par le Canada dans ce dossier a permis de rapprocher les positions des futurs membres de ce comité et de faire en sorte que sa création officielle ait lieu cette année. Appelé à oeuvrer dans le domaine des sciences de l'Arctique, cet organisme sera unique en son genre.

Les conseillers scientifiques et techniques de la Direction générale des programmes de défense et de la technologie de pointe ont effectué la tournée de 12 villes canadiennes et se sont adressés à quelque 600 personnes. Au cours de ces visites, ils ont notamment eu des rencontres individuelles et collectives avec des représentants du monde des affaires.

Après neuf ans de négociations, les membres du Sous-comité scientifique et technique des utilisations pacifiques de l'espace des Nations Unies sont parvenus à s'entendre à l'unanimité sur des directives touchant l'emploi

sécuritaire des sources d'énergie nucléaire dans l'espace. Les négociateurs canadiens ont joué un rôle prépondérant dans la promotion et l'élaboration de ces directives qui, si elles sont adoptées, permettront de réduire de façon significative les risques de contamination nucléaire. L'écrasement dans le Grand Nord canadien, en 1977, de l'engin spatial soviétique Cosmos 959, à propulsion nucléaire, a en effet montré que ces risques existent bel et bien.

La Direction générale a largement consulté la NASA afin de profiter pleinement de sa participation à la plus importante activité internationale dans l'espace à laquelle le Canada soit associé, à savoir la station spatiale *Freedom*. Des changements budgétaires et techniques ont amené des modifications substantielles au programme, mais celles-ci n'auront qu'une faible incidence sur le rôle que le Canada est appelé à jouer à cet égard.

Aérospatiale, marine et produits de défense

La Direction de l'aérospatiale, de la marine et des produits de défense a aidé diverses entreprises à prendre les dispositions nécessaires pour soumissionner les importants contrats

**CROISSANCE
COMPARÉE :
INDUSTRIE
AÉROSPATIALE/
PNB**

Croissance du PNB (%)	9,1	9,3	8,1
	1987	1988	1989
PNB du Canada (en milliards)	\$550	\$601	\$650
Industrie aérospatiale (ventes)	\$5,4	\$6,6	\$7,7
Aérospatiale (pourcentage d'augmentation des ventes)		22,2	16,6

internationaux de matériel de défense. L'Armée américaine envisage de retenir les services de la société General Motors Detroit Diesel de Windsor, en Ontario, qui emploie quelque 6 000 Canadiens, pour un contrat visant la fourniture de véhicules blindés légers d'une valeur d'un milliard de dollars. Il s'agit là d'un bel exemple du bon fonctionnement de ces mécanismes d'adjudication.

Au cours de l'exercice 1989-1990, quatre événements prestigieux, à savoir le Salon de l'aéronautique de Paris, le Meeting aérien du Canada, le Salon de l'aéronautique de Singapour et la Mission aérospatiale du Canada en Corée, ont permis aux secteurs du commerce et de la défense de l'industrie aérospatiale canadienne de se faire

connaître à l'échelle internationale. La participation du Canada à ces expositions a contribué à la hausse des exportations, qui ont surpassé la croissance moyenne de l'ensemble de cette industrie.

Une rencontre a eu lieu entre les représentants de la Mission aérospatiale du Canada en Corée et de sa contrepartie coréenne. Par suite de ces entretiens, l'industrie aérospatiale canadienne a concentré ses efforts en Asie, une région dont le potentiel de croissance est énorme.

L'industrie maritime canadienne a également fait une incursion sur le marché asiatique très compétitif. Lors d'une mission conjointe, des représentants du gouvernement et de ce secteur se sont rendus en Corée au début de l'année, et cette mission a été suivie de visites individuelles. Les entreprises canadiennes ont pu trouver d'importants débouchés grâce à ces démarches.

Une mission similaire, dont l'objectif était d'exporter du matériel de sécurité canadien, s'est rendue par ailleurs en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Les entreprises ayant participé à cette mission ont réalisé sur place des ventes de 1,2 million de dollars, suivies de ventes supplémentaires de 2,4 millions.

Le Secteur a également appuyé l'initiative Ciels ouverts en organisant une démonstration du matériel canadien de surveillance à l'intention des délégués. L'objectif de cette exposition était de fournir aux fabricants canadiens l'occasion de se faire connaître des 22 pays participants, dont l'Europe et les États-Unis.

Diverses industries ont mis en place un système destiné à organiser des réunions d'information à l'intention d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, de même qu'au profit de la Défense nationale et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, et de la Société pour l'expansion des exportations.

Par le biais de ces comptes rendus, les entreprises visent à favoriser les échanges au sujet de leurs plans de marketing international et à recevoir ainsi un soutien mieux organisé de la part des organismes gouvernementaux concernés.

Relations économiques en matière de défense

L'objectif de la Direction des programmes de défense est de fournir aux entreprises canadiennes de défense de l'aide et des conseils éprouvés en matière de stratégie, de manière à leur permettre d'avoir un meilleur accès

aux marchés de défense des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne fédérale, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suède, de la Norvège, du Danemark et de l'Italie, de même qu'aux projets multilatéraux de l'OTAN.

L'an dernier, la Direction a axé ses efforts sur l'amélioration et la protection de l'accès aux marchés américains et des pays avec lesquels le Canada possède un accord de recherche, de développement et de production (RDP). À plusieurs reprises, le Canada a fait des représentations auprès des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest pour le compte d'entreprises canadiennes. Les difficultés rencontrées aux États-Unis étaient généralement liées au manque de connaissance du statut spécial du Canada.

En Europe de l'Ouest, les efforts ont porté sur les propositions soumises par la Communauté européenne concernant les tarifs douaniers sur les produits de défense. L'entrée en vigueur de ces tarifs aurait de sérieuses répercussions sur les ventes de matériel de défense canadien à la Communauté. La Direction a également entrepris et terminé un rapport sur l'Europe de 1992 intitulé « *Rapport du Groupe de travail sur la production de défense* ».

Les Groupes de travail de l'Accord sur le partage du développement industriel pour la défense oeuvrant auprès de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Armée de l'air américaines, ont joué un rôle important, en termes d'activités promotionnelles liées au matériel de défense, en effectuant une série de visites bilatérales aux États-Unis et en y discutant de plusieurs nouveaux projets.

Dans le cadre de la Stratégie commerciale nationale et de la Stratégie de promotion commerciale Horizon Le Monde, au-delà de 60 missions commerciales portant sur le matériel de défense ont eu lieu, comprenant plus de 2 000 entrevues individuelles avec des entrepreneurs. La Direction a, entre autres, organisé la Conférence de l'Atlantique sur les produits de haute technicité, laquelle a connu beaucoup de succès. Des délégués commerciaux venus d'Europe de l'Ouest et de l'Est des États-Unis y ont rencontré les fabricants de matériel de défense du Canada atlantique. La Direction a continué d'offrir son aide à d'éventuels exportateurs, notamment par le biais d'événements comme le Troisième salon de la sous-traitance, qui a réuni plus de 125 représentants et acheteurs de l'Armée américaine et 130 représentants de fabricants canadiens de produits de défense.

En ce qui a trait aux relations que le Canada entretient avec les pays signataires des accords de RDP, une mission composée de dirigeants d'entreprises a connu énormément de succès en France en février, et des réunions intensives ont eu lieu aux plus hauts niveaux en Allemagne fédérale en juin 1989.

Dans le but de permettre aux entreprises canadiennes de tirer davantage parti des acquisitions de l'OTAN, la Direction a effectué trois tournées à travers le pays en compagnie de l'Agence de l'entretien et des approvisionnements de l'OTAN (NAMSA). L'objectif de ces visites était de faire savoir aux gens d'affaires canadiens désireux de fournir des pièces et de l'équipement à l'organe de logistique de la NAMSA qu'il existe de ce côté des débouchés d'une valeur de 600 millions de dollars.

Commercialisation des technologies de l'information et de l'électronique

Les changements technologiques et l'évolution rapide qui s'est poursuivie dans les secteurs de l'informatique, des télécommunications, de la télédétection et de l'instrumentation ont transformé le mode de fonctionnement des entreprises à travers le monde. Par conséquent, le genre de soutien gouvernemental dont les entreprises

canadiennes oeuvrant dans ces secteurs ont besoin évolue sans cesse, obligeant les missions canadiennes à l'étranger à demeurer attentives à ces nouveaux besoins.

Afin de leur permettre de tirer avantage de débouchés commerciaux évalués à quelque 350 milliards de dollars, le Ministère apporte constamment des changements à sa stratégie globale de soutien aux entreprises, axée notamment sur les économies gigantesques de l'Europe, de l'Asie et de la région du Pacifique aussi bien que des États-Unis. En collaboration avec les autres ministères, les gouvernements provinciaux et le secteur privé, il procède à l'élaboration de stratégies de commercialisation adaptées à chaque sous-secteur.

Le Ministère a procédé à la mise à jour et à l'expansion de l'ensemble des données utilisées à des fins promotionnelles sur les marchés mondiaux, et dans lesquelles figure le profil des exportateurs canadiens de technologies de pointe. Il a aussi mis sur pied un nouveau répertoire électronique et a vu à la mise à jour des données sur les

produits informatiques et les télécommunications destinées à être communiquées à d'éventuels acheteurs étrangers.

Au cours de l'année, la Direction des technologies de l'information et de l'électronique a conseillé quelque 200 exportateurs, dont 50 nouveaux venus, et elle a aidé environ 200 entreprises à mettre sur pied leurs projets de mise en marché à l'échelle internationale. Les missions commerciales de Hong Kong, de la Corée, de Taiwan, de Singapour, des pays nordiques, de l'Allemagne fédérale, de la Suisse, des Pays-Bas et du Moyen-Orient ont permis à plus de 300 exportateurs canadiens de se familiariser avec de nouveaux marchés. Des acheteurs de la Malaisie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de plusieurs pays asiatiques sont par ailleurs venus nous rendre visite. Le Ministère a parrainé des stands mettant en vedette des produits canadiens dans toutes les grandes expositions internationales de haute technologie. Des expositions solo ont aussi eu lieu à Londres et à Séoul dans le but de permettre aux innovations canadiennes de trouver preneur sur les marchés étrangers.

B. AGRO-ALIMENTAIRE, PÊCHES ET PRODUITS DE RESSOURCES

La Direction générale de l'agro-alimentaire, des pêches et des produits de ressources partage ses efforts entre les prévisions du marché et la planification annuelle des marchés d'une part, et l'élaboration et l'exécution des programmes d'autre part.

Agro-alimentaire

Selon des études effectuées au cours de l'année écoulée, exception faite des échanges au sein de la Communauté économique européenne (CEE), le Canada est le pays dont les exportations d'aliments préparés connaissent la croissance la plus rapide du monde. Cette croissance est due en partie à l'accroissement des débouchés pour les exportations dans le monde et à une plus grande sensibilisation, au sein de l'industrie agro-alimentaire canadienne, à l'existence de ces débouchés. Le Ministère cherche de plus en plus à renforcer les liens avec les responsables de ce secteur afin de les amener à prendre davantage conscience du potentiel que recèlent les marchés internationaux. C'est pourquoi les représentants de la Direction ont participé à 22 rencontres annuelles d'associations agro-alimentaires et à 51 rencontres portant sur les exportations.

Des consultations individuelles ont par ailleurs eu lieu avec une centaine d'entreprises canadiennes oeuvrant dans ce secteur.

La Direction générale de l'agro-alimentaire travaille en collaboration avec Agriculture Canada et les associations oeuvrant dans ce secteur afin de mettre au point des stratégies de commercialisation appropriées. Elle a également encouragé la mise sur pied d'organismes d'exportation favorisant les industries du boeuf, du porc et du fourrage.

Au cours de l'année financière 1989-1990, diverses études portant sur le commerce international ont été terminées, dont *Les marchés mondiaux prioritaires dans le secteur agro-alimentaire*, *Le monde des légumineuses* et le *Rapport sur l'industrie de la fourrure*. Une étude présentement en cours vise à identifier les plus importants débouchés pour les produits canadiens de la fourrure. Elle aidera ce secteur à planifier sa stratégie d'exportation tout en fournissant aux gouvernements fédéral et provinciaux et aux organismes d'exportation des renseignements recueillis aux quatre coins du globe.

Les activités destinées à promouvoir le commerce ont été très nombreuses au cours de l'année. Les représentants de la Direction générale ont assisté à huit foires commerciales et ont aidé à en organiser 32 autres. De plus, la Direction générale a accordé son soutien direct à 15 missions commerciales au pays et à 13 autres à l'étranger.

Une nouvelle édition révisée du volet « Activités spéciales » du Programme de développement des marchés d'exportation encourage les associations à participer aux efforts d'exportation. Les associations du secteur agro-alimentaire ont mis sur pied 44 projets s'inscrivant dans le cadre de ces activités.

On a également pris des initiatives telles que promouvoir les ventes en magasin, sélectionner des vins canadiens pour des réceptions officielles, organiser un séminaire sur l'exportation des produits agro-alimentaires et fonder deux fédérations ayant pour but l'exportation des viandes.

Pêches

La Direction générale des pêches a mis sur pied un programme de renseignements relatifs au marché qui permet de renseigner les 700 exportateurs de poisson inscrits dans le répertoire

du réseau mondial d'information (WIN) sur les foires commerciales, les conférences, les missions et les séminaires sur les exportations. Les rapports disponibles portent notamment sur le Boston Seafood Show, ANUGA 89 (en Allemagne fédérale), l'Exposition-conférence internationale sur l'équipement et les techniques reliés à la pisciculture (AQUANOR), la mission sur les pêches en Espagne et la mission à Boston des éleveurs de saumon de la Colombie-Britannique. La Direction générale a également publié *Marchés d'exportation des produits du poisson / (Guide commenté)*, qui indique de manière détaillée quels sont les débouchés pour chaque espèce ou produit répertorié dans les plans annuels des missions canadiennes à l'étranger.

On a aussi publié une série de guides portant sur chaque pays et intitulés *Lignes directrices à l'intention des exportateurs de poisson canadiens*. Il s'agit de guides pratiques conçus spécialement à l'intention des exportateurs de produits de la mer.

Au cours de l'année, des guides portant sur la France, la Corée, la Côte d'Ivoire, l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont été préparés à l'intention des exportateurs. Dix nouveaux guides sont actuellement en préparation. Un

ouvrage complémentaire vient également de paraître. Il s'agit de *Pêches canadiennes-Exportations, 1986-1988*, qui décrit les produits de la pêche exportés par chaque pays.

Les efforts de la Direction générale ont par ailleurs porté sur l'élaboration de stratégies d'exportation axées sur les produits de la pêche. Elle a collaboré étroitement en ce sens avec les entreprises, les associations industrielles, les provinces et les autres ministères visés en vue d'élaborer un projet de stratégies axées sur les produits de l'aquaculture (notamment le saumon d'élevage), les espèces sous-exploitées, les produits à valeur ajoutée et le homard.

Lors de ses rencontres avec les principales associations industrielles, la Direction générale a continué de faire valoir le point de vue du Ministère. Ses représentants ont assisté aux réunions annuelles du Conseil canadien des pêches, de l'Association canadienne des exportateurs de poisson, de l'Association des éleveurs de saumon de la Colombie-Britannique et de l'Association des pêches de la Colombie-Britannique. Un des représentants de la Direction générale a également été nommé administrateur d'office de l'Association canadienne des exportateurs de poisson.

Bien décidée à jouer un rôle de premier plan dans les activités promotionnelles, la Direction générale a participé, en collaboration avec les missions canadiennes à l'étranger, aux expositions sur les produits de la mer tenues à Long Beach, Boston, Orlando et New York, de même qu'à l'exposition ANUGA à Cologne, FOODEX à Tokyo et AQUANOR à Bergen, en Norvège. Un représentant de la Direction générale a également prononcé une allocution lors de la Première conférence sur le homard canadien, tenue à Londres.

Au cours de l'année, des représentants de la Direction générale ont participé à l'exposition Perspectives 89 sur les produits de la mer, parrainée par le CCI de Saint-Jean, à Terre-Neuve, et on a publié le compte rendu de la conférence à l'intention des exportateurs. La Direction générale a également mis sur pied la première d'une série de consultations semi-annuelles avec les agents des CCI oeuvrant dans le secteur des pêches, et elle a joué un rôle dans la formation du Comité interministériel sur le commerce de la pêche, lequel comprend des représentants d'AECEC, de Pêches et Océans Canada et d'Industrie, Sciences et Technologie Canada.

Dans le cadre de ses Activités spéciales, le Programme de développement des marchés d'exportation a accordé son soutien au Fisheries Council of British Columbia, au Conseil canadien des pêches, à l'Association canadienne des exportateurs de poisson, à l'Association des éleveurs de saumon de la Colombie-Britannique, à l'Association québécoise de l'industrie de la pêche, à l'Association des conditionneurs de poisson de l'Île-du-Prince-Édouard, à l'Association des pêches de Terre-Neuve et du Labrador et à l'Association des chasseurs de phoques du Canada.

Ressources naturelles et produits chimiques

La Direction des ressources naturelles et des produits chimiques a accordé la priorité absolue aux activités liées à la promotion des exportations mises sur pied à l'intention des fabricants de produits à valeur ajoutée ou partiellement manufacturés. Dans le secteur forestier, les produits à base de matières premières tels que châssis de fenêtres, composantes d'escaliers et planchers de bois franc sont autant d'exemples de produits transformés susceptibles de recevoir immédiatement un accueil favorable sur les marchés

étrangers. Dans le secteur des métaux et des minerais, les matériaux industriels de pointe tels que les céramiques et les thermoplastiques constituent des véhicules de premier choix pour qui entend faire la promotion des exportations et émettre des licences de production à l'étranger. Les produits pharmaceutiques et biologiques de pointe offrent les mêmes possibilités dans le domaine des produits chimiques.

La Direction travaille en étroite collaboration avec plusieurs associations industrielles du secteur des ressources naturelles dans le but de les aider à évaluer le potentiel des marchés d'exportation, à sensibiliser leurs membres à l'existence de ces marchés et à mettre au point des stratégies destinées à exploiter les débouchés répertoriés. Le Programme de développement des marchés d'exportation a notamment permis de subventionner des activités spéciales organisées en collaboration avec la Société des industries du plastique du Canada, la Société canadienne de céramique, l'Institut canadien de l'habitation usinée, l'Association canadienne de la tourbe de mousse et l'Association des manufacturiers de bardeaux indépendants de la vallée du Fraser.

C. PROJETS D'ÉQUIPEMENT ET INDUSTRIES SECONDAIRES

La Direction générale des projets d'équipement et des industries secondaires se compose de la Direction du financement des exportations et des projets d'équipement, et de deux directions sectorielles chargées, l'une, des machines et du matériel de transport, et l'autre, des produits de consommation. Cette dernière sert de point de convergence sectoriel et permet aux entreprises de mettre sur pied des activités liées au commerce extérieur et de coordonner et d'élaborer des stratégies de mise en marché adaptées à chaque secteur. La Direction générale appuie quatre Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur. Elle coordonne les programmes visant les projets d'équipement réalisés à l'étranger, le commerce de contrepartie, les institutions internationales de financement et le financement des exportations à même le compte du Canada. Elle fait la liaison avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et la Corporation commerciale canadienne (CCC), deux organismes qui offrent des services aux exportateurs canadiens.

Financement des exportations et projets d'équipement

La Direction du financement des exportations et des projets d'équipement est responsable du programme de financement des exportations par l'intermédiaire du compte du Canada, alors que la SEE est chargée de son exécution. Il s'agit d'un mécanisme de financement de dernier ressort qui peut répondre aux demandes des exportateurs à la recherche de crédits à l'exportation, d'assurance commerciale et d'assurance-investissements étrangers lorsque la SEE ne peut pas fournir les services demandés à son propre compte. La demande de fonds du compte du Canada augmente régulièrement depuis 1986. Les fonds destinés au financement des exportations en provenance de ce compte se font rares présentement, et cette situation se poursuivra tout au long de 1990. Seize marchés ont été conclus en 1989, nécessitant des crédits de 206 millions de dollars prélevés sur le compte du Canada; les pays visés étaient notamment la Chine, l'Inde, la Thaïlande, l'Algérie, le Rwanda et la Jamaïque.

Le commerce de contrepartie est un autre moyen de financement qui est recherché dans les marchés internationaux. Pour aider le Canada à répondre aux demandes en ce sens, la Direction générale conseille les exportateurs et tient à jour un sommaire des échanges compensés qui se font partout dans le monde.

La Direction générale administre le Programme d'aide technique à frais recouvrables, qui vise à fournir l'expertise du gouvernement canadien aux pays en développement (y compris dans les cas de projets d'équipement). Les entreprises intéressées sont assurées d'avoir rapidement et facilement accès à un vaste éventail de programmes d'aide et d'informations sur les projets d'équipement internationaux. Des renseignements généraux à cet effet sont maintenant publiés tous les mois dans la revue *CanadExport*, et les importateurs que les projets signalés intéressent peuvent obtenir une documentation complète.

Face à l'intérêt accru des exportateurs pour le potentiel qu'offrent les approvisionnements de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et des Nations Unies, des séminaires, organisés en collaboration avec le secteur privé, ont eu lieu à

Montréal et à Toronto dans le but de renseigner les exportateurs sur la complexité des mécanismes permettant d'établir des relations d'affaires avec ces institutions.

Machines et matériel de transport

La Direction de la machinerie et du matériel de transport est responsable du développement des marchés d'exportation d'un large éventail de produits, y compris les machines soucieuses de l'environnement et de l'économie d'énergie, celles destinées à l'industrie primaire et à l'industrie secondaire, le matériel de transport (à l'exception des avions), les véhicules automobiles et les pièces d'automobiles, ainsi que le matériel du secteur électrique et énergétique. La Direction est également responsable des services relevant de ces secteurs.

Dans le cadre de l'un de ses principaux mandats, la Direction a multiplié les efforts pour permettre aux entreprises canadiennes d'avoir accès aux marchés d'exportation. Même si les demandes adressées aux missions canadiennes ont été à l'origine de la plupart des débouchés créés l'an dernier, les initiatives des entreprises privées et des associations industrielles ont été responsables, dans la dernière partie

de l'année, d'une portion toujours plus grande de débouchés. À mesure que la Direction élaborera des stratégies de commercialisation axées sur les produits et services compris dans le cadre de son mandat, il sera de plus en plus courant de voir le secteur privé prendre seul l'initiative de s'imposer sur les marchés étrangers.

Seule ou de concert avec d'autres ministères, la Direction a entrepris d'élaborer des stratégies de commercialisation des exportations dans les secteurs de l'environnement, de l'automobile, de l'équipement destiné à la transformation des aliments, de l'équipement destiné à l'emballage et à l'étiquetage et des machines agricoles.

La Direction a pris part à diverses activités, y compris Globe 90, le plus important salon de l'environnement, et elle est membre de l'équipe de planification stratégique sur l'environnement, qui regroupe plusieurs ministères. En collaboration avec Énergie, Mines et Ressources Canada, elle a répertorié les entreprises qui offrent des produits et services consommant peu d'énergie.

La Direction a terminé l'avant-projet de sa stratégie de commercialisation des exportations dans le secteur de l'automobile. En collaboration avec d'autres directions au sein du Ministère,

d'autres ministères et une importante association de l'industrie automobile, elle a confié à une équipe la tâche de répertorier l'ensemble des fabricants de pièces d'automobiles. De nouveaux répertoires sont en préparation; ils porteront sur les fabricants de machines agricoles, de machines destinées à la transformation des aliments et de l'équipement destiné à l'emballage et à l'étiquetage. On étudie la possibilité d'élaborer des stratégies axées sur d'autres secteurs de la fabrication d'équipement et de services, dont une stratégie de commercialisation des exportations de machines destinées à l'industrie des plastiques mise au point par la Société des industries du plastique du Canada.

Parmi les principaux événements de l'année figurent le regroupement des intérêts du Ministère dans l'importante foire commerciale et conférence internationale sur l'environnement Globe 90; l'adoption d'un amendement au Programme de développement des marchés d'exportation autorisant les entreprises à faire appel au soutien du PDME pour assurer la formation au Canada de leurs nouveaux représentants à l'étranger; la pénétration des marchés de pièces d'automobiles de l'Extrême-Orient; et la signature officielle, par le Ministre

du Commerce extérieur, d'un protocole d'entente avec la Prairie Implement Manufacturers Association définissant les paramètres qui permettront d'élaborer un plan commun de commercialisation des exportations de cet important secteur de l'économie canadienne.

Produits de consommation

La Direction des produits de consommation est responsable du développement des marchés d'exportation d'une vaste gamme de produits, dont le vêtement, les textiles, la chaussure, les meubles, les articles de sport, les articles de cadeaux, les bijoux et les produits des industries culturelles. Elle est également responsable des produits et services liés à l'hygiène, aux soins médicaux et à l'éducation.

La Direction a participé activement à l'élaboration de stratégies et d'activités sectorielles de commercialisation, en plus d'accorder une aide directe aux exportateurs canadiens désireux de procéder à l'expansion de leurs marchés mondiaux. Il en résulte qu'elle est désormais en mesure d'apporter une importante contribution au chapitre de la planification administrative ainsi

que de l'élaboration de stratégies et de plans de développement des marchés d'exportation davantage sensibles aux besoins des entreprises.

Une initiative importante de la Direction a consisté à mettre sur pied des groupes de travail destinés à servir de tribunes aux entreprises afin de leur permettre d'améliorer l'efficacité des activités liées à l'expansion des marchés d'exportation et parrainées par AECEC. Cette initiative a notamment donné lieu à la création d'un comité d'exportation en collaboration avec l'Institut canadien des manufacturiers du vêtement. D'autres secteurs, dont ceux des appareils médicaux et de la chaussure, ont l'intention de mettre sur pied des activités similaires.

D'importants efforts ont été déployés pour tenter d'élaborer, à l'intention des industries culturelles, une vaste stratégie destinée à mieux quantifier les moyens dont dispose le Canada et de cibler plus adéquatement les marchés étrangers dans ce domaine. Pareille initiative est envisagée pour les produits et services liés à l'éducation.

D. PROGRAMMES ET SERVICES D'EXPANSION DES EXPORTATIONS

Diverses mesures prises au cours de l'année visent à mieux sensibiliser les exportateurs aux marchés d'exportation et à aider les entreprises à exploiter pleinement leurs capacités d'exporter.

Mois canadien de l'exportation 1989

Le Mois canadien de l'exportation est un programme destiné à sensibiliser les chefs d'entreprises, les employés et tous les Canadiens à l'importance du commerce extérieur.

En octobre 1989, John Crosbie, ministre du Commerce extérieur, a inauguré à Ottawa, au cours de la cérémonie annuelle de la remise des Prix d'excellence à l'exportation canadienne, le programme 1989 du MCE. Les Centres du commerce international de Saint-Jean (Terre-Neuve), Halifax, Montréal, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton, Calgary et Vancouver ont parrainé les activités régionales de ce programme.

Carrefour Export 1989

En tant que partie intégrante du Mois canadien de l'exportation, Carrefour Export a permis de réunir les exportateurs actuels et éventuels ainsi que les délégués commerciaux et agents de commerce de 50 missions

canadiennes à l'étranger, de même que des membres du personnel du ministère. Entre octobre et novembre 1989, 5 892 entrevues ont eu lieu dans 11 centres du pays. Ces réunions visaient à attirer l'attention des nouveaux et des futurs exportateurs sur l'expansion des marchés d'exportation et des exportateurs actuels sur la possibilité d'accroître leurs marchés à l'étranger.

Les délégués commerciaux et les agents de commerce ont également effectué des visites dans les usines et les entreprises de 54 localités du pays, où ils ont rencontré plusieurs représentants d'entreprises dans le cadre du programme.

Réseau mondial d'information sur les exportations (WIN)

Toutes les missions commerciales à l'étranger sont désormais dotées du répertoire du Réseau mondial d'information sur les exportations (WIN). Grâce à un programme de formation intensive dont les coûts sont évalués à 250 000 \$, 85 directeurs de réseau en poste à l'étranger ont pu se familiariser avec une nouvelle version du répertoire, qui contient en permanence environ 30 000 noms d'exportateurs. Entièrement

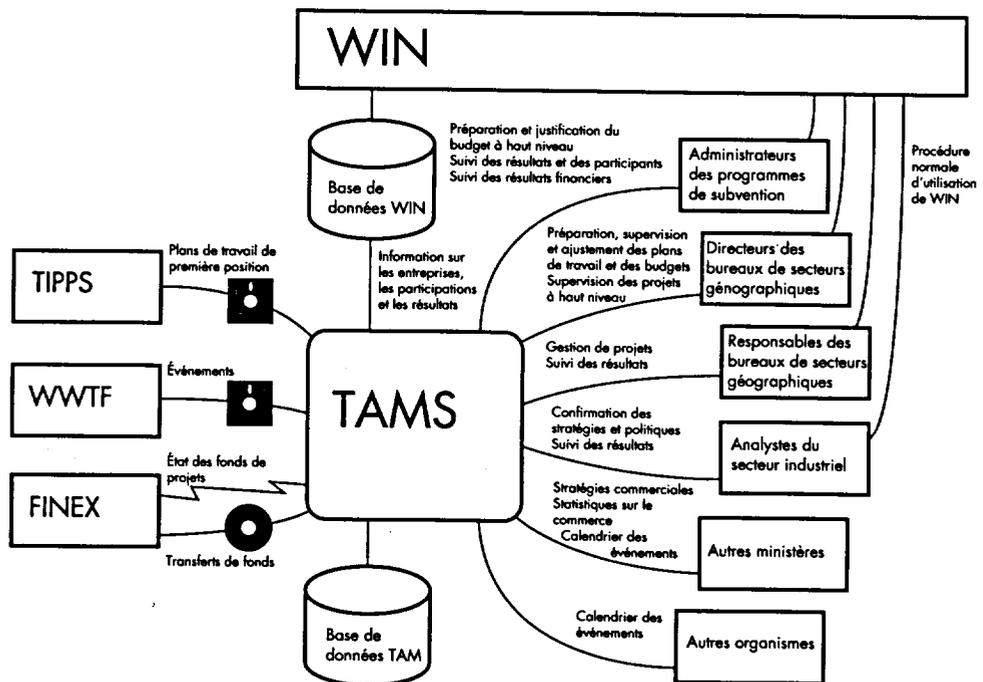
repensé, le système de mise à jour du répertoire a vu sa capacité augmentée grâce aux renseignements fournis par plus de 1 000 utilisateurs. Ainsi, le répertoire peut désormais traiter jusqu'à 5 000 modifications par jour.

Le Système de planification et de suivi pour le commerce a été complètement informatisé; il utilise les ordinateurs du réseau WIN du monde entier pour produire des plans annuels et des rapports trimestriels. Grâce à cette amélioration, la nécessité d'imprimer des formulaires à des milliers d'exemplaires

et de copier les données s'est atténuée. Il devient dès lors possible d'utiliser les principales informations recueillies sur les marchés en temps opportun, soit au moment des consultations fédérales-provinciales en matières commerciales, de conseiller les exportateurs et de prendre des décisions concernant l'attribution des ressources.

Le Système intégré d'information sur le commerce international comprend des études sur les marchés étrangers et sur les secteurs jugés prioritaires dans

GRAPHIQUE 3.1



les missions du ministère. Il contient également des informations détaillées sur l'environnement commercial, de même que sur les foires commerciales qui ont lieu à travers le monde. Grâce au réseau WIN, ces renseignements

d'ordre stratégique et administratif sont maintenant à la disposition des exportateurs, tant à l'administration centrale du Ministère que dans les Centres du commerce international.

GRAPHIQUE 3.2

(Projets mis en marche par le gouvernement)						
Année	Projets pro- posés	Projets approuvés	Sociétés aidées	Budget approuvé (millions \$)	Dépenses (mil- lions \$)	Ventes (mil- lions \$)
1981-82	811	299	1 652	8,6	8,8	350
1982-83	1 012	308	1 508	10,6	9,5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12,7	13,1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15,5	14,7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15,7	15,5	763
1986-87	1 219	323	1 403	12,5	12,7	444
1987-88	1 576	297	1 539	11,6	12,2	500
1988-89	1 464	297	1 575	14,7	13,9	800
1989-90*	1 620	331	1 600	18,2	18,2	900

(Projets mis en marche par l'industrie)					
Année	Demandes reçues	Demandes approu- vées	Montant approuvé (milliers \$)	Dépenses (milliers \$)	Ventes (millions \$)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 426	2 992	29 432	24 016	572
1987-88	3 997	2 738	22 258	18 818	1 065
1988-89	4 193	3 068	23 062	17 163	1 051
1989-90*	4 492	3 190	23 321	15 000	1 300

* Données préliminaires

Suite au succès remporté par le volet « Événements » du réseau WIN, on élabore présentement un nouveau système principal de Gestion des activités liées au commerce (TAMS). Ce système fournira des renseignements d'ordre administratif sur toutes les activités, tant sur le plan canadien qu'international, liées au commerce et qui présentent un intérêt pour AECEC ou que celui-ci a mis sur pied. Il permettra de regrouper divers systèmes présentement utilisés et permettra au grand public d'avoir électroniquement accès à un calendrier d'événements touchant le commerce extérieur. Une version améliorée de TAMS est prête, mais son installation ne sera pas terminée avant mars 1991.

Programme de développement des marchés d'exportation (PDME)

Le PDME demeure le programme le plus efficace et le plus populaire utilisé par les exportateurs pour accroître leurs ventes de biens et services à l'étranger. Dans le cadre de ce programme, le Ministère participe au financement d'activités que les sociétés ne pourraient pas, ou ne voudraient pas, entreprendre seules, réduisant ainsi le risque auquel elles s'exposent en pénétrant sur un marché étranger.

Par son apport financier remboursable, le programme incite les sociétés canadiennes qui n'ont jamais exporté à se lancer sur les marchés extérieurs, et encourage celles qui exportent déjà à exploiter de nouveaux marchés et de nouveaux créneaux.

Pendant l'année, le Ministère s'est appliqué à mieux adapter le programme aux besoins de l'industrie et à en accroître l'accessibilité. Il a veillé tout particulièrement à regrouper les services et à gérer le programme, et a remis la nouvelle édition du *Guide du PDME* à plus de 100 associations industrielles. Les ventes signalées au cours de l'année et attribuables à des activités de commercialisation que le Ministère a appuyées dans le cadre du PDME dépasseront un milliard de dollars pour la troisième année consécutive. Dans le cadre du volet « Activités mises en marche par l'industrie », le Ministère a approuvé 3 190 demandes d'aide, soit une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, dans le cadre du volet « Activités mises en marche par le gouvernement », doté d'un budget de 18,2 millions de dollars, il a appuyé la participation d'entreprises à 192 foires commerciales, l'envoi de 55 missions commerciales et l'accueil de 84 missions d'acheteurs. Un total de

1 600 entreprises canadiennes et acheteurs étrangers ont participé à ces activités.

Centres du commerce international (CCI)

Mis sur pied en 1988 en collaboration avec Industrie, Sciences et Technologie Canada, les Centres du commerce international permettent au gouvernement fédéral d'être présent dans tout le pays en ce qui concerne le développement du commerce et d'établir un

lien avec les ressources dont dispose le Ministère à Ottawa et à l'étranger. Un nouveau centre, ouvert à Calgary au cours de l'année, compte un conseiller de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) parmi les membres de son personnel. Des conseillers de l'ACDI font par ailleurs partie du personnel des CCI de Vancouver, Winnipeg et Montréal.

Au cours de l'année, les CCI du pays ont offert un éventail de services novateurs liés au développement du



Les entreprises primées sont d'avis que le Prix d'excellence à l'exportation canadienne procure à son récipiendaire des avantages qui vont au-delà du seul plaisir de voir ses efforts récompensés, comme le confirme M. Richard J. L'Abbé, président de MED-ENG SYSTEMS INC. : « Ce prix a même contribué à rehausser notre prestige auprès de notre clientèle locale. »

commerce. Au programme d'extension des services, qui comprend l'élaboration de stratégies d'exportation taillées sur mesure, sont venus s'ajouter des conseils à l'exportation, la sensibilisation à l'exportation et l'exécution de programmes subventionnés tels que le PDME, Carrefour Export et le Mois canadien de l'exportation. En outre, les CCI ont contribué à mettre au point de nouvelles stratégies commerciales régionales intéressantes, dont l'Initiative commerciale du Canada atlantique en Nouvelle-Angleterre.

Prix d'excellence à l'exportation canadienne

Événement promotionnel visant à stimuler le commerce, le programme des Prix d'excellence à l'exportation canadienne a été inauguré en 1983 afin de rendre hommage aux sociétés canadiennes qui ont contribué au développement des capacités d'exportation du Canada. Ce programme fait également ressortir l'importance du commerce pour le produit national brut du pays.

Aux deux extrémités de l'éventail des récipiendaires de ces prix se trouvent les grosses sociétés multinationales et les petites entreprises privées. Une étude a montré que 26 % des prix décernés au cours de la période de

sept ans comprise entre 1983 et 1989 ont été attribués à des petites entreprises, 26 % à de grosses sociétés, et le reste, soit 48 %, à des entreprises de taille moyenne. Au total, 95 entreprises ont mérité ce prix jusqu'à présent, sur plus de 1 200 candidatures soumises. Les récipiendaires de 1989 ont reçu leur prix des mains de John Crosbie, ministre du Commerce extérieur, lors de la réunion annuelle de l'Association canadienne des exportateurs.

Les sociétés suivantes ont été primées : la division Canadair de Bombardier Inc., Chemetics International Company Ltd., la division de la mise en conserve de Connors Bros. Limited, Eicon Technology Corporation, General Motors du Canada Limitée, Inco Limited, Klöckner Stadler Hurter Ltd., MED-ENG SYSTEMS INC., Newbridge Networks Corporation, Novacor Chemicals Ltd., Philips Electronics Ltd., PRO-ECO LIMITED, Tembec Inc., Terra Nova Fishery Co. Ltd. et WestCan Alfalfa Inc.

Centres d'études en administration internationale

Ce programme parraine les Centres d'études en administration internationale de diverses universités du pays. Ces centres incitent les universités à

mettre sur pied et à dispenser des cours destinés aux étudiants inscrits dans des sujets et disciplines reliés à l'administration internationale. Ils offrent également aux entreprises canadiennes des séminaires et des ateliers sur des sujets connexes dans le but de les amener à s'intéresser davantage à l'essor de l'économie mondiale. En outre, ils parraient la recherche dans le domaine de l'administration internationale afin d'assurer que les cours et séminaires soient adaptés aux conditions changeantes du monde des affaires internationales.

Ces centres sont situés à l'Université Dalhousie, à l'École des hautes études commerciales et aux universités de Western Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. De plus, l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa ont établi conjointement un huitième centre, soit le Centre sur la politique commerciale et le droit des échanges commerciaux, situé à Ottawa.

Même si les centres de Saskatoon, d'Edmonton et d'Ottawa ont été mis sur pied vers la fin de l'année financière précédente, leur inauguration officielle a néanmoins eu lieu l'an dernier. Le ministre du Commerce, M. Crosbie, a inauguré le centre d'Ottawa, le vice-premier ministre,

M. Mazankowski, celui d'Edmonton et le ministre de la Défense nationale, M. McKnight, celui de Saskatoon.

Outre les subventions de base que reçoivent ces centres, il existe un fonds moins important qui aide les universités ne disposant pas de tels centres à étoffer leurs programmes d'études en administration internationale ou à en offrir de nouveaux. Ainsi, au cours de l'année, des subventions ont été accordées à la Banff School of Advanced Management, à l'Université Concordia et à un projet conjoint mis sur pied par l'École d'administration de l'Université Carleton et la Faculté d'administration de l'Université d'Ottawa.

Promotion de l'investissement étranger

Au cours de la dernière année, le principal objectif du Programme de promotion de l'investissement (PPI) a été d'attirer des investissements à valeur ajoutée et dotés d'un apport technologique intensif. Quarante-trois missions à l'étranger ont entrepris à cet effet près de 200 activités promotionnelles destinées à attirer des investisseurs qualifiés. Ces efforts axés sur des cibles très précises ont porté sur les secteurs prioritaires de l'économie canadienne.

La mise sur pied du Programme d'investissement Horizon Le Monde a permis de tirer avantage des possibilités qu'offrent les marchés de la région Asie-Pacifique et de l'Europe de l'Ouest en matière d'investissement.

La signature de l'Accord de libre-échange a donné du poids à l'argument du Ministère selon lequel les investisseurs étrangers qui s'implanteront au Canada auront facilement accès au vaste marché nord-américain.

Transport international et services d'exportation

La Direction des services d'exportation et de transport a participé à la mise sur pied et veillé à la bonne marche de 14 rondes de négociations bilatérales ayant trait à l'aviation et de consultations avec d'autres pays qui

ont mené à la signature de six accords nouveaux ou élargis. Des conventions aériennes ont en outre été conclues avec les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie, le Japon, la Thaïlande, la Corée et l'URSS.

L'exposition Canada Days qui a eu lieu au Groenland aura permis d'y promouvoir l'établissement de services de transport et de liens commerciaux directs entre le Groenland et le Canada. Plus de 7 000 habitants de ce territoire ont eu ainsi l'occasion de mieux connaître notre pays.

Une série de séminaires axés sur l'entreprise et tenus à travers tout le Canada a attiré plus de 355 groupes désireux d'utiliser les maisons de commerce du Canada comme moyen de commercialiser leurs produits et services à l'échelle internationale.

E. SECRÉTARIAT DE LIAISON ET DE POLITIQUE D'EXPANSION DU COMMERCE

Au cours de l'année 1989-1990, le Secrétariat a préparé de nouvelles stratégies d'expansion du commerce.

Ses activités ont porté sur des questions telles que la mise en marché des services, les renseignements de nature commerciale, la place consentie aux provinces dans les missions fédérales, les investissements à l'étranger et les associations à des fins stratégiques.

Un programme de consultations approfondies entre hauts fonctionnaires et représentants ministériels a également permis de mettre sur pied un projet de collaboration avec les provinces et les associations industrielles. Ce groupe a par la suite été élargi de manière à inclure les représentants des municipalités et les agents de développement industriel, de même qu'un

nouveau groupement d'associations industrielles.

Coordonnée par le Secrétariat, la Stratégie de promotion commerciale Horizon Le Monde a constitué une réalisation importante du Ministère au cours de l'année. Elle a permis d'établir pour les quatre prochaines années les priorités en matière de développement commercial et de mettre sur pied les programmes appropriés. Les fonds destinés au programme commercial ont connu une hausse substantielle de 93,6 millions de dollars.

Dans le cadre des priorités du Ministère en matière d'expansion commerciale, un nouveau système de répartition des ressources a été conçu dans le but d'attribuer aux bureaux de

secteur géographique les fonds nécessaires à la mise en oeuvre de la Stratégie de promotion commerciale.

Des mesures ont été prises pour améliorer les opérations et la planification commerciales. On a notamment procédé à un examen attentif des projets à coûts réduits et des efforts promotionnels entrepris avec succès dans d'autres pays. On a également dressé un profil des services que les délégués commerciaux sont susceptibles d'offrir en l'an 2000 et élaboré des plans en vue de favoriser la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux à l'étranger ainsi qu'une meilleure utilisation du réseau canadien des consuls honoraires et des représentants commerciaux.

F. SECRÉTARIAT DES COMITÉS CONSULTATIFS SUR LE COMMERCE

L'objectif de ce comité consultatif permanent est de faciliter l'échange permanent, confidentiel et bilatéral entre le gouvernement et l'entreprise privée, de conseils et de renseignements sur les questions relatives au commerce international.

Rattaché au ministère du Commerce extérieur, ce système de comités consultatifs a pour fonction de permettre au gouvernement de bénéficier des avis du secteur privé dans ses délibérations

bilatérales et multilatérales portant sur l'accès au commerce international et les questions liées à la commercialisation.

Le système de comités consultatifs comporte deux volets. Le Comité consultatif sur le commerce extérieur (CCCE) a un mandat élargi portant sur toutes les questions concernant le commerce international, y compris celles relatives à la politique commerciale, à l'accès aux marchés et au développement du commerce. L'autre volet est

formé de 13 Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), qui veillent à ce que le gouvernement tienne pleinement compte des avis des différents secteurs pour tout ce qui a trait au commerce extérieur.

Ces comités concentrent présentement leurs efforts sur les négociations commerciales multilatérales et l'Accord de libre-échange. Au cours de l'année, ils ont examiné en détail la stratégie

commerciale du Canada et donné des conseils utiles aux négociateurs dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, l'agriculture, l'augmentation des tarifs douaniers, les groupes spéciaux affectés au règlement des différends et la stratégie Horizon Le Monde.

En 1989-1990, le Secrétariat a organisé quatre réunions du CCCE, 51 réunions des GCSCE et 42 réunions des Groupes de travail et Sous-groupes CCCE/GCSCE.

Sigles et acronymes pour le chapitre trois :

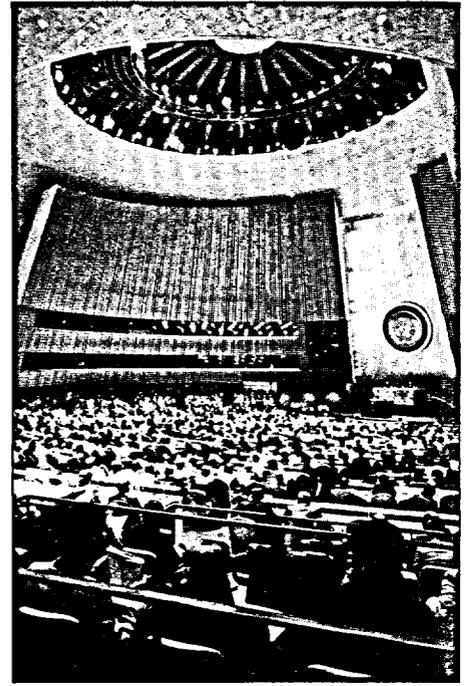
ACDI :	<i>Agence canadienne de développement international</i>	OCDE :	<i>Organisation de coopération et de développement économiques</i>
AECEC :	<i>Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada</i>	ONU :	<i>Organisation des Nations Unies</i>
ANUGA :	<i>Première exposition agricole internationale, qui a lieu tous les deux ans en Allemagne fédérale</i>	OTAN :	<i>Organisation du Traité de l'Atlantique Nord</i>
AQUANOR :	<i>Exposition-conférence internationale sur l'équipement et les techniques reliés à la pisciculture, qui a lieu tous les deux ans en Norvège</i>	PAT :	<i>Programme d'apports technologiques</i>
CCCE :	<i>Comité consultatif sur le commerce extérieur</i>	PDI :	<i>Programme de développement des investissements</i>
CCI :	<i>Centre du commerce international</i>	PDME :	<i>Programme de développement des marchés d'exportation</i>
CEE :	<i>Communauté économique européenne</i>	PSFH :	<i>Programme scientifique sur la frontière humaine</i>
CNRC :	<i>Conseil national de recherches du Canada</i>	RDP :	<i>Recherche, développement et production</i>
GCSCE :	<i>Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur</i>	SEE :	<i>Société pour l'expansion des exportations</i>
ISTC :	<i>Industrie, Sciences et Technologie Canada</i>	TAMS :	<i>Système de gestion des activités liées au commerce</i>
MDN :	<i>Ministère de la Défense nationale</i>	TDP :	<i>Direction des programmes de défense (AECEC)</i>
NAMSA :	<i>Agence de l'entretien et des approvisionnements de l'OTAN</i>	WIN :	<i>Réseau mondial d'information sur les exportations</i>
NASA :	<i>National Aeronautics and Space Administration</i>		

CHAPITRE QUATRE

AFFAIRES INTERNATIONALES ET COOPÉRATION MULTILATÉRALE

Points saillants

- *Négociation et conclusion d'un accord global avec l'URSS relativement aux questions nucléaires.*
- *Participation aux missions de maintien de la paix de l'ONU en Namibie et en Amérique centrale.*
- *En octobre 1989, le Canada préside le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre de son mandat de deux ans au sein de cet organisme.*
- *Un Canadien est élu Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique.*
- *L'Ambassadeur pour la conservation des ressources marines est chargé d'examiner la question de la surpêche dans l'Atlantique Nord-Ouest.*



De plus en plus actif au sein des Nations Unies, le Canada participe au Conseil de sécurité de l'ONU depuis janvier 1989, et ce pour une période de deux ans.

- *Pour la première fois en 40 ans, un Canadien est élu à la tête d'un organisme de l'ONU.*

A. LES NATIONS UNIES

Au moment de la planification de la visite officielle au Canada de son Secrétaire général, en mai 1990, l'ONU a donné des signes d'une vigueur et d'une détermination nouvelles. Cette visite a d'ailleurs permis de souligner l'appui indéfectible de la population canadienne et de ses gouvernements à

l'endroit de cette organisation internationale.

À la suite des événements politiques qui ont marqué l'année 1989, le rôle des Nations Unies s'est accru et s'est révélé de plus en plus opportun. Au cours de cette période, la communauté internationale s'est de plus en plus

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 76.

ournée vers l'ONU dans l'espoir de voir celle-ci tracer la voie à suivre face à la détérioration de l'environnement, au trafic des stupéfiants et au renouveau démocratique survenu dans certains pays. Les efforts du Canada ont visé à permettre à l'ONU de relever les défis qui se présentaient et de réagir adéquatement aux circonstances.

Le 1^{er} janvier 1989, le Canada entreprenait un mandat de deux ans auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, son premier depuis 1977-1978. Son rôle a été constructif tout au long d'une période mouvementée qui a vu le Conseil s'occuper de questions de sécurité régionale à l'échelle de quatre continents. En octobre 1989, le représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies a présidé le Conseil de sécurité.

Mené avec succès par l'ONU, le processus qui a permis à la Namibie, par l'entremise d'élections démocratiques, de passer du statut de territoire occupé à celui d'État indépendant a reçu un accueil favorable et bien mérité. Le Canada a joué à cet égard un rôle de premier plan en détachant auprès du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) du personnel militaire, des membres

de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du personnel affecté à la supervision des élections.

Les événements qui se sont déroulés en Amérique centrale ont permis à l'ONU de troquer son rôle traditionnel de gardien de la paix pour celui, plus actif, d'artisan de la paix. Le Canada a affecté des membres de son personnel auprès d'une mission d'observation militaire chargée de voir à la mise en oeuvre du plan de paix régionale en Amérique centrale, ainsi qu'auprès d'une mission de surveillance et d'observation chargée de superviser les élections qui avaient lieu au Nicaragua le 25 février 1990 au. Des troupes canadiennes sont par ailleurs engagées aux côtés des Nations Unies dans le cadre de six opérations de maintien de la paix actuellement en cours de par le monde.

Premier Canadien à assumer la direction d'une institution spécialisée des Nations Unies depuis 40 ans, William O'Neill a été élu à l'unanimité Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale, dont le siège social est à Londres. M. O'Neill est entré en fonction au début de 1990. Il y a eu un nombre inhabituel de conférences générales au programme de l'ONU au cours de l'année écoulée et

des résolutions touchant l'environnement et les droits de la personne. Le comité international mis sur pied à la suite du Sommet de Dakar supervise la mise en oeuvre de ces 90 projets.

Les représentants canadiens des ministères participants jouent également un rôle actif et constructif au sein de chacun des sept comités consultatifs chargés des questions relatives à l'agriculture, l'énergie, l'environnement, l'éducation et la formation, les communications et la culture, l'information scientifique et le développement technologique.

Les Jeux de la Francophonie qui se sont tenus au Maroc en juillet 1989 ont réuni 2 500 athlètes provenant de 40 pays. La délégation canadienne comptait 450 athlètes représentant le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick. La Société Radio-Canada a assuré la diffusion de ces jeux.

Lors de la Conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique, le Canadien Jean-Louis Roy a été élu Secrétaire général de l'organisme. Tout en confirmant le rôle essentiel joué par le Canada en tant que membre de la Francophonie, ce choix s'inscrit dans la lignée des efforts entrepris en vue de rationaliser et de renforcer le rôle de l'Agence. Depuis le Sommet de Dakar, l'Agence tient lieu de Secrétariat pour la coordination des sommets.

Le Canada a également participé à la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports avant le début des Jeux, de même qu'à la Conférence des Ministres de l'Éducation. Il joue par ailleurs un rôle de plus en plus actif au sein des quelque 40 associations de la communauté francophone.

E. ENVIRONNEMENT

Le Canada a joué un rôle de premier plan lors de la Réunion consultative sur la protection du milieu arctique qui s'est tenue à Rovaniemi, en Finlande, en septembre 1989. La délégation canadienne a présidé le groupe de travail juridico-politique et participé activement aux travaux du groupe de travail

scientifique; elle a ainsi contribué au lancement de ce programme et à l'élaboration d'un plan d'action concret. En signe de reconnaissance pour l'action de la délégation canadienne, les participants ont demandé au Canada d'être l'hôte de la deuxième réunion préparatoire des huit pays circumpolaires,

des résolutions touchant l'environnement et les droits de la personne. Le comité international mis sur pied à la suite du Sommet de Dakar supervise la mise en oeuvre de ces 90 projets.

Les représentants canadiens des ministères participants jouent également un rôle actif et constructif au sein de chacun des sept comités consultatifs chargés des questions relatives à l'agriculture, l'énergie, l'environnement, l'éducation et la formation, les communications et la culture, l'information scientifique et le développement technologique.

Les Jeux de la Francophonie qui se sont tenus au Maroc en juillet 1989 ont réuni 2 500 athlètes provenant de 40 pays. La délégation canadienne comptait 450 athlètes représentant le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick. La Société Radio-Canada a assuré la diffusion de ces jeux.

Lors de la Conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique, le Canadien Jean-Louis Roy a été élu Secrétaire général de l'organisme. Tout en confirmant le rôle essentiel joué par le Canada en tant que membre de la Francophonie, ce choix s'inscrit dans la lignée des efforts entrepris en vue de rationaliser et de renforcer le rôle de l'Agence. Depuis le Sommet de Dakar, l'Agence tient lieu de Secrétariat pour la coordination des sommets.

Le Canada a également participé à la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports avant le début des Jeux, de même qu'à la Conférence des Ministres de l'Éducation. Il joue par ailleurs un rôle de plus en plus actif au sein des quelque 40 associations de la communauté francophone.

E. ENVIRONNEMENT

Le Canada a joué un rôle de premier plan lors de la Réunion consultative sur la protection du milieu arctique qui s'est tenue à Rovaniemi, en Finlande, en septembre 1989. La délégation canadienne a présidé le groupe de travail juridico-politique et participé activement aux travaux du groupe de travail

scientifique; elle a ainsi contribué au lancement de ce programme et à l'élaboration d'un plan d'action concret. En signe de reconnaissance pour l'action de la délégation canadienne, les participants ont demandé au Canada d'être l'hôte de la deuxième réunion préparatoire des huit pays circumpolaires,

devant avoir lieu à Yellowknife en septembre 1990.

Lors de la conférence sur le transport des déchets dangereux qui s'est tenue à Bâle, en Suisse, le Canada a permis de résoudre une série de problèmes de nature légale et juridictionnelle qui avaient empêché pendant plusieurs mois tout progrès au niveau de la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux. Non seulement la délégation canadienne a contribué au règlement de conflits sous-jacents liés au Droit de la mer, mais son apport sur les plans scientifique, technique et politique a été considérable.

Le Canada a joué un rôle actif et constructif dans les trois groupes de travail mis sur pied sous les auspices du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il a ainsi beaucoup contribué à l'étude de l'impact scientifique et socio-économique des changements climatiques, et à l'élaboration de politiques destinées à contrer ce problème. En collaboration avec Malte et la Grande-Bretagne, le Canada a dirigé les travaux portant sur l'élaboration d'une entente cadre relative aux changements climatiques, travaux qui ont grandement contribué à la préparation du premier rapport du GIEC, qui doit être publié en août 1990.

Lors du Sommet économique de Paris, le Canada a réussi à convaincre les chefs de gouvernement du Groupe des sept qu'il était urgent que tous les gouvernements collaborent pour résoudre le problème que représente la détérioration de l'environnement tant à l'échelle régionale que mondiale. La proposition du Premier ministre canadien demandant à l'OCDE de mettre au point des « indicateurs environnementaux » (calqués sur le principe des indicateurs économiques) a reçu un accueil favorable. Les travaux en ce sens se poursuivent, tant au Canada qu'à l'étranger.

Lors de la réunion du comité exécutif du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), le Canada s'est chargé d'assurer la coordination entre les travaux juridiques portant sur l'élaboration d'une convention relative aux changements climatiques et les travaux actuels du GIEC.

La Réunion ministérielle sur la pollution atmosphérique et le changement climatique qui a eu lieu à La Haye en avril 1989 a été placée sous la coprésidence de Malte et du Canada. La délégation canadienne a non seulement pris une part active à la Réunion du comité directeur, mais a aussi contribué à l'élaboration, en novembre 1989, de

l'importante Déclaration de Noordwijk sur la pollution atmosphérique et le changement climatique.

Le représentant canadien auprès de la Commission du droit international (l'organe législatif officiel de l'ONU) a réussi, en collaboration avec les autres membres de la Commission, à favoriser le renforcement du droit environnemental et du droit fluvial au niveau international. Avec l'aide d'autres délégations, la délégation canadienne auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies a réussi à obtenir l'assentiment général à cet égard.

La délégation canadienne a participé activement au 15^e conseil d'administration du PNUE qui s'est tenu à Nairobi en mai 1989. Le conseil a pris la décision de convoquer une Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), et a convenu d'une définition internationale du développement durable, thème qui sera au coeur de la conférence. La 44^e Assemblée générale des Nations Unies a convenu de convoquer la Conférence au Brésil en juin 1992. Le Canadien Maurice Strong a par la suite été désigné comme Secrétaire général de la Conférence.

Conservation des ressources marines

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le ministre des Pêches et des Océans ont uni leurs efforts en vue d'une offensive diplomatique destinée à persuader la Communauté européenne de respecter les quotas fixés par l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO) relativement à la pêche dans les eaux internationales situées à 200 milles au large des côtes canadiennes.

Le 6 octobre 1989, le gouvernement a nommé M. J. Alan Beesley Ambassadeur pour la conservation des ressources marines afin de coordonner les efforts visant à mettre fin à la surpêche pratiquée par les pays étrangers dans l'Atlantique Nord-Ouest.

Afin d'appuyer l'offensive conjointe de ses ministres et d'obliger les pays de l'OPANO à se préoccuper du problème de la surpêche, et de ses conséquences pour les populations qui vivent de la pêche au Canada, le gouvernement a mis sur pied une importante campagne d'information destinée à attirer l'attention à la fois des habitants et des responsables de la Communauté européenne.

Les ministres canadiens ont tenu une série de réunions avec leurs homologues de la Commission européenne et de ses États membres dans le but de les sensibiliser aux effets perniciox que cette querelle avait sur l'ensemble de leurs relations avec le Canada. Même le Premier ministre canadien a pris la peine de faire parvenir des missives à ce sujet au président de la Commission européenne et à ses homologues des pays membres de cet organisme.

La campagne de relations publiques a porté sur les questions environnementales ainsi que sur la responsabilité qui incombait à la Communauté européenne de coopérer en matière de conservation. Comme première réaction positive, la CE a pris la décision de réduire unilatéralement ses quotas relatifs à certaines espèces pour 1990, même si ses flottilles ont continué de

pêcher abondamment la morue du Nord. La CE s'est montrée sensible aux préoccupations du Canada, et ses États membres cherchent d'ailleurs à rétablir de bonnes relations avec le Canada en ce qui a trait à cette question.

La délégation canadienne auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies a parrainé une résolution demandant un meilleur contrôle de la pêche pélagique aux filets traînants. Cette résolution est fondée sur le principe, proposé par le Canada, selon lequel les pays qui pêchent en haute mer ont l'obligation d'oeuvrer, tant à l'échelle mondiale que régionale, à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques, et de collaborer avec les États côtiers lorsque ces ressources sont surexploitées dans les eaux adjacentes aux zones économiques de ces États.

F. QUESTIONS NUCLÉAIRES

Non-prolifération des armes nucléaires

Le Canada a poursuivi ses travaux auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En 1989, le représentant du Canada a agi à titre de président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Les pays membres de cet organisme ont de nouveau été en

mesure de faire abstraction de leurs différents politiques et de s'attaquer aux questions liées à la non-prolifération des armes atomiques dans le monde. De nouveaux progrès ont été réalisés relativement au renforcement de l'application des garanties nucléaires. Une entente a été conclue concernant l'établissement d'une liste révisée du

matériel de diffusion gazeuse susceptible de servir à la production d'uranium enrichi. Les substances détonantes font l'objet d'un contrôle pour éviter qu'elles servent à la fabrication d'explosifs nucléaires. Le Canada a également lancé un débat sur l'établissement d'une nouvelle liste d'épuration destinée aux usines de production d'eau lourde. Le Ministère a participé à de nombreuses autres activités, notamment à des comités et à des groupes de travail au sein de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE. Le Ministère a également participé à la préparation de la quatrième Conférence (1990) chargée de l'examen du Traité de non-prolifération nucléaire.

Pour souligner le 50^e anniversaire de la découverte de la fission nucléaire, le Canada a publié en 1989 une brochure intitulée *Le Canada et les garanties internationales*. Ce document passe en revue les 35 années pendant lesquelles le Canada a contribué à la non-prolifération des armes nucléaires et à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Les médias n'ont pas manqué de soulever la question des exportations de tritium provenant de la nouvelle usine d'extraction de cet isotope dont Hydro Ontario est propriétaire. En 1986, le gouvernement canadien a adopté des mesures de contrôle visant à

garantir que de telles exportations ne seront possibles que si le Canada est convaincu qu'elles ne serviront pas à la fabrication d'armes nucléaires.

Coopération en matière d'énergie nucléaire

Le Canada a négocié avec Moscou la première entente globale de coopération en matière d'énergie nucléaire que l'URSS ait jamais conclue avec un pays occidental. Cet accord a été signé au cours de la visite que le Premier ministre canadien a effectuée en URSS en 1989.

Suite à la signature, en 1989, d'une entente cadre avec la Suisse à cet effet, le nombre de pays avec lesquels le Canada a conclu des traités de coopération pacifique en matière d'énergie nucléaire est passé à 28. Le Canada a eu des consultations bilatérales avec plusieurs de ses partenaires à ce chapitre, dont les États-Unis, l'URSS, le Japon, la Corée, la Suède, l'Australie, la Roumanie et la Communauté européenne de l'énergie atomique. Les États-Unis se sont montrés les plus coopératifs en fournissant des garanties et des renseignements au sujet des réacteurs nucléaires américains situés près de la frontière canadienne, à savoir FERMI II au Michigan et Hanford dans l'État de Washington.

Considérations d'ordre environnemental

Des efforts ont été entrepris pour sensibiliser la population canadienne aux avantages que représente, sur le plan environnemental, l'utilisation de l'énergie atomique par rapport aux combustibles fossiles, notamment en ce qui concerne l'effet de serre et les pluies acides.

Exportations d'énergie nucléaire

À l'échelle internationale, le Canada est demeuré un important fournisseur de technologie, d'équipement et de services liés à l'énergie nucléaire. Avec

des expéditions de plus de 9 250 tonnes d'uranium estimées à environ un milliard de dollars, il s'est classé au premier rang pour ce qui est de l'extraction et de l'exportation de ce métal. Les principaux débouchés pour l'uranium canadien se trouvent aux États-Unis, au Japon, en Corée et dans les pays membres de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

À la suite d'une percée importante sur le plan commercial, le Canada a été invité à soumissionner pour la construction d'un deuxième réacteur CANDU à Wolsoung, en Corée.

Sigles et acronymes utilisés au chapitre quatre :

- AIEA :** Agence internationale de l'énergie atomique
CE : Communauté européenne
CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
GANUPT : Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GIEC : Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
ONU : Organisation des Nations Unies
OPANO : Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
PNUE : Programme des Nations Unies sur l'environnement

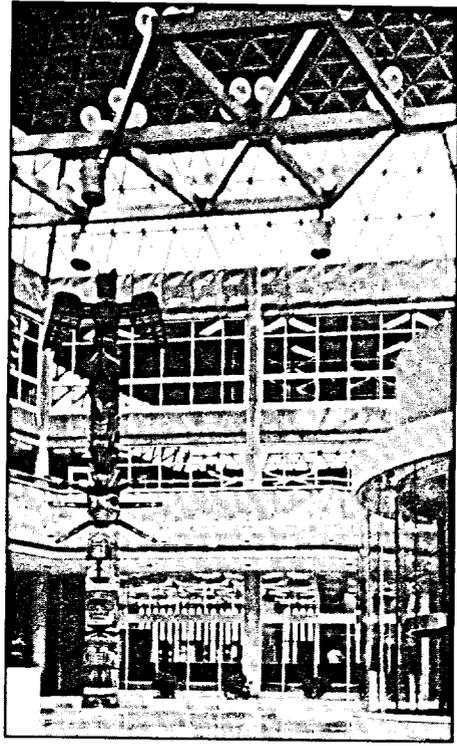
CHAPITRE CINQ

LES RELATIONS RÉGIONALES DU CANADA

Points saillants

- *Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est vient d'être formé dans le but d'appuyer les entreprises canadiennes dans leurs efforts pour trouver des débouchés dans cette région.*
- *Le Conseil de commerce Canada-URSS a été mis sur pied lors de la visite historique que le premier ministre canadien a effectuée en URSS en novembre 1989.*
- *La stratégie commerciale «Horizon Le Monde» a été annoncée par le Premier ministre dans le cadre du discours prestigieux qu'il a prononcé à Singapour.*
- *Pour la première fois de l'histoire, les exportations canadiennes vers l'Australie ont dépassé la barre du milliard de dollars.*
- *Les amendements apportés à la Loi américaine sur la lutte contre la pollution atmosphérique (Clear Air Act) sont un gage de la volonté du président Bush de parvenir à un accord avec le Canada relativement à cette question.*

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 124.



Un majestueux totem dans le hall d'entrée de l'ambassade canadienne à Mexico

- *Au cours de la visite que le ministre du Commerce extérieur John Crosbie a effectuée au Mexique en mars 1990, il a été décidé que le Canada participerait aux pourparlers devant mener à un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Mexique.*
- *Les exportations canadiennes de biens et services à destination de l'Afrique ont dépassé 1,5 milliard de dollars.*

A. RELATIONS CANADO- AMÉRICAINES

En tant que partenaires commerciaux, le Canada et les États-Unis se trouvent sur un pied d'égalité dans le cadre des relations bilatérales les plus importantes du monde. Les deux pays alliés assurent la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe, et partagent aussi une responsabilité commune au niveau de la protection de l'environnement de l'ensemble du continent. D'ordre essentiellement pratique, ces relations, fondées sur un système de valeurs et des objectifs communs, se caractérisent par les efforts d'imagination déployés par les deux pays pour resserrer leurs liens et régler les différends qui les opposent.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement canadien a accordé une grande importance à trois domaines fondamentaux dans le cadre de ses relations avec les États-Unis, à savoir les relations économiques et commerciales, la défense et l'environnement.

Les relations concernant la pêche, la coopération scientifique, les exportations d'énergie, la lutte antidrogue et la coopération dans l'Arctique sont d'autres questions qui ont également fait l'objet d'une attention particulière.

Compte tenu de l'importance et de l'étendue des relations canado-américaines, il est inévitable que des différends surviennent à l'occasion. Mais les liens qui unissent nos deux pays depuis toujours ont permis au Canada d'aborder les questions bilatérales avec optimisme et dans un esprit constructif. Le plus bel exemple en est le déroulement des négociations qui ont conduit, le 2 janvier 1988, à la signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Entrée en vigueur en janvier 1989, cette entente, dont la mise en oeuvre qui s'étale sur une période de dix ans, se déroule comme prévu devrait éventuellement déboucher sur l'élimination complète des barrières tarifaires et de presque toutes les autres restrictions douanières qui existent encore entre nos deux pays. Cet outil important vise à rendre les économies américaine et canadienne de plus en plus concurrentielles, tout en favorisant une évolution des relations commerciales bilatérales qui soit dans l'intérêt des deux pays.

Depuis la ratification de l'ALE, la législation, les institutions et les mécanismes prescrits ont été mis en place; les réductions tarifaires sont entrées en

vigueur comme prévu; les dispositions relatives au séjour temporaire des gens d'affaires ont été élargies; des groupes spéciaux bilatéraux ont été formés dans le but d'éliminer d'autres barrières commerciales touchant les produits agricoles, les produits de la pêche et les denrées alimentaires, ainsi que les questions douanières, le tourisme et les services.

La Commission mixte du commerce canado-américain est chargée de superviser la mise en oeuvre de l'ALE. Présidée du côté canadien par le ministre du Commerce extérieur John Crosbie et, du côté américain, par la Représentante au commerce des États-Unis, Mme Carla Hills, la Commission, dont le rôle consiste notamment à procéder au règlement rapide des différends, se réunit deux fois par année.

Au cours de leurs rencontres, le ministre Crosbie et l'Ambassadeur Hills ont souligné que la mise en oeuvre de l'ALE se poursuivait de manière constructive et harmonieuse et que cet accord comportait des avantages pour les entreprises situées des deux côtés de la frontière. Ils ont signé l'Accord sur l'élimination accélérée des droits de douane, qui permettra l'élimination rapide des droits sur plus de 400 articles

responsables d'échanges bilatéraux d'une valeur de quelque 6 milliards de dollars.

Une deuxième ronde de consultations relatives à l'élimination des tarifs douaniers a débuté, et les deux gouvernements ont reçu un nombre important de propositions visant l'élimination d'autres droits.

Pour bien mettre l'ALE en perspective, soulignons que le commerce des marchandises de part et d'autre de la frontière canado-américaine est le plus important du monde (il a atteint quelque 200 milliards de dollars en 1989). En gros, les États-Unis absorbent 75 % de nos exportations et contribuent 65 % de nos importations.

Le Canada absorbe en revanche 21 % de toutes les exportations américaines, ce qui en fait le principal débouché pour les produits fabriqués aux États-Unis. Le Canada achète davantage de produits américains que la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie réunies. De fait, l'Ontario achète plus de marchandises fabriquées aux États-Unis que ne le fait le Japon. Selon le département du Commerce américain, les importations canadiennes permettent de conserver plus de deux millions

d'emplois dans le secteur manufacturier de ce pays.

Les Canadiens et les Américains effectuent par ailleurs des placements substantiels dans l'économie de l'autre pays. Toujours selon le département du Commerce des États-Unis, la valeur comptable cumulative des investissements canadiens directs aux États-Unis se situait à quelque 27 milliards de dollars à la fin de 1989; ces placements étaient surtout concentrés dans le commerce de détail et la production manufacturière. Avec des placements de l'ordre de 67 milliards de dollars à la fin de 1989, les Américains demeurent par ailleurs les plus gros investisseurs étrangers au Canada.

Dans le domaine de l'environnement, le Canada et les États-Unis ont réalisé d'importants progrès en vue de surmonter et de résoudre le difficile problème de la gestion transfrontière des eaux polluées et de la faune. Toutefois, la question de la pollution atmosphérique transfrontalière (pluies acides) représente encore un problème difficile à résoudre.

Le Canada cherche avant tout à établir un accord relatif à la salubrité de l'air qui comportera des échéanciers et des objectifs précis en matière de

réduction des émissions. La présentation au Congrès américain, en juillet 1989, d'un projet de loi modifiant le *Clean Air Act* (comprenant une réduction, d'ici l'an 2000, de 10 millions de tonnes métriques des émissions d'anhydride sulfureux) constitue un pas important dans la direction souhaitée par le Canada. D'ailleurs, le président Bush s'est engagé à conclure avec notre pays un accord relatif à la salubrité de l'air.

L'année 1990 a permis de souligner, lors du 50e anniversaire de la création de la commission permanente canado-américaine de défense, par le premier ministre Mackenzie King et le président Franklin D. Roosevelt, les efforts de coopération déployés par nos deux pays pour la défense et la sécurité de l'Amérique du Nord. Le Canada prend au sérieux, son rôle au sein de l'Alliance atlantique (OTAN), et collabore, en outre, au niveau bilatéral, à la défense de l'Amérique du Nord. La participation commune du Canada au Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) demeure un symbole incontestable de la coopération canado-américaine.

La coopération en matière de développement économique et de commerce représente un élément important des relations canado-américaines en

matière de défense. Le commerce annuel du matériel de défense totalise en moyenne près de 2 milliards de dollars américains, les États-Unis bénéficiant d'un excédent à cet égard (373 millions de dollars américains en 1987). Le Canada est toutefois préoccupé par la hausse du protectionnisme américain en ce qui a trait à l'acquisition de matériel de défense.

De fréquentes rencontres entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis, de même qu'entre certains ministres canadiens et leurs homologues américains, permettent de régler l'ensemble des relations canado-américaines. Les consultations de haut niveau avec l'administration Bush demeurent essentielles au bon déroulement de ces relations.

Le premier ministre Mulroney et le président Bush se sont rencontrés à plusieurs reprises depuis l'investiture présidentielle en janvier 1989. À l'occasion d'une réunion bilatérale tenue à Toronto le 10 avril 1990, leurs entretiens ont porté principalement sur les changements survenus en Europe et sur leur incidence sur la coopération transatlantique. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de voir la mise en oeuvre de l'ALE se dérouler

dans l'harmonie et de conclure le plus rapidement possible un accord relatif à la salubrité de l'air.

La visite au Canada de membres éminents du Congrès américain a également contribué à l'amélioration des relations bilatérales. Le sénateur George Mitchell, leader de la majorité au Sénat américain, a rencontré le premier ministre Mulroney à Ottawa en juin 1989 et à Toronto, il a prononcé un discours sur la pollution atmosphérique transfrontalière et sur d'autres questions environnementales. Le leader de la minorité, le sénateur Robert Dale, s'est quant à lui rendu à Ottawa en avril 1990, pour y rencontrer le Premier ministre et d'autres membres du gouvernement.

Relations canado-américaines concernant la pêche

Les relations canado-américaines dans ce domaine sont dans une large mesure conditionnées par la géographie ainsi que par les habitudes migratoires et la valeur commerciale du poisson. Des négociations portant sur la répartition des prises de saumon d'origine canadienne sont en cours depuis 1985. Au cours de l'année à l'étude, le Canada a réalisé d'importants progrès en vue de la conclusion d'un accord global

concernant les prises de saumon sur le fleuve Yukon. Le Canada et les États-Unis ont aussi entrepris des pourparlers relatifs à une entente bilatérale sur le contrôle de la pêche.

Relations concernant le commerce d'exportation

Compte tenu de la taille et de l'importance des relations économiques entre le Canada et les États-Unis, le Ministère consacre environ 35 % de son budget destiné à favoriser l'expansion des exportations à la promotion des échanges avec les États-Unis. Les exportations canadiennes à destination des États-Unis représentent le quart du produit intérieur brut du Canada et quelque deux millions d'emplois.

Au cours de l'année à l'étude, le Ministère a consacré 17 millions de dollars à la promotion des échanges dans le cadre de 400 activités auxquelles 6 000 entreprises exportatrices ont été associées, dont 85 % d'entre elles se classaient dans les catégories moyenne ou petite.

AECEC a ouvert cinq nouveaux bureaux auxiliaires, portant ainsi à 27 le nombre de ses bureaux commerciaux aux États-Unis. Le Ministère dispose d'un programme diversifié d'expansion

des exportations vers les États-Unis; lequel comprend des foires et des missions commerciales, le programme « Nouveaux exportateurs aux États frontaliers américains » (NEEF) et le programme « Nouveaux exportateurs vers les États américains du Sud » (NEXUS). Diverses activités ont été mises sur pied, dont des séminaires d'information sur les perspectives offertes par les marchés d'exportation, des répertoires industriels, des activités conjointes avec des associations industrielles, des études de marché, de la publicité collective dans des périodiques et l'accueil d'acheteurs étrangers. Ces activités ont attiré des participants de plus de 70 secteurs et sous-secteurs industriels différents, englobant les produits de base aussi bien que les services. Accessoires de magasins, articles et services publicitaires, livres, musique, compagnies théâtrales et troupes de danse sont au nombre des produits canadiens d'exportation non traditionnels ayant fait l'objet d'une promotion.

Le Ministère a en outre accru l'importance et l'étendue de ses activités dans les domaines du matériel de télécommunications, des services d'équipement environnemental et des produits de la pêche.

Les programmes NEEF et NEXUS continuent de jouir d'une grande popularité. Par le truchement de 48 missions commerciales effectuées dans les États frontaliers du Nord des États-Unis, le programme NEEF a permis à plus de 1 000 exportateurs potentiels de toutes les provinces du Canada de se familiariser avec de nouveaux marchés régionaux. En 1989-1990, 159 entreprises ont participé à 14 missions mises sur pied dans le cadre du programme NEXUS.

Trois études distinctes menées au cours des deux dernières années auprès des participants au programme NEEF permettent de penser qu'environ 55 % de ces derniers se lanceront dans l'exportation dans un intervalle de 12 à 18 mois suivant la mission. D'après des données dignes de foi, les revenus d'exportation qu'une entreprise qui réussit peut raisonnablement espérer réaliser au cours de cette période se situent entre 45 000 \$ et 55 000 \$, ce qui donne à penser que le programme NEEF pour 1989-1990 pourrait rapporter jusqu'à 25 millions de dollars à l'économie canadienne au cours de l'année à venir.

Le ministre du Commerce extérieur John Crosbie a piloté une mission NEEF du Canada atlantique à Boston. Il a

également mené une mission NEXUS dans le sud de la Californie dont l'accent portait sur l'équipement électronique, une mission NEXUS dans le sud de la Floride axée sur l'ameublement et une mission de dirigeants d'entreprises du Canada atlantique à Porto Rico. Lors de ces visites à l'étranger, M. Crosbie a présidé les cérémonies officielles d'ouverture de nouveaux bureaux auxiliaires de San Diego, de Miami et de San Juan, au Porto Rico.

Questions environnementales et transfrontières

La question des pluies acides demeure en tête de liste de l'ordre du jour des réunions bilatérales Canada-États-Unis. Au cours de l'année écoulée, le Ministère a réalisé des progrès vers l'instauration d'une législation américaine sur le contrôle des pluies acides et d'un accord bilatéral sur la salubrité de l'air, deux mesures qui bénéficieront grandement au Canada.

Les travaux de mise en oeuvre du protocole modifiant l'Accord canado-américain relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs ont débuté en 1988 et se sont poursuivis en 1989. En annonçant qu'une somme additionnelle de 125 millions de dollars était affectée

au Plan d'action des Grands Lacs, le Canada a accru sa contribution à la réalisation des objectifs établis dans le cadre de cette entente. Le Canada a par ailleurs suivi de près le projet de loi américain sur l'importation et l'exportation de déchets dangereux.

L'Accord de libre-échange a assuré des débouchés aux exportations canadiennes d'énergie. Les exportations de gaz naturel se sont élevées à 1 320 milliards de pieds cubes, un sommet jamais atteint. Il s'agit là d'une hausse de 6 % par rapport à l'an dernier.

Le Canada a coordonné les mécanismes de consultations bilatérales concernant le transport maritime et le transport terrestre et il a manifesté son inquiétude devant l'éventuelle application extra-territoriale des règlements américains relatifs aux tests de dépistage des drogues auxquels devront se soumettre les transporteurs canadiens. Par suite des interventions du Canada et de plusieurs autres pays, les États-Unis ont accepté qu'il y ait une exemption générale à cet égard jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

Le Canada a participé aux négociations portant sur la coordination du satellite Anik-E. Les politiques canadiennes en matière d'édition et de cinéma ont par ailleurs continué de susciter beaucoup d'intérêt aux États-Unis.

Programmes de relations publiques

Il est essentiel au bon fonctionnement de tous les accords bilatéraux conclus entre le Canada et les États-Unis que le Canada maintienne une très grande visibilité auprès des décideurs américains. Une série de programmes complets de relations publiques permet d'atteindre cet objectif. Destinés à des groupes influents, ces programmes visent à renforcer l'image de partenaire commercial intègre, d'observateur attentif des questions environnementales et de partenaire responsable, au chapitre de la défense et de la sécurité, que projette le Canada.

Les représentants du gouvernement canadien aux États-Unis entretiennent des liens étroits avec des membres du Congrès américain et des Congrès de différents États américains. Pareilles initiatives ont notamment permis d'empêcher les Américains d'adopter des mesures protectionnistes à l'égard du Canada, tout en les incitant à avoir une meilleure compréhension de notre pays et à développer leur intérêt pour les affaires canadiennes.

Des efforts tenaces de relations publiques à travers les États-Unis ont rappelé aux législateurs et au public américains les préoccupations du

Canada en matière de pluies acides, et jeté les bases qui ont permis l'adoption par le Sénat américain de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique (*Clean Air Act*).

Le programme des relations publiques a également servi à mieux faire connaître les avantages de l'ALE et les

nouvelles perspectives que cet accord offre en matière de commerce bilatéral. Mise sur pied à l'intention des gens d'affaires américains, une émission hebdomadaire matinale d'informations télévisées sur le Canada rejoint chaque semaine 975 000 téléspectateurs.

B. AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Stratégie concernant l'Amérique latine

Dans le but de resserrer les liens avec l'Amérique latine, le Cabinet a élaboré et approuvé, en octobre 1989, une stratégie concernant l'Amérique latine. D'énormes progrès ont été réalisés à cet égard au cours de l'année à l'étude, soit depuis la mise en oeuvre de cette stratégie. Le Canada a joint les rangs de l'Organisation des États américains (OEA), établi des liens plus étroits avec des pays importants comme le Mexique et le Brésil, créé le Comité du Canada et de l'Amérique latine et accueilli la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement. Le Canada est également devenu membre d'organisations affiliées à l'OEA, dont la Commission interaméricaine pour le contrôle de l'abus des drogues (CICAD) et la Commission interaméricaine des femmes

(CIM). Des bureaux consulaires ont ouvert leurs portes en République dominicaine et en Équateur, et la participation des ministres canadiens à des événements liés à l'Amérique latine s'est accrue.

Le Premier ministre et le ministre du Commerce extérieur se sont rendus au Mexique en mars 1990, et le gouvernement canadien a décidé de prendre part aux discussions devant mener à des négociations sur le libre-échange entre les États-Unis et le Mexique.

A cause de leur taille et de leur potentiel économique, le Mexique et le Brésil sont considérés comme les pays les plus importants de l'hémisphère sud, notamment au niveau des échanges commerciaux. Le Brésil recevra une attention toute spéciale en raison de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

qui s'y déroulera en 1992, et au cours de laquelle le Canada jouera un rôle actif.

Le Canada continue d'oeuvrer pour la paix, la justice sociale et le développement économique en Amérique centrale. Depuis le 1^{er} avril 1990, 165 Canadiens ont été détachés pour servir au sein du Groupe d'observateurs des Nations Unies, qui a reçu le mandat élargi de superviser le processus de démobilisation des rebelles nicaraguayens. Le Canada a joué un rôle de premier plan en fournissant une aide technique et matérielle dans le cadre des élections historiques qui se sont déroulées au Nicaragua.

Le Canada a établi depuis longtemps des liens avec les pays des Antilles membres du Commonwealth et il continue de déployer des efforts considérables afin de favoriser le développement de cette région. Le 1^{er} mars 1990, le Premier ministre a rencontré à la Barbade les chefs de gouvernement des pays des Antilles membres du Commonwealth et il a annoncé plusieurs mesures, dont la radiation de 182 millions de dollars de la dette contractée en vertu du programme d'aide publique au développement.

Même si l'Amérique du Sud a connu de nouvelles difficultés économiques au cours de l'année écoulée, les exportateurs canadiens ont continué d'y décrocher des contrats substantiels dans les marchés régionaux les plus importants.

Les exportations à destination de l'Amérique latine

En 1989, le Mexique est apparu comme le plus important partenaire commercial du Canada dans cette région, alors que les échanges entre les deux pays ont dépassé les 2,2 milliards de dollars, dont 600 millions au chapitre des exportations. Les entreprises canadiennes ont connu passablement de succès dans leurs efforts de mise en marché au Mexique, alors qu'elles ont décroché un nombre important de nouveaux contrats. Un consortium canadien a obtenu une concession visant à fournir des services de téléphonie cellulaire à la ville de Mexico; il pourrait en résulter des ventes de 80 millions de dollars de matériel canadien de télécommunications. Les exportateurs canadiens de graines oléagineuses ont continué d'exporter avec succès l'huile de colza canola à leurs clients mexicains, alors qu'ils ont enregistré des ventes de

55 millions de dollars au cours de l'année. Les exportations de légumineuses, qui ont dépassé les 7 millions de dollars, ont également été particulièrement fortes. Les produits de haute technologie, notamment ceux de l'industrie aérospatiale, ont connu une hausse importante. Les exportations d'aéronefs et de pièces de rechange se sont élevées à plus de 40 millions de dollars en 1989, ce qui laisse présager une pénétration additionnelle de ce marché par ces produits à valeur ajoutée au cours des années à venir.

Des consultants canadiens en ingénierie ont joué un rôle prépondérant au Venezuela en coordonnant la mise en oeuvre de projets destinés à accroître les ressources en eau de ce pays. Dans la région de Valencia-Maracaïbo, une entreprise de Montréal est responsable de trois projets qui permettront de réalimenter des nappes phréatiques et d'assurer une meilleure gestion des bassins hydrographiques destinés à l'approvisionnement des villes et des territoires agricoles. Le financement de ces projets, évalués à plus de 200 millions de dollars, est assuré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE).

Une firme canadienne de consultants est sur le point de parachever un projet d'assainissement du lac Maracaïbo, qui connaît de sérieux problèmes de dégradation environnementale par suite de l'exploration pétrolière intensive dont il a fait l'objet. La Direction de la coopération industrielle de l'ACDI subventionne cette étude.

Les entreprises minières du Canada ont trouvé au Chili de nombreux débouchés pour leurs produits et services; ce pays demeure le plus important marché pour l'équipement et les services miniers en provenance du Canada. Le secteur minier du Chili permet au Canada de réaliser chaque année des ventes de plus de 20 millions de dollars en équipement minier.

Plus de 50 entreprises canadiennes ont participé au symposium-salon Expomineria 90 tenu à Santiago en mai 1990. Les investissements canadiens dans les propriétés minières locales se sont accrus considérablement au cours des trois dernières années. Ils totalisent plus d'un milliard de dollars américains, et des compagnies minières canadiennes détiennent même des titres sur la plus importante mine d'or du Chili.

Le Canada connaît également du succès dans le développement régional au chapitre des télécommunications. Un consortium canadien a obtenu un contrat de 39 millions de dollars américains pour doter la ville de Brasilia d'un système de téléphonie cellulaire et

il répondra à des appels d'offres semblables lancés par au moins sept autres villes brésiliennes.

Le Brésil, le Chili et la Colombie offrent d'excellents débouchés aux exportateurs canadiens spécialisés dans les domaines suivants : produits

**TABLEAU 5.1
COMMERCE DU
CANADA AVEC
LES ANTILLES ET
L'AMÉRIQUE
CENTRALE
EN 1989**

**TABLE 5.2
COMMERCE DU
CANADA AVEC
L'AMÉRIQUE DU
SUD EN 1989
(extrême droite)**

Pays	(en millions de dollars)	
	Exportations	Importations
Antilles		
néerlandaises	11,4	16,2
Bahamas	27,1	32,6
Barbade	44,7	13,3
Bermudes	36,7	3,1
Costa Rica	22,9	57,7
Dominique	8,3	0,258
El Salvador	10,9	28,7
Grenade	4,3	0,886
Guatemala	20,9	41,3
Guyane	4,4	20,0
Haïti	19,4	12,6
Honduras	14,6	25,4
Jamaïque	125,0	188,7
Mexique	600,0	680,2
Nicaragua	20,1	74,3
Panama	16,9	18,6
République		
dominicaine	61,3	40,7
Sainte-Lucie	6,7	0,433
Saint Kitts-Nevis	3,0	0,018
Saint Vincent- Grenadines	3,5	0,661
Surinam	0,892	0,125
Trinité-et- Tobago	53,6	22,3

Pays	(en millions de dollars)	
	Exportations	Importations
Argentine	36,7	132,8
Bolivie	7,5	6,6
Brésil	521,0	1129,6
Chili	110,1	174,1
Colombie	163,8	157,4
Équateur	33,8	107,1
Paraguay	1,6	0,707
Pérou	56,3	89,9
Uruguay	26,0	79,2
Venezuela	153,9	596,0

de commutation de pointe, systèmes de fibres optiques, systèmes ruraux de téléphonie cellulaire et expansion de réseaux locaux.

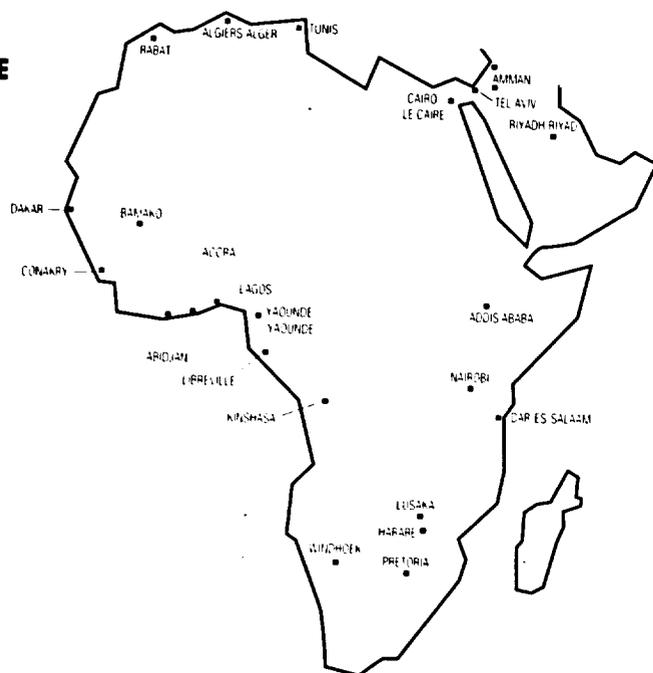
L'Amérique du Sud demeure un marché important pour les produits canadiens à valeur ajoutée, de même que pour les produits de base traditionnels, dont les produits agricoles (blé, bétail, matériel génétique), miniers (potasse, charbon, soufre) et forestiers (pâte, papier journal et

papier de qualité). Les exportations canadiennes vers l'Amérique latine et les Antilles ont totalisé plus de 2,5 milliards de dollars en 1989.

À mesure que la situation économique s'améliorera dans cette région, il est à prévoir que les exportateurs canadiens pourront accroître leur part de marché des importations régionales grâce aux infrastructures qu'ils ont mises en place jusqu'à présent.

L'Afrique a continué d'être au coeur des préoccupations canadiennes au chapitre de la politique extérieure. Cet intérêt vient de ce que le Canada s'est engagé à favoriser le développement international et à réduire l'endettement international, ainsi que du rôle de premier plan qu'il joue au sein du Commonwealth et de la Francophonie, de sa collaboration avec les pays d'Afrique et du Commonwealth en vue de mettre fin à l'apartheid, et de sa quête perpétuelle de débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens. Encore une fois, l'Afrique a reçu 45 % de l'aide bilatérale canadienne au développement.

C. AFRIQUE



Afrique francophone

Le Canada a continué de resserrer les liens établis ces dernières années avec l'Afrique francophone. Les relations en ce sens se sont grandement améliorées grâce à la participation canadienne aux activités de la Francophonie, ainsi que par suite de visites ministérielles, de réunions de commissions mixtes et de consultations bilatérales, dont les réunions de la Commission mixte Canada-Cameroun qui a eu lieu à Yaoundé en mai 1989 et les consultations bilatérales entre le Canada et le Niger tenues à Ottawa en avril 1989. La ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Landry, s'est rendue au Sénégal, au Cameroun, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Le premier ministre Kengo Wa Dondo du Zaïre et le ministre des Affaires étrangères du Burundi, M. Cyprien Mbonimpa, sont au nombre des dignitaires africains qui sont venus au Canada.

Dans le cadre de toutes ces activités, le Canada a pris la défense des droits de la personne et favorisé le renforcement des principes démocratiques en Afrique. Un dialogue permanent s'est établi avec les dirigeants africains en vue de promouvoir les droits de la personne et de favoriser un climat

politique plus ouvert. Lors du Sommet francophone tenu à Dakar en mai 1989, le Canada a soumis une résolution concernant les droits de la personne qui a, par la suite, été adoptée.

En juin 1989, des athlètes canadiens-français ont participé aux premiers « Jeux annuels de la francophonie » qui se sont tenus au Maroc. Le ministre canadien de la Jeunesse, de la Santé et du Sport amateur a assisté à ces jeux et a aussi visité le Tchad et le Maroc.

Afrique anglophone

Dans ses relations avec l'Afrique anglophone, le Canada a continué de mettre l'accent sur le développement et la coopération au sein des organisations internationales. Des consultations ont eu lieu au sujet de la relance économique de la Zambie, lors de la visite au Canada effectuée en mai par le président de ce pays, M. Kenneth Kaunda. Dans le cadre de la tournée en Afrique qu'elle a effectuée en septembre, M^{me} Landry a visité le Ghana, l'un des principaux bénéficiaires de l'aide consentie par le Canada au programme de relance économique de ce pays.

Tout au long de l'année, plusieurs autres consultations ont eu lieu dans le cadre des visites que des dirigeants ou

Afrique francophone

Le Canada a continué de resserrer les liens établis ces dernières années avec l'Afrique francophone. Les relations en ce sens se sont grandement améliorées grâce à la participation canadienne aux activités de la Francophonie, ainsi que par suite de visites ministérielles, de réunions de commissions mixtes et de consultations bilatérales, dont les réunions de la Commission mixte Canada-Cameroun qui a eu lieu à Yaoundé en mai 1989 et les consultations bilatérales entre le Canada et le Niger tenues à Ottawa en avril 1989. La ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Landry, s'est rendue au Sénégal, au Cameroun, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Le premier ministre Kengo Wa Dondo du Zaïre et le ministre des Affaires étrangères du Burundi, M. Cyprien Mbonimpa, sont au nombre des dignitaires africains qui sont venus au Canada.

Dans le cadre de toutes ces activités, le Canada a pris la défense des droits de la personne et favorisé le renforcement des principes démocratiques en Afrique. Un dialogue permanent s'est établi avec les dirigeants africains en vue de promouvoir les droits de la personne et de favoriser un climat

politique plus ouvert. Lors du Sommet francophone tenu à Dakar en mai 1989, le Canada a soumis une résolution concernant les droits de la personne qui a, par la suite, été adoptée.

En juin 1989, des athlètes canadiens-français ont participé aux premiers « Jeux annuels de la francophonie » qui se sont tenus au Maroc. Le ministre canadien de la Jeunesse, de la Santé et du Sport amateur a assisté à ces jeux et a aussi visité le Tchad et le Maroc.

Afrique anglophone

Dans ses relations avec l'Afrique anglophone, le Canada a continué de mettre l'accent sur le développement et la coopération au sein des organisations internationales. Des consultations ont eu lieu au sujet de la relance économique de la Zambie, lors de la visite au Canada effectuée en mai par le président de ce pays, M. Kenneth Kaunda. Dans le cadre de la tournée en Afrique qu'elle a effectuée en septembre, M^{me} Landry a visité le Ghana, l'un des principaux bénéficiaires de l'aide consentie par le Canada au programme de relance économique de ce pays.

Tout au long de l'année, plusieurs autres consultations ont eu lieu dans le cadre des visites que des dirigeants ou

Le Ministère a continué d'apporter son appui à la coopération régionale en Afrique. Il a poursuivi activement le dialogue avec les représentants de l'Organisation de l'unité africaine, a eu des consultations avec la Commission économique pour l'Afrique, a accueilli son secrétaire général, M. Adebayo Adedeji, en visite au Canada et a collaboré avec la Banque africaine de développement.

Commerce avec l'Afrique

Les exportations canadiennes de biens et services à destination de l'Afrique ont continué de croître en 1989, franchissant la barre du 1,5 milliard de dollars. Grâce aux efforts d'AECEC, qui a maintenu un programme dynamique d'activités telles que foires et missions commerciales, séminaires et publicité, les entreprises canadiennes ont pu trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Elles ont également continué de bénéficier de l'appui de la Société pour l'expansion des exportations et de la participation du Ministère à des commissions économiques mixtes.

Des exportations à destination de l'Afrique proviennent de toutes les régions du Canada et incluent les biens et services suivants : produits forestiers et produits de la pêche (Maritimes);

services de gestion et d'ingénierie, matériel de télécommunications, hélicoptères et avions (Québec); locomotives, aéronefs, équipement minier et équipement de production électrique (Ontario); blé, soufre, équipement destiné à l'exploitation du pétrole et du gaz naturel (Prairies); produits de la pêche et produits forestiers (Colombie-Britannique). L'Algérie et le Maroc ont continué, en 1989, d'être les principaux partenaires commerciaux du Canada dans cette région.

La promotion des exportations canadiennes vers l'Afrique représente un défi continu. Un nombre accru de pays africains connaissent d'énormes difficultés économiques qui limitent leur capacité d'importation. La concurrence provenant des anciennes puissances coloniales est forte, de même que de la part des nouveaux pays exportateurs que sont le Japon et la Corée. Il est donc essentiel de pouvoir offrir un financement à des conditions de faveur.

Le Canada possède malgré tout des avantages considérables en Afrique, où il jouit d'une réputation favorable par suite de ses programmes de développement, de la radiation de la dette de ce pays, du rôle prépondérant du Canada dans la lutte contre l'apartheid et de

sa participation active au sein d'organisations telles que la Francophonie et le Commonwealth. Les pays africains considèrent le Canada comme un nouveau partenaire économique offrant une technologie nord-américaine en anglais et en français, et qui vient concurrencer et défier les anciennes puissances coloniales. La nouvelle influence du Canada en Afrique est ressortie clairement lorsque le Forum francophone des affaires a décidé, lors de sa dernière réunion à Dakar, d'implanter son secrétariat international à Montréal.

Au cours des dernières années, le Ministère a intensifié ses efforts en vue de permettre aux entreprises canadiennes d'obtenir une plus large part des contrats financés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Ces deux institutions approuvent chaque année des projets de développement en Afrique évalués à près de 7 milliards de dollars et ouverts aux soumissions internationales. En 1989, un nombre accru d'entreprises canadiennes ont réussi à obtenir des contrats financés par ces institutions.

Les associations industrielles représentent une solution de plus en plus intéressante au problème de l'expansion des échanges avec l'Afrique. En 1989, un nombre important d'entreprises canadiennes ont examiné cette

possibilité, les perspectives qu'elle offre et les risques qu'elle comporte. Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI et la création d'organismes tels que le secrétariat du Forum francophone des affaires donneront plus de crédibilité à cette forme d'association commerciale.

Programmes de relations publiques destinés à l'Afrique

Un budget de relations publiques a été établi dans le but de mettre en oeuvre des programmes culturels et de relations publiques en Afrique. Les montants prévus serviront spécialement à faire connaître le Canada comme pays hautement développé, qui atteint l'excellence dans de nombreux domaines. Des sommes serviront à financer la visite au Canada de journalistes étrangers afin de leur permettre de parfaire leurs connaissances de la réalité canadienne.

Nous appuyons également la participation du Canada à des festivals internationaux portant sur la culture, le cinéma et la musique en encourageant l'acquisition de films et de matériel promotionnel canadiens, la participation d'artistes canadiens et, à l'occasion, en fournissant une aide financière.

Le Ministère donne son appui à des orateurs canadiens de renom qui se rendent en Afrique pour y adresser la

parole à des auditoires choisis. Des fonds sont également attribués à certaines publications pertinentes.

Groupe de travail sur l'Afrique du Sud

La campagne internationale visant à mettre fin à l'apartheid et à permettre à la Namibie d'accéder à l'indépendance a constitué l'un des principaux éléments de la politique extérieure défendue par le Canada en 1989-1990. En août, lors de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Canberra, les ministres des Affaires étrangères du Commonwealth ont convenu d'imposer une série de sanctions économiques et de renforcer l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, avec comme objectif d'obliger le gouvernement de ce pays à s'asseoir à la table de négociations. Lors de la réunion tenue à Kuala Lumpur en octobre, les chefs de gouvernement ont noté des signes encourageants d'évolution en Afrique du Sud, mais ils se sont entendus pour maintenir les sanctions jusqu'à ce que des changements clairs et irréversibles se produisent dans ce pays. Lors de cette réunion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, a été réélu président du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique du Sud.

Lors de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'apartheid et à ses conséquences désastreuses (décembre 1989), l'Assemblée générale a lancé un appel en faveur de négociations véritables devant mener à l'établissement d'une société démocratique et exempte de toute forme de racisme. Sous la conduite de M^{me} Landry, ministre des Relations extérieures et du Développement international, la délégation canadienne a joué un rôle de premier plan en recueillant un consensus en faveur de cette résolution historique.

Le rythme des changements s'est accéléré en février 1990, lorsque le gouvernement sud-africain a annoncé la levée de l'interdiction frappant le Congrès national africain (ANC) et d'autres organisations politiques, ainsi qu'une série d'autres mesures destinées à assainir le climat politique de ce pays. Le 11 février, le vice-président de l'ANC Nelson Mandela était libéré après 27 ans de captivité. Le premier ministre canadien a téléphoné à M. Mandela le lendemain de sa libération afin de lui transmettre ses meilleurs vœux, et M. Clark a été le premier des ministres occidentaux des Affaires étrangères à rencontrer M. Mandela à Lusaka. Ce dernier a profité de

l'occasion pour rendre hommage au rôle prépondérant joué par le Canada dans la lutte contre l'apartheid.

En réponse aux changements survenus en Afrique du Sud, le Canada a élargi son programme d'aide aux victimes de l'apartheid. En 1989, les montants alloués au Programme canadien d'éducation (composé de bourses d'études, de programmes d'alphabétisation, de cours d'éducation et de formation technique destinés aux adultes) destiné à l'Afrique du Sud ont doublé, passant à 16 millions de dollars pour trois ans. La gestion du programme canadien de coopération au développement en Afrique du Sud est assurée en collaboration avec divers organismes de développement, les Églises et différentes organisations syndicales du Canada. Destiné à appuyer divers projets conçus pour éliminer le racisme en Afrique du Sud, le programme canadien de dialogue a également été élargi pour atteindre à 1,6 million de dollars.

Le Canada a par ailleurs joué un rôle extrêmement important dans le cadre du plan de règlement des Nations Unies concernant l'accession de la Namibie à l'indépendance. Plus de 500 membres des Forces armées canadiennes ont servi au sein du Groupe

d'assistance des Nations Unies pour la période de transition; ils ont par la suite été rejoints par 100 représentants de la GRC, 50 officiers chargés de superviser les élections et 12 experts techniques. Quatre observateurs parlementaires se sont rendus en Namibie en septembre, et plusieurs observateurs indépendants d'organisations non gouvernementales ont surveillé le déroulement des opérations. Le gouvernement était représenté par une dynamique mission d'observateurs diplomatiques à Windhoek, tandis que la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies jouait un rôle actif au sein du Conseil de sécurité en contribuant à résoudre la crise politique en Namibie. Le Canada a fourni 18 millions de dollars aux dépenses du GANUPT, et a de plus accordé à la Namibie quelque 4 millions de dollars en aide humanitaire et en aide au développement, y compris des secours destinés à la réinstallation des réfugiés.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Namibie au début de mars pour féliciter les nouveaux dirigeants d'avoir su négocier une nouvelle constitution, et M^{me} Landry a représenté le Canada à l'occasion des célébrations du 21 mars

marquant l'indépendance de la Namibie. Elle a saisi l'occasion pour annoncer l'ouverture d'un haut-commissariat

à Windhoek et l'octroi d'une aide supplémentaire au nouveau gouvernement, dont le montant devrait dépasser 4 millions de dollars la première année.

D. ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE SUD

Au cours de l'année écoulée, il y a eu beaucoup d'activité dans cette région qui comprend les trois sous-régions suivantes : l'Australasie, l'Asie du Sud (le sous-continent indien) et l'Asie du Sud-Est, y compris les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

L'Australasie : l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Pacifique Sud

Tout au long de 1989-1990, le Canada a continué d'entretenir d'étroites relations politiques, économiques et commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces relations ont pris un caractère officiel grâce à des consultations annuelles entre hauts fonctionnaires. Le Canada continue à collaborer avec ces pays au sujet de nombreuses questions, y compris celles touchant les Nations Unies et le Commonwealth, la coopération en matière de défense, le développement régional et l'environnement. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont eu des consultations très étroites au

cours de l'année écoulée relativement aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Uruguay Round, en particulier au sein du Groupe de Cairns, qui favorise une réforme du commerce agricole.

Le Canada était heureux de prendre part aux festivités soulignant les 150 ans d'existence de la Nouvelle-Zélande. Lors de cet anniversaire de la signature du traité de Waitangi, les autochtones de la côte ouest du Canada ont participé aux célébrations des Maori. Pour marquer le début de ces festivités, la Nouvelle-Zélande a accueilli les Jeux du Commonwealth en janvier 1990, compétitions auxquelles 324 athlètes canadiens ont pris part.

Sur le plan des échanges commerciaux, les exportations canadiennes vers l'Australie ont dépassé pour la première fois la barre du milliard de dollars. Au-delà de 70 % de ces exportations étaient composées de produits à valeur ajoutée. Les entreprises canadiennes ont par ailleurs obtenu d'importants contrats dans cette région. Ainsi,

Northern Telecom a remporté cinq soumissions, réalisant des ventes de plus de 200 millions de dollars en cinq ans; MacDonald Dettweiler and Associates a décroché un contrat de 13,5 millions de dollars relativement à la fourniture d'un système d'établissement automatisé des plans de vol et d'un système d'instructions destiné aux pilotes; Lovat Tunnel Equipment a obtenu un contrat de 5,25 millions de dollars du Conseil métropolitain des travaux publics de Melbourne.

De nulles qu'elles étaient en 1987, les ventes de bétail d'élevage (bovins et vaches laitières) et de matériel génétique sont passées à 11,9 millions de dollars en 1989. La Monnaie royale canadienne a obtenu un contrat évalué à 1,97 million de dollars pour la production de pièces de monnaies pour la Nouvelle-Zélande en 1989. Dans l'ensemble, les exportations à destination de la Nouvelle-Zélande sont demeurées stables à 115,5 millions de dollars et ce pays est resté un important marché sûr pour les produits manufacturés au Canada.

Le Canada a manifesté un grand intérêt pour les pays insulaires du Pacifique Sud, notamment par le biais d'un programme d'aide au développement qui a mis l'accent sur la gestion

des pêches, l'exploitation des océans, l'apport de secours aux victimes d'ouragans et les petits projets communautaires.

Le Canada était heureux de pouvoir assister à la première réunion du Dialogue du Forum du Pacifique Sud tenue à Kiribati en juillet 1989. Le Canada est l'un des six partenaires au Dialogue, en compagnie des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de la Chine, dans le cadre de ce forum qui compte 15 pays membres. Par l'intermédiaire de l'honorable Pat Carney, qui représentait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures lors de ces réunions, le Canada a entrepris des consultations sur différentes questions, dont l'environnement, la pêche aux filets dérivants et l'évolution de la situation dans la région du Pacifique Sud.

Le Canada a également joué un rôle utile dans le processus de paix régionale en participant au Groupe international d'interposition en Papouasie-Nouvelle-Guinée, mis sur pied afin de superviser, en mars 1990, le cessez-le-feu et la reddition des rebelles de l'île de Bougainville.

Le Canada collabore étroitement avec les pays de cette région, comme en témoigne une série de visites de hauts dignitaires au pays. Au nombre de ces

visiteurs, il convient de signaler le vice-premier ministre australien Lionel Bowen (septembre 1989) et, (novembre 1989), or le ministre des Affaires étrangères et sénateur au Commerce de l'Australie, Gareth Evans (novembre 1989). Le Canada a été particulièrement honoré par la visite, en avril 1989, du premier ministre de l'époque, David Lange. (M. Lange a depuis été remplacé à la tête du Parti travailliste et en tant que premier ministre par M. Geoffrey Palmer en août 1989, puis par M. Mike Moore en septembre 1990.) Afin de souligner l'importance du rôle joué par la coopération en matière agricole sur les relations bilatérales du Canada, le ministre de l'Agriculture Colin Moyle est venu rencontrer M. Mazankowski en novembre 1989.

Le ministre canadien au Commerce extérieur John Crosbie s'est rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande en novembre 1989 afin d'assister à Canberra à la première réunion ministérielle de coopération économique dans la région Asie-Pacifique, et afin d'apporter son appui aux entreprises canadiennes qui ont des intérêts dans ces deux pays. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a assisté à la Conférence des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth

tenue à Canberra en août 1989; il a alors réussi à désamorcer la menace d'un boycott des Jeux du Commonwealth de la part des pays d'Afrique noire. Il a par la suite effectué une visite à caractère bilatéral en Australie, au cours de laquelle il a eu des entretiens avec ses homologues australiens sur un vaste éventail de questions d'ordre économique et politique; il a également, à cette occasion, renouvelé l'Accord d'utilisation en commun des ressources consulaires du Canada et de l'Australie.

Le premier ministre des îles Cook, M. Geoffrey Henry, s'est rendu au Canada en avril 1990, et a rencontré le premier ministre intérimaire Robert de Cotret et discuté de questions ayant trait à l'aide au développement.

L'Asie du Sud : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Afghanistan et Myanmar (Birmanie)

La région de l'Asie du Sud compte approximativement un milliard d'habitants, soit environ le sixième de la population mondiale. Bon nombre d'immigrants canadiens viennent de cette région. En Inde, le dixième pays industrialisé au monde, la classe moyenne ne cesse de prendre de l'expansion et représente plus de 100 millions

d'habitants. Ce pays constitue la puissance la plus importante de cette région.

Le conflit qui couve depuis longtemps entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire a de nouveau donné lieu à des affrontements en janvier 1990. Les troupes stationnées le long de la frontière échangent régulièrement des coups de feu, et le risque de voir un conflit grave éclater est omniprésent. Le Canada a fortement incité les deux camps à s'asseoir à la table de négociations.

La défaite du Parti du Congrès de Rajiv Gandhi aux mains de la Coalition du front national de V.P. Singh a suscité des remous intérieurs au Pendjab et redonné aux petits pays de cette région un mince espoir d'établir de meilleures relations avec l'Inde. La Force indienne de maintien de la paix a quitté le Sri Lanka en mars à la demande du gouvernement Premadasa, et des mesures ont été prises qui pourraient mener au règlement du différend commercial qui oppose depuis un an ce pays au Népal. Au Népal même, les habitants sont descendus dans la rue pour réclamer des limitations aux pouvoirs absolus du roi qui sont susceptibles de conduire à une forme plus démocratique de gouvernement.

Un calme factice régnait au Sri Lanka à la fin de l'année. L'élimination des dirigeants rebelles du Sud a permis de mettre temporairement fin aux révoltes dans cette région, mais les rebelles tamouls du Nord et du Nord-Est n'attendent que le départ des forces indiennes pour agir.

Depuis le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, on est toujours à la recherche d'une résolution du conflit. Un régime stable, fondé sur un gouvernement élu démocratiquement, contribuerait à la stabilité au Pakistan et dans toute la région, et encouragerait les cinq millions de réfugiés afghans à retourner dans leur foyer. À cette fin, le Canada a fourni des équipes composées d'hommes et de femmes pour enseigner à ces réfugiés comment détecter et désamorcer les mines et de sensibiliser la population à ce problème.

Le Canada désire encourager la stabilité dans cette région en stimulant la croissance économique et en favorisant la coopération régionale par le biais de ses relations bilatérales, de ses programmes d'échanges commerciaux et d'immigration et de l'aide au développement qu'il fournit à la plupart des pays de cette région. Tenues au Canada en 1989, les consultations annuelles entre hauts dignitaires du

Canada et du Pakistan et du Bangladesh, qui sont une bonne occasion d'échanger des vues sur la situation économique et politique, se sont révélées utiles lorsqu'est venu le temps d'examiner certaines questions commerciales importantes.

Au cours de l'année à l'étude, le Ministère a parrainé quatre missions commerciales en Asie du Sud et plusieurs groupes de gens d'affaires importants de cette région se sont rendus au Canada. Le secteur privé canadien a continué de rechercher des débouchés pour ses exportations à destination de l'Asie du Sud, une région dont le potentiel est jugé énorme à cause de la taille de son marché. La vigueur nouvelle et le regain d'activité du Conseil commercial Canada-Inde et du Conseil commercial Canada-Pakistan en sont la meilleure preuve. Les efforts de commercialisation ont mené au cours de l'année à la signature d'un bon nombre de contrats, notamment à la vente d'équipement destiné à l'exploitation pétrolière, gazière et minière, de traitement de données par satellite, d'équipement électronique et de matériel de télécommunications. Les entreprises canadiennes ont également réussi à obtenir plusieurs contrats financés par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.

L'Asie du Sud-Est : Brunei, Dar es Salaam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande (ANASE)

Les activités du gouvernement et du secteur privé canadiens en Asie du Sud-Est continuent de croître, à mesure que nos programmes de coopération s'étendent à de nombreux domaines.

Le rôle du Canada en tant que partenaire au dialogue des pays de l'ANASE représente la pierre angulaire de nos relations avec l'Asie du Sud-Est et facilite la discussion des questions ayant trait à la situation économique et politique internationale et régionale. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a représenté le Canada lors de la Conférence annuelle post-ministérielle de l'ANASE tenue au Brunei en juillet 1989. Plus tôt ce mois-là, M. Clark a aussi inauguré officiellement le Centre Canada-ANASE à Singapour.

En octobre 1989, dans le cadre d'un discours prestigieux prononcé à Singapour, le premier ministre Mulroney a fait l'annonce de la nouvelle stratégie commerciale canadienne « Horizon Le Monde ». Au cours du même mois, le Premier ministre a participé à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue en Malaisie.

En novembre 1989, la présidente des Philippines Corazon Aquino s'est rendue en visite au Canada. Le président du Sénat, l'honorable Guy Charbonneau, était à la tête de la délégation canadienne qui a participé à la dixième assemblée générale de l'Organisation interparlementaire de l'ANASE tenue à Manille en août 1989. Une délégation parlementaire de l'ANASE s'est rendue au Canada en mai 1989, suivie par une délégation indochinoise en mars 1990.

Un autre événement important a été la réunion inaugurale de la Commission économique Canada-Thaïlande tenue à Bangkok en mai 1989. En novembre de la même année, des représentants des gouvernements et des milieux d'affaires canadiens et de l'ANASE ont pris part à la sixième réunion de la Commission consultative conjointe qui a eu lieu au Brunei.

Le commerce bilatéral entre le Canada et l'ANASE a doublé au cours des trois dernières années, atteignant 3 milliards de dollars en 1989. Les exportations canadiennes sont passées de 660 millions de dollars en 1986 à 1,34 milliard en 1989, alors que les importations sont passées de 854 millions de dollars à 1,64 milliard au cours de cette même période. Le potentiel de croissance des relations commer-

ciales Canada-ANASE est énorme, car les exportations du Canada vers l'ANASE et de l'ANASE vers le Canada représentent à peine 1 % de leur marché respectif.

Le gouvernement canadien a subventionné une série de conférences, de missions commerciales, de missions d'investissement et d'études de faisabilité destinées à étendre ces relations commerciales. Les gouvernements provinciaux participent par ailleurs intensément aux activités de promotion commerciale dans les pays de l'ANASE.

Les investissements directs du Canada dans les pays de l'ANASE sont passés de 800 millions de dollars en 1980 à 1,2 milliard en 1986. Bien que les investissements miniers de la compagnie Inco en Indonésie représentent une grande partie de ce montant, la présence canadienne dans les pays de l'ANASE est en voie d'expansion rapide, grâce aux co-entreprises et à d'autres formes d'investissement.

Créé en 1986 par la Chambre de commerce du Canada et les Chambres du commerce et de l'industrie de l'ANASE, le Conseil des gens d'affaires Canada-ANASE continue de promouvoir efficacement les relations d'affaires entre le Canada et les pays de l'ANASE.

E. INDOCHINE, CORÉE ET CHINE

Indochine

La réputation du Canada en tant qu'artisan de la paix a été soulignée l'an dernier lorsque le Ministère a pris une part active au processus de paix du Cambodge, dans le cadre notamment de sa participation à la Conférence internationale sur le Cambodge tenue en août 1989. Le Canada s'est alors vu confier la tâche de co-présider l'important comité chargé de mettre sur pied un mécanisme de maintien de la paix. M. Clark et la délégation canadienne ont joué un rôle prépondérant dans le modeste succès de cette conférence.

Corée

En 1989, la Corée est devenue le cinquième partenaire commercial du Canada. Dans l'ensemble, les échanges avec la Corée ont totalisé au-delà de 4 milliards de dollars; ce pays achète davantage de produits canadiens que la France. Les chiffres compilés pour 1989 indiquent que les exportations totales vers la Corée ont été de 1,6 milliard de dollars, soit une hausse de 33,3 % par rapport à l'année précédente.

Au cours de l'année écoulée, les compagnies coréennes ont continué d'investir au Canada, y créant de

nombreux emplois et prévoyant mettre sur pied de nouveaux projets et co-entreprises dans un avenir rapproché.

En janvier 1988, l'usine d'automobiles Hyundai de Bromont a entrepris la production de la nouvelle Sonata. Les concessionnaires Hyundai du Canada et des États-Unis prendront livraison de plus de 30 000 de ces véhicules par année. En 1989, 1 000 unités étaient exportées vers Taïwan. La société Chrysler a convenu d'acheter chaque année, à compter de 1991, 30 000 autres véhicules fabriqués à Bromont qui seront vendus aux États-Unis par l'intermédiaire de son réseau de concessionnaires.

Utlas International est en train de mettre au point un système informatisé destiné à cataloguer en coréen les collections des bibliothèques coréennes, et elle a conclu un accord de co-entreprise avec la société Korea Computers Inc. dans le but d'exploiter plus à fond ce nouveau marché.

La compagnie d'Assurance-Vie ManuVie et sa partenaire Korea Zinc ont obtenu l'autorisation du ministre coréen des Finances d'exploiter une compagnie d'assurance-vie en Corée. ManuVie est la première compagnie canadienne à obtenir une telle permission.

Le Salon des produits canadiens, l'événement principal de la deuxième « Semaine du Canada », a permis de faire connaître plusieurs entreprises de haute technologie sur le marché

coréen. Plusieurs d'entre elles ont signalé avoir établi d'excellents contacts avec des entreprises coréennes, et d'autres ont déclaré avoir signé sur place des contrats intéressants dans

TABLEAU 5.3
COMMERCE DU
CANADA AVEC
LA CORÉE

de janvier à décembre (en milliers de dollars)			
Importations	1988	1989	Variation %
Matériel électrique	513 070	588 322	+ 14,7
Équipement technique	192 764	261 613	+ 35,7
Véhicules et pièces d'automobiles	194 106	211 077	+ 8,7
Vêtements, à l'exclusion des tricots	181 088	185 933	+ 2,7
Articles de cuir	114 517	145 518	+ 27,1
Chaussures	142 522	140 717	- 1,3
Tricots	125 938	128 476	+ 2,0
Fibres synthétiques (textiles)	77 586	83 550	+ 7,7
Fer et produits de l'acier	112 348	82 251	- 26,8
Caoutchouc	48 808	57 896	+ 18,6
Total (tous les produits)	2 270 185	2 440 953	+ 7,5
Exportations	1988	1989	Variation %
Charbon, combustibles minéraux	242 398	290 908	+ 20,0
Pâte de bois	142 015	180 406	+ 27,0
Minerais, scories, cendres	83 821	171 897	+105,1
Produits organiques	140 381	171 897	+ 12,1
Aluminium	95 614	121 227	+ 26,8
Fer et acier	19 578	115 266	+488,8
Opérations spéciales	12 436	59 275	+376,6
Peaux et cuirs	47 652	54 697	+ 14,8
Engrais	55 605	50 045	- 10,0
Soufre	74 089	49 649	- 33,2
Total (tous les produits)	1 194 560	1 592 343	+ 33,3
Commerce bilatéral	3 464 746	4 033 296	+ 16,4
Balance commerciale	-1 075 626	- 848 610	

des domaines tels que la fabrication des microprocesseurs, les télécommunications et l'aérospatial.

Chine

Le Canada considère la participation de la République populaire de Chine aux affaires internationales comme essentielle à la stabilité de cette région et du monde entier. Le programme d'austérité instauré en Chine en 1988 a entraîné un ralentissement de la croissance mais il a permis de juguler l'inflation. En 1989, les importations canadiennes en provenance de la Chine ont chuté pour s'établir à 1,8 milliard de dollars, alors que les exportations vers ce pays s'élevaient à 1,12 milliard de dollars.

En juin 1989, le Ministère s'est chargé d'évacuer les ressortissants canadiens de Chine lors des affrontements violents de la place Tian'anmen. Le Canada a procédé à un réexamen de ses relations avec la Chine à la suite de ces événements dramatiques.

Japon

Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada; les échanges entre les deux pays s'élevaient à près de 19 milliards de dollars en 1989, soit davantage que les échanges avec les

quatre partenaires du Sommet européen réunis. La part des biens manufacturés et à valeur ajoutée s'est accrue au cours de l'année écoulée pour s'établir à 46 % de l'ensemble des exportations, ce qui représente une augmentation de 38% par rapport à 1980.

Les investissements japonais directs au Canada, qui dépassent à ce jour les 4 milliards de dollars, sont concentrés dans l'industrie automobile, la pâte et le papier, ainsi que le tourisme.

Il existe à l'heure actuelle 22 mécanismes de consultation entre le Canada et le Japon. Ceux-ci portent autant sur le contrôle des armements et le désarmement que sur l'aide à la construction domiciliaire, les pêches et l'agriculture.

En septembre 1989, le premier ministre japonais Toshiki Kaifu s'est rendu à Ottawa et à Vancouver, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a entrepris une ronde de négociations avec le ministre japonais des Affaires étrangères.

Dans le cadre de sa stratégie commerciale « Horizon Le Monde », le Ministère a mis sur pied le programme « Pacifique 2000 », qui comprend une série d'initiatives destinées à permettre aux Canadiens de relever le défi que représente le dynamique marché de

l'Asie-Pacifique. Ces activités comportent une aide à l'expansion du commerce dans des secteurs clés, des projets de coopération en matière de recherche scientifique, un appui financier à des programmes d'apprentissage de la langue japonaise, la coopération dans le Pacifique au niveau institutionnel et des programmes de communications améliorés destinés à projeter du Canada l'image d'un pays du Pacifique. La participation financière totale à ce nouveau programme est de 65 millions de dollars pour cinq ans.

Les liens d'affaires entre le Canada et le Japon se sont resserrés, particulièrement dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi que des investissements, des co-entreprises et des transferts de technologie.

Le Canada a accueilli une mission d'étude sur les investissements composée de 46 cadres supérieurs japonais. Ceux-ci se sont rendus dans chacune des 10 provinces, afin d'évaluer le potentiel du Canada en tant que lieu propice aux investissements. Cette tournée était placée sous la direction du président du Comité Canada, Keidanren Shinroku Morohashi. Le premier ministre Mulroney a rencontré le groupe de visiteurs et le ministre du

Commerce John Crosbie leur a servi d'hôte. Intitulé *Canada: A Partner Challenging the World*, le rapport sur l'économie canadienne qui a fait suite à cette tournée signale que « le potentiel de croissance à long terme des investissements japonais au Canada est énorme [... et que] le temps est venu pour le Japon d'établir des relations plus durables et plus diversifiées avec le Canada ».

Lors de la visite au Canada du premier ministre Toshiki Kaifu, en septembre 1989, le premier ministre Mulroney a déclaré lors d'un toast porté en l'honneur de son invité :

« Nous avons été témoins de la volonté de nos deux pays du Pacifique de progresser ensemble, de coopérer et d'apprendre [...] de tirer parti de la sagesse, de l'expérience et des réalisations l'un de l'autre, et de partager nos responsabilités à l'égard du monde qui nous entoure. »

Grâce à une aide financière d'« Horizon Le Monde », la Fédération canadienne des exportateurs de boeuf a ouvert un bureau à Tokyo en novembre 1989. Le ministre du Commerce extérieur John Crosbie a présidé à la cérémonie d'ouverture. Cette initiative

s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à exporter 300 millions de dollars de viande par année d'ici trois à cinq ans.

Immigration et relations publiques dans la région Asie-Pacifique

La Section des affaires publiques de l'Asie et du Pacifique établit ses priorités en vue de faire connaître le Canada comme un partenaire à part entière qui possède un intérêt à long terme dans la région Asie-Pacifique. Les efforts déployés par la Section ont visé à positionner le Canada comme un exportateur de ressources, de biens et de services de haute qualité, et comme un pays offrant des perspectives intéressantes aux investisseurs étrangers.

Au cours de l'été 1989, le Centre Canada-ANASE a ouvert ses portes à Singapour et, en octobre 1989, un bureau de l'Éducation Canada y a également ouvert ses portes.

Dans le cadre de la «Semaine du Canada» à Séoul, en Corée, qui s'est déroulée en mars 1990, le salon canadien de produits de haute technologie a connu un immense succès, et des artistes canadiens ont donné des

spectacles et participé à des expositions par la même occasion. Un poteau totemique des Indiens haïda a été jumelé au poteau d'un «esprit» coréen.

Au cours de l'année écoulée, la Nouvelle-Zélande a célébré le 150^e anniversaire de son existence et de la signature du traité de Waitangi avec les Indiens maori. Comme contribution à ces festivités, la Direction des programmes de l'Asie et du Pacifique a versé 10 000 \$ destinés à financer les frais de voyage d'un groupe d'autochtones canadiens qui se sont rendus à Auckland. Ces derniers ont été invités à prendre part aux cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux du Commonwealth, qui se sont déroulés du 24 janvier au 3 février 1990, et à participer à des courses de canot contre des équipes formées de Maori à différents endroits de la Nouvelle-Zélande. La présence des premières nations du Canada a grandement servi à renforcer les liens culturels entre nos deux pays et à faire de la publicité pour les prochains Jeux du Commonwealth, qui auront lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique, en 1994.

F. EUROPE DE L'OUEST ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le Canada entretient avec l'Europe des relations étroites, dynamiques et fructueuses. Ces liens sont essentiels à notre bien-être collectif, car les pays européens représentent pour le Canada d'importants partenaires commerciaux, d'immenses réservoirs de capitaux, de touristes et d'immigrants, ainsi que des partenaires majeurs sur les plans culturel, technique et politique et sur le plan de la sécurité.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a déployé d'importants efforts sur les plans diplomatique et politique en vue de minimiser l'effet des mesures prises par la Communauté européenne à l'encontre de nos intérêts commerciaux, et il a mené une campagne visant à sensibiliser les entreprises canadiennes aux perspectives offertes par une Europe unie. La coopération entre les membres de la CE a pris une importance accrue et joué un rôle majeur dans la réponse apportée par les pays occidentaux aux événements survenus en Europe et ailleurs dans le monde. Cela n'a pas manqué de se refléter, en février, dans les propositions canadiennes en vue d'améliorer l'efficacité des mécanismes de consultation politique entre le Canada et les douze États membres de la Communauté économique.

D'importants efforts ont été déployés en vue de modifier la législation que la Communauté européenne se propose d'adopter et qui est susceptible de nuire sérieusement à nos exportations de fourrure et de produits de la fourrure à destination de l'Europe. Cette question a été soulevée lors des rencontres bilatérales tenues en mai à Bruxelles et, en février 1990, le Ministère a participé à la mise sur pied d'une tournée de familiarisation de l'industrie canadienne de la fourrure à l'intention des parlementaires européens les plus en vue associés à la législation proposée.

Des consultations politiques bilatérales sur l'évolution rapide de la situation en Europe ont eu lieu à Ottawa en février entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et plusieurs ministres européens, dont le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, et le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich-Genscher, qui s'est également entretenu avec le premier ministre canadien.

Les rapports avec la Communauté européenne se sont améliorés par suite de la visite au Canada du ministre irlandais des Affaires étrangères,

M. Collins, qui s'est entretenu à Ottawa avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au moment où l'Irlande présidait la CE. C'était la première fois que des consultations politiques placées sous l'égide de la présidence Canada-Communauté économique avaient lieu au Canada.

Commerce et investissements

Avec une population de plus de 400 millions d'habitants, les pays d'Europe de l'Ouest ont importé pour 1 600 milliards de dollars de marchandises en 1989, soit 45 % des importations totales du monde entier. Les pays de la CE ont accaparé 85 % de ces importations.

L'Europe de l'Ouest présente des attraits particuliers pour les exportateurs canadiens, car il s'agit d'un marché au comptant où la demande de produits de qualité et de haute technologie est forte. Les exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest étaient évaluées à 13,3 milliards de dollars en 1989, en hausse de 5,5 % par rapport à 1988. Près de 80 % des exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest étaient constituées de produits finis ou de matières ouvrées.

En 1989, le Ministère a parrainé la participation canadienne à 59 foires

commerciales présentées en Europe de l'Ouest, dont 30 stands d'exposition nationaux. Un total de 412 entreprises canadiennes ont exposé à ces stands nationaux et ont signalé avoir réalisé sur place des ventes de 69 millions de dollars, suivies de ventes potentielles de 1,3 milliard de dollars. Un nouveau programme destiné à permettre aux exportateurs de se familiariser avec le marché d'Europe de l'Ouest a été mis sur pied, à savoir le programme Nouveaux exportateurs sur les marchés étrangers. La première mission s'est rendue au Marché mondial de l'alimentation (ANUGA) qui s'est tenu à Cologne. Trois autres missions ont eu lieu en 1989 et, par suite de leur succès retentissant, ce programme a été poursuivi en 1990.

En juin, le ministre John Crosbie a pris la tête d'une mission d'affaires en Espagne. Cette visite a permis à Canadair-Bombardier Inc. d'obtenir le contrat de vente de dix appareils de combat amphibies CL-215 et de 15 lots de rattrapage à turbo-propulsion CL-215T. L'Espagne est le premier client étranger à se procurer la version turbo-propulsée du CL-215. Le programme de rétroinstallation est exécuté aux usines de Canadair à Saint-Laurent au Québec.

Voici quelques-unes des autres réussites de l'année 1989 au chapitre des exportations :

- la vente la plus importante jamais réalisée par le Canada à l'Irlande : GPA Jetprop Limited, de Shannon, a passé des commandes pour 52 avions Dash-8 auprès de la division de Havilland Aircraft de Boeing Canada;
- Dreco Energy Services d'Edmonton a obtenu un contrat évalué à 28 millions de dollars relativement à la fourniture de matériel de forage pour un projet norvégien en mer;
- DLT, associée à Lufthansa, a passé à Canadair-Bombardier Inc. des commandes pour un total de 25 avions de transport régional à réaction, et British Airways et Alisardia d'Italie ont signé des lettres d'intention pour un total 40 avions de même type;
- le Canada a enregistré un excédent commercial énorme de 1,3 milliard de dollars avec le Bénélux, alors que le total des échanges bilatéraux entre le Canada et le Bénélux a atteint 4,1 milliards de dollars.

Les investissements de l'Europe de l'Ouest au Canada ont augmenté d'environ 20 % pour atteindre plus de

27 milliards de dollars. Voici quelques-uns des principaux investissements annoncés :

- Neste (Finlande) investira 350 millions de dollars dans une nouvelle usine d'éther méthylique de tert-butanol (MTBE) en Alberta;
- Norsk Hydro (Norvège) construit présentement au Québec une usine d'une valeur de 600 millions de dollars qui servira à la production de magnésium;
- Dowty Group PLC (Grande-Bretagne) construit actuellement au Québec une usine d'une valeur de 90 millions de dollars qui servira à l'assemblage d'éléments de trains d'atterrissage;
- Bosch GmbH (Allemagne fédérale) a établi une association stratégique avec Novatel Communications d'Alberta, ce qui permettra à Novatel de consolider sa position sur le marché européen et lui ouvrira de nouvelles perspectives au niveau de la recherche et du développement;
- Mission Cyrus Group (Grande-Bretagne) a fondé une société en Colombie-Britannique dans le but de fabriquer des micro-ordinateurs de pointe destinés au marché nord-américain.

La Communauté européenne

Le Canada entretient des relations étroites avec la Communauté européenne. Un élément clé de ces relations est l'Accord cadre de coopération commerciale et économique, qui prévoit la formation d'une Commission mixte de coopération et permet de favoriser la coopération bilatérale sur les plans économique et commercial, de même que scientifique et technologique. Au cours de l'année écoulée, le Canada a intensifié ses liens avec la CE, qui demeure notre plus important partenaire commercial après les États-Unis.

Parmi les changements favorables survenus au chapitre des relations entre le Canada et la CE au cours de l'année écoulée, on note un accroissement du nombre de réunions de niveau ministériel et la mise sur pied de groupes de travail mixtes ayant comme objectif de régler le différend en matière de pêche dans l'Atlantique Nord. Le Ministère a réussi à persuader les dirigeants de la Communauté européenne de réduire l'écart qui subsiste entre la CE et l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO) relativement aux contingents de pêche. Un total de 28 rencontres officielles de niveau ministériel ont été nécessaires,

mais elles ont abouti à d'importantes réductions des contingents réservés en 1990 aux navires de pêche de la CE.

La Communauté européenne procède actuellement à la mise en oeuvre de son projet de marché unique, lequel supprimera, à compter du 1^{er} janvier 1993, pour ainsi dire tous les obstacles à la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services au sein de la CE. Ce projet est susceptible de modifier substantiellement la nature des relations commerciales entre le Canada et la CE. Afin d'aider les entrepreneurs canadiens à s'adapter aux changements qui résulteront du programme de 1992, le Ministère a donné une longue série de conférences dans les principaux centres du pays, et a aussi publié de nombreuses études intéressantes sur des secteurs précis de l'économie. Dix conférences et 16 rapports industriels ont permis d'informer les dirigeants d'entreprises et les façonneurs d'opinion sur les perspectives commerciales qu'offrira le Marché unique européen. On prévoit un nombre accru d'études sectorielles et de séminaires sur des sujets spécifiques. Le Ministère poursuit également des entretiens bilatéraux avec la Commission européenne afin de faire connaître

son opinion sur les mesures proposées dans le cadre du marché unique. Une entente est intervenue selon laquelle les projets de normes seront soumis au Conseil canadien des normes avant d'être adoptés.

Le Ministère vient en outre directement en aide aux exportateurs par le truchement d'un large éventail de programmes de promotion des échanges commerciaux.

Le Ministère assure la promotion et la protection des intérêts des Canadiens lorsque des différends surviennent dans le cadre de nos relations commerciales avec la CE. Au cours de l'année écoulée, il a cherché à atténuer l'impact des mesures prises ou proposées par la Communauté européenne en vue d'imposer des restrictions à l'importation d'articles tels que pois, haricots, bois d'oeuvre, papier journal, matériel de défense, fourrures et pommes. Tout aussi importants ont été les efforts déployés par le Ministère pour accroître le nombre des instances de coopération et de consultation dans le cadre des relations Canada-CE.

Le Canada a prié la Communauté européenne de conclure avec lui un accord de coopération en matière de sciences et de technologie. Pareille entente favoriserait l'élargissement de

l'actuel programme bilatéral de coopération scientifique et permettrait aux chercheurs canadiens de participer aux programmes de développement de la technologie pilotés par la CE. En octobre, l'actuel programme bilatéral en matière d'énergie et d'environnement a fait l'objet d'un examen à Ispia, en Italie.

Au cours de l'année à venir, la Communauté européenne va poursuivre ses efforts pour accélérer le processus d'intégration des économies de ses douze États membres et, à un degré moindre, des six pays membres de l'Association européenne du libre-échange (AELE), au sein de l'Espace économique européen (EEE). La CE poursuivra l'initiative de 1992 et tiendra d'importantes conférences intergouvernementales afin de progresser sur la voie de l'union politique et monétaire. Le Ministère suivra étroitement l'évolution de la situation dans le but de protéger les intérêts commerciaux et autres du Canada.

EUREKA et l'Agence spatiale européenne

EUREKA mis sur pied en 1985 par 17 pays d'Europe de l'Ouest et la Communauté européenne afin de favoriser la coopération industrielle

en Europe et d'y stimuler la compétitivité. Une quatrième compagnie canadienne a obtenu l'autorisation, lors de la conférence des ministres d'EUREKA tenue à Vienne, de participer à l'un de ces projets. DMR Inc. de Montréal a été choisie pour collaborer avec des partenaires français et finlandais au projet EAST (Technologie européenne de logiciels de pointe). À la suite de l'invitation lancée par le président du comité ministériel d'EUREKA, le Canada a pu être représenté au Forum industriel sur la technologie, la production et l'environnement qui a eu lieu à Venise en octobre.

Le Canada et l'Agence spatiale européenne (ASE) ont conclu en mai un accord de coopération d'une durée de dix ans. L'ASE est une organisation intergouvernementale de 13 États membres et d'un État associé d'Europe de l'Ouest, créée pour effectuer de la recherche spatiale et trouver des applications à la technologie spatiale, ainsi que pour développer une industrie européenne oeuvrant à des fins pacifiques.

Le Canada est le seul pays non européen à avoir signé un accord de coopération avec l'ASE, bien que nous jouissions du statut d'observateur auprès de l'Agence depuis le milieu des

années soixante-dix. Ces liens nous permettront de renforcer notre compétitivité à long terme sur le plan international et de préserver notre accès à la technologie spatiale européenne. Ils renforcent également nos liens économiques et politiques avec la CE, permettant aux entreprises canadiennes de soumissionner des appels d'offres internationaux et d'établir des liens plus étroits avec les industries européennes. Le Programme européen d'observation de la Terre (ERS-1), un satellite de télédétection, le projet de télécommunications Olympus et le projet de l'ASE de navette spatiale Hermès sont des projets de coopération d'envergure.

L'ASE est également associée, en compagnie du Canada, des États-Unis et du Japon, au Programme international de station spatiale.

Programme d'immigration en Europe de l'Ouest

L'Europe de l'Ouest continue d'être un important foyer de nouveaux immigrants pour le Canada. En 1989, 41 354 visas d'immigrant ont été émis par nos missions d'Europe de l'Ouest. En outre, des échanges culturels, universitaires et professionnels ont été facilités par l'émission de 67 591 visas

temporaires à des visiteurs, étudiants et travailleurs en provenance d'Europe de l'Ouest.

En 1989, les missions canadiennes ont accordé la priorité absolue à la question des contrôles. En étroite collaboration avec les représentants des compagnies aériennes et des aéroports de toute l'Europe de l'Ouest, elles ont cherché à endiguer le flot des immigrants illégaux qui tentent d'entrer au Canada à l'aide de faux visas ou de documents de voyage falsifiés. Le rôle du Canada consiste à aider les membres du personnel des aéroports et des compagnies aériennes à évaluer l'authenticité, la validité et l'acceptabilité des documents que les voyageurs à destination du Canada ont en leur possession. Nous avons augmenté le nombre de contrôleurs de l'immigration dans six missions européennes, à savoir Bonn, Bruxelles, La Haye, Londres, Paris et Rome. Par conséquent, le nombre des visites de contrôle s'est accru et leur portée est plus étendue, en même temps que l'efficacité des services de renseignement est plus grande et les efforts de collaboration avec les autorités locales et les compagnies aériennes se sont intensifiés. D'ailleurs, au cours des quatre premiers mois de 1990, le nombre des interceptions de personnes

non admissibles à destination du Canada correspond à 86 % du total atteint en 12 mois en 1989. Parallèlement, une des priorités les plus pressantes de nos missions en Europe de l'Ouest a été de superviser et de faire connaître les efforts de coopération déployés par les pays hôtes et l'Europe pour trouver une solution au problème de la hausse rapide du nombre de demandeurs d'asile et de migrants économiques qui se rendent en Europe en provenance de l'Est et des pays en développement. Au moment où l'afflux de demandeurs d'asile menace d'excéder les capacités d'absorption des pays européens et où des effets d'entraînement se font sentir en Amérique du Nord, le Canada, poursuivra ses efforts en vue de mettre au point avec ses partenaires européens des mécanismes de coopération susceptibles de résoudre ce problème d'envergure internationale de plus en plus inquiétant.

Il est à souligner que les campagnes de promotion mises sur pied en collaboration avec les provinces par les missions canadiennes en Europe de l'Ouest ont permis d'attirer 120 millions de dollars sur le milliard de dollars que l'ensemble des immigrants investisseurs ont emporté avec eux au

Canada en 1989. En outre, les immigrants de la catégorie des entrepreneurs dont les demandes ont été traitées en 1989 dans les missions en Europe de l'Ouest se sont engagés à créer 1 357 nouveaux emplois au Canada.

Le Canada a maintenu en 1989 ses engagements en faveur de la réinstallation des réfugiés. Les missions situées à Athènes, Ankara, Bonn et Rome ont émis 13 019 visas à des réfugiés au sens de la Convention et à des immigrants d'une catégorie désignée provenant d'Europe de l'Est, d'Afrique et du Moyen-Orient, soit une hausse de 60 % par rapport aux statistiques de 1988, par suite de la hausse notable des réfugiés parrainés par le secteur privé.

Entre-temps, dans le but d'appuyer le programme de départ volontaire des demandeurs du statut de réfugiés en attente et pour aider à soulager l'importante pénurie de travailleurs dans l'industrie de la construction à Toronto, du personnel supplémentaire a été affecté temporairement à Lisbonne pour accélérer le traitement des cas dignes d'intérêt en possession d'offres d'emploi validées.

Programmes des relations publiques en Europe de l'Ouest

Les programmes de relations publiques en Europe de l'Ouest ont cherché à protéger les intérêts canadiens en occupant le devant de la scène au moment où l'opinion publique européenne était surtout préoccupée par des questions internes, notamment par les événements importants liés à la démocratisation des pays de l'Est. Un grand nombre de journalistes européens ont reçu une invitation à se rendre au Canada afin de s'y familiariser avec les réalités canadiennes, à savoir les réalisations canadiennes en matière de sciences et de technologie et notre vitalité multiculturelle, sans oublier nos préoccupations environnementales et nos réalisations économiques.

Entre autres événements spéciaux, le Canada a participé à la célébration du bicentenaire de la Révolution française en faisant don d'une oeuvre majeure du peintre Jean-Paul Riopelle au nouvel Opéra de la Bastille, conçu par l'architecte canadien Carlos Ott. Il a également financé la visite à Paris d'un groupe d'Indiens haïda à bord du *Lootas*, le canot sculpté par le célèbre artiste haïda Bill Reid, qui a pris part à cette visite.

Dans le contexte de l'adoption par la Communauté européenne de nouvelles directives concernant la « télévision sans frontières », une campagne vigoureuse a été mise sur pied pour sensibiliser les responsables européens aux avantages mutuels que comportent les accords de coproduction télévisuelle et cinématographique que le Canada avait conclus avec huit pays européens. Ces pays continuent de déployer prioritairement leurs efforts en vue d'harmoniser ces ententes à la législation européenne. Le réseau francophone de télévision TV5, dont le Canada est l'un des principaux partenaires, a pris de l'expansion et s'est modernisé, et la plupart des pays européens peuvent désormais y avoir accès.

Comme l'Europe demeure un marché important pour les produits culturels canadiens, le Ministère a accordé une aide substantielle à plusieurs artistes canadiens, à savoir artistes de la scène, musiciens, troupes de danse, écrivains,

peintres et réalisateurs de cinéma, dans leurs efforts pour se tailler une place dans le milieu artistique européen, qui demeure très compétitif. Leur excellence professionnelle a contribué à faire connaître le Canada comme un pays avancé qui a beaucoup à offrir sur les plans de la culture et de la qualité de vie.

Le Ministère a maintenu son soutien actif aux diverses associations européennes d'études canadiennes, accordant bourses, livres, journaux éducatifs et subventions à des conférences et autres activités universitaires. Un nombre accru d'universités européennes ont mis sur pied des Centres d'études canadiennes et offrent des cours d'histoire, de géographie et de littérature canadiennes, ainsi que des cours sur les sciences sociales au Canada et sur divers autres sujets susceptibles de mieux faire connaître notre pays en Europe de l'Ouest.

G. UNION SOVIÉTIQUE ET EUROPE DE L'EST

Le Canada a accordé son appui aux réformes économiques et politiques en cours en URSS et en Europe de l'Est. Pour ce faire, il a proposé des réponses nouvelles à l'évolution des relations Est-Ouest et à son rôle dans ce contexte.

Le Canada a oeuvré au sein d'un groupe de coordination composé de 24 pays (le Groupe des 24) afin d'empêcher tout bouleversement économique susceptible de compromettre les réformes en cours en Europe centrale

et en Europe de l'Est. En octobre 1989, le Ministère a mis sur pied un programme de coopération au budget de 42 millions de dollars destiné à la Pologne et à la Hongrie. Il a également versé 30 millions de dollars au fonds de stabilisation de la Pologne.

En réponse aux changements subséquents survenus dans cette région, le Canada a mis sur pied un Groupe de travail spécial sur la Hongrie et la Pologne chargé de coordonner le programme d'aide élargi du Canada, doté d'un montant supplémentaire de 60 millions de dollars. Ce comité (devenu depuis le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est) vise à appuyer les processus de démocratisation et de réforme économique entrepris dans ces deux pays. Cette aide est accordée en fonction d'indications claires qu'il y a bel et bien mise en oeuvre de réformes économiques et politiques.

Le Canada incite fortement les exportateurs canadiens à établir des échanges commerciaux avec l'URSS, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est et à investir dans ces pays. Au nombre des mesures prises figurent des séminaires sur les coentreprises, des traités visant à éviter la double imposition et des accords sur la protection des

investissements à l'étranger déjà signés ou en cours de négociation dans le but d'accroître l'activité économique bilatérale. Le Canada a accordé le tarif de préférence général à la Pologne, à la Hongrie et à la Roumanie dans le but de leur faciliter l'accès au marché canadien. Un certain nombre de Soviétiques, d'Européens du Centre et d'Européens de l'Est sont présentement inscrits à un programme de formation en gestion et en direction d'entreprise parrainé par le gouvernement et dispensé par l'université York. Le Canada a accordé une ligne de crédit de 500 millions de dollars à l'Union soviétique et il joue également un rôle au sein de la nouvelle Banque pour la reconstruction et le développement en Europe.

Au cours de l'année écoulée, un nombre sans précédent de visites bilatérales ont eu lieu. Le voyage effectué par M. Mulroney en Union soviétique en novembre 1989, première visite dans ce pays d'un premier ministre canadien depuis 18 ans, s'est achevé en point d'orgue sur la signature de 14 accords importants dans des domaines tels que l'environnement et la coopération dans l'Arctique. Le premier ministre a également annoncé la nomination d'un consul général à Kiev.

Le Conseil commercial Canada-URSS a tenu sa première réunion à Moscou au cours de cette visite, pendant laquelle plus de 20 autres ententes commerciales ont été signées. Le Canada a reçu plusieurs visites de cette région, dont celle du ministre des Affaires étrangères Édouard Chevarnadze en février 1990, et celle de plusieurs autres ministres et ministres des Affaires étrangères en rapport avec la conférence « Ciel ouvert » qui s'est tenue à Ottawa en février. À chacune de ces occasions, les discussions ont servi à poser des jalons importants devant mener à l'amélioration de nos relations bilatérales respectives.

Le Canada a joué un rôle actif au sein de diverses organisations — dont l'OTAN, le Groupe des sept, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Groupe des 24, la Banque pour la reconstruction et le développement en Europe et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques — qui ont cherché à faire le point sur les tensions Est-Ouest qui existaient depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Chose encore plus importante, nous sommes associés aux discussions portant sur la création d'un nouvel ordre européen. Comme en témoignent l'effondrement du Mur

de Berlin et l'unification des deux Allemagnes, la ligne de partage entre l'Est et l'Ouest est sur le point de s'estomper.

Commerce

Les changements économiques et politiques survenus en 1989-1990 ont ouvert des perspectives jusqu'alors inconnues au chapitre des échanges commerciaux avec l'URSS et l'Europe de l'Est. Le Canada cherche activement à étendre ses liens économiques et commerciaux dans cette région par le truchement d'entreprises conjointes gouvernement-secteur privé canadiens.

La transformation des dictatures communistes en sociétés pluralistes basées sur l'économie de marché continue de susciter de l'intérêt. Il s'agit là d'une des régions du monde où il est encore possible pour le Canada de mettre en branle des projets d'investissement et où le niveau des investissements étrangers et le flux des échanges commerciaux sont encore passablement sous-développés.

Une forte participation ministérielle, située dans le contexte de la visite du premier ministre en Union soviétique en novembre 1989, de même que la création d'un Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est

et le nouveau type de soutien mis à la disposition des entreprises canadiennes (cours de formation et études de faisabilité), sont autant de preuves de l'appui que le Canada apporte aux gens d'affaires désireux d'établir des échanges commerciaux avec cette région.

Même si le volume des échanges est loin d'avoir atteint son plein potentiel, les entreprises canadiennes ont commencé à adopter une attitude constructive face aux changements survenus en Union soviétique et en Europe de l'Est. Divers types d'entreprises y font des affaires florissantes. Un total de 35 coentreprises ont été officiellement enregistrées en URSS et plus de 24 en Pologne. Un regain d'activité règne du côté des fonds de placement, des cabinets juridiques, des firmes comptables et de diverses autres institutions non gouvernementales.

Le Conseil commercial Canada-URSS a été fondé en novembre 1989, au cours de la visite du premier ministre en Union soviétique, et le coprésident canadien en est M. Albert Reichmann d'Olympia & York. Cet organisme commercial mixte a pris de l'expansion depuis et comprend à l'heure actuelle plus de 115 sociétés canadiennes et

s'occupe activement de promouvoir le développement du secteur privé canadien en URSS.

En collaboration avec la Chambre de commerce du Canada et le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le Ministère a mis sur pied, en février 1990, des séminaires sur l'expansion du commerce en Pologne. La réponse a été excellente : plus de 400 inscriptions payées et quelque 350 rencontres individuelles avec des représentants du milieu des affaires polonais.

En avril 1990, le vice-premier ministre Don Mazankowski a dirigé une délégation de gens d'affaires canadiens en Pologne. Parmi les ententes conclues au cours de cette mission, on note un Accord sur la protection des investissements à l'étranger, un Protocole d'entente sur l'agriculture et un autre sur l'utilisation des fonds de contrepartie pour des projets de développement locaux. Certains visiteurs canadiens (représentants de compagnies telles que Novatel, Cambrian Engineering et Mémotec) ont conclu des ententes de principe visant la poursuite de nouvelles activités commerciales.

En 1989, Knud Simonsen Industries a signé un contrat pour la construction, au coût de 30 millions de dollars, d'un

établissement de transformation de la viande près de Sofia, en Bulgarie. Il s'agissait là du plus important contrat privé conclu par le Canada dans l'histoire récente de ce marché, et il a été remporté contre une forte concurrence européenne et avec comme toile de fond un problème de plus en plus grave de dette en devises fortes pour la Bulgarie.

Même si le Canada est actif au sein d'organismes de soutien tels que le Groupe des 24, c'est la participation accrue d'excellentes entreprises canadiennes qui aura surtout des conséquences positives pour les pays de cette région et leur procurera le plus d'avantages économiques à long terme.

Relations universitaires, culturelles et scientifiques

L'année écoulée a été témoin d'un intérêt majeur pour les activités et les échanges culturels, scientifiques et universitaires. Plusieurs provinces canadiennes, universités et groupes ont envoyé des délégations en Europe de l'Est et ont signé diverses ententes à cet égard. Ainsi, le programme actuel d'Échanges culturels, scientifiques et universitaires avec l'URSS poursuit la tradition de contacts informels entre universitaires, experts et diplômés

canadiens et soviétiques. Quelque 40 chercheurs et étudiants de deuxième et troisième cycles sont venus au Canada grâce aux fonds mis à leur disposition par le programme, et un nombre semblable d'universitaires et d'étudiants canadiens ont pu poursuivre leurs études en URSS. Des protocoles d'entente dans les domaines des relations universitaires, des sports et de la culture ont été signés avec la République démocratique allemande et la Pologne, et des discussions en vue de parvenir à des accords similaires se poursuivent avec la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie.

Parmi les points saillants des efforts culturels déployés par le Canada en Europe de l'Est, on compte une exposition des oeuvres littéraires d'émigrés tchèques, organisée à Prague en collaboration avec Joseph et Zedna Skvorecky. Plus de 1 000 personnes, dont le président Havel, ont assisté à son inauguration. Le Ministère a soutenu une exposition itinérante d'écrivains émigrés slovaques qui a connu beaucoup de succès à Bratislava et à Prague. Elle était organisée par Ilja Cickvak. Le Trio Amici de Toronto a donné des concerts à Prague, Varsovie et Bratislava, également grâce à une aide du Ministère.

La tournée en URSS du Royal Winnipeg Ballet a été organisée pour juin 1990. Les universités de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Hongrie ont obtenu des subventions destinées à mettre sur pied des Centres d'études canadiennes. Le Conseil de recherches médicales du Canada a annoncé la création de son Programme d'échanges avec l'Europe de l'Est, qui aura à sa disposition jusqu'à 1 million de dollars au cours des trois prochaines années pour encourager les chercheurs spécialisés dans les sciences biomédicales d'Europe de l'Est à travailler dans des laboratoires de recherche subventionnés par le Conseil. Un groupe de parlementaires polonais est venu au Canada étudier le système et les procédures parlementaires canadiens. Deux éminents journalistes tchécoslovaques ont visité des médias canadiens et autres institutions connexes. Grâce à des subventions du Ministère, Radio Canada International a fourni une formation technique à des professionnels de la radiodiffusion d'Europe de l'Est.

Immigration

Au cours de l'année financière 1989-1990, des changements sans précédent à la structure économique et politique et au tissu social se sont produits dans presque tous les pays de l'Est, ce qui a eu pour effet l'abolition des contrôles de sortie et des restrictions de voyage et une plus grande liberté de mouvement des populations. Seules l'URSS et l'Albanie n'ont pas encore adopté de nouvelles lois sur l'immigration. Cela a donné lieu à une hausse de 30 % du nombre de visas de visiteur émis par les missions canadiennes de cette région par rapport à l'année précédente. Il n'était plus nécessaire, pour le Ministère, d'intervenir auprès de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie ou de la RDA dans les cas parrainés par la famille. Seuls quelques cas de réunification de familles demeurent en suspens en Albanie, en Roumanie et en URSS, et ceux-ci ont été approuvés en principe. Un total de 21 132 Européens de l'Est ont émigré au Canada, soit une hausse de 40 % par rapport à 1988.

H. MOYEN-ORIENT

Au cours de l'année à l'étude, l'intérêt que le Canada porte au Moyen-Orient s'est accru par suite de la visite au pays, en 1989, du président Herzog d'Israël et du roi Hussein de Jordanie. Étant donné que le Canada est membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, nos principaux sujets de préoccupation ont été les problèmes du Liban, le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq et le conflit israélo-arabe. Au cours de 1989, le Canada a continué de resserrer les liens étroits qu'il a établis ces dernières années avec le Moyen-Orient.

Le soulèvement palestinien, toujours en vigueur, et l'impasse dans laquelle sont engagées les négociations au sujet du règlement définitif du conflit israélo-arabe et de la guerre entre l'Iran et l'Iraq ont posé des problèmes sérieux à tous les pays de la région. Le Canada s'est efforcé de maximiser les chances d'un règlement rapide du différend israélo-arabe, de la crise libanaise et de divers autres problèmes régionaux en cherchant des solutions pratiques à ces conflits et en incitant les adversaires à éviter les discours enflammés qui empêchent toute solution raisonnable. Parmi les mesures

concrètes proposées on compte un appui continu au maintien de la paix, une aide humanitaire d'urgence et une aide au développement destinée aux pays de la région qui satisfont les conditions requises. Le Canada a continué de faire des droits de la personne une priorité dans ses relations avec les pays de cette région.

Le Canada considère depuis longtemps que les deux conditions pour une paix durable et juste sont le droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues (ce principe est sous-jacent aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies), de même que la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens. Les entretiens du Canada avec toutes les parties impliquées dans ce conflit ont servi à favoriser le dialogue entre Israéliens et Palestiniens au milieu de 1989. Ces démarches faisaient suite aux efforts du président égyptien Hosni Moubarak et du secrétaire d'État américain James Baker pour relancer le processus de paix en s'appuyant sur les propositions faites par le gouvernement israélien en mai 1989. L'accent de la politique canadienne a porté sur la nécessité de mettre fin au cycle de

violence dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 et sur la nécessité d'adopter des mesures réalistes destinées à restaurer la confiance et à créer un climat propice à des négociations susceptibles de mettre fin au conflit israélo-arabe.

La situation au Liban n'a pas cessé d'inquiéter les Canadiens, qui ont trouvé particulièrement troublante l'explosion de violence survenue en avril 1989 et qui a fait un nombre considérable de victimes du côté civil et causé de lourdes pertes matérielles. Plus tard ce mois-là, M^{me} Monique Landry a annoncé une aide humanitaire de 500 000 \$ à la campagne du Comité international de la Croix-Rouge en faveur du Liban. En outre, afin d'apporter une solution rapide et humanitaire au sort des Libanais qui fuient leur pays, le Canada a mis sur pied un bureau temporaire des visas à Chypre. Le Canada a été le seul pays du monde à prendre des dispositions spéciales à cet égard. À la fin de 1989, plus de 3 300 visas d'immigrant avaient été émis. Le Canada a totalement appuyé les efforts de la Ligue arabe en vue de trouver une solution politique à la crise libanaise. Dans une déclaration en date du 24 octobre, M. Joe Clark a accueilli favorablement l'accord

tarifaire d'octobre 1989, dont les réformes politiques et constitutionnelles devaient mener à de nouvelles élections présidentielles et servir de base à la réconciliation nationale.

La fin de la guerre entre l'Iran et l'Iraq constitue un autre tournant majeur qui contenait la promesse d'une amélioration sensible des relations économiques et politiques entre le Canada et ces deux pays. Alors que le fragile cessez-le-feu se poursuivait, les forces canadiennes sont demeurées au sein du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Iran-Iraq (GOMNUII), déployé du côté iraquien de la frontière. Le Canada a continué d'inciter l'Iran et l'Iraq à appuyer les efforts du Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la conclusion d'un traité de paix durable. Le Canada a normalisé ses relations avec l'Iran en 1988, mais certains incidents controversés, dont l'affaire Rushdie (menaces de mort prononcées contre l'auteur britannique), ont compromis le rétablissement de ces relations.

Des efforts ont été déployés pour stimuler l'intérêt des gens d'affaires canadiens à l'égard des marchés du Moyen-Orient. L'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Iraq a accru les chances d'assister à de sérieux efforts de

reconstruction susceptibles de créer de nouveaux débouchés. Ces nouvelles perspectives, combinées à une stabilisation des prix du pétrole, ont laissé présager un retour à la croissance que connaissaient les marchés du Moyen-Orient au début des années quatre-vingt. Cette région entre dans une période d'industrialisation caractérisée par une hausse du nombre des privatisations et par des besoins nouveaux. Ce marché offre désormais des débouchés pour un plus large éventail de produits et il détient un potentiel important pour un grand nombre d'exportateurs canadiens.

La principale réalisation commerciale au Moyen-Orient en 1989, demeure la hausse de 40 % des exportations canadiennes par rapport à 1988. Cette

augmentation découle d'une hausse de la croissance économique et des projets d'industrialisation de cette région, qui ont à leur tour stimulé un intérêt nouveau chez les exportateurs canadiens. Une grande part du succès que le Canada a connu à cet égard provient de la hausse spectaculaire des ventes de céréales canadiennes.

Activités de promotion commerciale mises à part, le Canada a également bénéficié du fait qu'il a suscité un intérêt accru chez les immigrants gens d'affaires venant du Moyen-Orient. En 1989, ces derniers ont emporté avec eux 274 millions de dollars en capitaux, soit 17 % du total du capital provenant de l'immigration de gens d'affaires.

**Sigles et acronymes utilisés au
chapitre cinq :**

ACBC :	<i>Conseil de commerce ANASE-Canada</i>
ACDI :	<i>Agence canadienne de développement international</i>
AELE :	<i>Association européenne de libre-échange</i>
AIPO :	<i>Organisation interparlementaire de l'ANASE</i>
ALE :	<i>Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis</i>
ANC :	<i>Congrès national africain</i>
ANUGA :	<i>La plus importante foire mondiale de l'alimentation, qui a lieu tous les deux ans à Cologne, en R.F.A.</i>
ANASE :	<i>Association des nations d'Asie du Sud-Est</i>
ASE :	<i>Agence spatiale européenne</i>
BERD :	<i>Banque pour la reconstruction et le développement en Europe</i>
CE :	<i>Communauté européenne</i>
CICAD :	<i>Commission de contrôle interaméricaine sur les abus de stupéfiants</i>
CIM :	<i>Commission interaméricaine des femmes</i>
CRM :	<i>Conseil de recherches médicales du Canada</i>
CSCE :	<i>Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe</i>
GANUPT :	<i>Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition</i>
COMNUII :	<i>Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Iran-Iraq</i>
GRC :	<i>Gendarmerie royale canadienne</i>
NEEF :	<i>Nouveaux exportateurs aux États frontaliers</i>
NEXUS :	<i>Nouveaux exportateurs vers les États américains du Sud</i>
NORAD :	<i>Accord de défense aérospatiale nord-américaine</i>
OEA :	<i>Organisation des États américains</i>
ONG :	<i>Organisations non gouvernementales</i>
ONU :	<i>(Organisation des) Nations Unies</i>
OPANO :	<i>Organisation des pêches de l'Atlantique du nord-ouest</i>
OTAN :	<i>Organisation du Traité de l'Atlantique Nord</i>
SADCC :	<i>Coordination du développement de l'Afrique du Sud</i>
PIB :	<i>Produit intérieur brut</i>
SEE :	<i>Société pour l'expansion des exportations</i>
URSS :	<i>Union des républiques socialistes soviétiques</i>

CHAPITRE SIX DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Points saillants

- Les déclarations historiques faites au Sommet de l'OTAN constituent une reconnaissance des changements survenus en Europe de l'Est.
- Le Canada est l'hôte de la première conférence « Ciels ouverts ».
- Les recommandations du Canada au sujet d'un contrôle des exportations de tritium retiennent l'attention de la communauté internationale.
- Le rôle de la CSCE est remis en question à la lumière des changements survenus dans le monde.

A. LE MAINTIEN DE LA PAIX, LA DÉFENSE ET L'OTAN

Les relations Est-Ouest : diminution des tensions et coopération accrue

Lors de son Sommet qui s'est tenu en mai 1989, l'OTAN a émis deux déclarations de portée historique relativement aux relations Est-Ouest. Dans sa « déclaration politique », l'Alliance a accueilli favorablement les réformes en cours en URSS et en Europe de l'Est et s'est engagée à les appuyer. Le « Concept global de maîtrise des armements et de désarmement » est une déclaration importante qui stipule que le contrôle des armements contribue à la

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 131.



En février 1990, le Canada était l'hôte de la première conférence « Ciels ouverts » à laquelle ont participé les ministres des Affaires étrangères de 23 États.

sécurité collective de l'Alliance. Le Sommet de décembre 1989 a donné une nouvelle impulsion en faveur des réformes entreprises et de l'intégration de l'Europe au moment où les distinctions entre l'Est et l'Ouest commençaient à s'estomper rapidement.

Lors de sa visite en URSS en novembre 1989, le Premier ministre canadien a signé deux accords destinés à promouvoir une plus grande ouverture en ce qui concerne les questions d'ordre militaire, à savoir : a) une entente sur les visites et les échanges militaires

bilatéraux et b) une entente destinée à réduire le nombre d'incidents dangereux en mer. La signature de ces accords faisait suite aux pourparlers qui s'étaient déroulés en octobre entre les membres de l'État-major des deux pays. De semblables visites avaient déjà eu lieu dans le passé et d'autres sont prévues dans l'avenir. Le Canada cherche également des moyens d'améliorer ses relations avec d'autres pays du Pacte de Varsovie.

Un Canadien a été nommé Commandant de la Force des Nations Unies à Chypre, région où la participation canadienne au maintien de la paix est la plus importante. Le Canada a en outre joué un rôle actif et varié au sein du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), chargé de venir en aide à la Namibie. Il a non seulement accru et accéléré sa présence militaire au cours des premiers jours difficiles que le GANUPT a traversés dans ce pays, mais il a également affecté 100 agents de la GRC afin d'aider à la supervision des élections.

Le Canada a pris une part active à la Conférence de la paix sur le Cambodge

qui s'est tenue à Paris en août 1989, et il a présidé le Groupe de travail sur la vérification de la sécurité.

C'est en assumant la responsabilité de l'important service des communications que le Canada a participé aux Opérations des Nations Unies en Amérique centrale. Il s'est par ailleurs chargé de passer en revue les forces d'appui au maintien de la paix; il s'agissait du premier exercice du genre jamais effectué au sein des Nations Unies. Dans le cadre de cette initiative, des consultations ont eu lieu avec le Japon et la République fédérale d'Allemagne, ces deux pays ayant manifesté le désir de participer plus activement au processus de maintien de la paix.

Un montant supplémentaire de 1,25 million de dollars a été accordé au Programme d'aide à l'instruction militaire destiné aux États de la ligne de front en Afrique australe. Cette mesure visait en partie à assurer l'efficacité du programme et à favoriser la discipline et le respect des droits de la personne au sein des forces armées de pays moins développés, dont ceux des Antilles anglaises et de la Francophonie.

bilatéraux et b) une entente destinée à réduire le nombre d'incidents dangereux en mer. La signature de ces accords faisait suite aux pourparlers qui s'étaient déroulés en octobre entre les membres de l'État-major des deux pays. De semblables visites avaient déjà eu lieu dans le passé et d'autres sont prévues dans l'avenir. Le Canada cherche également des moyens d'améliorer ses relations avec d'autres pays du Pacte de Varsovie.

Un Canadien a été nommé Commandant de la Force des Nations Unies à Chypre, région où la participation canadienne au maintien de la paix est la plus importante. Le Canada a en outre joué un rôle actif et varié au sein du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), chargé de venir en aide à la Namibie. Il a non seulement accru et accéléré sa présence militaire au cours des premiers jours difficiles que le GANUPT a traversés dans ce pays, mais il a également affecté 100 agents de la GRC afin d'aider à la supervision des élections.

Le Canada a pris une part active à la Conférence de la paix sur le Cambodge

qui s'est tenue à Paris en août 1989, et il a présidé le Groupe de travail sur la vérification de la sécurité.

C'est en assumant la responsabilité de l'important service des communications que le Canada a participé aux Opérations des Nations Unies en Amérique centrale. Il s'est par ailleurs chargé de passer en revue les forces d'appui au maintien de la paix; il s'agissait du premier exercice du genre jamais effectué au sein des Nations Unies. Dans le cadre de cette initiative, des consultations ont eu lieu avec le Japon et la République fédérale d'Allemagne, ces deux pays ayant manifesté le désir de participer plus activement au processus de maintien de la paix.

Un montant supplémentaire de 1,25 million de dollars a été accordé au Programme d'aide à l'instruction militaire destiné aux États de la ligne de front en Afrique australe. Cette mesure visait en partie à assurer l'efficacité du programme et à favoriser la discipline et le respect des droits de la personne au sein des forces armées de pays moins développés, dont ceux des Antilles anglaises et de la Francophonie.

entre les deux camps relativement à leurs activités militaires et de contribuer ainsi à améliorer les relations entre les membres de l'OTAN et ceux de l'OPV. Le Canada considère depuis longtemps la conférence Ciels ouverts comme un moyen valable de renforcer la confiance et la sécurité tant au pays qu'à l'échelle internationale et, par la suite, d'accélérer le processus de contrôle des armements. Sa longue expérience et la crédibilité dont il jouit depuis longtemps auprès des membres de l'OTAN, des Nations Unies et d'autres organismes internationaux en matière de vérification ont fait du Canada le pays tout désigné pour développer le concept « Ciels ouverts ». Un accord à ce sujet permettrait, moyennant un court préavis, des survols de surveillance à bord d'avions non armés. Dans cette perspective, le Canada a effectué, en janvier 1990, le premier survol d'essai du territoire d'un pays du Pacte de Varsovie par un appareil militaire occidental.

Par le truchement du Programme de recherches sur la vérification, le Canada dispose de connaissances techniques qu'il transmet dans le cadre non seulement des négociations FCE et MRCS de Vienne, mais également de la

Première commission et de la Commission du désarmement des Nations Unies, ainsi que de la Conférence de Genève sur le désarmement.

Lors de la Conférence sur le désarmement (CD), les représentants canadiens ont travaillé sans relâche afin d'orienter les pourparlers vers la conclusion d'une entente globale, mondiale et vérifiable ayant pour but l'interdiction des armes chimiques. Pour le Canada, seule une interdiction totale des armes chimiques ayant fait l'objet de négociations préalables peut réellement empêcher la prolifération éventuelle de telles armes dans le monde.

Fidèle à son engagement de faire interdire les essais nucléaires, le Canada a participé aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques de la CD. Les activités de ce groupe ont trait à l'élaboration de moyens susceptibles de permettre de vérifier éventuellement si chaque pays se conforme à un traité interdisant les explosions nucléaires souterraines. Dans cette perspective, le Canada a été l'hôte, en septembre 1989, d'une réunion du Groupe d'experts à l'occasion de la mise en service du nouveau Réseau d'observation sismique de Yellowknife, dont la capacité de détecter des perturbations souterraines à distance peut

s'étendre jusqu'à 10 000 kilomètres. Le Canada a assuré la coordination d'ensemble de l'essai technique effectué par le Groupe en janvier 1990 dans le but de permettre des échanges de données sismiques, et en vue de jeter les bases nécessaires à une éventuelle entente sur l'arrêt des essais nucléaires.

Ardent défenseur du Traité de non-prolifération nucléaire, le Canada a participé aux préparatifs de la quatrième Conférence d'examen du TNP. Les efforts du Canada visaient à renforcer la crédibilité de cet important accord et à inciter tous les pays à y adhérer.

M^{me} Peggy Mason, Ambassadrice du Canada au désarmement, a participé à plusieurs discussions multilatérales portant sur le contrôle des armements, dont la Première commission de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux questions de désarmement, et deux réunions préparatoires à la quatrième Conférence d'examen du TNP, qui ont eu lieu en août et en septembre 1990.

Dans le cadre du mandat qui consiste à favoriser le dialogue entre le gouvernement et la population préoccupée par les questions de contrôle des armements et de désarmement, et afin

de permettre au grand public d'exprimer son point de vue à l'égard du processus d'élaboration politique, M^{me} Mason a participé à diverses conférences et réunions universitaires et a rencontré les responsables de plusieurs organisations non gouvernementales à travers le pays.

L'Ambassadrice au désarmement a présidé la réunion annuelle du Groupe consultatif sur le contrôle des armements et les questions relatives au désarmement, au cours de laquelle la discussion a porté sur les options politiques offertes au Canada en matière de promotion de la non-prolifération des armes nucléaires. L'une de ces options - le contrôle des exportations de tritium — a donné lieu à une initiative canadienne sur la scène internationale.

Par l'intermédiaire du Fonds pour le désarmement, AECEC a accordé 238 400 \$ en subventions et contributions à divers groupes et particuliers favorisant une discussion impartiale des questions relatives au contrôle des armements et au désarmement. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement a également reçu 100 000 \$ pour lui permettre de poursuivre ses recherches dans ce domaine.

C. LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (CSCE)

Continuant de jouer un rôle actif face à la nécessité de poursuivre le processus entrepris par la CSCE, le Canada a appuyé d'importants objectifs politiques et fait la preuve de son engagement inaltérable en faveur de la sécurité et de la coopération en Europe.

Dans le cadre du Forum de Londres sur l'information (avril-mai 1989), les discussions ont porté sur la liberté d'information, la coopération en matière de promotion de la libre circulation des informations et le rôle des journalistes. D'éminents journalistes canadiens ayant l'expérience des relations Est-Ouest faisaient partie de la délégation canadienne.

C'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a prononcé le discours d'ouverture du Canada lors de la réunion à Paris de la Conférence sur la dimension humaine (mai-juin 1989) et la délégation canadienne a joué un rôle de premier plan en réclamant un engagement accru envers les droits de la personne. La délégation a également insisté sur un plus grand respect, de la part de certains pays de l'Est qui n'avaient pas encore entrepris de sérieuses réformes à ce sujet, des engagements pris dans le cadre de la CSCE.

La Réunion de Sofia sur la protection de l'environnement (octobre-novembre 1989) a donné lieu à un accord sur de nouveaux engagements dans trois domaines importants concernant la protection de l'environnement, à savoir les accidents industriels, les eaux frontalières et les produits chimiques dangereux. La Roumanie a toutefois opposé son veto à un document final à cet effet. La délégation canadienne a fait part de l'expérience du Canada relativement à la manière dont il a encouragé sa population à participer aux débats sur les questions environnementales et les relations bilatérales avec les États-Unis en matière d'environnement. Le Canada a également joué un rôle de premier plan en demandant des comptes aux autorités bulgares pour la façon dont elles avaient traité des militants écologistes au cours de la réunion.

Le document final de la Conférence sur la coopération économique en Europe (Bonn, mars-avril 1990) contenait une entente nouvelle relativement aux principes appliqués dans les économies de marché et à la coopération sur le plan commercial. Des délégués du secteur privé étaient présents, et le ministre du Commerce extérieur,

accompagné des principaux parlementaires et dirigeants canadiens du monde des affaires, a pris la parole devant les participants à l'assemblée plénière de clôture.

À compter de la fin de 1989, le Canada a entamé un dialogue constructif au sujet de la restructuration devenue nécessaire par suite des profonds changements survenus en Europe. Ce dialogue s'est poursuivi lors de la conférence « Ciels ouverts », au sein de

l'OTAN et dans des rencontres bilatérales au sommet. À la fin de l'année, AECEC s'attelait à la tâche de promouvoir les idées du Canada relativement au rôle de la CSCE dans la structure européenne et de positionner le Canada de manière à lui permettre de jouer un rôle de premier plan dans ce processus d'édification permanente, qui devrait donner lieu à un sommet de la CSCE à l'automne 1990.

Sigles et acronymes utilisés au chapitre 6 :

- CD :** Conférence sur le désarmement
CDH : Conférence sur la dimension humaine
CSCE : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
FCE : Forces conventionnelles en Europe
GANUPT : Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
MRCS : Mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité
ONU : Organisation des Nations Unies
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OPV : Organisation du Pacte de Varsovie
FNCP : Forces nucléaires à courte portée
START : Négociations sur la réduction des armes stratégiques
TNP : Traité de non-prolifération nucléaire

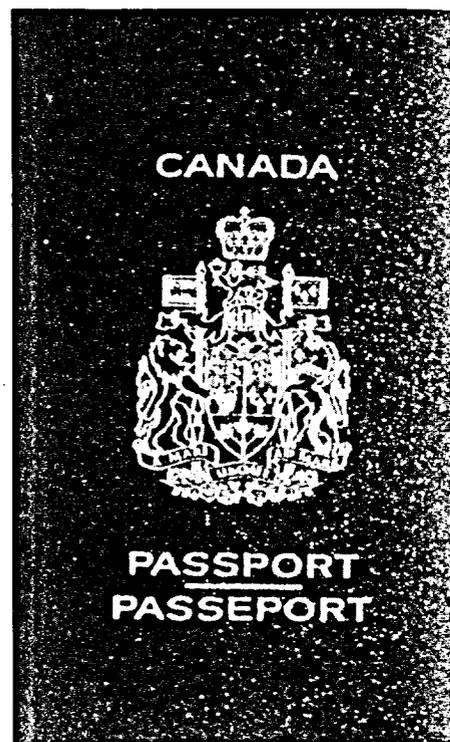
CHAPITRE SEPT PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Points saillants

- *Nos services consulaires à l'étranger ont répondu à 610 000 demandes d'aide au cours de l'année financière 1989-1990.*
- *Le nombre de visas d'immigrant délivrés au cours de l'année écoulée a atteint 186 788, soit une augmentation de 18,2 % par rapport à l'an dernier.*
- *En 1989-1990, le Canada a accueilli 13 462 réfugiés parrainés par le gouvernement et 21 212 réfugiés parrainés par le secteur privé.*
- *Au-delà de 1,1 million de passeports canadiens ont été délivrés au Canada et à l'extérieur du pays au cours de l'année, soit 9 % de plus que l'an dernier.*

A. SERVICES CONSULAIRES

Le Ministère est chargé de protéger et d'aider les Canadiens qui vivent et voyagent à l'étranger, et de se porter promptement à leur secours lorsqu'ils se trouvent en difficulté. C'est une fonction consulaire à laquelle le gouvernement accorde une grande priorité, et qu'exécutent toutes les missions canadiennes à l'étranger, tant les ambassades que les consulats. Une cinquantaine de consuls honoraires et



Plus de 1,1 million de passeports ont été émis pendant la dernière année, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport à l'année dernière.

une douzaine de missions australiennes assument également ce rôle en vertu de l'Accord conclu entre le Canada et l'Australie concernant le partage de services consulaires à l'étranger.

Au cours de l'année, ces missions ont rendu plus de 610 000 services à des citoyens canadiens; les services portaient tant sur des demandes de renseignements courants que sur des appels au secours, ce qui a mis les

ressources du personnel consulaire à dure épreuve. Dans le cadre de leurs responsabilités, les membres du personnel consulaire peuvent être appelés à tirer d'embarras un étudiant qui a perdu son passeport, à se rendre dans un village isolé pour porter secours à un jeune Canadien détenu pour possession de drogue, à reconforter un père ou une mère désemparé(e) à la suite de l'enlèvement de son enfant par son ex-conjoint, ou à prendre des dispositions concernant les obsèques d'un citoyen canadien décédé à l'étranger.

Les missions canadiennes ont modernisé leurs plans d'urgence de

manière à venir rapidement en aide aux Canadiens à l'étranger en cas de catastrophe naturelle ou de désordres publics. L'efficacité de ces mesures d'urgence a été clairement démontrée lorsque environ 550 citoyens canadiens ont pu être rapidement évacués de Chine à la suite des incidents survenus à la place Tian'anmen.

Les membres du personnel consulaire s'appuient dans leurs décisions sur le *Manuel des instructions consulaires*, qui fait régulièrement l'objet de révisions. Les missions reçoivent également des directives par le biais de télégrammes et de lettres circulaires.

TABLEAU 7.1
ACTIVITÉS
CONSULAIRES
(ANNÉE CIVILE
1989)

Nombre total de dossiers ou de services rendus (approximativement)	
a) Dossiers:	
Rapatriements	318
Hospitalisations ou traitements médicaux	1 925
Décès	1 180
Détentions	884
Garde d'enfants	633
b) Services:	
Passeports	258 503
Citoyenneté	51 188
Conseils juridiques et actes notariaux	36 169
Demandes d'aide financière ou virements de fonds	2 484
Bien-être et demandes de localisation	7 791
Inscription des Canadiens	18 396
Conseils et aide	231 453

Afin que les Canadiens reçoivent des services appropriés lorsqu'ils sont à l'extérieur du pays, des cours de formation, dispensés tant à Ottawa qu'à l'étranger, sont offerts aux membres du personnel en poste à l'étranger et aux employés embauchés sur place.

Le Ministère a poursuivi son programme de sensibilisation du grand public et distribué à cet effet un million d'exemplaires de la brochure intitulée *Bon voyage, mais...* visant à faire connaître aux voyageurs les dangers qui peuvent surgir à l'étranger et à les renseigner sur les services qui leur sont offerts par les missions canadiennes.

B. IMMIGRATION ET RÉFUGIÉS

Depuis 1981, le Ministère est chargé de la mise en oeuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. Durant l'année écoulée, le nombre de visas d'immigrant délivrés a continué d'augmenter pour atteindre 186 788, soit une hausse de 18,2 % par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le Canada a connu le plus grand afflux de visiteurs, d'étudiants et de travailleurs temporaires depuis le début du siècle. Quelque 750 000 cas ont été traités en 1989, ce qui représente une hausse de plus de 200 000 demandes en un an. Afin de répondre à la hausse de la demande de visas de visiteur et d'autres types de visas, le Ministère a dû engager 60 nouveaux agents pour le service extérieur.

Comme un programme tel que celui de l'immigration ne cesse d'évoluer, il est essentiel que le personnel consulaire

suive continuellement des cours de perfectionnement professionnel. En 1988-1989, la formation a surtout porté sur les litiges et les questions juridiques. Outre les cours portant sur les réfugiés et les entrepreneurs, un nouveau programme de formation axé sur le contrôle de l'immigration, qui revêt une importance toujours plus grande, a été mis sur pied à l'intention des contrôleurs en poste à l'étranger.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a joué un rôle clé à la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois. Il a accepté d'accueillir 16 000 Indochinois sur une période de trois ans et participé à l'élaboration d'un plan d'action global destiné à apporter une solution satisfaisante à cet épineux problème.

En 1988-1989, l'objectif fixé pour les réfugiés parrainés par le gouvernement

Afin que les Canadiens reçoivent des services appropriés lorsqu'ils sont à l'extérieur du pays, des cours de formation, dispensés tant à Ottawa qu'à l'étranger, sont offerts aux membres du personnel en poste à l'étranger et aux employés embauchés sur place.

Le Ministère a poursuivi son programme de sensibilisation du grand public et distribué à cet effet un million d'exemplaires de la brochure intitulée *Bon voyage, mais...* visant à faire connaître aux voyageurs les dangers qui peuvent surgir à l'étranger et à les renseigner sur les services qui leur sont offerts par les missions canadiennes.

B. IMMIGRATION ET RÉFUGIÉS

Depuis 1981, le Ministère est chargé de la mise en oeuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. Durant l'année écoulée, le nombre de visas d'immigrant délivrés a continué d'augmenter pour atteindre 186 788, soit une hausse de 18,2 % par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le Canada a connu le plus grand afflux de visiteurs, d'étudiants et de travailleurs temporaires depuis le début du siècle. Quelque 750 000 cas ont été traités en 1989, ce qui représente une hausse de plus de 200 000 demandes en un an. Afin de répondre à la hausse de la demande de visas de visiteur et d'autres types de visas, le Ministère a dû engager 60 nouveaux agents pour le service extérieur.

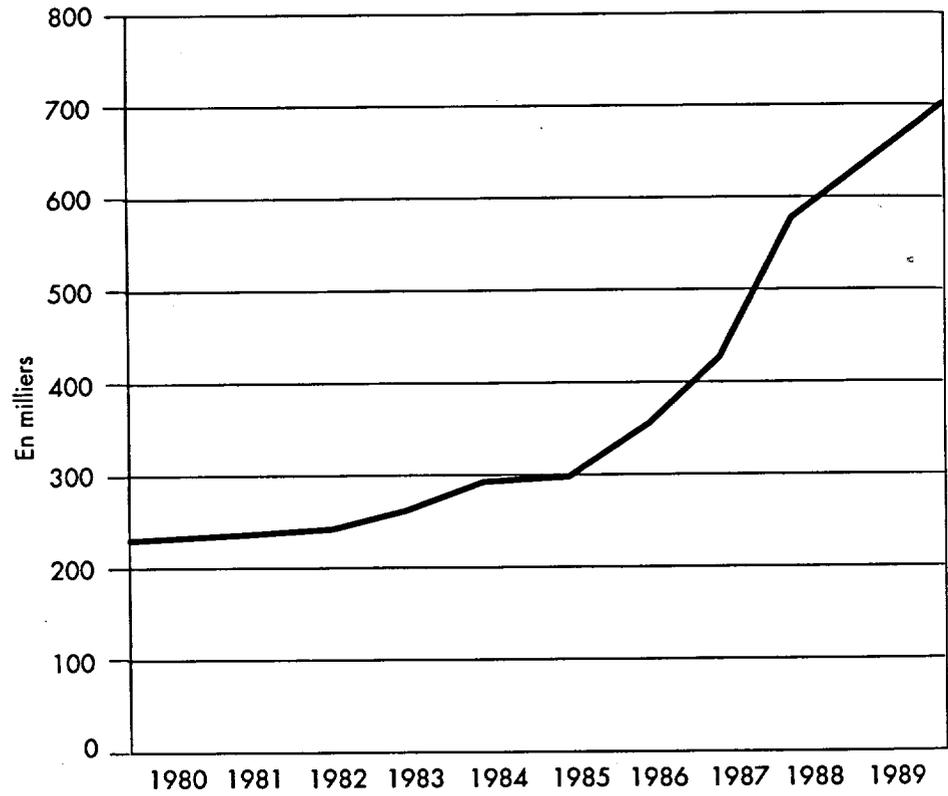
Comme un programme tel que celui de l'immigration ne cesse d'évoluer, il est essentiel que le personnel consulaire

suive continuellement des cours de perfectionnement professionnel. En 1988-1989, la formation a surtout porté sur les litiges et les questions juridiques. Outre les cours portant sur les réfugiés et les entrepreneurs, un nouveau programme de formation axé sur le contrôle de l'immigration, qui revêt une importance toujours plus grande, a été mis sur pied à l'intention des contrôleurs en poste à l'étranger.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a joué un rôle clé à la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois. Il a accepté d'accueillir 16 000 Indochinois sur une période de trois ans et participé à l'élaboration d'un plan d'action global destiné à apporter une solution satisfaisante à cet épineux problème.

En 1988-1989, l'objectif fixé pour les réfugiés parrainés par le gouvernement

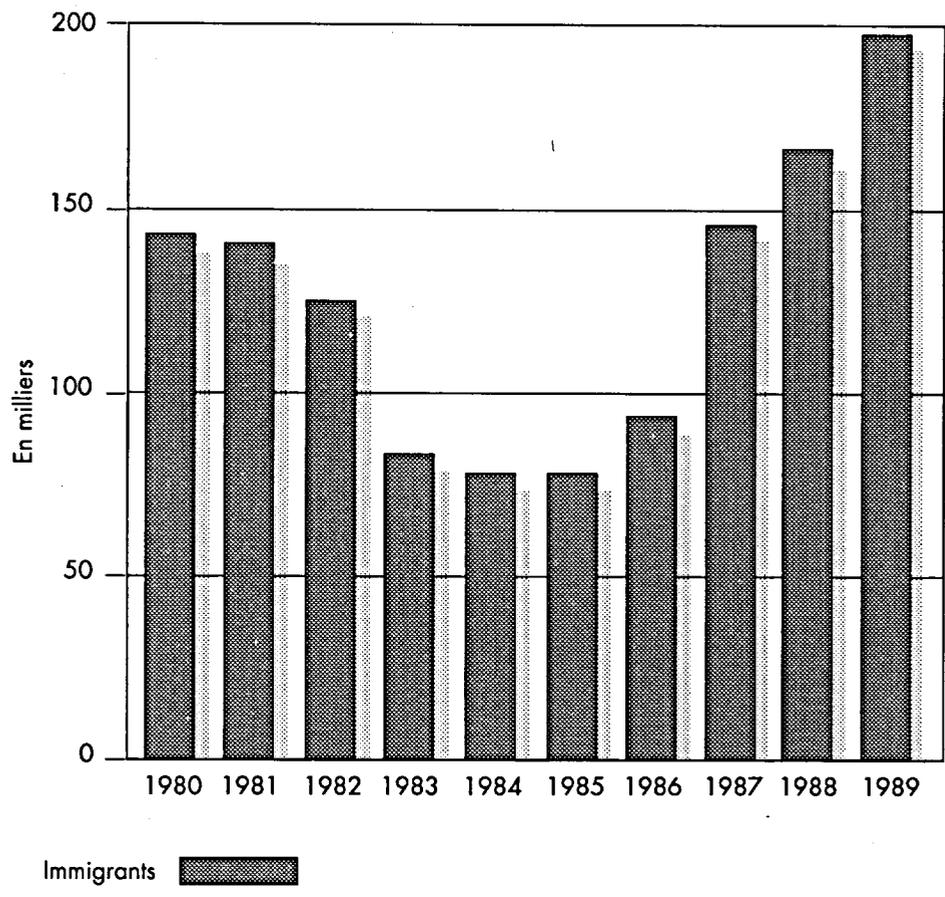
**TABLEAU 7.3
NOMBRE DE
VISAS ÉMIS AU
COURS DES
ANNÉES 80**



Visiteurs* —

* Comprend tous les visiteurs refusés

TABEAU 7.4
NOMBRE DE
VISAS ÉMIS
AU COURS DES
ANNÉES 80



C. SERVICE DE PASSEPORTS

En 1989-1990, le Ministère a délivré 1 122 989 passeports au Canada, soit 9 % de plus qu'au cours de l'année précédente. Il y a maintenant 5,3 millions de passeports canadiens en circulation.

Au cours de la même année, le Ministère a délivré 72 196 passeports à l'extérieur du pays, soit 38 % de plus qu'au cours de l'année 1988-1989. Quatre-vingt-trois pour cent des demandes de passeport faites au pays ont été présentées en personne à l'un des 23 bureaux régionaux et, dans 97 % des cas, ces demandes ont été satisfaites dans un délai de trois jours; toutes les autres l'ont été dans un délai de cinq jours ouvrables.

Parmi les nombreux autres documents émis, 6 109 certificats d'identité et documents de voyage pour réfugiés ont été délivrés à des résidents admissibles qui ne sont pas citoyens canadiens.

En décembre 1989, le gouvernement a annoncé la création de cinq « organismes de service spéciaux » qui seront

chargés d'offrir au grand public des services efficaces et rentables. En règle générale, il s'agira d'unités indépendantes oeuvrant au sein de leur ministère respectif; elles seront soumises aux lois du marché ou devront répondre à des normes de productivité reconnues et leur mandat sera permanent et clairement défini.

Au nombre de ces nouveaux organismes il faut compter le Bureau des passeports, qui sera administré en vertu d'une entente conçue spécialement pour lui et définie conjointement par cet organisme, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada et le Conseil du Trésor. Cette entente ou ce cadre administratif aborde la question des résultats et de la hausse de productivité attendus du Bureau des passeports, de même que des mécanismes nécessaires à l'obtention de ces résultats. Comme il ne peut compter sur les fonds de l'État, le Bureau des passeports devra continuer de s'autofinancer.

D. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

En vertu d'un ensemble de traités, conventions et arrangements que le Canada a conclus avec d'autres pays, le Ministère offre divers services pour

aider les plaideurs dans des affaires qui comportent à la fois un élément canadien et un élément étranger. Il publie un livret intitulé *Entraide*

à favoriser le développement du droit commercial entre le Canada et les États-Unis. Il a notamment établi des règles de procédure générales pour les groupes spéciaux chargés du règlement des différends, conformément aux dispositions du chapitre 18 de l'ALE, et des règles pour les groupes spéciaux binationaux chargés d'examiner les décisions nationales finales en matière de droits antidumping et compensateurs.

Le Canada et les États-Unis ont mis sur pied des groupes spéciaux chargés du règlement des différends en vertu du chapitre 18 de l'ALE. Le premier de ces groupes, qui a examiné la question de savoir si les conditions posées par le Canada concernant les prises de saumon et de hareng étaient conformes à l'ALE, a publié son rapport final en octobre 1989. Par la suite, le Canada et les États-Unis ont convenu de mesures autorisant le Canada à exiger que le saumon et le hareng soient entièrement débarqués dans des stations basées à terre ou en mer. Ces stations donneront aux acheteurs américains la possibilité de se procurer, pour fin d'exportation, une partie des prises totales débarquées en

mer. Le deuxième groupe, qui s'est penché sur les restrictions américaines aux importations de homard canadien, a publié son rapport en mai 1990.

Par l'intermédiaire de la Section du droit international commercial, le Ministère a pris une part active à l'élaboration progressive du droit commercial international, lequel fait l'objet de discussions au sein des groupes de négociation de l'Uruguay Round. Les discussions portent sur le commerce et les domaines connexes tels que les mesures destinées à favoriser les investissements, les mesures de sauvegarde, les articles du GATT, la création de la nouvelle Organisation du commerce international, les mesures concernant la propriété intellectuelle en matière commerciale, les droits antidumping et compensateurs et l'amélioration du processus de règlement des différends.

Le Ministère a encouragé la coopération internationale sur le plan juridique en parrainant des échanges entre spécialistes du droit canadiens et soviétiques et en étudiant la possibilité pour des cabinets d'avocats canadiens d'ouvrir des bureaux à Tokyo.

CHAPITRE HUIT

DROIT INTERNATIONAL

Points saillants

- *La signature, au cours de l'année écoulée, de 16 accords avec l'URSS a permis d'imprimer de manière décisive une nouvelle orientation aux relations entre le Canada et l'Union soviétique.*
- *Après deux ans d'efforts soutenus de la part d'une équipe interministérielle canadienne, un règlement hors cour est intervenu relativement à toutes les poursuites intentées contre le Conseil international de l'étain.*
- *Le Canada a joué un rôle actif dans l'élaboration de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies en novembre 1989.*

Aux termes de la Loi sur le ministère des Affaires extérieures, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures doit favoriser l'évolution du droit international et veiller à son application dans les relations extérieures du Canada, en exécutant les tâches qui lui sont assignées en vertu de la Loi.

Le présent chapitre donne un aperçu des questions juridiques qui ont retenu

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 147.



Le premier ministre, Brian Mulroney, le président de la France, François Mitterrand, et le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, participent au Sommet de la Francophonie à Dakar, au Sénégal, en mai 1989.

- *En matière de droit criminel international, des traités d'extradition ont été signés avec l'Espagne, les Philippines et les Pays-Bas.*

l'attention du Ministère et de sa Direction générale des affaires juridiques au cours de la période visée. Comme la plupart des activités du Ministère comportent une dimension juridique importante, le travail accompli par la Direction générale est également mis en relief dans d'autres parties du présent rapport.

A. ARCTIQUE

Le 27 juillet 1989, le gouvernement canadien a répondu favorablement à une requête présentée par les États-Unis dans le cadre de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la coopération dans l'Arctique pour permettre au brise-glace *Polar Star* de la Garde côtière des États-Unis de naviguer dans

les eaux du passage du Nord-Ouest. Il s'agissait de la deuxième requête du genre depuis la signature de l'Accord, qui stipule que le Canada étudiera chaque requête cas par cas. Le *Polar Star* a effectué son voyage en août 1989.

B. LITIGES MARITIMES CANADA-FRANCE

Le Canada et la France ont signé un accord en date du 30 mars 1989 portant, sur l'établissement d'un tribunal d'arbitrage, auquel a été soumis, en

vue d'un règlement exécutoire, le différend relatif à la frontière maritime au large de la côte sud de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

C. DROIT DE LA MER

Au cours de la période visée, le Canada a pris une part active à la reprise de la 7^e Session et à la 8^e Session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. La Commission s'est

réunie à New York en août 1989, puis à Kingston, en Jamaïque, en mars 1990. L'objectif de la délégation canadienne était de contribuer à rendre la Convention sur le droit de la mer acceptable pour tous les pays.

D. DROIT COMMERCIAL

La Section du droit international commercial de la Direction générale des affaires juridiques assure les services juridiques liés à l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

(GATT), aux Négociations commerciales multilatérales (NCM), aux accords commerciaux bilatéraux et aux diverses autres questions ayant trait aux échanges commerciaux. Par l'intermédiaire de la Section, le Ministère a pris des mesures visant

à favoriser le développement du droit commercial entre le Canada et les États-Unis. Il a notamment établi des règles de procédure générales pour les groupes spéciaux chargés du règlement des différends, conformément aux dispositions du chapitre 18 de l'ALE, et des règles pour les groupes spéciaux binationaux chargés d'examiner les décisions nationales finales en matière de droits antidumping et compensateurs.

Le Canada et les États-Unis ont mis sur pied des groupes spéciaux chargés du règlement des différends en vertu du chapitre 18 de l'ALE. Le premier de ces groupes, qui a examiné la question de savoir si les conditions posées par le Canada concernant les prises de saumon et de hareng étaient conformes à l'ALE, a publié son rapport final en octobre 1989. Par la suite, le Canada et les États-Unis ont convenu de mesures autorisant le Canada à exiger que le saumon et le hareng soient entièrement débarqués dans des stations basées à terre ou en mer. Ces stations donneront aux acheteurs américains la possibilité de se procurer, pour fin d'exportation, une partie des prises totales débarquées en

mer. Le deuxième groupe, qui s'est penché sur les restrictions américaines aux importations de homard canadien, a publié son rapport en mai 1990.

Par l'intermédiaire de la Section du droit international commercial, le Ministère a pris une part active à l'élaboration progressive du droit commercial international, lequel fait l'objet de discussions au sein des groupes de négociation de l'Uruguay Round. Les discussions portent sur le commerce et les domaines connexes tels que les mesures destinées à favoriser les investissements, les mesures de sauvegarde, les articles du GATT, la création de la nouvelle Organisation du commerce international, les mesures concernant la propriété intellectuelle en matière commerciale, les droits antidumping et compensateurs et l'amélioration du processus de règlement des différends.

Le Ministère a encouragé la coopération internationale sur le plan juridique en parrainant des échanges entre spécialistes du droit canadiens et soviétiques et en étudiant la possibilité pour des cabinets d'avocats canadiens d'ouvrir des bureaux à Tokyo.

E. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Le Canada appuie l'élaboration et la codification du droit international en matière d'environnement en participant à plusieurs forums gouvernementaux et non gouvernementaux organisés aux niveaux bilatéral, régional et mondial. Il témoigne de son engagement à cet égard en signant des actes juridiques bilatéraux et multilatéraux, tel celui qui assure la coordination du Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique, placé sous l'égide des Nations Unies, qui a reçu pour mandat d'élaborer les éléments constitutifs éventuels d'une convention cadre relative au changement climatique.

La Direction générale des affaires juridiques a également élaboré et

négocié une série d'accords et de protocoles, dont l'Accord avec l'Union soviétique sur la coopération dans l'Arctique et le Nord; l'Accord avec l'Union soviétique concernant la coopération dans le domaine de l'environnement; le Protocole d'entente sur la coopération en matière de prévention et de contrôle de la pollution marine dans l'Arctique; le Protocole d'entente concernant les programmes conjoints de météorologie et la recherche sur l'atmosphère et le climat; le Protocole d'entente sur la coopération scientifique dans le domaine de la recherche relative aux écosystèmes hydrologiques et l'Accord de coopération avec le Mexique dans le domaine de l'environnement.

F. DROIT CRIMINEL

La hausse marquée des activités criminelles internationales oblige les pays à élargir les domaines actuels de coopération en matière de lutte contre la criminalité et à mettre sur pied de nouveaux mécanismes de coopération. À cette fin, le Canada a entamé avec divers pays des négociations portant sur une série de traités d'entraide juridique. Il a déjà signé des accords à cet égard avec la France et les Bahamas.

Des efforts concertés ont également été entrepris afin de mettre à jour de vieux traités d'extradition et d'en négocier de nouveaux avec les pays jugés prioritaires à cet égard. Le Canada a signé des traités d'extradition avec l'Espagne, les Philippines et les Pays-Bas.

En outre, des conventions d'entraide juridique ayant précédemment fait l'objet de négociations avec les États-

Unis et l'Australie, ainsi qu'un traité d'extradition conclu avec la France, sont entrés en vigueur au cours de l'année écoulée. De même, des mesures spécifiques ont été prises à l'échelle internationale pour poursuivre la lutte contre le trafic des stupéfiants. Le Canada a signé à cet égard des protocoles d'entente avec le Mexique et l'URSS dans le but d'établir les bases d'une coopération élargie et à long terme sur les questions relatives aux stupéfiants.

La question du blanchiment de l'argent est un autre domaine qui

préoccupe sérieusement la communauté internationale. Dans le cadre du Sommet économique, le Canada a pris part aux discussions qui ont porté sur cette question, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact sur notre façon d'aborder ce problème.

Des efforts concertés ont été entrepris avec un certain nombre de pays en vue de la signature de traités bilatéraux qui permettraient d'intensifier la coopération entre les services de douane. Le Canada a déjà signé un traité semblable avec le Mexique.

G. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Les immunités accordées au personnel consulaire et diplomatique sont indispensables afin d'empêcher les autorités du pays hôte d'influencer outre mesure les représentants des autres États. La Direction générale des affaires juridiques veille toutefois à ce que ces immunités ne donnent pas lieu à des abus. Elle informe à cet effet le ministère des Affaires extérieures et les autres ministères des restrictions apportées aux immunités des représentants diplomatiques et consulaires étrangers en poste au Canada.

La Direction générale veille également à ce que les représentants

diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger reçoivent les privilèges et immunités auxquels ils ont droit dans les pays où ils résident.

Comme ces privilèges et immunités sont accordés en vertu du principe de réciprocité, la Direction générale veille à ce que le traitement accordé aux diplomates en poste au Canada corresponde à celui que reçoivent les diplomates canadiens à l'étranger.

En vertu du droit international, les organisations internationales jouissent d'un statut spécial, et le Canada est responsable de la négociation des ententes concernant les sièges sociaux

des organisations situées en territoire canadien. En 1989, le Canada a entrepris des négociations avec

l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue du renouvellement de l'entente conclue avec cet organisme.

H. DROIT CONVENTIONNEL

La Section des traités de la Direction générale des affaires juridiques répond aux demandes du grand public concernant les accords signés par le Canada. Elle tient à jour une liste des traités en vigueur au Canada et publie le Recueil des traités du Canada.

La signature à Moscou de 16 accords et d'une déclaration politique commune

par le premier ministre Mulroney et le président Gorbatchev a constitué l'événement marquant de l'année écoulée. Dix accords ont également été signés à Mexico. La Section des traités de la Direction générale veille au bon déroulement des cérémonies de signature.

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Après dix années de travaux, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Canada a joué un rôle actif dans l'élaboration de cet instrument, qui propose un certain nombre de

droits essentiels à la protection des enfants. Ottawa a entrepris des consultations avec les provinces et les territoires, afin d'obtenir de ces derniers l'appui qui permettra au Canada de ratifier cette convention.

J. DROIT ÉCONOMIQUE

La Section du droit économique de la Direction générale des affaires juridiques a poursuivi ses efforts en vue de favoriser l'élaboration d'un droit économique international qui soit applicable à des cas tels que les opérations d'initiés, la protection de la

propriété intellectuelle, le blanchiment de l'argent, les placements dans les multinationales, la mise en service d'une station spatiale habitée, la prolifération des armes chimiques et la responsabilité en cas de dommages causés par des accidents nucléaires.

Le Ministère a coordonné la participation canadienne dans les négociations de nouveaux instruments de traités multilatéraux tels que le Traité sur la protection de la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés qui a été conclu lors d'une conférence diplomatique sous l'égide de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, qui s'est tenue à Washington en mai 1989. Dans une nouvelle tentative majeure en vue de protéger les investissements canadiens à l'étranger, le Ministère a entrepris des négociations visant à établir une série d'accords bilatéraux destinés à protéger les investissements étrangers. Les accords signés avec l'URSS et la Pologne au cours de l'année écoulée faciliteront les rapports des entrepreneurs canadiens avec ces pays.

Afin d'appuyer les principes juridiques jugés importants pour la défense des intérêts canadiens, la Direction générale des affaires juridiques a coordonné à deux reprises la présentation de mémoires d'*amicus curiae* aux cours américaines. L'un concernait les mesures prises par l'Agence de protection de l'environnement en vue d'interdire l'usage et l'importation d'amiante. L'autre portait sur une protestation de la filiale américaine d'Alcan à l'égard

d'une loi californienne qui impose les sociétés en fonction de leurs revenus à l'échelle mondiale.

La Direction générale a conseillé ou assisté un certain nombre de Canadiens qui tentaient d'obtenir des compensations de gouvernements étrangers qui avaient confisqué leurs biens. Elle a également été associée de près aux poursuites en dommages-intérêts intentées à la suite des dégâts causés par les déversements de pétrole provenant de la barge Nestucca, dans le sud de la Colombie-Britannique.

Le Ministère a pris diverses mesures diplomatiques afin de veiller à ce que l'application extra-territoriale du droit national étranger relatif au contrôle des exportations, aux tests de dépistage des drogues sur les lieux de travail et aux opérations bancaires n'entravent pas des activités légitimes au Canada. Il a également étudié les propositions canadiennes concernant les mesures législatives en matière de protection de l'environnement afin d'éviter qu'elles n'empiètent sur la juridiction d'autres pays.

L'année financière 1989-1990 aura permis au Canada de se signaler en favorisant le règlement hors cour de l'ensemble des poursuites intentées contre le Conseil international de

l'étain (CIE) et ses 23 États membres. Ce règlement vient couronner une initiative du Canada qui a demandé presque deux ans d'efforts soutenus à une équipe canadienne composée de représentants des ministères des Affaires extérieures, de la Justice, de l'Énergie, des Mines et des Ressources et de celui des Finances, de même que d'un avocat du secteur privé ayant déjà oeuvré au sein du ministère de la Justice.

Les États membres du CIE ont convenu de concourir volontairement au règlement de cette affaire. Les 36 créanciers du Conseil ont pour leur part accepté le versement, en date du 30 mars 1990, de 182,5 millions de livres sterling en guise de dédommagement

complet pour des réclamations évaluées à bien au-delà de 500 millions de livres. Cette preuve de bonne volonté de la part à la fois des créanciers et des États membres a mis fin équitablement à de nombreuses années de litiges onéreux qui, autrement, auraient pu se prolonger encore longtemps. Le règlement s'inscrivait pleinement dans la ligne du principe juridique défendu par le Canada et les autres États membres du Conseil en vertu duquel, à moins d'accord stipulant expressément le contraire, les États membres d'un organisme international ne sont pas responsables des dettes contractées par celui-ci lorsqu'il possède une personnalité juridique distincte.

Acronymes relatifs au chapitre huit:

- GATT:** *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*
CIE: *Conseil international de l'étain*
ALE: *Accord de libre-échange*

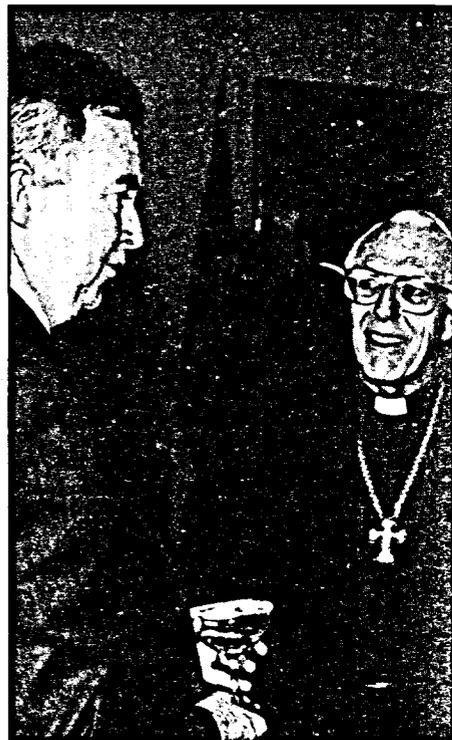
CHAPITRE NEUF

COMMUNICATIONS ET CULTURE

Points saillants

- *Grâce à la nouvelle image de marque dont s'est doté AECEC, il sera désormais possible de reconnaître instantanément tous les documents, affiches et présentoirs identifiés au Ministère.*
- *L'URSS a mis sur pied une Association des études canadiennes, la première du genre en Union soviétique.*
- *À l'occasion de deux importants salons du livre organisés au cours de l'année, la vente des droits à l'étranger sur les livres canadiens a doublé, passant de 5 à 10 millions de dollars.*
- *Un programme d'information anti-drogue a été mis sur pied dans le but de faire connaître aux Canadiens les risques que comporte la consommation de drogues à l'étranger.*
- *Une stratégie de lobbying à l'échelle internationale a été mise au point dans le but de promouvoir la candidature de Toronto relativement à la présentation des Jeux olympiques d'été de 1996.*

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 159.



M. Clark s'entretient avec l'archevêque Scott au cours de la journée nationale de la Namibie, le 21 mars 1990.

- *Depuis que sa présentation a été modifiée, le bulletin CanadExport a vu son tirage passer de 40 000 à 56 000 exemplaires.*
- *Une campagne d'information destinée au grand public a été organisée dans le but de susciter des appuis à la position du Canada relativement à la surpêche au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO).*

Le Secteur des communications et de la culture s'occupe des communications, tant au pays qu'à l'étranger. Il est chargé de tenir les Canadiens informés du rôle joué par leur pays dans le monde et de l'importance des affaires internationales pour leur prospérité et leur sécurité.

Il est également chargé de promouvoir le Canada sur la scène internationale et de contribuer à la réalisation de ses objectifs en matière de politique étrangère et de commerce extérieur. Grâce à ces efforts de diffusion et de promotion, le gouvernement, les milieux

universitaires, les citoyens et les organismes privés du pays sont en mesure de poursuivre plus efficacement leurs activités internationales.

Chargée de promouvoir des événements culturels et universitaires d'envergure internationale, la Direction générale des affaires culturelles internationales a pour fonction d'appuyer les initiatives canadiennes en matière de politique étrangère et de commerce extérieur et de présenter le Canada comme un pays moderne, évolué et innovateur.

A. SERVICES DE COMMUNICATIONS

Effectuée en 1989, la réorganisation du Secteur des communications et de la culture a permis l'intégration de la Direction générale des services de communications, qui offre au Ministère des services de recherche et d'analyse d'informations liées au contexte public, de même que des services audio-visuels et d'édition. La Direction générale comprend également le Service des relations avec les médias.

Relations avec les médias

Le Service des relations avec les médias fait connaître aux différents médias les politiques et les programmes

gouvernementaux qui relèvent du mandat du Ministère. Pour ce faire, le Service publie les communiqués de presse et les déclarations en provenance du Ministère et répond aux demandes de renseignements. Il assure également la liaison entre le Ministère et les médias, en organisant notamment des séances d'information pour les ministres qui effectuent des visites à l'étranger ou en prenant d'autres mesures appropriées aux circonstances. Au cours de l'année, le Service a diffusé quelque 300 communiqués et 100 textes de discours.

Tout au long de l'année, le Service a tout particulièrement veillé à faire connaître aux médias la politique adoptée par le Canada en réponse aux changements spectaculaires survenus en Union soviétique et en Europe, ainsi que les mesures prises à l'égard de l'Amérique latine et de l'Afrique du Sud.

Le Service s'est par ailleurs étroitement occupé des médias chargés d'assurer la couverture de conférences et d'événements spéciaux, telle la Conférence « Ciels ouverts » dont le Canada a été l'hôte en février 1990.

B. COMMUNICATIONS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La Direction générale des communications sur la politique étrangère et les questions générales est chargée de faire connaître la politique extérieure, le Canada et les politiques canadiennes, tant au pays qu'à l'étranger. Elle s'occupe également de la question des relations sportives internationales et de la bibliothèque du Ministère.

Communications au Canada

Au chapitre des communications, la Direction des services de communications au Canada a pour fonction principale de fournir au Ministère et à ses ministres des conseils stratégiques relativement à la politique étrangère. Elle tient également les Canadiens au courant du travail accompli par le Ministère et contribue à sensibiliser le public à la politique extérieure du Canada.

Au cours de l'année, la Direction a élaboré un programme d'information anti-drogue visant, par l'entremise d'une campagne publicitaire et de relations publiques, à prévenir les Canadiens contre les risques que comporte le transport ou la consommation de drogues à l'étranger. Elle s'est par ailleurs appliquée à renseigner le public sur le type de services que les ambassades canadiennes sont en mesure ou non de rendre aux voyageurs canadiens aux prises avec des difficultés.

La Direction a réuni, à l'intention des médias nationaux, régionaux et locaux, des informations concernant les initiatives prises par le Canada en matière de politique étrangère. Elle a également renseigné les universités, les entreprises et les organisations non gouvernementales sur les dispositions

prises à cet égard par le gouvernement, le Premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et différents ministères.

La Direction des services de communications au Canada a pris des mesures afin de favoriser la liberté de la presse en Afrique du Sud. Ainsi, en collaboration avec des organisations non gouvernementales, elle s'est occupé de la formation de journalistes noirs et a favorisé l'établissement de liens entre ces derniers et des institutions de même que des journalistes canadiens. Elle a par ailleurs fait parvenir des informations précises et détaillées aux médias destinés aux minorités ethniques du pays.

Communications extérieures

La Direction des communications extérieures est chargée de faire la promotion du Canada à l'étranger. Pour ce faire, elle transmet aux populations de différents pays des informations préparées par le Ministère et elle informe les missions canadiennes à l'étranger des politiques, des sujets et des événements importants au Canada.

Au cours de l'année, la Direction a publié trois numéros de *Reportage Canada*, un magazine qui rejoint quelque 35 000 lecteurs de par le

monde et dont les sujets ont notamment porté sur l'environnement, l'économie canadienne et la candidature de la ville de Toronto relativement à la présentation des Jeux olympiques de 1996.

La Direction a en outre produit un nouveau film et un nouveau vidéo destinés à être diffusés à l'étranger. Intitulé *Oh Canada!*, ce film projette une vision saisissante du Canada, de sa population et de son économie.

La Direction a également produit diverses publications traitant de sujets aussi essentiels que l'éducation, les études universitaires, le système politique, l'environnement et la biotechnologie, et elle a procédé à la mise à jour de la brochure intitulée *Canada — Un survol*.

Les travaux portant sur la publication en dix langues de 26 feuillets d'information se sont poursuivis, cependant que la Direction a procédé à l'élaboration d'un dossier agrémenté de photos et de diapositives, et à la traduction en plusieurs langues de nombreuses autres publications.

On a organisé des visites à l'intention de journalistes étrangers et de divers responsables de pays du Groupe des sept, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est.

De hauts fonctionnaires du gouvernement ont reçu des conseils et des indications sur la manière de promouvoir les programmes et les politiques du Canada auprès des décideurs étrangers.

Le service de surveillance électronique du Parlement offert aux missions a poursuivi ses activités, et la Direction a mis en place un nouveau dispositif visant à leur transmettre les discours ministériels les plus significatifs.

Relations sportives internationales

Le Programme de relations sportives internationales (PRSI) contribue, par l'entremise des sports, à la réalisation des objectifs du Canada en matière de politique extérieure et de commerce extérieur.

On a accordé un appui important au Conseil olympique de Toronto (Ontario), qui a posé sa candidature en vue de présenter les Jeux olympiques de 1996. Une proposition élaborée par le PRSI et destinée à consolider les liens sportifs qui existent au sein du Commonwealth a été adoptée à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui s'est tenue en octobre 1989. Le PRSI a également accordé son appui aux organisateurs de la ville de Thunder Bay, dont la candidature a été retenue pour la

présentation des Championnats du monde de ski nordique de 1995; à l'Aventure physiforme Canada-URSS 1990, qui a permis le jumelage de 11 villes soviétiques à 11 villes dans le cadre d'activités hivernales de conditionnement physique; aux conférences internationales portant sur l'avenir des sports et des activités sportives réservées aux personnes handicapées; et enfin, aux initiatives visant à mettre fin à la discrimination raciale dans les sports en Afrique du Sud.

Services de bibliothèque

La bibliothèque du Ministère dessert une vaste clientèle provenant non seulement d'AECEC, mais aussi des autres ministères fédéraux, des gouvernements provinciaux, d'entreprises privées, d'institutions financières et d'universités.

Le nombre de demandes adressées chaque année à la bibliothèque ne cesse de croître. En 1989, son personnel a répondu à 115 000 demandes de recherches, soit une hausse de 20 000 demandes par rapport à l'année précédente et une augmentation de 74 % depuis les dix dernières années.

Si l'on tient compte des recherches et des acquisitions effectuées, les demandes de services de la part des missions à

l'étranger ont connu une croissance de 33 % par rapport à 1988. Dans le cadre de l'accord en matière de prêts entre bibliothèques, le Ministère participe au système de mise en commun des ressources.

Parmi les projets spéciaux qui ont vu le jour en 1989, la construction de la nouvelle bibliothèque de l'ambassade du Canada à Tokyo (y compris le catalogue de sa collection) et une révision complète des services de la bibliothèque de l'ambassade du Canada à Mexico se poursuivent toujours.

La bibliothèque a désormais accès au Système d'indexage automatisé des documents des Nations Unies. Parmi les autres bases de données d'organisations internationales auxquelles la bibliothèque a un accès direct on

trouve les documents de l'OCDE (textes intégraux) et Scan-a-bid (Nations Unies à Genève) qui renferme les états des projets, les appels d'offres et les octrois de contrats des banques de développement.

La bibliothèque a également fait paraître la cinquième édition de *Libre-échange entre le Canada et les États-Unis : une bibliographie*, ainsi qu'une nouvelle publication intitulée *L'Union soviétique : une bibliographie*.

Ces ouvrages sont publiés dans les deux langues officielles.

On a aussi préparé et publié dans *Perspectives internationales* et son successeur, *Chroniques des relations extérieures du Canada*, quatre bibliographies portant sur les affaires intérieures du pays.

C. COMMUNICATIONS SUR LE COMMERCE

La Direction générale des communications sur le commerce est chargée de faire connaître, tant au pays qu'à l'étranger, l'importance des politiques commerciales nationales et internationales du Canada. Le 28 juin 1989, le Ministère prenait le nom d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Adoptée dans le cadre du programme d'image de marque du Ministère, cette mesure visait à sensi-

biliser le public au rôle de chef de file joué par le Ministère dans les affaires étrangères et le commerce international. La nouvelle « identité visuelle » qui sert à promouvoir l'image de marque du Ministère est composée d'une barre verticale traversée de trois bandes diagonales, à l'intérieur de laquelle apparaissent le mot-symbole « Canada » et le nouveau nom du Ministère.

Ce symbole se retrouve désormais sur la couverture de toutes les publications du Ministère diffusées au pays et à l'étranger.

Un bon nombre de programmes de communications ont été élaborés sur des questions touchant l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et les Négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT.

Communications destinées au Canada

La Direction a produit plusieurs publications au cours de l'année, dont : *Le défi de la concurrence mondiale; une pochette intitulée Programmes et services à l'expansion des exportations offerts par AECEC; l'édition de 1990 du Répertoire du Service des délégués*

commerciaux du Canada; et Le Japon et le Canada : partenaires pour la prospérité.

Elle a également orchestré une campagne de publicité, produit divers dossiers d'information et fourni un support médiatique relativement au Mois canadien de l'exportation, à Carrefour Export 1989 et à la cérémonie annuelle de remise des Prix d'excellence à l'exportation.

Depuis que sa présentation a été modifiée de manière à refléter la nouvelle image de marque du Ministère, le bulletin *CanadExport* a vu son tirage passer de 40 000 à 56 000 exemplaires.

Info-Export, le centre d'information du Ministère sur le commerce d'exportation, a traité 650 demandes de renseignements par semaine en 1989, comparativement à 450 l'année précédente.

D. COMMUNICATIONS SUR LE COMMERCE À L'ÉTRANGER

La Direction des services de communication sur le commerce à l'étranger a produit de la documentation et des messages publicitaires relativement à la stratégie commerciale « Horizon Le Monde », notamment des annonces, des suppléments et des articles destinés à être publiés dans les journaux et magazines.

La Direction a organisé une campagne d'information dans le but de susciter un appui populaire à la prise de position du Canada concernant la surpêche dans la région placée sous la responsabilité de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). Elle a également mis sur pied et lancé une campagne publicitaire dans les pays de la Communauté

européenne dans le but de sensibiliser la population aux conséquences de la surpêche et d'inciter les entreprises de pêche européennes à respecter les quotas établis par l'OPANO.

Les visites à l'étranger effectuées par le ministre du Commerce extérieur, John Crosbie, ont nécessité la production de dossiers d'information, des activités de soutien aux missions commerciales et la participation à des événements liés aux Négociations commerciales multilatérales. La Direction a également pris soin d'assurer la couverture médiatique des déplacements du Ministre.

La Direction prépare des itinéraires détaillés à l'intention des journalistes étrangers qui visitent le pays et elle aide ces derniers à se familiariser avec le Canada et son économie.

Expositions internationales

La Direction des expositions internationales s'est occupée activement des préparatifs entourant la participation du Canada à EXPO 92 à Séville, en Espagne. Le pavillon canadien est en voie de construction, et trois provinces ont déjà confirmé qu'elles prendraient part à l'événement. La Direction a élaboré un programme de commandes privées destiné à encourager les

entreprises canadiennes à participer à cette exposition. Il est prévu que le pavillon canadien sera doté d'un cinéma IMAX.

La Direction a apporté un soutien important à EXPO 2000 Canada dans le but de soutenir la candidature de la ville de Toronto, qui compte présenter une exposition universelle en l'an 2000. Elle a donné des conseils et fourni des indications aux organisateurs d'EXPO 2000 et a assuré la liaison auprès du Bureau international des expositions (BIE), l'organisme de réglementation des expositions internationales, notamment lors de la mission exploratoire menée au Canada par le BIE dans le but d'étudier la candidature de Toronto. La Direction a aussi soutenu activement la candidature du Canada auprès des pays membres du BIE. Toronto a toutefois été évincée par un vote au profit de Hanovre, en Allemagne fédérale.

La Direction assure une liaison permanente auprès du BIE dans le but de permettre au Canada de maintenir la place prépondérante qu'il occupe dans les expositions universelles. Elle a assisté aux réunions générales semi-annuelles et aux réunions des commissions du BIE afin d'y défendre le point de vue du Canada. La Direction

a examiné les dossiers soumis au BIE par les pays qui désirent organiser une exposition et elle a surveillé les progrès accomplis dans la mise en place des corrections apportées à la convention du BIE.

La Direction a en outre procédé à l'étude des activités au programme des futures expositions internationales

et fourni des conseils aux entreprises canadiennes intéressées à présenter des expositions internationales au Canada. De plus, elle a évalué dans quelle mesure il était possible et souhaitable que le Canada participe aux expositions enregistrées auprès du BIE qui doivent avoir lieu à l'étranger.

E. RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Promotion des arts

La Direction de la promotion artistique a comme objectif de favoriser une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du Canada à l'étranger par l'entremise d'activités artistiques d'envergure qui reflètent la tradition d'excellence, le caractère distinctif et l'identité de notre pays. Les compagnies et les artistes canadiens peuvent ainsi faire connaître leurs talents à travers le monde tout en permettant au Canada d'être reconnu comme une société dynamique, évoluée et moderne.

Le Ministère accorde son soutien aux troupes et aux artistes professionnels qui ont su faire la preuve de leurs talents, tant sur le plan artistique qu'administratif. La priorité va aux projets susceptibles d'attirer les foules, qui sont adéquatement parrainés par les gouvernements provinciaux ou

commandités par des entreprises privées, et qui répondent aux objectifs du Ministère sur les plans politique, commercial et géographique.

Plus de la moitié du budget consacré chaque année aux arts d'interprétation vise à permettre à des institutions telles que les orchestres symphoniques de Montréal et de Toronto, le Royal Winnipeg Ballet, le Ballet national du Canada, les Grands Ballets canadiens et le Cirque du Soleil de se produire sur la scène internationale.

Le financement des arts visuels a également permis à des artistes contemporains d'exposer à l'étranger, et à des galeries professionnelles de prendre part aux plus prestigieuses expositions d'oeuvres d'art du monde.

Dans le but de mieux faire connaître la littérature canadienne à l'étranger, le Ministère a autorisé une hausse des

subventions accordées aux auteurs et aux éditeurs.

Des personnalités culturelles, des imprésarios et des producteurs canadiens et étrangers ont également reçu des subventions destinées à permettre aux artistes et aux créateurs de chez-nous de percer à l'étranger dans le domaine des arts de la scène, des arts visuels, du cinéma, de la vidéo et des enregistrements sonores.

Sur la scène théâtrale, la pièce *Le Polygraphe* a connu un tel succès à Londres que le British National Theatre a offert au metteur en scène Robert Lepage d'y présenter sa nouvelle pièce intitulée *Les Plaques tectoniques*.

La tournée européenne de la troupe de danse La La La Human Steps, subventionnée par la Direction de la promotion artistique, a connu un immense succès. La troupe a été invitée à effectuer une tournée en Australie à titre d'entreprise indépendante. Le directeur de la compagnie, Edouard Lock, a pour sa part été invité à signer la chorégraphie de la nouvelle tournée mondiale du chanteur David Bowie.

Onze collections d'oeuvres d'art ont figuré au programme de cinq expositions artistiques de premier ordre, à savoir la Chicago International Art

Exposition, la Foire de Bâle, la Foire de Cologne, la Chicago New Art Forms Exposition et la Los Angeles Art Fair.

Comme conséquence des programmes canadiens de littérature et d'édition, les ventes des droits à l'étranger sur les oeuvres canadiennes ont doublé, passant de 5 à 10 millions de dollars, à l'occasion des foires du livre de Francfort et de Bogota qui ont eu lieu au cours de l'année.

Grâce à une subvention de 15 000 \$ accordée au Festival of Festivals de Toronto, des investisseurs étrangers ont assisté à ce festival de films et fait l'acquisition de dix longs métrages et de nombreux courts métrages canadiens.

Relations universitaires

Études canadiennes

En vertu du nouveau Programme bilatéral d'échanges universitaires sino-canadiens qui vient d'être institué, 145 mois de recherche sont attribués chaque année aux Chinois qui désirent poursuivre leurs études au Canada, et un nombre équivalent aux Canadiens qui désirent étudier en Chine. Au cours de la première année d'existence de ce programme, 22 étudiants chinois passeront entre six et huit mois dans

des universités canadiennes et apprendront à mieux connaître notre pays.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a accordé 460 bourses d'études à des universités et à des universitaires de plus de 25 pays afin d'encourager les programmes d'études canadiennes à l'étranger. Ces bourses sont destinées à la recherche universitaire et à l'enseignement, à d'importantes recherches institutionnelles dont l'objectif est la publication de monographies sur le Canada, et à permettre à la collection Canadiana de faire des dons aux bibliothèques des universités étrangères. Réagissant aux changements qui se sont produits en Europe de l'Est, le Canada a encouragé la mise sur pied de dix programmes d'études canadiennes dans divers centres d'Europe de l'Est afin d'accroître l'intérêt que les universités étrangères portent au Canada.

En Union soviétique, une loi du Présidium a permis, en septembre 1989, la création officielle d'une Association des études canadiennes. Il s'agit de la première association du genre à voir le jour dans ce pays, et cette primeur est le résultat de nombreuses années d'efforts de la part du Ministère.

Échanges universitaires

Dans le cadre du Programme de bourses du gouvernement du Canada, 119 ressortissants étrangers provenant de 20 pays ont reçu des bourses universitaires et post-universitaires leur permettant de venir étudier au Canada. En vertu de ce programme bilatéral, différents pays ont remis des bourses semblables à des Canadiens désirant poursuivre leurs études à l'étranger.

Le Canada a participé au Plan canadien de bourses d'études et de recherche du Commonwealth, grâce auquel 500 étudiants de 51 pays du Commonwealth ont pu terminer leurs études universitaires au Canada. Plusieurs autres pays du Commonwealth participent à ce programme et offrent des bourses semblables aux Canadiens qui veulent poursuivre leurs études à l'étranger.

Éducation sur le plan international

Le Canada a participé à toutes les conférences et rencontres importantes de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Conseil de

l'Europe ainsi que du Commonwealth. Le Ministère a poursuivi ses consultations auprès des provinces, des milieux universitaires et d'autres ministères et organismes fédéraux afin d'élaborer une stratégie nationale de commercialisation à l'étranger des produits et services éducatifs canadiens.

Échanges internationaux

Dans le cadre du Programme d'échanges de personnalités culturelles, quelque 392 délégations de personnalités canadiennes à l'étranger et 65 visites de personnalités étrangères au Canada ont eu lieu au cours de l'année. Axées surtout sur le domaine des arts et le domaine universitaire, ces missions ont duré en moyenne huit jours.

Programme international d'échanges de jeunes

Plus de 9 000 jeunes Canadiens ont participé à des programmes destinés à leur permettre d'acquérir de

l'expérience à l'étranger. En échange, 8 000 jeunes étrangers ont visité le Canada et y ont occupé un emploi.

Affaires historiques

La Section historique vise à permettre au grand public de mieux comprendre le contexte historique dans lequel évolue la politique étrangère du Canada. Les travaux sur la série d'ouvrages intitulés *Documents sur les relations extérieures du Canada* se sont poursuivis en collaboration avec la Section en ce qui a trait à la recherche. Par ailleurs, le premier volume de l'histoire du Ministère a été publié, dans sa version française, par les Presses de l'Université Laval. Écrit par John Hilliker, directeur adjoint de la Section historique, Direction des relations avec les universités, cet ouvrage s'intitule *Le ministère canadien des Affaires extérieures : les années de formation*.

Sigles et acronymes utilisés au chapitre neuf :

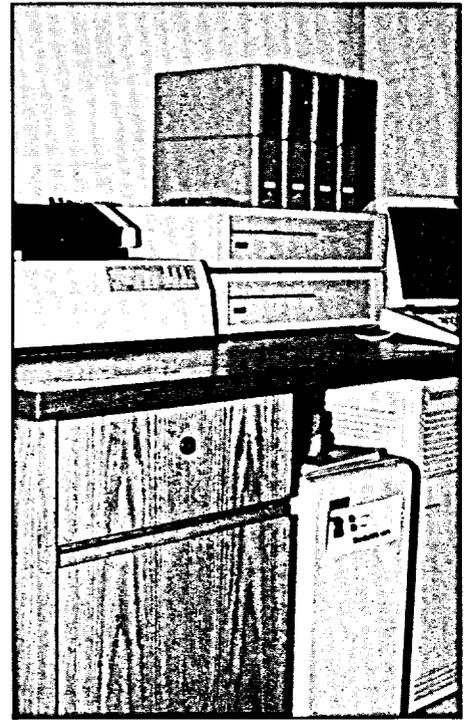
AECEC : *Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada*
ALE : *Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*
BIE : *Bureau international des expositions*

GATT : *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*
OCDE : *Organisation pour la coopération et le développement économiques*
OPAN : *Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest*
PRSI : *Programme de relations sportives internationales*
UNESCO : *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture*

CHAPITRE DIX COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Points saillants

- La construction de la prestigieuse chancellerie de Washington a été achevée au coût de 90 millions de dollars.
- La nouvelle École de langue du service extérieur a ouvert ses portes en septembre 1989.
- La phase I de la mise en oeuvre du Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) est terminée.
- Les dépenses totales du Ministère pour l'année financière 1989-1990 se sont élevées à 1 071,3 millions de dollars, soit une hausse de 86,2 millions par rapport à l'an dernier.
- Un mode de financement original a permis de réaménager le site de l'ambassade canadienne à Tokyo



Le réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) Phase 1 a été mis sur pied l'an dernier et devrait servir à plus de 1 000 utilisateurs.

et de réaliser ainsi une économie de 3 millions de dollars par an en frais de location.

A. DÉVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE

La Direction générale du développement de la politique comprend une Direction de l'analyse politique et stratégique et une Direction de l'analyse économique et commerciale lesquelles, par l'entremise du Directeur général, sont chargées d'offrir à la haute direction des avis sur l'orientation globale de la politique étrangère canadienne et

de s'occuper des grandes questions exigeant une coordination entre diverses directions générales.

Au cours de l'année, la Direction générale du développement de la politique a coordonné une série de séances d'information sur la politique européenne à l'intention des comités du Cabinet. Elle a contribué au

Les sigles et acronymes utilisés dans ce chapitre figurent à la page 175.

développement de la politique concernant les relations Est-Ouest et les changements importants survenus en Allemagne et en Europe de l'Est, de même que de la politique en matière de sécurité en Amérique latine.

La Direction générale a coordonné la participation du Canada aux discussions politiques qui se sont déroulées dans le cadre de deux rencontres internationales d'importance, à savoir le Sommet de Paris qui s'est tenu en juillet 1989 et la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à Kuala Lumpur, en Malaisie, en octobre 1989.

Elle publie régulièrement une analyse de la situation économique et commerciale, y compris une revue trimestrielle comportant des données statistiques sur le commerce au Canada.

Au cours de l'année, la Direction générale du développement de la politique a organisé les premiers pourparlers quadripartites sur la planification de la politique étrangère entre le

Canada, les États-Unis, le Japon et l'Australie. Il s'agissait d'un événement marquant, compte tenu qu'aucune institution multilatérale – telle que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – n'a à ce jour réussi à étendre son influence dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Dans le but de susciter un débat en profondeur sur l'avenir des politiques économiques et commerciales (après 1992), la Direction générale a réuni un groupe de réflexion à Saint-Jean, Terre-Neuve. Le ministre M. John Crosbie et tous les membres de la haute direction du Ministère ont assisté aux réunions de ce comité.

La Direction générale a coordonné la proposition du Ministère favorisant l'adoption d'une loi autorisant le gouvernement du Canada à évaluer les répercussions sur l'environnement des décisions qui sont prises.

dans le contexte actuel de compressions budgétaires. L'un des rôles premiers de la Direction générale consiste à orienter la planification annuelle de manière à ce que l'affectation des ressources

La Direction générale de la gestion centrale est chargée de la gestion des ressources du Ministère. Cette tâche, qui est au coeur même de son mandat, présente un défi sans cesse croissant

B. GESTION DU MINISTÈRE

reflète les objectifs du Ministère. De nouvelles ressources financières ont pu être obtenues dans le but d'aider à pénétrer plus efficacement les marchés européen et asiatique. Des fonds ont également été alloués afin de faciliter l'exécution des programmes d'immigration, la mise en oeuvre de l'Accord du libre-échange, la participation canadienne aux Négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Uruguay Round, la tenue de la conférence « Ciels ouverts » et l'attribution d'une aide économique à la Pologne et à la Hongrie.

En décembre 1989, le Ministère a procédé à une revue en profondeur de ses services et de ses activités. Les conclusions de cette étude serviront de réponse aux compressions budgétaires imposées par le Cabinet, qui doivent passer de 10 millions de dollars la première année à un total de 70 millions d'ici 1994. On a entrepris une analyse et un examen de l'exécution des programmes, des services administratifs et du service du personnel ainsi que des structures organisationnelles du Ministère. Intitulée « Préparatifs en vue des années 90 : le défi de la gestion à AECEC », cette étude a également comme objectif de favoriser un accroissement de l'efficacité et une diminution des dépenses.

Des équipes spéciales ont entrepris 13 projets distincts au sein du Ministère. Leurs conclusions permettront de réaliser, à court terme, les compressions budgétaires demandées, mais l'Examen ministériel s'avère une démarche stratégique permanente à long terme.

Le Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) est un projet de bureautique et de télématique qui a démarré en 1988-1989. Au cours de l'année à l'étude, la Direction générale de la gestion centrale et un entrepreneur ont procédé à une évaluation préliminaire du COSICS, qui est le premier projet d'État important du Ministère. Selon cette évaluation, COSICS permettra de réaliser d'importantes économies et d'améliorer l'exécution des programmes.

La décentralisation du Programme canadien d'assistance au développement s'est poursuivie comme prévu. En collaboration avec l'Agence canadienne de développement (ACDI), la Direction générale a procédé à l'évaluation de ce mode de fonctionnement.

Une évaluation du projet pilote fédéral-provincial de copropriété a permis d'étudier la question de l'utilisation de locaux communs par

le gouvernement fédéral et les provinces dans les missions à l'étranger. Au cours de l'année, on a également terminé l'examen du Programme de logement et du Programme de services consulaires.

Le Secrétariat de coordination et de liaison avec le Cabinet est chargé des activités ayant trait aux liens entre le Ministère et le système du Cabinet. Il s'occupe notamment d'obtenir des renseignements concernant les points à l'ordre du jour des réunions du Cabinet et des comités du Cabinet, ainsi que de préparer l'information destinée aux ministres d'AECEC qui participent à ces rencontres.

Le Secrétariat prodigue aux Directions chargées de rédiger des mémoires au Cabinet des conseils sur la forme et le contenu de ces exposés. Il s'occupe également de la liaison avec le Bureau

du Conseil privé concernant l'ordonancement des mémoires du Ministère qui seront soumis aux comités, et de la liaison avec d'autres ministères au sujet des activités du Cabinet qui ont un impact sur AECEC. Enfin, le Secrétariat est le point de contact, au Ministère, avec le Parlement, ses comités et les parlementaires. Il facilite notamment leur accès aux services du Ministère, coordonne la présentation de mémoires aux comités et l'audition de témoins devant eux, organise des séances d'information à l'intention de groupes parlementaires qui participent à des événements internationaux et coordonne la participation du Ministère à des échanges parlementaires.

Le Secrétariat a aussi vu à la gestion des ressources affectées aux conférences internationales et coordonné l'organisation des visites de hauts dignitaires au Canada et à l'étranger.

C. PERSONNEL

La Direction générale du personnel est principalement chargée de la mise en oeuvre des politiques et des activités touchant l'administration du personnel permutant, non permutant et recruté sur place. Elle s'occupe avant tout du recrutement, de la classification, de la formation et de la rémunération du

personnel ainsi que des relations avec les employés et des activités spéciales liées à l'affectation du personnel permutant.

En plus de ses activités habituelles, la Direction générale a axé ses efforts sur certains dossiers prioritaires. Elle a pris de nouvelles mesures destinées à

faciliter l'embauche des conjoints et des membres des familles de ses agents en poste à l'étranger et lors de leur retour au Canada.

Pour faire en sorte que la population canadienne soit adéquatement représentée au sein du Ministère, la Direction générale continue de favoriser le recrutement et l'avancement des groupes identifiés dans le cadre de ses objectifs d'équité en matière d'emploi, en particulier les femmes et les minorités visibles.

La Direction générale a renforcé le programme d'aide qu'elle a mis sur pied à l'intention de ses employés qui connaissent des difficultés personnelles. Un nouveau service d'orientation professionnelle est également offert au personnel non permutant.

Les employés sont de plus en plus conscients de l'importance des cours de formation nécessaires pour acquérir les connaissances et les compétences dont

ils ont besoin pour remplir leurs fonctions. La demande à cet égard a de loin dépassé l'offre. Malgré cela, la participation des employés aux programmes de formation a augmenté de 37 % par rapport à l'an dernier. Par ailleurs, des programmes de formation obligatoire ont été mis sur pied à l'intention des nouveaux directeurs et des directeurs généraux.

La nouvelle École de langue du service extérieur a ouvert ses portes en septembre 1989. Elle dispense présentement des cours intensifs de japonais, de mandarin et de russe, des cours en d'autres langues viendront s'ajouter plus tard.

Grâce à son mode de fonctionnement, à ses politiques et aux activités spécifiques mentionnées ci-dessus, la Direction générale du personnel a continué d'étendre son rôle, lequel consiste à prodiguer des conseils et des services au Ministère.

D. INSPECTION ET VÉRIFICATION INTERNE

Dans le but d'améliorer la qualité de la gestion au sein du Ministère, l'Inspecteur général a procédé à l'évaluation des aptitudes des administrateurs en charge des missions à l'étranger et des programmes de l'administration centrale. Les cadres supérieurs ont obtenu copie de ses rapports.

Au cours de l'année, 12 missions à l'étranger ont fait l'objet d'une inspection et 25 programmes d'administration et d'immigration ont été soumis à une vérification interne. Différents éléments ont été passés en revue, dont la question du degré de conformité et de

l'efficacité des politiques et des pratiques. Des recommandations ont par la suite été faites en vue d'améliorer la situation.

À la demande de la haute direction du Ministère, le Bureau de l'Inspecteur

général et la Division de la vérification interne ont procédé à des études et à des vérifications spéciales portant sur un large éventail de questions liées à la gestion administrative, financière et du personnel.

E. FINANCES, SERVICES ADMINISTRATIFS ET BUDGET

La Direction générale des finances et des services administratifs centraux est chargée de tous les aspects de la gestion financière, à savoir la politique financière, les systèmes financiers et la formation du personnel; la planification, l'analyse et les rapports financiers; la comptabilité, le contrôle des engagements et les autres services financiers; la prestation de conseils élaborés sur les marchés de services, le contrôle de ces marchés et la préparation de rapports à leur sujet; les services de locaux à l'administration centrale; les données relatives à l'inventaire des ressources à l'administration centrale et le soutien logistique approprié.

L'une des responsabilités premières de la Direction générale consiste à établir des rapports sur le rendement réel en fonction des budgets établis à l'intérieur du Ministère.

Budget

Les dépenses du Ministère pour l'année financière 1989-1990 se sont élevées à 1 071,3 millions de dollars. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions et contributions, et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 738,6 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger. Elles comprenaient les traitements, salaires et autres coûts liés au personnel, les frais de location de biens immobiliers à l'étranger, les frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite des opérations à l'étranger.

**TABLEAU 10.1
PRINCIPAUX
POSTES
BUDGÉTAIRES PAR
ACTIVITÉ, 1989-
1990**

Les dépenses en immobilisations (soit environ 110,1 millions de dollars) comprenaient 70,9 millions de dollars pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement, et 39,2 millions de dollars au titre du Programme d'acquisition de biens à long terme.

Les dépenses faites au titre des subventions, contributions et paiements de transfert (soit environ 222,6 millions de dollars) consistaient pour une bonne part en paiements obligatoires découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN et l'OCDE.

**F. RÉSEAU
CANADIEN
D'INFORMATION
ET DE
COMMUNICATION
PROTÉGÉES À
ACCÈS DIRECT
(COSICS)**

La mise en place du projet COSICS s'est poursuivie au cours de l'année financière 1989-1990. Des emplacements ont été aménagés et l'équipement a été installé dans certains secteurs de l'administration centrale et dans 13 missions aux États-Unis. Plus de 270 utilisateurs de ce système à l'administration centrale ont reçu des cours de formation appropriés, de même que 290 autres dans les missions aux États-Unis situées à Atlanta, Boston, Buffalo, Cleveland, Dallas, Detroit, Los Angeles, Minneapolis, New York (consulat

(en millions de dollars)	
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	0,0
Politique étrangère, priorités et coordination	24,1
Expansion du commerce extérieur	58,5
Politique économique, commerciale et d'aide internationale	67,3
Affaires politiques et de sécurité internationale	168,7
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	24,0
Communications et culture	46,4
Relations et opérations bilatérales	365,3
Passeports	0,1
Soutien des opérations, planification des ressources humaines et administration	115,0
Programme des expositions universelles	1069,4
Expositions universelles	1,9
Total	1071,3

général et mission permanente du Canada aux Nations Unies), San Francisco, Seattle et Washington. Lorsque cette première phase sera terminée, soit vers la fin de 1990, ce système devrait servir à plus de 1 000 utilisateurs. Lors de la deuxième phase d'implantation du COSICS, les derniers services de l'administration

centrale et les autres missions à travers le monde seront équipés de ce système qui devrait servir à près de 5 000 utilisateurs au total.

Afin de s'assurer que le système réponde à leurs besoins, ses utilisateurs ont consacré d'énormes efforts à sa mise en place. Ils ont participé à des sous-comités chargés d'étudier les divers aspects de ce dossier, dont le mode de fonctionnement, l'adaptation des logiciels aux usagers, les questions liées au personnel et l'ergonomie.

L'une des priorités a consisté à bien faire connaître les possibilités du

COSICS, notamment au début de la phase de mise en oeuvre, alors que peu de gens avaient une idée précise de ses capacités. Le problème a été résolu par la mise sur pied, à l'administration centrale, d'un centre de démonstration du COSICS qui a accueilli plus de 1 000 visiteurs entre juin et octobre 1989; par ailleurs, une série de séances et de bulletins d'information ont été préparés à l'intention des missions à l'étranger.

C'est grâce à l'esprit de collaboration manifesté par tous les employés du Ministère que ce projet a pu démarrer.

G. GESTION DES RESSOURCES EN INFORMATION

La Direction générale de la gestion des ressources en information est chargée des services de gestion de l'information du Ministère, dont les suivants : télécommunications internationales, sécurité des communications et sécurité technique, conception et mise au point de systèmes informatiques, systèmes d'information sur les dossiers, bureautique, traitement de textes, impression des documents administratifs, et services de transport et de messageries diplomatiques.

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la conception du nouveau système COSICS de stockage automa-

tisé de textes (CATS). Celui-ci gérera tous les documents électroniques du Ministère, dont le nombre total est évalué à quelque 2,5 millions par année.

Au cours de l'année, un nouveau réseau de télécommunications a été mis en place, reliant entre eux les services du Ministère au Canada et aux États-Unis. Une entente a été conclue à cet effet avec Telecom Canada/USA Sprint, l'une des sociétés qui participent au Système de télécommunications fédérales FTS 2000, pour la mise en service d'un nouveau réseau numérique ultra-rapide destiné à promouvoir le libre-échange.

La Direction générale a entrepris d'importantes négociations et dressé des plans en vue d'installer au Sahel un réseau de télécommunications destiné à appuyer le programme de décentralisation de l'ACDI.

Au cours de l'année, le Service des communications diplomatiques du Canada (SCDC) a appuyé de nombreux programmes en transmettant plus de 7 222 000 messages. La Direction générale a en outre fourni, directement ou indirectement, une aide considérable à son personnel pendant la phase I de la mise en oeuvre du COSICS.

Une initiative majeure a permis de remplacer au cours de l'année quatre systèmes de classification par un seul système unifié de classification par sujets.

Réagissant à la nouvelle politique de gestion des renseignements détenus par le gouvernement, la Direction générale a pris la responsabilité de mettre cette politique en oeuvre au sein du Ministère. Celle-ci touche tous les renseignements détenus par le Ministère, quels que soient les moyens de diffusion utilisés.

Au cours de l'année, les services des postes et de messageries ont traité 1,7 million d'articles. Les Services de renseignements sur les dossiers administratifs ont acheminé au-delà de 1,6 million de documents et répondu à plus de 26 000 demandes de recherche.

Le Système informatisé de traitement des dossiers d'immigration (SITDI) a été mis en service aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et en Extrême-Orient afin d'appuyer les programmes d'immigration. Le SITDI permet d'automatiser le processus d'émission des visas destinés aux immigrants et aux visiteurs de passage au Canada, et d'améliorer la productivité et la précision de manière appréciable.

Mis en place au cours de l'année, le Programme d'immigration MEGA fait appel à des microprocesseurs dans le but d'améliorer la productivité au niveau du traitement des demandes et de l'envoi des réponses. Au total, 2 200 micro-ordinateurs étaient en service au Ministère à la fin de 1989, comparativement à 1 200 un an auparavant.

Des réseaux d'ordinateurs ultra-modernes ont été installés dans neuf missions et dix sous-missions en Amérique latine, en Afrique et en Extrême-Orient.

L'activité a été intense à la Section de l'impression et de la publication. Au cours de l'année, on a imprimé plus de 61 millions de pages et 1 045 000 livrets, fait 21 millions de photocopies, plus de 1 000 modifications à des manuels et produit 4 000 pages par technique de photocomposition.

H. BIENS

La Direction générale des biens apporte son soutien aux missions diplomatiques du Canada à l'étranger en mettant à leur disposition les immeubles, le matériel et les services connexes dont elles ont besoin.

La Direction générale s'occupe des locaux et logements dont l'État est propriétaire, par l'achat ou la conception et la construction d'immeubles, ainsi que de toutes les résidences officielles et chancelleries louées par l'État. Elle guide également les missions dans la location des logements destinés au personnel. La valeur du portefeuille immobilier du Ministère est estimée à un peu plus de 4 milliards de dollars.

La Direction générale assure la planification de l'ensemble des programmes et projets liés aux programmes de logement, y compris la gestion du Programme d'acquisition à long terme de biens – destiné à permettre au Ministère d'accroître son portefeuille immobilier –, dont les dépenses pour l'année financière 1989-1990 s'élevaient à 39,2 millions de dollars.

Les services offerts par la Direction générale comprennent la décoration intérieure et la supervision de l'entretien des installations, ainsi que la gestion de la collection d'oeuvres d'art

canadiennes qui sont exposées dans les missions. Elle interprète également les politiques étrangères en matière de biens immobiliers et de matériel et décide des mesures à prendre en fonction des diverses situations qui se présentent. La Direction générale contribue également à mettre au point des systèmes informatisés de gestion des biens immobiliers, des finances, des approvisionnements, des oeuvres d'art et des meubles de grande qualité.

Au cours de l'année financière 1989-1990, l'une des grandes réalisations du programme de construction a été le parachèvement et la mise en service, au coût de 90 millions de dollars, de la nouvelle chancellerie de Washington. Par ailleurs, on a commencé les travaux de réaménagement du site de l'ambassade de Tokyo; il s'agit d'un projet d'une durée de trois ans évalué à 200 millions de dollars et mené conjointement par le Canada et des entrepreneurs japonais. Le projet comprendra une nouvelle chancellerie, des bureaux qui seront loués au secteur privé et un complexe résidentiel de 23 logements. Une fois terminé, ce projet permettra au Ministère de réaliser une économie de 3 millions de dollars par an en frais de location.

Les travaux de construction du complexe diplomatique de Beijing se sont poursuivis, cependant que les travaux de construction d'une nouvelle chancellerie à Buenos Aires et d'une nouvelle résidence officielle à Singapour ont débuté. Une nouvelle chancellerie est également en construction à Dar-es-Salaam, mais au moyen de « ressources canadiennes ». Cette méthode, qui fait appel à des architectes, à de la main-d'oeuvre et à des matériaux canadiens dans les régions où ces ressources sont limitées, permet de construire des édifices de qualité en un court laps de temps.

La Direction générale a entrepris la conception de plans relatifs à un agrandissement appréciable de la chancellerie de New Delhi et à un nouveau complexe résidentiel destiné au personnel de Varsovie; d'autre part, elle poursuit ses projets de construction d'une nouvelle ambassade à Alger.

Vingt bâtiments ont été achetés au cours de l'année financière 1989-1990 dans le but d'accroître le nombre d'immeubles appartenant à l'État dans les régions où les loyers sont élevés et de permettre ainsi au Ministère de réaliser de substantielles économies. Au nombre des 14 nouvelles propriétés louées par le Ministère se trouvent des

immeubles destinés à favoriser une plus grande décentralisation de son programme d'aide, de même qu'une nouvelle mission à Windhoek, en Namibie. On a par ailleurs renouvelé les baux de 34 chancelleries et résidences officielles et on a procédé à l'aliénation de quatre immeubles. Des négociations concernant la vente d'un cinquième, soit la chancellerie Sheridan à Washington, sont présentement en cours. Cet immeuble, qui avait été mis en vente à deux reprises, rapportera 13,5 millions de dollars américains au Fonds du revenu consolidé.

Chargé de planifier et de diriger les opérations de décoration de tous les projets importants, de même que la remise à neuf des aires publiques des chancelleries et des zones réservées aux activités de représentation des résidences officielles, le groupe de décorateurs-ensemblers de la Direction générale a terminé ou poursuivi des travaux de décoration intérieure évalués à 8 millions de dollars. Ce groupe a participé à cinq importants projets de construction, à 10 importants projets de rénovation, à 14 projets s'inscrivant dans le cadre de la décentralisation du programme d'aide du Ministère et au déménagement de 11 chancelleries et résidences officielles.

Les responsables du programme d'entretien des immeubles coordonnent les projets mineurs de réfection et de rénovation, et supervisent les contrats d'entretien qui relèvent de leur compétence ou de celle des missions. Cette année, un apport de 4,5 millions de dollars leur a permis de terminer des travaux en souffrance qui n'avaient cessé de gonfler le budget d'entretien au cours des cinq dernières années. Ils ont également réalisé des économies importantes en décidant de rénover et d'agrandir la chancellerie de Colombo au coût de 250 000 dollars plutôt que

d'en construire une nouvelle qui aurait coûté 5 millions de dollars.

Au cours de l'année, la Direction des approvisionnements a acheté et livré des pièces de mobilier, du matériel de bureau et d'autres objets d'une valeur totale de 33 millions de dollars, notamment pour les nouveaux programmes d'ameublement d'environ 90 nouveaux logements destinés au personnel. La Direction a également doté le parc automobile du Ministère de 215 véhicules nouveaux ou de rechange. Au total, 764 véhicules sont à la disposition des missions et de l'administration centrale.

I. SERVICES DU PROTOCOLE ET REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES, CONSULAIRES ET AUTRES AU CANADA.

Le Bureau du protocole coordonne les relations diplomatiques avec les pays étrangers et assure la liaison entre les missions étrangères et la GRC concernant la protection physique des représentants diplomatiques et consulaires et de leurs locaux. Il s'occupe en outre du cérémonial entourant les visites de chefs d'État au Canada.

La Section des visites a pris les dispositions relatives aux visites officielles ou aux visites de travail au Canada de huit chefs d'État, cinq chefs de gouvernement et douze ministres des Affaires étrangères ou du Commerce extérieur, dont le président Arias du

Costa Rica, le premier ministre Lange de la Nouvelle-Zélande, le secrétaire général de l'OCDE Jean-Claude Paye, le secrétaire général de l'OTAN M. Woerner, le président français François Mitterrand, le président Kaunda de Zambie, le président israélien Chaim Herzog, la présidente de l'Islande, Mme Finnbogottir, Leurs Majestés le roi Hussein et la reine Noor de Jordanie, la présidente Aquino des Philippines et le premier ministre Kaifu du Japon.

La Section de l'accueil a reçu 14 096 invités lors des différents déjeuners, dîners et réceptions organisés au

Centre d'accueil de l'édifice Pearson et au 7 Rideau Gate (la résidence des invités du gouvernement), ainsi qu'à de nombreux autres endroits.

Une tournée d'une semaine a été organisée dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon à l'intention de 18 chefs de mission étrangers. Le but de ces visites était de promouvoir la souveraineté canadienne et de favoriser la protection de l'environnement dans le Nord. Des arrêts ont eu lieu à Iqualuit, Resolute Bay, Dawson, Whitehorse et Yellowknife. Comme ces visites ont lieu annuellement, elles permettent aux diplomates de nombreux pays de visiter le Nord et de se familiariser avec ses vastes étendues.

La Section des services du corps diplomatique a veillé à protéger les intérêts des représentants canadiens à

l'étranger en accordant des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires réciproques aux représentants étrangers en poste au Canada.

En collaboration avec la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et la Compagnie canadienne des billets de banque Ltée, le Ministère a conçu, à l'intention des membres des corps diplomatiques et consulaires, de nouvelles cartes d'identité et d'agrément établies par ordinateur. L'équipement ultra-moderne chargé de décoder ces documents permettra d'identifier rapidement les représentants étrangers aux postes frontières et d'améliorer la sécurité nationale. Le Canada est l'un des premiers pays à avoir mis au point un système aussi perfectionné d'identification des représentants diplomatiques et consulaires.

J. COORDINATION FÉDÉRALE- PROVINCIALE

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada joue un important rôle de coordination des politiques et activités du gouvernement fédéral et des provinces sur la scène internationale. Au cours de l'année, les gouvernements provinciaux, conformément à leurs objectifs économiques, ont continué d'affecter des ressources considérables à la promotion de leurs

intérêts à l'étranger, et ils ont reçu, sous diverses formes, un appui notable du Ministère.

Le Ministère a continué d'orienter les provinces sur la scène internationale, où ces derniers sont de plus en plus actives. De fait, les provinces disposent de 64 bureaux à l'étranger, et quatre délégations provinciales occupent des locaux dans les missions

canadiennes à Séoul (Ontario et Colombie-Britannique), Boston (Nouveau-Brunswick) et Minneapolis (Saskatchewan). Il ne fait aucun doute que cette collaboration, qui augmente l'efficacité des relations fédérales-provinciales, ne fera que s'intensifier à l'avenir.

Le Ministère a également révisé le mandat du conseiller pédagogique en Côte d'Ivoire, dont le gouvernement du Québec a chargé l'ambassade canadienne dans ce pays d'assumer les fonctions depuis 1970. Ce mandat a été élargi, mais il demeure pleinement intégré aux programmes de la mission placée sous la juridiction de l'ambassadeur.

En vertu de l'Accord de 1978 entre le Canada et le Québec pour la coopération en matière d'immigration, les deux parties ont convenu de partager les coûts de l'occupation des locaux des missions canadiennes par des agents de l'immigration du Québec.

Des consultations fédérales-provinciales permanentes ont permis de veiller à ce que les intérêts des provinces soient pris en compte dans la formulation des politiques en matière de relations internationales, et que les autorités provinciales soient tenues

informées de la position du gouvernement fédéral sur divers sujets d'intérêt commun.

Le Ministère a facilité la participation des provinces aux réunions d'organisations multilatérales comme l'OCDE, le Conseil de l'Europe, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Commonwealth et les institutions de la Francophonie. Il a également aidé à organiser les visites à l'étranger de premiers ministres et de délégations des provinces ainsi que celles de délégations étrangères dans les diverses provinces.

De plus, le réseau de télécommunications du Ministère est demeuré à la disposition des provinces, qui ont ainsi pu avoir rapidement accès aux divers services offerts par les missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger. Le Ministère a continué d'acheminer aux provinces les rapports, commentaires et documents de recherche, surtout ceux de nature économique et commerciale, que lui ont fait parvenir ses missions à l'étranger. Ces dernières ont en outre maintenu des contacts étroits avec les bureaux provinciaux dans leurs territoires respectifs.

K. SÉCURITÉ ET RENSEIGNEMENT

Au cours de l'année, la Direction générale du renseignement extérieur a continué de fournir des renseignements aux responsables du Ministère. Elle a recueilli, analysé et diffusé de l'information de manière à fournir à la haute direction et aux responsables de l'élaboration des politiques des renseignements pertinents, opportuns et préanalysés concernant le rôle du Canada sur la scène internationale et les intentions des États étrangers.

En outre, la Direction générale a pleinement assumé son mandat concernant son rôle dans la grande famille des services canadiens de renseignements en préparant une série de rapports contenant des données préanalysées par le Comité consultatif des renseignements et destinés à être diffusés à l'échelle gouvernementale.

La Direction générale des services de sécurité et de la coordination des mesures d'urgence est chargée de coordonner l'ensemble des programmes du Ministère en matière de sécurité internationale, y compris la politique canadienne de lutte contre le terrorisme international. Cette coordination a été menée en collaboration avec le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada et d'autres ministères.

La Direction générale a coordonné le programme de sécurité matérielle et de sécurité du personnel à l'administration centrale et à l'étranger, et assuré la protection des renseignements gouvernementaux conformément à la Politique du gouvernement en matière de sécurité. Au moment où se produit une expansion rapide dans ce domaine important, la sécurité du traitement électronique de l'information a aussi fait l'objet d'une attention particulière.

La Direction générale a assuré la surveillance, 24 heures sur 24, des crises qui peuvent survenir à l'étranger lorsque des intérêts canadiens et la sécurité des Canadiens sont en jeu, et elle a assuré la coordination des actions du Ministère et des autres ministères en cas de nécessité. Il est intéressant de noter à cet égard qu'elle a pleinement réussi à évacuer les citoyens canadiens qui étaient en Chine lors des événements de la place Tian'anmen.

D'importantes mesures ont été prises afin d'assurer une protection accrue du personnel de l'ambassade canadienne à Bogota, par suite des menaces sérieuses qui ont pesé sur leur sécurité. Ces mesures s'inscrivent dans le prolongement des engagements pris par le

Canada en vue d'appuyer la lutte contre les narcotrafiquants internationaux.

La Direction générale a maintenu ses formalités habituelles d'autorisation

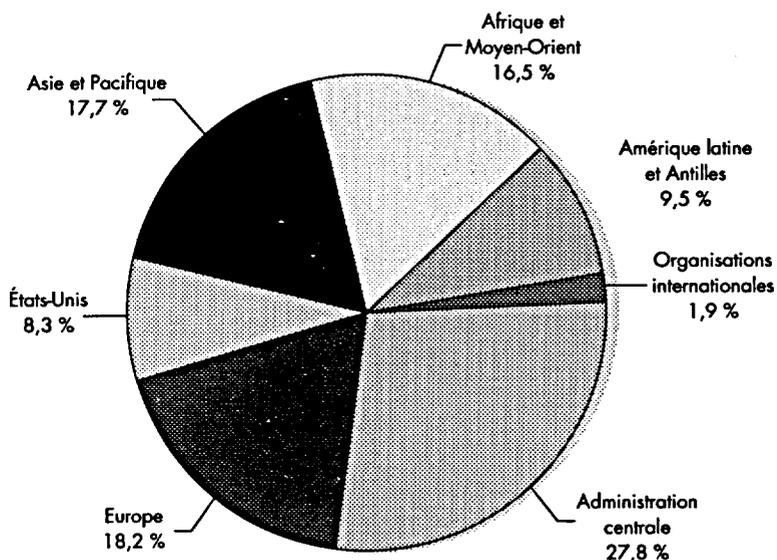
sécuritaire et mené au besoin des enquêtes sur la sécurité. Des informations détaillées ont été fournies aux nouveaux employés et aux employés se rendant dans les missions à l'étranger.

Sigles et acronymes utilisés au chapitre dix :

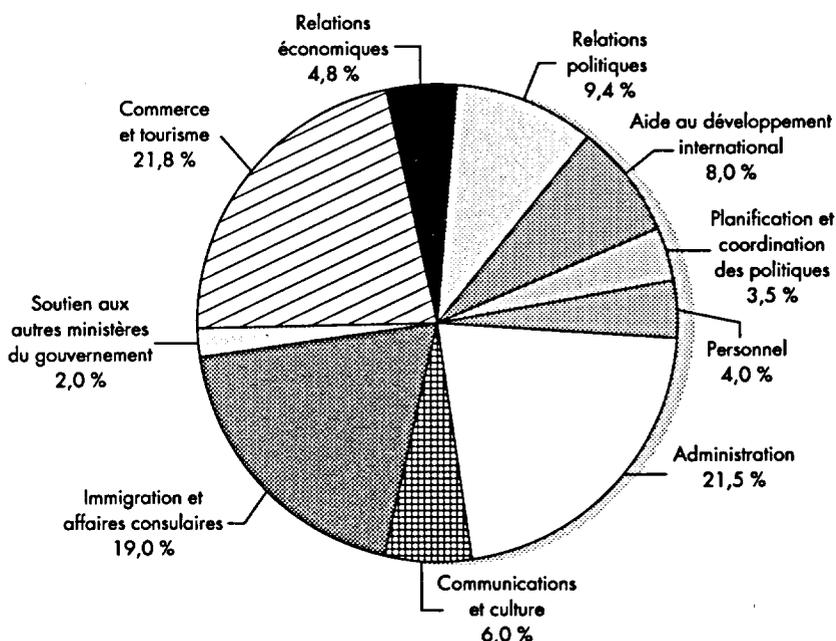
- ACDI :*** Agence canadienne de développement international
- AECEC :*** Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
- CATS :*** Système COSICS de stockage automatisé de textes
- COSICS :*** Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct
- GRC :*** Gendarmerie royale du Canada
- OCDE :*** Organisation de coopération et de développement économiques
- OTAN :*** Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- SCDC :*** Service des communications diplomatiques du Canada
- SCRS :*** Service canadien du renseignement de sécurité
- SITDI :*** Système informatisé de traitement des dossiers d'immigration

TABLEAU 10.2
RÉPARTITION
DU PERSONNEL
ENTRE
L'ADMINISTRATION
CENTRALE ET
LES MISSIONS
CANADIENNES
ET L'ÉTRANGER
(Employés
canadiens et
employés recrutés
sur place)

Par région



*Par activité**



* N'inclut pas le personnel de soutien recruté sur place à l'administration

**TABEAU 10.3
DÉPLOIEMENT
DU PERSONNEL
DANS LES
MISSIONS
CANADIENNES À
L'ÉTRANGER,
PAR RÉGION
(Employés
canadiens et
employés
recrutés sur
place)**

	Personnel de programme		Personnel de soutien	
	Canadien	Recruté sur place	Canadien	Recruté sur place
Europe	289	168	226	950
Asie et Pacifique	289	171	117	1010
Afrique et Moyen-Orient	262	85	141	990
Amérique latine et Antilles	185	92	76	497
États-Unis	155	169	59	364
Organisations internationales	61	3	51	59
SOUS-TOTAL	1 241	688	670	3 870
TOTAL				6 469

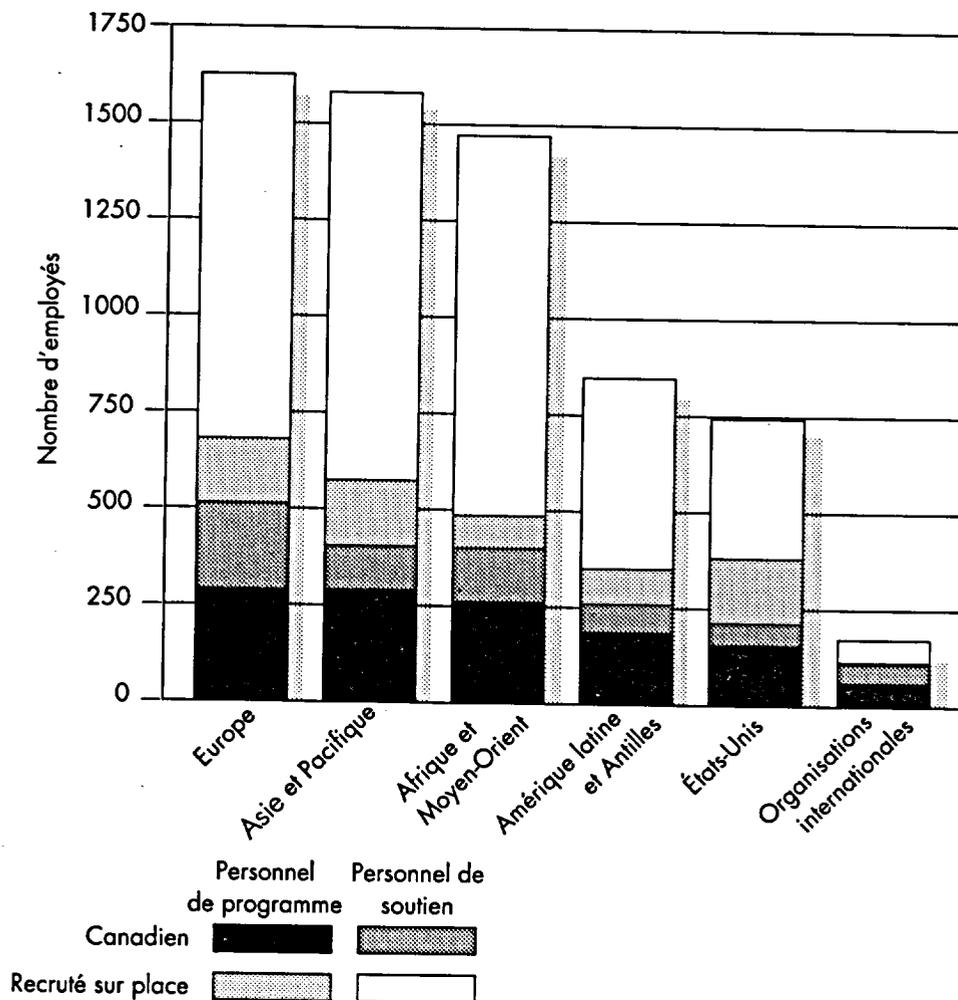


TABLEAU 10.4
DÉPLOIEMENT DU
PERSONNEL DANS
LES MISSIONS
CANADIENNES
À L'ÉTRANGER,
PAR PROGRAMME
(Employés
canadiens et
employés recrutés
sur place)

	Personnel de programme		Personnel de soutien	
	Canadien	Recruté sur place	Canadien	Recruté sur place
Planification et coordination des politiques	62,7	1,0	28,4	10,7
Développement commercial et industriel	245,9	249,2	22,9	281,6
Tourisme	18,9	44,2	0,1	34,8
Relations politiques	137,5	16,4	76,1	27,0
Relations économiques	117,2	14,7	45,5	33,7
Aide au développement international	216,9	84,0	26,8	176,6
Communications et culture	49,6	78,1	11,0	118,9
Immigration et affaires sociales	241,9	114,3	11,0	631,7
Affaires consulaires	34,9	19,6	13,0	111,7
Administration	140,9	57,4	410,8	2 351,4
Soutien aux autres ministères du gouvernement	4,6	9,1	24,4	91,9
SOUS-TOTAL	1 241	688	670	3 870
TOTAL			6 469	

TABLEAU 10.4 (suite)
DÉPLOIEMENT DU
PERSONNEL DANS
LES MISSIONS
CANADIENNES
À L'ÉTRANGER,
PAR PROGRAMME
 (Employés
 canadiens et
 employés recrutés
 sur place)

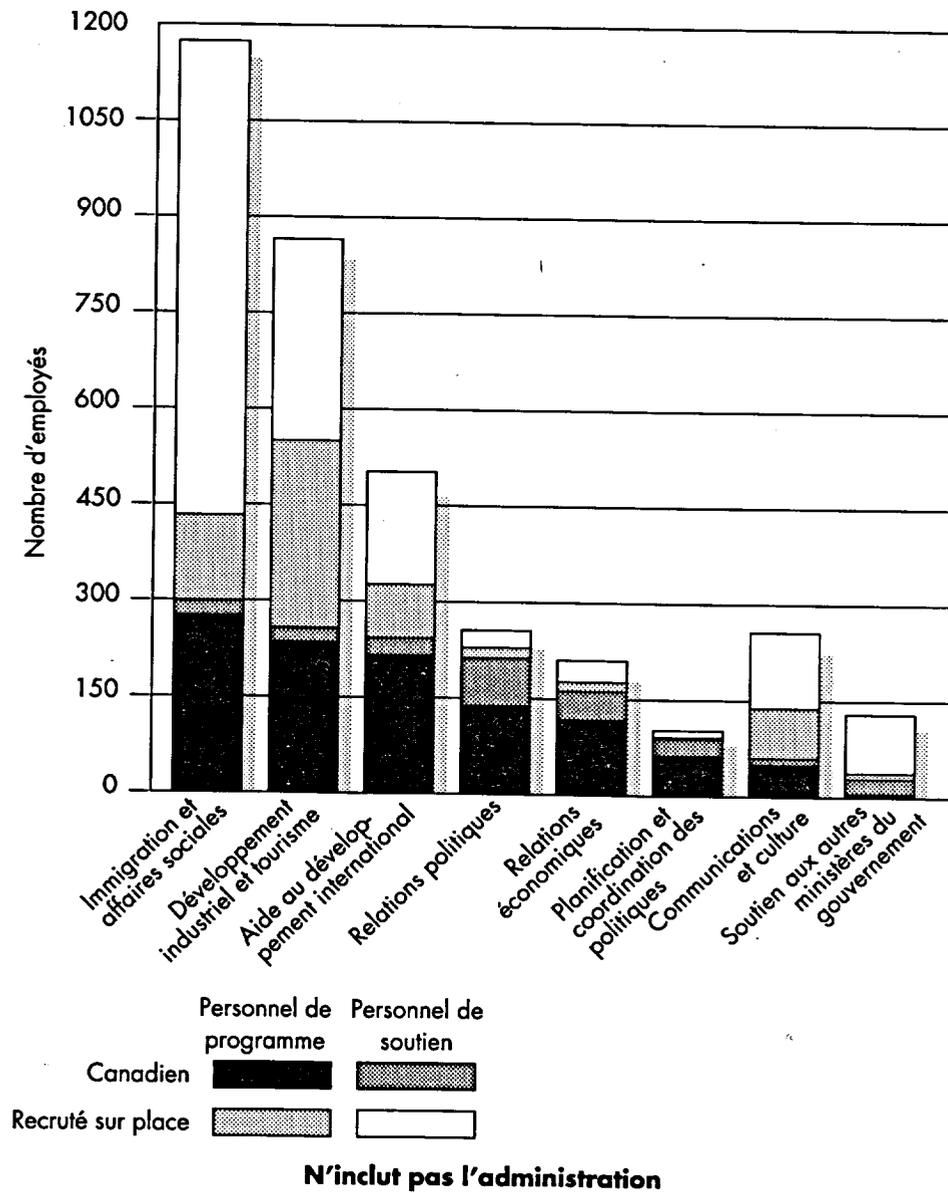
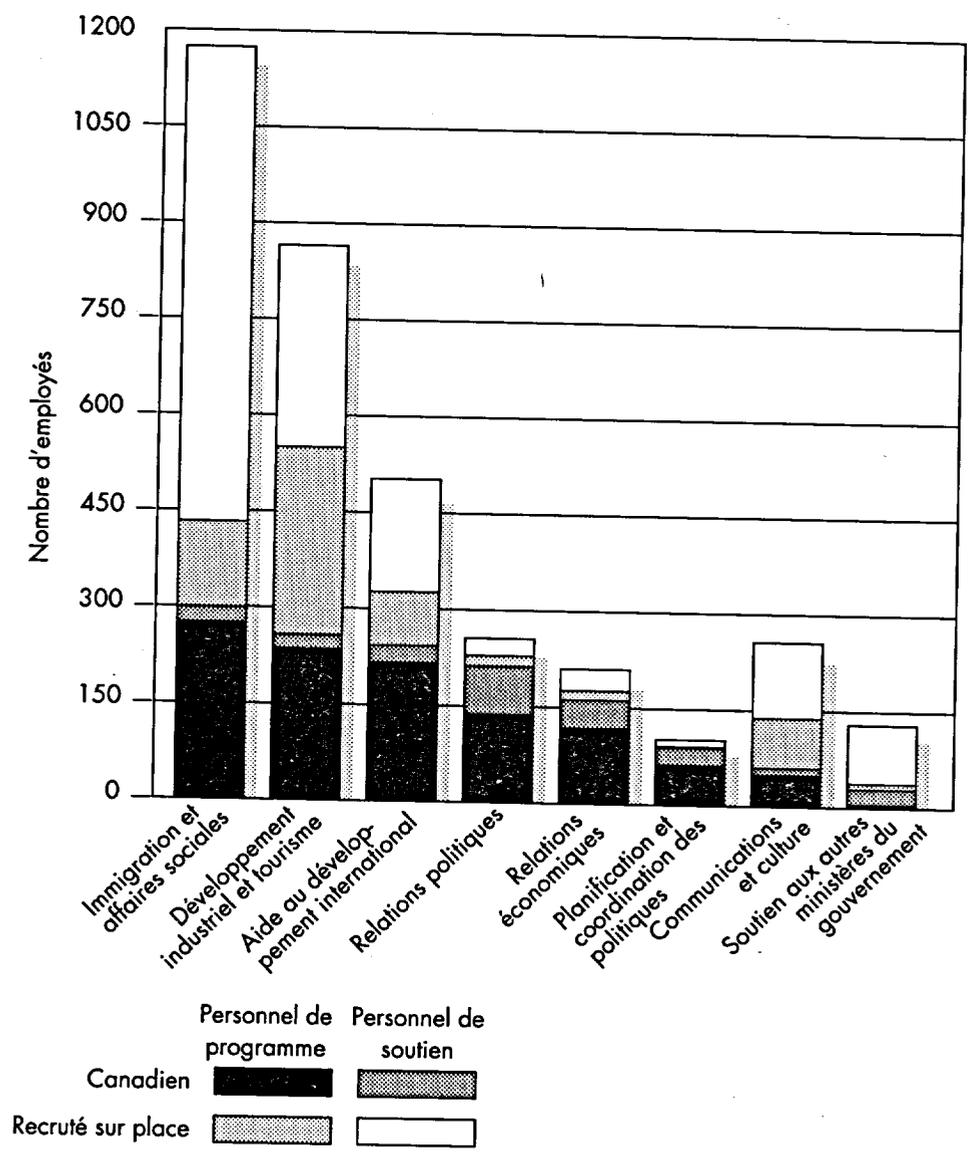
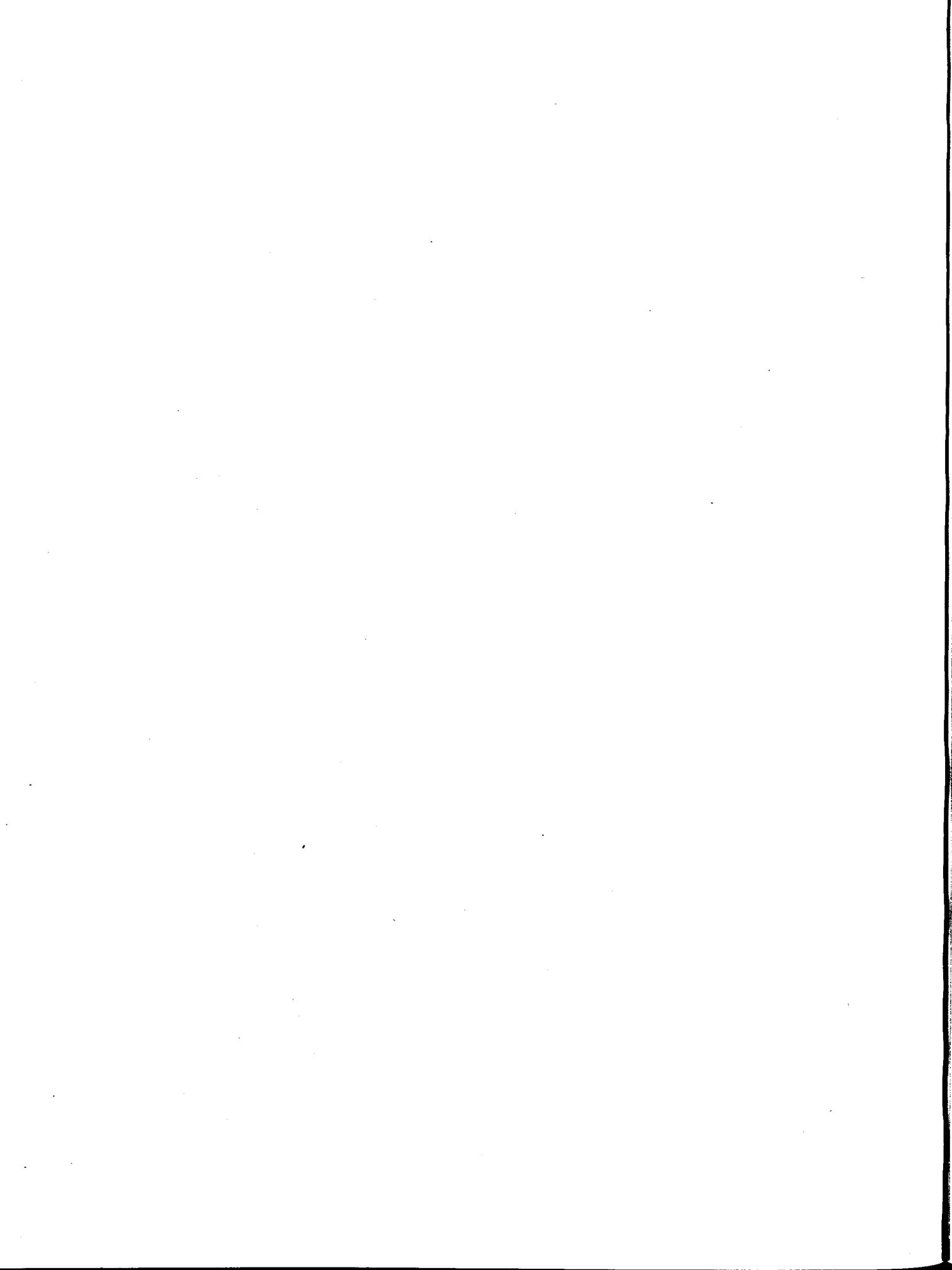


TABLEAU 10.5
DÉPLOIEMENT DU
PERSONNEL À
L'ADMINISTRATION
CENTRALE PAR
ACTIVITÉ ORGANI-
SATIONNELLE
(Employés
canadiens)

	Personnel de programme	Personnel de soutien
Cabinets des Ministres et des Sous-ministres	23	41
Unités géographiques	315	114
Expansion du commerce extérieur	125	49
Politique économique et commerciale	136	75
Affaires politiques et sécurité internationale	133	71
Personnel	150	133
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	63	32
Communications et culture	100	53
Administration	199	518
Unités centrales	103	55
SOUS-TOTAL	1 347	1 141
TOTAL	2 488	

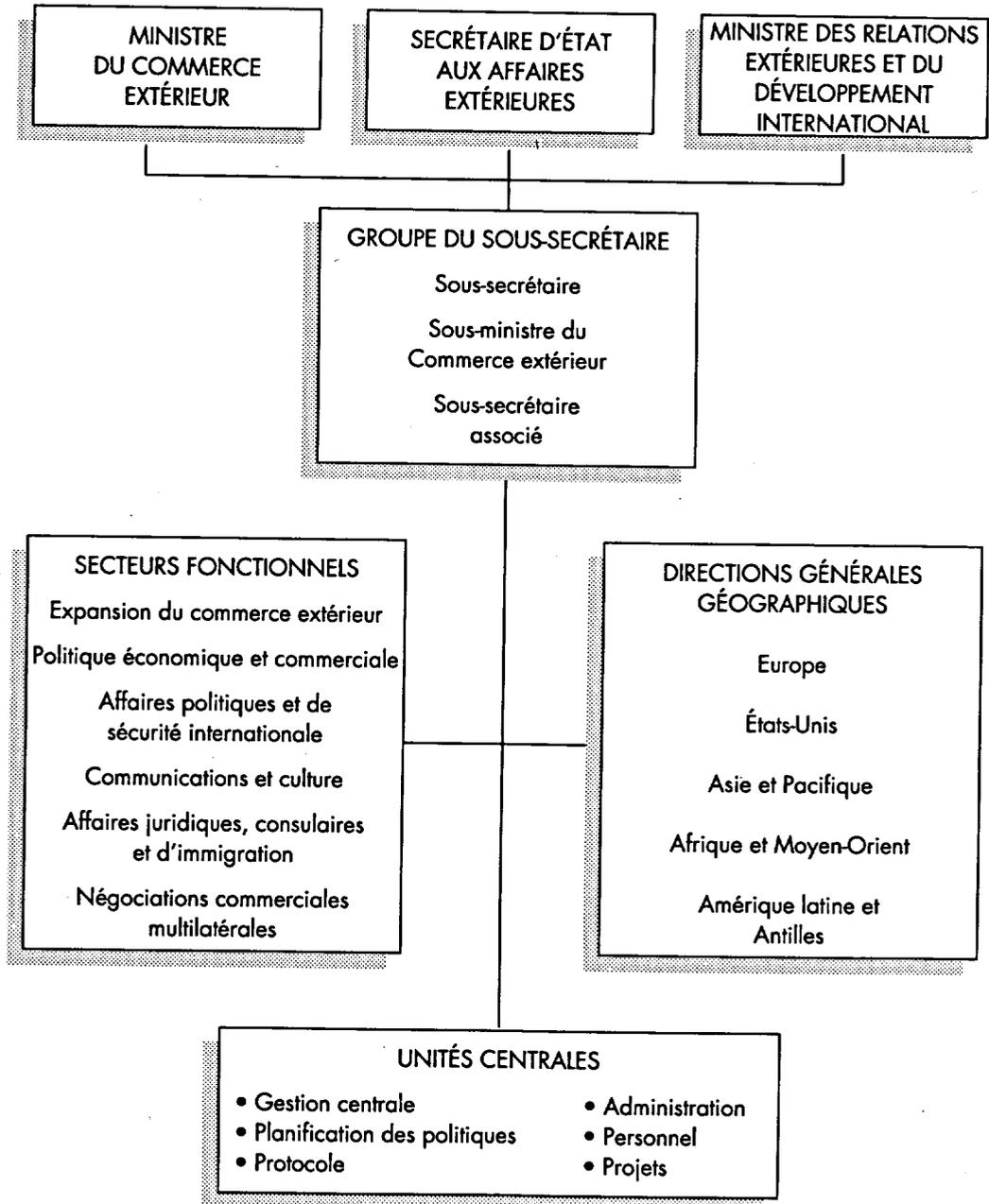
TABLEAU 10.5 (suite)
DÉPLOIEMENT DU
PERSONNEL À
L'ADMINISTRATION
CENTRALE PAR
ACTIVITÉ ORGANI-
SATIONNELLE
(Employés
canadiens)





ANNEXE 1

ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIURES



ANNEXE II

MESURES PRISES PAR LE CANADA EN MATIÈRE DE TRAITÉS MULTILATÉRAUX EN 1989

Agriculture, recherche

Convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain
Paris, le 27 octobre 1988
Signé par le Canada le 27 octobre 1988
Ratifié par le Canada le 8 septembre 1989

Air

Protocole pour la Suppression des Actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'Aviation Civile Internationale
Montréal, le 24 février 1988
Signé par le Canada le 24 février 1988

Brevets

Traité de coopération en matière de brevets
Washington, le 19 juin 1970
Signé par le Canada le 19 juin 1970
Ratifié par le Canada le 2 octobre 1989
En vigueur pour le Canada le 2 janvier 1990

Entraide judiciaire

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale
La Haye, le 15 novembre 1965
Adhésion par le Canada le 26 septembre 1988
En vigueur pour le Canada le 1^{er} mai 1989

Environnement

Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
Montréal, le 16 septembre 1987
Signé par le Canada le 16 septembre 1987
Ratifié par le Canada le 30 juin 1988
En vigueur pour le Canada le 1^{er} janvier 1989

Environnement

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination
Bâle, le 22 mars 1989
Signé par le Canada le 22 mars 1989

Finance

Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux
New York, le 9 décembre 1988
Signé par le Canada le 9 décembre 1989

Navigation, Pollution

Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
Bruxelles, le 29 novembre 1969
Adhésion par le Canada le
24 janvier 1989
En vigueur pour le Canada le
24 avril 1989

Navigation, Pollution

Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
Bruxelles, le 19 novembre 1971
Adhésion par le Canada le
24 janvier 1989
En vigueur pour le Canada le
24 avril 1989

Navigation, Pollution

Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
Bruxelles, le 18 décembre 1971
Adhésion par le Canada le
24 janvier 1989
En vigueur pour le Canada le
24 avril 1989

Navigation, Pollution

Protocole à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de 1969
Londres, le 19 novembre 1976
Adhésion par le Canada le
24 janvier 1989
En vigueur pour le Canada le
24 avril 1989

Organisation des États Américains

Charte de l'Organisation des États Américains
Bogota, le 30 avril 1948
Signé par le Canada le 13 novembre 1989

Propriété intellectuelle

Traité sur l'enregistrement
international des oeuvres
audiovisuelles
Genève, le 20 avril 1989
Signé par le Canada le 21 décembre 1989

Sépultres militaires

Accord entre la République d'Iraq et
les Gouvernements du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord, du Canada, de l'Australie, de la
Nouvelle-Zélande et de la République
de l'Inde concernant le cimetière
de guerre à Mosul
Baghdad, le 30 octobre 1989
Signé par le Canada le 30 octobre 1989
En vigueur pour le Canada le
30 octobre 1989

Télécommunications

Amendements de la Convention
portant création de l'Organisation
Internationale de Télécommunications
Maritimes par Satellites (INMARSAT)
Londres, le 16 octobre 1985
Adhésion par le Canada le 14 mars 1988
En vigueur pour le Canada le
13 octobre 1989

Télécommunications

Accord interaméricain relatif au
service d'amateurs (Accord de Lima)
Lima, le 14 août 1987
Adhésion par le Canada le 18 mai 1989
En vigueur pour le Canada le
18 mai 1989

Télécommunications

Actes Finaux de la Conférence adminis-
trative régionale des radiocommuni-
cations chargée d'établir un Plan pour le
service de radiodiffusion dans la bande
1 605 – 1 705 kHz dans la Région 2
(avec Accord, Annexes, Protocole
Final, Résolutions et Recommandations)
Rio de Janeiro, le 8 juin 1988
Signé par le Canada le 8 juin 1988

Télécommunications

Constitution et Convention de l'Union
internationale des Télécommunications
Nice, le 30 juin 1989
Signé par le Canada le 30 juin 1989

Travail

Convention concernant la sécurité dans
l'utilisation de l'amiante
Genève, le 26 juin 1986
Ratifié par le Canada le 16 juin 1988
En vigueur pour le Canada le
16 juin 1989

ANNEXE III

MESURES PRISES PAR LE CANADA EN MATIÈRE DE TRAITÉS BILATÉRAUX EN 1989

Agence spatiale européenne

Science

Accord de coopération entre le
gouvernement du Canada et l'Agence
Spatiale Européenne

Montréal, le 31 mai 1989

En vigueur le 31 mai 1989

NOTE : En vigueur le 31 mai 1989 avec
effet à compter du 1^{er} janvier 1989

Allemagne, République fédérale d'

Défense

Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement de la
République fédérale d'Allemagne
concernant l'assistance accordée
par l'État d'accueil en cas de crise ou
de guerre

Bonn, le 9 juin 1989

En vigueur le 9 juin 1989

NOTE: Cet accord restera en
vigueur pour la durée du traité de
l'Atlantique Nord

Australie

Entraide juridique

Convention d'entraide juridique en
matière pénale entre le gouvernement
du Canada et le gouvernement
de l'Australie

Ottawa, le 19 juin 1989

Sécurité sociale

Accord réciproque de sécurité sociale
entre le gouvernement du Canada et le
gouvernement de l'Australie

Canberra, le 4 juillet 1988

En vigueur le 1^{er} septembre 1989

Commonwealth de la Dominique

Sécurité sociale

Accord sur la sécurité sociale entre
le gouvernement du Canada et le
gouvernement du Commonwealth
de la Dominique

Roseau, le 14 janvier 1988

En vigueur le 1^{er} janvier 1989

Communauté économique européenne

Commerce

Accord entre le Canada et la
Communauté Économique
Européenne, concernant le commerce
des boissons alcooliques

Bruxelles, le 28 février 1989

En vigueur le 28 février 1989

NOTE: Les parties conservent leurs
droits et obligations au titre de
l'Accord général sur les tarifs
douaniers et le commerce

Corée

Énergie nucléaire

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Corée constituant un Accord relatif à l'article III.2 (a) de l'Accord sur l'énergie nucléaire signé le 26 janvier 1976
Séoul, le 23 juin 1989
En vigueur le 23 juin 1989

Espagne

Extradition

Traité d'exécution entre le Canada et l'Espagne
Madrid, le 31 mai 1989

États-Unis d'Amérique (EUA)

Eaux limitrophes

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la voie Maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire)
Washington, le 1^{er} août 1989
En vigueur le 1^{er} août 1989

Eaux limitrophes

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'approvisionnement en eau et la protection contre les crues dans le bassin de la rivière Souris
Washington, le 26 octobre 1989
En vigueur le 26 octobre 1989

Pêches

Échanges de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant le paragraphe C de l'Accord du 13 août 1985 concernant l'application de l'Article XV, paragraphe 3 du Traité sur le saumon du Pacifique
signé le 28 janvier 1985
Ottawa, le 18 octobre 1989
En vigueur le 18 octobre 1989

Finlande

Emploi de personnes à charge

Échange de Notes entre le gouvernement de la Finlande constituant un Accord concernant l'emploi des personnes à charge
Ottawa, le 17 janvier 1989
En vigueur le 1^{er} mars 1989

France

Culture

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française modifiant l'accord sur les relations cinématographiques signé à Ottawa le 30 mai 1983

Ottawa, le 8 février 1989

En vigueur le 8 février 1989

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française modifiant l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction

cinématographiques signé à Paris le 11 juillet 1983

Ottawa, le 8 février 1989

En vigueur le 8 février 1989

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française modifiant l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision signé à Ottawa le 11 juillet 1983

Ottawa, le 8 février 1989

En vigueur le 8 février 1989

Délimitation marine

Accord instituant un tribunal d'arbitrage chargé d'établir la délimitation des espaces maritimes entre le Canada et la France

Paris et Toronto, le 30 mars 1989

En vigueur le 30 mars 1989

Emploi de personnes à charge

Échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française constituant un Accord relatif à l'emploi de personnes à charge

Paris, le 24 juin 1987

En vigueur le 1^{er} juin 1989

Entraide juridique

Convention d'entraide judiciaire et matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française

Paris, le 15 décembre 1989

Extradition

Traité entre le Royaume-Uni et la France pour l'extradition mutuelle de criminels fugitifs

Paris, le 14 août 1876

En vigueur le 31 mai 1878

NOTE: Remplacé par la convention d'extradition signée le 17 novembre 1988.

TERMINÉ: le 1^{er} décembre 1989

Convention entre le Royaume-Uni et la France modifiant articles VII et IX du Traité d'extradition signé le 14 août 1876
Paris, le 13 février 1896

En vigueur le 6 mars 1896

NOTE: Remplacée par la convention d'extradition signée le 17 novembre 1988.

TERMINÉE: le 1^{er} décembre 1989

Convention entre le Royaume-Uni et la France modifiant articles II du Traité d'extradition signé le 14 août 1876
Paris, le 17 octobre 1908

NOTE: Remplacée par la convention d'extradition signée le 17 novembre 1988.

TERMINÉE: le 1^{er} décembre 1989

Convention d'Extradition entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française
Ottawa, le 17 novembre 1988

En vigueur le 1^{er} décembre 1989

Pêcheries

Procès-verbal d'accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française en matière de pêche pour les années 1989-91 (avec Échanges de Notes et de Lettres)
Toronto et Paris, le 30 mars 1989

En vigueur le 30 mars 1989

Accord instituant un tribunal d'arbitrage chargé d'établir la délimitation des espaces maritimes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française
Toronto et Paris, le 30 mars 1989

En vigueur le 30 mars 1989

Inde

Coopération au développement
Accord général de coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de l'Inde (avec annexes)
New Delhi, le 13 février 1989
En vigueur le 13 février 1989

Irlande

Culture
Accord sur les relations cinématographiques et audiovisuelles entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Irlande
Dublin, le 4 avril 1989
En vigueur le 4 avril 1989

Islande

Sécurité sociale

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Islande

Gimli, le 25 juin 1988

En vigueur le 1^{er} octobre 1989

Italie

Impôt

Avenant à la Convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir les évasions fiscales

Ottawa, le 20 mars 1989

Jamaïque

Coopération du développement

Accord général de coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Jamaïque

Kingston, le 12 octobre 1989

Japon

Air

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le gouvernement du Japon constituant un accord relatif aux services aériens (avec Annexe)

Ottawa, le 17 avril 1989

En vigueur le 17 avril 1989

Luxembourg

Impôt

Convention entre le Canada le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Luxembourg, le 17 janvier 1989

Sécurité sociale

Convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Grand Duché de Luxembourg (avec protocole)

Ottawa, le 22 mai 1986

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Impôts

Accord entre le Canada et le
Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue
d'éviter les doubles impositions et de
prévenir l'évasion fiscale en matière
d'impôts sur le revenu

Vancouver, le 16 octobre 1987

En vigueur le 21 décembre 1989

NOTE: En vigueur le 21 décembre
avec effet à partir du 1^{er} janvier 1990

Pays-Bas

Air

Accord sur le transport aérien entre le
Canada et le Royaume des Pays-Bas
(avec annexe)

Ottawa, le 2 juin 1989

Échange de notes entre le gouver-
nement du Canada et le gouvernement
du Royaume des Pays-Bas constituant
un Accord relatif à l'exploitation de
vols non réguliers (affrétés)

Ottawa, le 2 juin 1989

Culture

Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement du Royaume
des Pays-Bas sur les relations
cinématographiques et audiovisuelles
(avec règles de procédure)

Ottawa, le 18 octobre 1989

Défense

Échange de Notes constituant un
Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement du
Royaume des Pays-Bas pour
l'entraînement au Canada d'unités des
Forces Armées des Pays-Bas
La Haye, le 5 décembre 1986
En vigueur le 21 décembre 1989
NOTE: En vigueur le 21 décembre 1989
avec effet à partir du 5 décembre 1986

Extradition

Convention entre le Canada et le
Royaume des Pays-Bas en matière
d'extradition
Montréal, le 13 octobre 1989

Sécurité sociale

Accord supplémentaire modifiant
l'Accord sur la sécurité sociale entre
le Canada et le Royaume des Pays-Bas
Ottawa, le 26 juillet 1989

Philippines

Extradition

Traité d'extradition entre le Canada et
la République des Philippines
Ottawa, le 7 novembre 1989

Pologne

Impôts

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République Populaire de la Pologne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Varsovie, le 4 mai 1987

En vigueur le 30 novembre 1989

NOTE: En vigueur le 30 novembre 1989 avec effet à partir du 1^{er} janvier 1989

République de Trinité-et-Tobago

Défense

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago concernant la formation au Canada du personnel des Forces Armées de la République de Trinité-et-Tobago
Port of Spain, le 7 août 1989
En vigueur le 7 août 1989

Suisse

Nucléaire

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Confédération Suisse concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique
Ottawa, le 6 mars 1958

En vigueur le 31 juillet 1958

NOTE : Terminé dès l'entrée en vigueur de l'Accord signé le 22 décembre 1987 concernant l'énergie nucléaire

TERMINÉ : Le 13 juin 1989

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Confédération Suisse portant renouvellement de l'accord de coopération du 6 mars 1958 concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique
Berne, le 1^{er} décembre 1971

En vigueur le 1^{er} décembre 1971

NOTE : Terminé dès l'entrée en vigueur de l'accord signé le 22 décembre 1987 concernant l'énergie nucléaire

TERMINÉ : le 13 juin 1989

Accord sous forme d'échange de lettres portant sur l'Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le Conseil Fédéral Suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé le 22 décembre 1987
Berne, le 22 décembre 1987
En vigueur le 22 décembre 1987
NOTE : Terminé dès l'entrée en vigueur de l'Accord principal
TERMINÉ : le 13 juin 1989

Accord sous forme d'échange de lettres en vue de faciliter l'application de l'article V de l'accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le Conseil fédéral Suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Berne le 22 décembre 1987
En vigueur le 13 juin 1989
NOTE : Restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord principal

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Conseil Fédéral Suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec annexes et échanges de lettres complémentaires)
Berne, le 22 décembre 1987
En vigueur le 13 juin 1989

Accord sous forme d'échange de lettres concernant l'application de l'article VI de l'accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le Conseil fédéral Suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Berne le 22 décembre 1987
En vigueur le 13 juin 1989
NOTE : Restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord principal

Tchécoslovaquie

Air

Protocole pour modifier l'Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque
Prague, le 27 décembre 1989
En vigueur le 27 décembre 1989

Thaïlande

Air

Accord sur les services aériens
entre le gouvernement du Canada
et le gouvernement du Royaume
de Thaïlande

Bangkok, le 24 mai 1989

En vigueur le 30 juin 1989

UNESCO

Privilèges et immunités, UNESCO

Accord entre le gouvernement du
Canada et l'Organisation des Nations
Unies pour l'éducation, la science et
la culture (UNESCO) concernant
l'établissement d'un bureau de
l'UNESCO au Canada

Québec, le 18 septembre 1989

En vigueur le 18 septembre 1989

URSS

Air

Échange de notes entre le Canada et
l'URSS constituant un accord modi-
fiant l'accord relatif aux transports
aériens du 11 juillet 1966

Moscou, le 20 novembre 1989

En vigueur le 20 novembre 1989

Coopération

Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement de l'URSS
sur la coopération entre les provinces
canadiennes et les républiques de
l'URSS

Moscou, le 20 novembre 1989

En vigueur le 20 novembre 1989

Coopération dans l'Arctique et le Nord

Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement de l'URSS
sur la coopération dans l'Arctique
et le Nord

Moscou, le 20 novembre 1989

En vigueur le 20 novembre 1989

Culture

Accord entre le gouvernement du
Canada et le gouvernement de l'URSS
concernant les relations dans le domaine
de l'audiovisuel (avec protocole)

Moscou, le 20 novembre 1989

En vigueur le 20 novembre 1989

Défense

Accord entre le gouvernement
du Canada et le gouvernement de
l'URSS concernant les visites à
caractère militaire

Moscou, le 20 novembre 1989

En vigueur le 20 novembre 1989

Environnement

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'URSS concernant la coopération dans le domaine de l'environnement
Moscou, le 20 novembre 1989
En vigueur le 20 novembre 1989

Investissements

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'URSS sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements
Moscou, le 20 novembre 1989

Navigation

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'URSS sur la prévention des incidents en mer au-delà de la mer territoriale (avec annexe)
Moscou, le 20 novembre 1989
En vigueur le 20 novembre 1989

Nucléaire

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
Moscou, le 14 octobre 1988
En vigueur le 14 octobre 1988
TERMINÉ : le 20 novembre 1989

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'URSS constituant un Accord sur la coopération nucléaire concernant l'enrichissement d'uranium
Moscou, le 20 novembre 1989
En vigueur le 20 novembre 1989

NOTE : Cet accord demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord de coopération nucléaire signé la même journée

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'URSS concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec annexes)
Moscou, le 20 novembre 1989
En vigueur le 20 novembre 1989

Science

Accord entre le Canada et l'URSS sur la coopération en matière de recherche spatiale et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques
Moscou, le 20 novembre 1989
En vigueur le 20 novembre 1989

Uruguay

Coopération au développement

Accord général sur la coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République orientale de l'Uruguay (avec annexes)

Montevideo, le 10 février 1989

Zambie

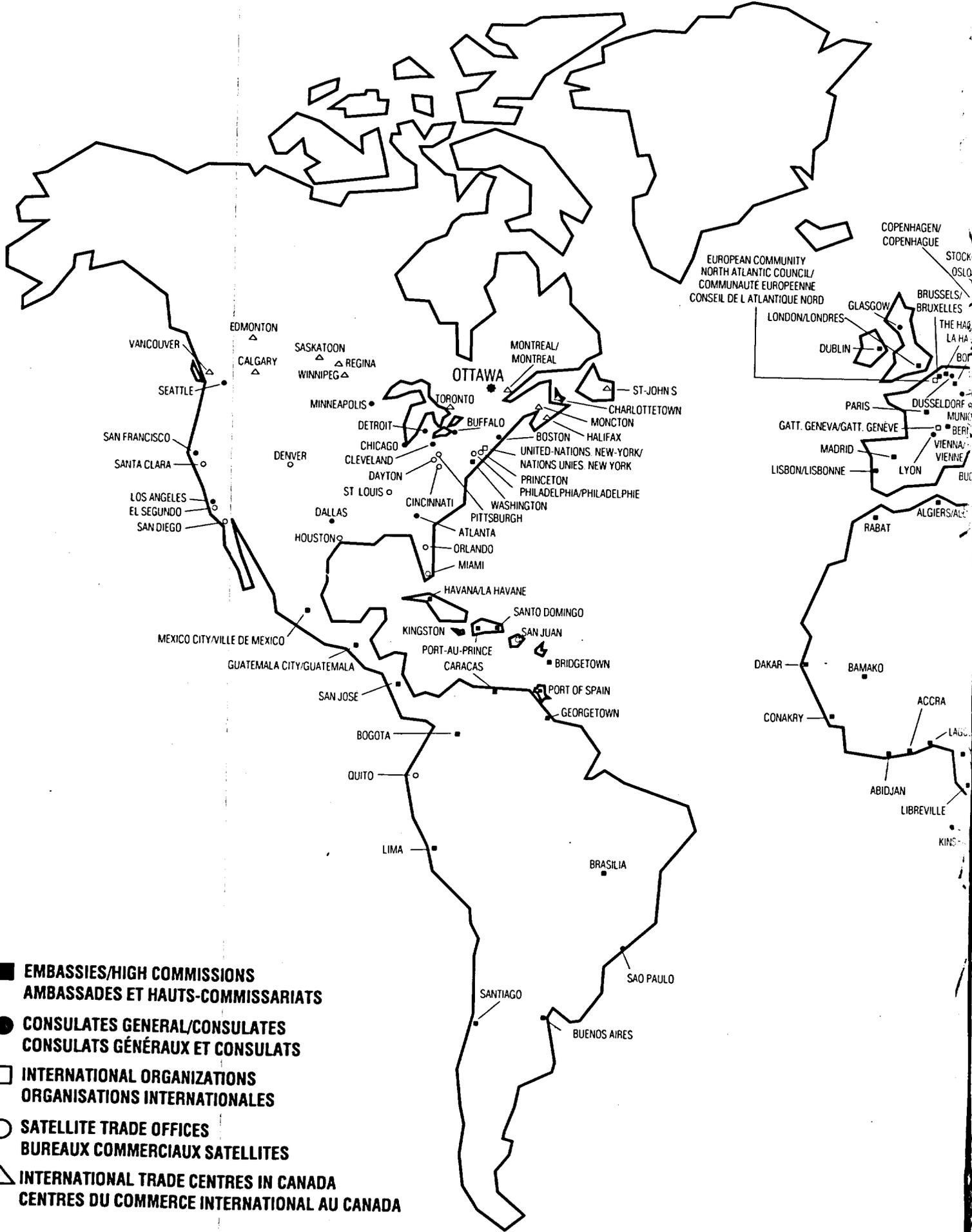
Impôt

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Zambie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Lusaka, le 16 février 1984

En vigueur le 28 décembre 1989

NOTE : En vigueur le 28 décembre 1989 avec effet à partir du 1^{er} janvier 1989



VANCOUVER
SEATTLE
SAN FRANCISCO
SANTA CLARA
LOS ANGELES
EL SEGUNDO
SAN DIEGO
EDMONTON
CALGARY
SASKATOON
WINNIPEG
REGINA
MINNEAPOLIS
DETROIT
CHICAGO
CLEVELAND
DAYTON
ST LOUIS
DALLAS
HOUSTON
ATLANTA
ORLANDO
MIAMI
HAVANA/LA HAVANE
MEXICO CITY/VILLE DE MEXICO
GUATEMALA CITY/GUATEMALA
SAN JOSE
BOGOTA
QUITO
LIMA
SANTIAGO
BUENOS AIRES
SAO PAULO
TORONTO
OTTAWA
MONTREAL/MONTREAL
ST-JOHN'S
CHARLOTTETOWN
MONCTON
HALIFAX
BOSTON
UNITED-NATIONS NEW-YORK/
NATIONS UNIES NEW YORK
PRINCETON
PHILADELPHIA/PHILADELPHIE
WASHINGTON
PITTSBURGH
CINCINNATI
ATLANTA
ORLANDO
MIAMI
KINGSTON
SANTO DOMINGO
SAN JUAN
PORT-AU-PRINCE
CARACAS
BRIDGETOWN
PORT OF SPAIN
GEORGETOWN

EUROPEAN COMMUNITY
NORTH ATLANTIC COUNCIL/
COMMUNAUTE EUROPEENNE
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
COPENHAGEN/
COPENHAGUE
STOCK-
OSLO
BRUSSELS/
BRUXELLES
THE HAGUE
LA HAÏ
BO
GLASGOW
DUBLIN
PARIS
DUSSELDORF
MUNICH
GATT. GENEVA/GATT. GENÈVE
BERN
VIENNA/
VIENNE
LISBON/LISBONNE
LYON
BU
RABAT
ALGIERS/AL
DAKAR
BAMAKO
ACCRA
LAGO
CONAKRY
ABIDJAN
LIBREVILLE
KINS



HELSINKI

MOSCOW/MOSCOU

WARSAW/VARSOVIE

FRANCFORT

BELGRADE

BUCHAREST

MILAN

ANKARA

DAMASCUS/DAMAS

BAGHDAD

TEHRAN/TEHERAN

AMMAN

KUWAIT CITY/KOWEIT

CAIRO/LE CAIRE

TEL AVIV

RIYADH/RIYAD

ISLAMABAD

NEW DELHI

DHAKA/DACCA

BOMBAY

COLOMBO

KUALA LUMPUR

BANGKOK

HONG KONG

SHANGHAI

MANILA/MANILLE

SINGAPORE/SINGAPOUR

JAKARTA/DJAKARTA

MELBOURNE

SYDNEY

CANBERRA

AUCKLAND

WELLINGTON

LUSAKA

HARARE

WINDHOEK

PRETORIA

ADDIS ABABA

NAIROBI

DAR-ES-SALAAM

b 2544490 (E)
b 2544507 (F)

S

**NON-CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

FEB 7 1994
FEV 7 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**ANNUAL
REPORT
1990-1991**

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

**ANNUAL
REPORT
1990-1991**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

MAR 25 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Think Recycling!



Printed on recycled paper

Pensez à recycler!



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

The Honourable Barbara McDougall
Secretary of State
for External Affairs
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Dear Mrs. McDougall:

I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act which requires that reports of the Department be submitted on a fiscal-year basis. This report, therefore, covers the period from April 1, 1990 to March 31, 1991.

It is my pleasure to add that the Overview section of the Report has been recorded onto audio cassette and will be available to the visually impaired.

Yours sincerely,

Reid Morden

TABLE OF CONTENTS

GLOSSARY

Acronyms and Abbreviations	vii
----------------------------------	-----

CHAPTER 1 OVERVIEW

Multilateral Activities.....	1
International Relations	2
The United States	2
Latin America and the Caribbean	2
Africa	2
Asia and the Pacific.....	2
Western Europe and the European Community	3
The Soviet Union and Central and Eastern Europe	3
Middle East	3
Trade Policy and Trade Development	4
Sectoral Activities	4
The Environment.....	4
Law	4
Defence	4
Immigration	5
Administration	5
Conclusion	5

CHAPTER 2 CANADA AND WORLD TRADE

Highlights	6
The International Economic Environment.....	6
Trends in Canada's International Trade	7
Multilateral Trade Activities	9
General Agreement on Tariffs and Trade	9
Intellectual Property	9
Organization for Economic Cooperation and Development	9
The European Bank for Reconstruction and Development	10
International Financial and Investment Affairs	10
Annual Economic Summit	10
Energy and the Environment	10
Economic Relations with Developing Countries.....	11
International Debt	11
Debt Reduction for Poland.....	11
Assistance for Czech and Slovak Federal Republic and Hungary	12
Foreign Investment Protection Agreements.....	12
Canadian Initiative on Export Credit.....	12
Industrial Trade Policy	12
Agricultural Trade Policy	13

Fisheries Trade Policy.....	13
Resource and Commodity Trade Policy	13
Canada-U.S. Free Trade Agreement	14
Export Controls.....	14
Import Controls.....	15
Textiles and Clothing	15

**CHAPTER 3
EXPORT TRADE
DEVELOPMENT**

Highlights	16
Agri-Food, Fish and Resource Products	16
Agri-Food Division	16
Consumer Products	16
Fisheries	17
Defence Programs and Advanced Technology	17
Aerospace and Defence Programs	17
Information Technologies and Electronics	18
Science and Technology	18
Machinery, Transportation and Environmental Equipment	19
Export Programs and Service Industries.....	19
Investment Promotion.....	19
Program for Export Market Development	19
International Financial Services and Capital Projects	20
International Trade Centres and Export Education	20
Trade Information Systems and World Information Network	21
Business and Transportation Services	22
Trade Advisory Committees Secretariat	22
Trade Development Secretariat	23

**CHAPTER 4
INTERNATIONAL
AFFAIRS AND
MULTILATERAL
COOPERATION**

Highlights	24
The United Nations	24
The Commonwealth.....	25
Human Rights and Social Affairs	25
International Women's Equality	25
La Francophonie	26
The Environment.....	26
Special Advisor to the SSEA on the Environment	26
Marine Conservation	26
Nuclear Issues.....	27
Nuclear Non-Proliferation	27
Environmental Considerations	27
Nuclear Exports	27

**CHAPTER 5
CANADA'S
INTERNATIONAL
RELATIONSHIPS**

Highlights	28
The United States	28
Export Trade Relations	29
Defence	29
Canada-United States Fisheries Relations	29
Environmental and Other Transboundary Issues	29
Public Affairs Programs	30
Latin America and the Caribbean	30
Trade with Latin America	30
Mexico: New Opportunities, New Approaches	31
North American Free Trade.....	31
The Caribbean	31
Africa	31
Francophone Africa	32
Anglophone Africa	32
Southern African Task Force	32
Trade with Africa.....	33
Asia and the Pacific	34
Japan	34
Korea	34
Hong Kong.....	34
People's Republic of China.....	35
Taiwan	35
Southeast Asia — the Association of Southeast Asian Nations.....	35
Trade with ASEAN.....	35
Indochina	36
Vietnam.....	36
South Asia: India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Nepal, Afghanistan, Myanmar.....	36
Trade with South Asia	37
Australasia: Australia, New Zealand and the South Pacific.....	37
Trade with Australia	37
Trade with New Zealand	37
South Pacific Islands	37
Immigration	38
Public Affairs	38

Western Europe and the European Community	38
Trade	39
The European Community	39
Immigration	40
Public Affairs Programs in Western Europe	40
The Soviet Union and Central/Eastern Europe	41
Task Force on Central and Eastern Europe	42
Trade	42
Immigration	43
Academic, Cultural and Scientific Relations	43
The Middle East	44
Highlights	46
Peacekeeping and Defence	46
NATO and Canadian Defence Relations	46
Canada-U.S. Defence Relations	46
The Gulf Crisis	47
Peacekeeping and Military Training Assistance	47
Arms Control and Disarmament	47
Conference on Security and Cooperation in Europe	49
Highlights	51
Introduction	51
Consular Services	51
Immigration and Refugees	53
Passport Services	54
Private International Law	54
Access to Information and Privacy	55
Highlights	56
The Arctic	56
Canada-France Maritime Issues	56
Law of the Sea	56
Trade Law	57
Environmental Law	57
Criminal Law	58

**CHAPTER 6 —
DEFENCE AND
COLLECTIVE
SECURITY**

**CHAPTER 7 —
PROTECTION
OF PRIVATE
INTERESTS**

**CHAPTER 8 —
INTERNATIONAL
LAW**

Diplomatic Law	58
Treaty Law	58
Economic Law	59

**CHAPTER 9
COMMUNICATIONS
AND CULTURE**

Highlights	60
Corporate and Media Communications	60
Corporate Communications	60
Media Relations	60
Library Services	61
Trade and Foreign Policy Communications	61
Foreign Policy Communications	61
Trade Communications	62
International Cultural Relations	62
International Expositions	62
Culture and Sport	63
Canadian Studies	63
Scholarly Exchanges	64
International Education	64
International Exchanges	64
Historical Affairs	64

**CHAPTER 10
POLICY
COORDINATION,
CORPORATE
MANAGEMENT
AND
PERSONNEL**

Highlights	65
Corporate Management	65
Overview	65
Resource Planning and Management Secretariat	66
Office of the Inspector General and Audit and Evaluation Division	66
Finance, Administrative Services and Budget	66
Budget	67
Canadian On-line Secure Information and Communications System	68
Information Resource Management	68
Physical Resources	69
Policy Planning and Coordination	70
Personnel	70
Departmental Ombudsman	71
Protocol Services and Diplomatic, Consular and other Representatives in Canada	71

	Federal-Provincial Coordination	72
	Security and Intelligence.....	73
	Security.....	73
	Intelligence.....	73
APPENDIX I	Organizational Chart	79
APPENDIX II	Treaty Actions Taken by Canada in 1990	80

GLOSSARY

ACRONYMS AND ABBREVIATIONS

ACBC	ASEAN-Canada Business Council
ACCT	Agency for Cultural and Technical Cooperation
ADB	African Development Bank
AFAP	Atlantic Fisheries Adjustment Program
ANC	African National Congress
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations (Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore, Thailand)
BIE	Bureau international des expositions
CAIPS	Computer Assisted Immigration Processing System
CANDU	Canadian Deuterium Uranium (reactor)
CATS	COSICS Automated Text Storage System
CFE	Conventional Armed Forces in Europe
CIDA	Canadian International Development Agency
CIM	Inter-American Commission of Women
COCOM	Coordinating Committee for Multilateral Export Controls
CONFESJES	Conference of Youth and Sports Ministers
CONFEMEN	Conference of Ministers of Education
COSICS	Canadian On-Line Secure Information and Communications System
CPI	Canada Pork International
CSBM	Confidence and Security-Building Measures
CSCE	Conference on Security and Cooperation in Europe
C.S.F.R.	Czech and Slovak Federal Republic
CTOT	Canadian Trade Office in Taipei
DPSA	Canada-U.S. Defence Production Sharing Arrangement
EAITC	External Affairs and International Trade Canada
EBRD	European Bank for Reconstruction and Development
EC	European Community (Belgium, Denmark, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, U.K.)
EDC	Export Development Corporation
EDI	Electronic Data Interchange
FAO	Food and Agricultural Organization
F.R.G.	Federal Republic of Germany
FTA	Canada-U.S. Free Trade Agreement
G-7 countries	Canada, France, Germany, Italy, Japan, U.K., U.S.
G-24 countries	Algeria, Ivory Coast, Egypt, Ethiopia, Gabon, Ghana, Nigeria, Zaïre, Argentina, Brazil, Colombia, Guatemala, Mexico, Peru, Trinidad-Tobago, Venezuela, India, Iran Islamic Republic, Lebanon, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Syrian AR, Yugoslavia
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GDP	Gross Domestic Product
GENEXAG	General Exchange Agreement (between Canada and U.S.S.R.)
GGIP	Going Global Investment Program
GNP	Gross National Product
IAEA	International Atomic Energy Agency
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICCS	International Council for Canadian Studies
IDP	Investment Development Program

IFI	International Financial Institution
IMF	International Monetary Fund
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
ITAC	International Trade Advisory Committee
ITC	International Trade Centre
LAN	Local Area Network
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale
MITNET	EAITC Telecommunications Division Network
MTCR	Missile Technology Control Regime
NAFO	Northwest Atlantic Fisheries Organization
NAFTA	North American Free Trade Agreement
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NEA	Nuclear Energy Agency
NEBS	New Exporters to Border States (Program)
NEXOS	New Exporters to Overseas (Program)
NEXUS	New Exporters to U.S. South (Program)
NORAD	North American Aerospace Defence
NPT	Non-Proliferation Treaty
NSG	Nuclear Suppliers Guide
OAS	Organization of American States
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
ONUCA	United Nations Observer Group in Central America
PJBD	Permanent Joint Board on Defence
P.R.C.	People's Republic of China
RDP	Research, Development and Production
SAGITs	Sectoral Advisory Groups on International Trade
SSEA	Secretary of State for External Affairs
TAMS	Trade Activity Management System
TIP	Technology Inflow Program
TRIMs	Trade-Related Investment Measures
TRQ	Tariff Rate Quota
U.K.	United Kingdom
UN	United Nations
UNCED	United Nations Conference on Environment and Development
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNGA	United Nations General Assembly
UNHCR	United Nations High Commission for Refugees
UNIKOM	United Nations Iraq/Kuwait Observer Mission
UNRWA	United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East
UNSC	United Nations Security Council
URNG	National Revolutionary Unity of Guatemala
U.S.	United States
U.S.S.R.	Union of Soviet Socialist Republics
WIN	World Information Network

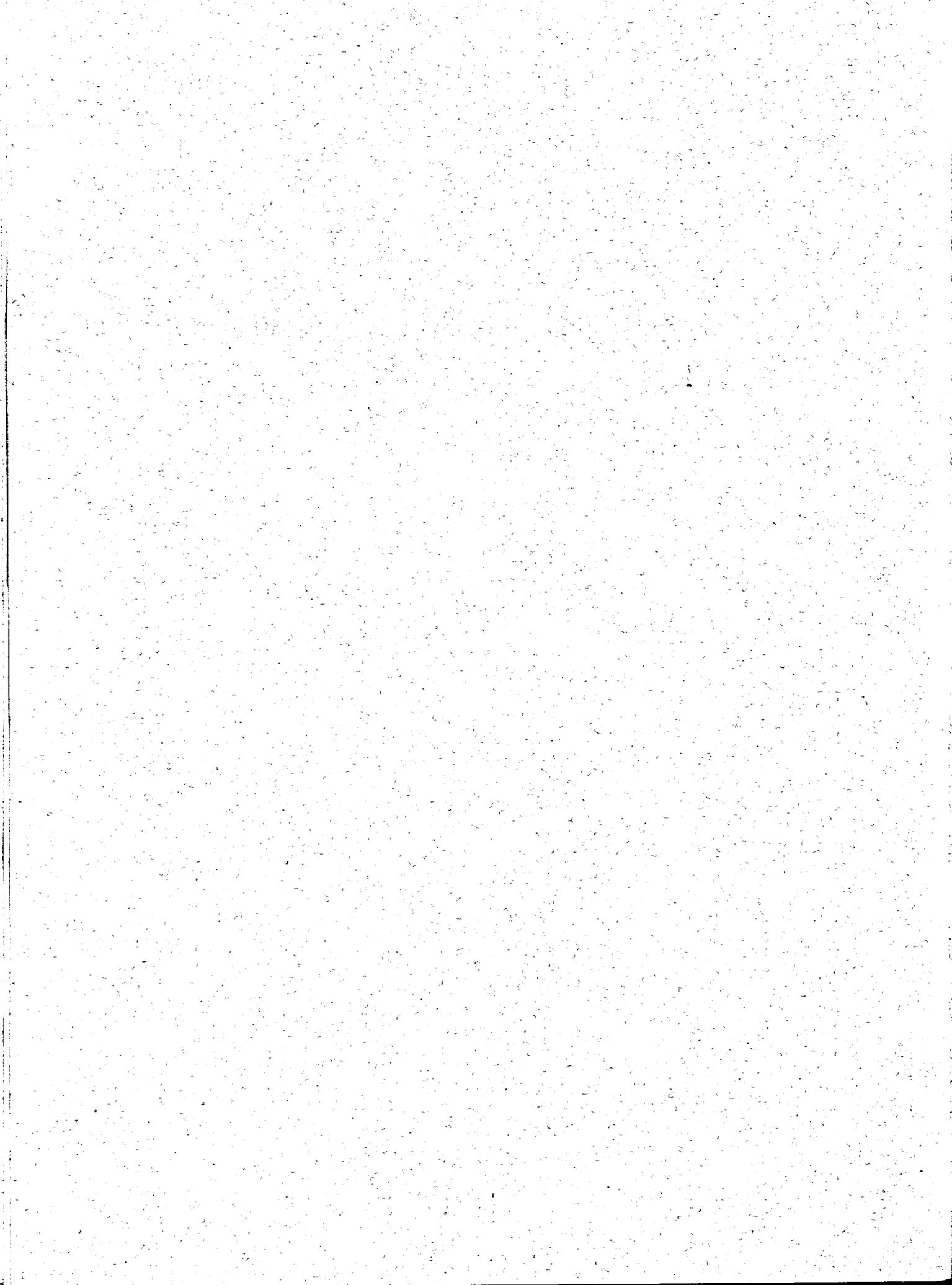
OUR MISSION

To portray, promote and defend the interests of Canada and the common values of Canadians in the world;

To bring awareness and understanding of the world to Canadians;

To serve Canadians at home and abroad.

The Corporate Review
June 1990



CHAPTER 1 OVERVIEW

The year under review, from April 1, 1990 to March 31, 1991, has been marked by political events that have changed the balance of world power and have presented challenges in diplomacy and exciting opportunities for trade. The unification of Germany, the rapid changes in the Soviet Union, and the Gulf War have had a major impact on Canada's diplomatic missions. Through External Affairs and International Trade Canada, the government has sought to advance the cause of democracy and to alleviate human suffering, while promoting Canada's interests on the world stage.



Photo: Klaus Müller

Mr. Joe Clark at the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE)

MULTILATERAL ACTIVITIES

Canada places great importance on her role in, and support of, many multilateral associations now dealing with these world changes. As a member of the United Nations Security Council until December 1990, Canada took part in extensive UN deliberations aimed at preventing the outbreak of the war in the Middle East. In January, when Iraq could not be persuaded to withdraw peacefully from Kuwait, Canada supported the UN resolutions and committed troops to the Gulf. Canada also showed leadership at the UN on the arms embargo to South Africa, and as a member of the United Nations Observer Group in Central America (ONUCA).

The Paris Summit of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) in November 1990 marked the end of the Cold War in Europe. The Charter of Paris for a New Europe proclaimed friendly relations among 34 participating states, and the Conventional Forces in Europe Treaty stated that the 22 countries belonging to the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the Warsaw Pact are no longer adversaries. The Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs, who represented Canada at the meetings, pressed for a conflict prevention centre and recognition of the human dimension in world events.

At the July Summit of NATO leaders, Prime Minister Mulroney and other Alliance leaders issued the London Declaration. This document recognized

the fundamental changes which have occurred in Europe and launched a program to transform NATO in light of these changes.

The Houston Economic Summit focused on the U.S.S.R., trade and the environment. Summit leaders recognized democratic developments in Central and Eastern Europe and launched a study into the Soviet economy to make recommendations for its reform. Canadian initiatives included environmental indicators, land-based sources of coastal pollution, and ecolabelling. The Statement of Transnational Issues condemned terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction.

The Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations continued with the resolution of agricultural issues having high priority.

Canada supported human rights, democratic values and women's equality at Commonwealth meetings throughout the year. The Commonwealth Committee of Foreign Ministers, chaired by the Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, continued its work towards the end of apartheid in South Africa.

Since the Dakar Francophone Summit in May 1989, 90 projects have been implemented. They encompass agriculture, the environment, education, culture, science and technical development. A Conference of Ministers of Culture was held in Liège, Belgium, in November, to support Francophone cultural industries.

INTERNATIONAL RELATIONS

THE UNITED STATES

Canada-United States relations focused on a number of key issues including trade, defence, scientific cooperation and the environment. Prime Minister Mulroney and President Bush have met 11 times since January 1989. After several years of negotiation, on March 13, 1991, the Air Quality Agreement was signed which should reduce by half the cross boundary flow of pollution in the form of acid rain.

As Canada's largest foreign investor, the U.S. accounts for almost 70 percent of foreign direct investment in Canada. Total two-way merchandise trade amounted to \$203.4 billion. New Exporters Programs, NEBS and NEXUS, supported by 12 Canadian consulates and 15 satellite offices, attracted participants in the areas of federal government procurement, environmental equipment, information technologies and consulting services.

Public affairs programs reinforce the image of Canada as a responsible partner on the continent in trade, defence and the environment.

LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

This was the second year of the government's Strategy on Latin America, and the Department's activity in the area has intensified. In June 1990, the Minister for External Relations and International Development, the Honourable Monique Landry, attended the Organization of American States (OAS) General Assembly in Paraguay where a Canadian initiative to establish a Unit for the Promotion of Democracy was unanimously adopted. Other OAS activities in which Canada was involved included a commission on women and a forum on drug abuse.

Canada focused on consolidating and strengthening democratic institutions, especially with regard to the elections in Haiti where Canada provided \$1 million and observer support.

Economic relations have improved throughout Latin America. Exports and investment have risen, specifically \$490 million to Brazil; \$230 million to Venezuela.

In spring 1990, Les Grands Ballets Canadiens, financially assisted by the Department, successfully toured Mexico, Venezuela and Brazil.

AFRICA

Many African countries have taken steps towards democratization in the past year. Canada is encouraging economic and social reforms, and has provided humanitarian assistance to Liberia, Somalia, the Sudan and Ethiopia.

In September, President Mugabe of Zimbabwe visited Canada in recognition of the role Canada has played in the economic development of Zimbabwe and other southern African countries.

The issue of apartheid continued to dominate relations with South Africa. Although most of the pillars of apartheid have been removed, Canada maintained trade restrictions to ensure that the South African government honoured the promises it has been making to the international community to end racial segregation. They include the return of exiles, the release of political prisoners, and the review of repressive legislation.

In June, Nelson Mandela, Vice-President of the African National Congress (ANC) visited Canada shortly after the South African government released him from detention. At that time, Prime Minister Mulroney pledged \$5.85 million to assist returning exiles and former political prisoners.

ASIA AND THE PACIFIC

Eleven of the world's fastest growing economies are in Asia and the Pacific, and by the year 2000, the area is expected to contain 70 percent of the world's population. Japan is second only to the U.S. in trade with Canada. In Japan, Mr. Clark met with then Japanese Foreign Minister Taro Nakayama, and launched the North Pacific Cooperative Security Dialogue. Trade with China is increasing.

Canada's involvement in the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) is the cornerstone of relations with Southeast Asia. Business, academic and cultural contacts are rapidly developing, and bilateral trade reached \$3.4 billion in 1990.

Canada resumed official development assistance to Vietnam, Cambodia and Laos. Canada has now committed more than US\$112 million to projects in Vietnam.

In South Asia, aid has been given to Bangladesh where a number of natural disasters, including cyclones and floods, devastated the country. Both Madame Landry and the Honourable Barbara McDougall (as Minister for Employment and Immigration) paid official visits to South Asia during the fiscal year.

Canada, as one of the six dialogue partners, took part in the second South Pacific Forum Dialogue Meeting in Vanuatu.

During the year under review, Asia and the Pacific were an extremely important source of immigrants to Canada, many of them entrepreneurs and investors who will contribute much to the Canadian economy.

The Department hosted Canada Business and Technology Week in Seoul, November 1990, and Canada Week in Taipei, among other public affairs programs, to raise Canada's image in Asia Pacific.

WESTERN EUROPE AND THE EUROPEAN COMMUNITY

Canada's involvement in the evolution of Europe included participation in world forums and discussion at inter-governmental bodies such as NATO. Consultations were carried out with French Prime Minister Michel Rocard, and the Prime Minister of Italy, Giulio Andreotti, and Canada hosted German President Richard Von Weizsaecker.

In anticipation of the institution of a single market in the European Community, the Department has distributed sectoral reports on Europe 1992 to business and academic communities. A declaration on EC-Canada relations has highlighted the importance Canada and the European Community hold for one another.

Public affairs programs included a large publicity campaign to alert European decision makers of the dangers of overfishing in the North Atlantic. TV5, a Francophone television network in which Canada is involved, is giving Canadian programming a wider international audience.

THE SOVIET UNION AND CENTRAL AND EASTERN EUROPE

Massive changes have been occurring in the whole structure of the U.S.S.R. The Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, paid a working visit to the U.S.S.R. and President

Mikhail Gorbachev visited Canada to seek support for his reforms and financial and technical assistance.

The Task Force on Central and Eastern Europe, with a \$35-million Technical Assistance Program, is at the centre of Canada's efforts to support the emerging market economies and democratization in the area. The Task Force launched a project identification mission to the Czech and Slovak Federal Republic in November 1990. Assistance programs were established for Poland and Hungary as well as for the C.S.F.R. Canada is providing technical assistance, management expertise and food aid.

Canada has been supportive of the political and economic reform in the U.S.S.R., but is taking a cautious approach to assure that the proposed liberalization will be accomplished peacefully. In response to the killing of civilians in Lithuania and Latvia by the Soviet military, Canada suspended technical assistance and a line of credit for food to the U.S.S.R.

Cultural relations were fostered through international expositions, educational exchanges, and the promotion of Canadian Studies centres abroad.

MIDDLE EAST

The Persian Gulf crisis required Departmental involvement at many levels from international dialogue and peacekeeping efforts to communications links between the Canadian government and the forces deployed. Implications for the whole of the Middle East were staggering, including extreme physical hardship and the displacement of thousands of people. Canada provided peacekeeping forces to the United Nations Iraq/Kuwait Observer Mission (UNIKOM) and is currently involved in both the cleanup and the rebuilding of Kuwait.

On March 31, 1991, Canada provided some \$26 million to the Government of Egypt as well as \$13 million in debt relief to help with refugees.

Jordan was another of the prime beneficiaries of the \$75 million Canada has allocated to assist those countries suffering the effects of the war.

The Secretary of State for External Affairs visited Israel in November 1990 and in March 1991. Mr. Clark also visited Iran and Jordan and met with Saudi leaders and the President of Syria. Following the Gulf crisis, there is a new urgency to find a just settlement to the Arab-Israeli conflict. Canada fully supports UN and U.S. efforts to achieve peace in the Middle East.

TRADE POLICY AND TRADE DEVELOPMENT

Trade policy enhanced the competitiveness of Canadian industries, their technological adaptation and their access to foreign markets.

Important decisions at meetings of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) during the course of the year included the accession of El Salvador and Guatemala to the GATT and the admission of the U.S.S.R. as an observer. Canada's interests were advanced on free trade, trade-related environmental concerns, and the issue of the access of Canadian wheat to the European Community.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) is contributing effectively to the \$200 billion in two-way trade between Canada and the United States. A third round of tariff reductions took place in January 1991, improving Canada's position in relation to the world's largest market. The proposed North American Free Trade Agreement with Mexico and the United States will aim to build on those achievements. Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America and the Caribbean, with Canadian exports totalling almost \$600 million.

The Department operates a number of programs to help Canadian producers and manufacturers be more competitive internationally, and to attract investment to Canada. Recipients of the Technology

Inflow Program reported sales of \$156 million and the creation of 1 550 jobs. Such programs as the Investment Development Program, Going Global and the Program for Export Market Development (PEMD) encouraged investment in Canada and the sale of goods abroad. PEMD has both government-initiated and industry-initiated components. Sales as a result of industry-initiated marketing activities have reached \$600 million.

International Trade Centres across Canada provide a link to the Department's services in Ottawa and abroad.

The Department has continued efforts to develop new markets and marketing strategies for all areas of agriculture and food supplies, fish and consumer products. It has investigated ways to link companies producing similar or complementary products and present them to the international marketplace, combining promotional efforts to strengthen sales. In 1990, the Department sponsored Canadian participants in 55 Western European trade fairs including 18 national stands.

During the fiscal year, Canada recorded a growth in Canadian exports and the trade balance showed a surplus of \$12.4 billion, an increase of \$8.9 billion over 1989.

SECTORAL ACTIVITIES

THE ENVIRONMENT

A Special Advisor to the Secretary of State for External Affairs was appointed in the fall of 1990 to deal specifically with environmental issues. Preparatory meetings for the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) have already taken place. Canada's concerns include forestry, biodiversity and climate change.

Canada hosted the April 1990 meeting of the Arctic Environmental Protection Initiative of the eight circumpolar nations where an Arctic Environment Protection strategy was drafted. EC overfishing of Canadian waters continued despite Northwest Atlantic Fisheries Organization opposition.

Concern for the environment covers all issues from recycling efforts at headquarters to analysis of the ozone layer.

LAW

Negotiations continued on Canada-France maritime issues, primarily the dispute over fishing rights in the waters surrounding the islands of St. Pierre and Miquelon.

New legislation allowed Canada to ratify the 1977 protocols of the Geneva Convention on the wartime treatment of prisoners and the sick and wounded.

The Department also dealt with issues such as protection for intellectual property, precursor chemicals, money-laundering, science and technology agreements, chemical weapons and nuclear accidents.

DEFENCE

Arms control and disarmament were major issues on the international stage, the situation in the Middle East making it even more important to identify weapons of mass destruction and halt their

proliferation. In February, the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs proposed new measures specifically aimed at curbing proliferation, including a gathering of leaders to issue a statement of global political will condemning these weapons.

The North American Aerospace Defence (NORAD) Agreement between Canada and the United States was renewed for a further five years.

IMMIGRATION

In 1990, the Canadian government announced a five-year plan increasing immigration from

200 000 in 1990 to 220 000 in 1991, and then to 250 000 per year until 1995.

Because of the vast political and economic changes taking place in Europe, there was increased pressure on Canadian immigration facilities. In 1990, Canada accepted 13 442 refugees and 37 944 immigrants from Western Europe. Many Eastern European refugees have also funnelled through Western Europe during the year. Two computer systems, the Computer Assisted Immigration Processing System (CAIPS) and Immigration Mega, allow the Department to track people through the process.

ADMINISTRATION

Departmental expenditures for the fiscal year totalled \$1 150.5 million. Severe cutbacks in the operating budget of the Department have led to new cost-accounting measures and overall efforts at cost-effectiveness. To this end, a Corporate Review was undertaken to study operations at headquarters and abroad. The results, published in June 1990, recommended the reorganization of several divisions. The Audit and Evaluation functions were combined under an Inspector General, a Ministerial Correspondence Unit was created to answer letters on behalf of the Ministers, and the New Resource Planning and Management Secretariat assumed responsibility for departmental resources.

Public Service 2000 and the Corporate Review led to some repositioning of staff and some reductions by attrition. Further training has been initiated, and a Departmental Ombudsman was appointed.

The Corporate Review also indicated the need for a Consular Immigration and Passport Affairs Branch. During the 1990 calendar year, at posts abroad, the Department issued 181 902 immigrant visas and 644 889 visitor visas. Canada now has 5.6 million passports in circulation.

The Department continued to enhance its computer networks for communications and data retrieval. MITNET, for example, combines voice, data, facsimile, and message traffic using the latest Canadian technology.

In an effort to reduce high rentals in some foreign countries, Canada is purchasing more property through the Long-Range Capital Program. A major accomplishment was the \$200-million redevelopment of the Tokyo Embassy.

CONCLUSION

The complexity and flux of the world situation, the economic realities of the recession and the internal restructuring and fiscal restraints made this a year that challenged the Department's resources. Employees at all levels deserve credit for diligence

and enterprise. With their help, External Affairs and International Trade Canada will continue to promote Canada at home and abroad, to foster international trade, and to influence and administer the government's foreign policy in the years ahead.

CHAPTER 2 CANADA AND WORLD TRADE

Highlights

- *Canada serves on board of European Bank for Reconstruction and Development.*
- *First annual report on export of military goods.*
- *Canada controls exports to Iraq.*
- *Houston Economic Summit launches economic dialogue with the U.S.S.R.*



A ceremonial drum dance performed by natives of the Dene Community of Dettah for delegates at the Arctic Environmental Protection Initiative of the eight circumpolar nations meeting in Yellowknife — April 1990.

THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Following a slowdown in the latter half of 1990, economic growth in the industrialized countries stagnated in the first half of 1991. Restrictive monetary conditions and a sharp decline in consumer confidence in reaction to the Gulf War resulted in average economic growth estimated at 1.5 percent for the latter half of 1990, and 0.3 percent for the first half of 1991. This compared with an estimated 4 percent in 1989. The United States, the United Kingdom and Canada entered recessions. France and Italy saw their rates of growth decline to near zero while the growth rates of Japan and Germany slowed. By the end of the period under review, however, there were clear signs that growth had returned to industrialized countries, although in some cases that growth was still tentative.

The countries of Eastern and Central Europe suffered real declines in their economies of an estimated 10 percent for the region, as a result of the impact of a shift to world prices and convertible

currency settlements as well as the loss of the dominant Soviet market. In the first half of 1991, there were signs that internal restructuring and external financial flows were, to some extent, offsetting these negatives.

In the developing world, growth rates fell as a result of the decline in the industrialized countries. The exceptions were oil-exporting countries, which benefited from a brief period of high oil prices following the invasion of Kuwait by Iraq, and some economies in Asia which continued to register relatively strong growth. African countries continued to face enormous economic difficulties due to declining terms of trade in resource products and continuing difficulties with high levels of debt. In Latin America, the introduction by some countries of reform programs to remove trade impediments and attract external financing began to have an effect, but the burden of debt continued to restrict investment and growth.

TRENDS IN CANADA'S INTERNATIONAL TRADE

Canadian exports grew by 7.2 percent in 1990, a considerable rise from the 1989 growth of 0.1 percent. At the same time, merchandise imports increased marginally by 0.8 percent, down from an increase of 3.1 percent in 1989. The growth in exports reflects continued growth in world demand for Canadian goods, while the slowdown in import growth reflects the impact of the recession on Canadian domestic demand over the second half of 1990.

As a result of the rebound in export growth and stagnant import growth, the trade balance recorded a surplus of \$12.4 billion, an increase of \$8.9 billion over 1989.

Adjusting for price changes, the volume of Canadian exports grew 4.5 percent, up from 1.1 percent in 1989, while Canadian imports declined marginally by 0.4 percent after rising 4.8 percent in 1989.

The Canadian share of world merchandise trade slipped to just below 4 percent in 1990.

Canadian terms of trade fell 2 percent in 1990, following three consecutive years of increases. The fall in the terms of trade reflects a decline in non-energy commodity prices due mostly to slowing world demand. Commodity prices for many base metals fell sharply in 1990, as did pulp and paper export prices, reflecting slowing demand on those products. Grain prices also fell due to large harvests as well as large agricultural subsidies awarded by certain countries. Partially offsetting these declines was the sharp increase in crude petroleum prices over the second half of the year due to the uncertainty over the Persian Gulf conflict. Import and export prices for crude petroleum generally moved together over this period.

The composition of Canadian exports changed slightly in 1990. Due to depressed sales in the U.S. market, Canada's motor vehicles and parts exports fell \$700 million, the first decline in four years. Thus, for the first time in 20 years, other manufactured goods accounted for a larger portion of Canadian exports. Other manufactured goods grew by \$3.6 billion in 1990, led by a \$2 billion jump in the export of communications and electronic equipment and \$1 billion in aerospace components and products. Other export commodity groups that contributed to the overall growth in exports in 1990 included wheat (up \$800 million), crude petroleum (up \$1.2 billion), and natural gas and other energy

products (up \$1.1 billion). Non-energy natural resource exports recorded declines in wood, pulp and paper, and metal and minerals exports.

Despite gains in some areas, Canadian imports grew only marginally as the majority of the specific import commodity groupings recorded decreased import levels. Imports of motor vehicles and parts recorded the largest decline (\$1.5 billion) due to the slowdown in economic activity and consumer demand in Canada over the course of the year. Other manufactured goods and non-energy natural resource materials declined by \$0.7 and \$0.4 billion respectively. Offsetting these declines were increased imports of crude petroleum of \$1.8 billion due to the increased oil prices during the early stages of the Persian Gulf crisis. In addition, imports of food rose \$0.5 billion, while other consumer goods imports increased \$0.8 billion.

Canadian merchandise trade exports grew by 3.3 percent in 1990. As shown in Table 2.1, strong export growth to the United States (9.6 percent) was the major contributor to the overall increase in exports. Exports to Europe also increased in 1990 by 6.3 percent, with a strong growth in exports to Eastern Europe and the U.S.S.R. of 38 percent. Strong growth of 15 percent was also realized in exports to Africa and South America. Partially offsetting these gains were declines in exports to the Asia-Pacific region, the Middle East, and Central America and the Caribbean of 3.9, 10.5 and 16.6 percent, respectively.

For the majority of the remaining trading regions, imports registered declines. Imports from the Asia-Pacific and Latin American regions fell 0.5 and 12.5 percent, respectively. Offsetting these declines was an 8.9 percent increase in imports from Europe and a 17.9 percent increase from the Africa-Middle East region.

The Canadian merchandise trade surplus increased by \$3.8 billion in 1990 to \$10.9 billion. The major contribution to this jump was a \$5.4 billion increase in the merchandise trade surplus with the U.S. to \$17.5 billion. Trade deficits with Europe and the Asia-Pacific region increased slightly in 1990, recording trade deficits of \$4.4 and \$3.3 billion, respectively. The Canadian trade deficit with Latin America improved by \$0.5 billion to \$1.9 billion while the small trade surplus with the Africa-Middle East region fell from \$0.6 billion to \$0.2 billion.

TABLE 2.1

**CANADA'S
PRINCIPAL
TRADING
REGIONS:
MERCHANDISE
EXPORTS,
IMPORTS
AND TRADE
BALANCES**

(CUSTOMS BASIS)
C\$ MILLIONS

Merchandise Trade With:	Exports 1990	Yr-Over-Yr Percent Change 1990/89	Imports 1990	Yr-Over-Yr Percent Change 1990/89	Trade Balance 1989	Trade Balance 1990
World	148 665	7.2	136 224	0.8	3 510	12 440
United States	111 381	9.6	87 895	(0.2)	13 488	23 486
Europe	15 780	6.3	20 227	8.9	(3 723)	(4 446)
Western Europe	14 459	4.1	19 627	9.0	(4 112)	(5 167)
of which EC (12)	12 191	2.5	15 616	4.7	(3 025)	(3 425)
Eastern Europe and U.S.S.R.	1 321	38.0	600	5.6	389	721
Asia - Pacific	16 237	(3.9)	19 535	(0.5)	(2 751)	(3 299)
Asia	15 143	(2.7)	18 540	(1.1)	(3 181)	(3 397)
of which Japan	8 230	(6.9)	9 523	(0.4)	(719)	(1 293)
China	1 655	44.4	1 394	17.9	(36)	262
Pacific	1 094	(17.3)	995	11.6	430	99
Latin America	2 703	(3.0)	4 582	(12.5)	(2 449)	(1 879)
South America	1 378	15.0	2 198	(11.9)	(1 298)	(821)
Central America and Caribbean	1 325	(16.6)	2 383	(13.0)	(1 151)	(1 058)
Africa - Middle East	2 521	(1.1)	2 283	17.9	611	238
Middle East	1 434	(10.5)	1 157	48.5	824	277
Africa	1 087	15.0	1 126	(2.7)	(213)	(39)

Source: Cansim Database

MULTILATERAL TRADE ACTIVITIES

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE

The General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) provides for tariff concessions and "most favoured nation" treatment among participating countries, and sets rules and regulations governing the conduct of international trade.

The GATT Affairs Division advises other government departments on how proposed federal or provincial legislation corresponds to GATT requirements. It also examines the legislative initiatives of other members and defends Canada's interests from possible violations of GATT obligations.

Over the past year, the Division advanced Canada's trade and economic interests in the GATT on a range of issues:

- accession to the GATT of El Salvador and Guatemala;
- admission of the U.S.S.R. as an observer;
- impact of German unification;
- Canada-U.S. Free Trade Agreement;
- import, distribution and sale of beer by provincial marketing agencies;
- access of Canadian wheat to the European Community;
- domestically prohibited goods and other hazardous substances; and
- interrelationship of trade and the environment.

INTELLECTUAL PROPERTY

Canada has important international interests in the area of patents, copyrights, semi-conductor chips, industrial designs, trademarks, trade names and appellations of origin. The Intellectual Property Division seeks to protect Canada's interests allowing access to foreign technologies and increasing domestic competitiveness. The Division also ensures that foreign measures regarding intellectual property do not hinder Canada's exports or trade.

Canada is an active participant in the World Intellectual Property Organization and in the current negotiations in the GATT on trade-related intellectual property.

The International Convention for the Protection of New Varieties of Plants came into effect for Canada in 1991, establishing a system to protect breeders of new plant varieties.

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT

The Minister for International Trade, John C. Crosbie, led the Canadian delegation to the annual ministerial meeting of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) in May.

Much work focused on non-members, and, in particular, on enhancing the dialogue with the dynamic Asian economies to advance their integration into the international trading system.

The Committee is also involved in policy development support for Central and Eastern Europe, and has encouraged OECD countries to make a common response to the market-based economic reform in that area.

Canada's participation in the Trade Committee of the OECD supports the smooth functioning of the international trading system. Activities include reporting of members' trade policy initiatives, assessment of the progress in the Uruguay Round of trade talks, and analysis of the use, impact and interrelationship of various trade policy instruments.

In December 1990, members of the Development Assistance Committee (DAC) met for their annual high-level meeting. DAC members reviewed the implications of the previous year's activities on development cooperation and focused their discussion on the crisis in the Gulf and the end of the Cold War which bring new challenges to both developed and developing countries. The members welcomed the widening consensus on the importance of these issues and supported special measures to meet the urgent needs of the developing countries facing complex repercussions.

The Technology Economy Program, a significant three-year study of the relationship between technological advances, economic development and social adjustment, culminated in the concluding conference in Montreal in March.

The OECD Agriculture Committee and the Joint Working Party of the Agriculture Committee and the Trade Committee continued to monitor domestic agriculture policies.

A major new area of activity for the Trade Committee has been policy analysis of the interrelationship between trade and the environment.

The Fisheries Committee continued to provide comprehensive monitoring reports on the fisheries, and, with the encouragement of the Canadian delegation, has been informally reviewing major developments in the fisheries' policies of OECD member states.

THE EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

The European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), headquartered in London, was formally inaugurated April 15-17, 1991,

following a year of preparations in which Canada actively participated. The purpose of the EBRD is to foster the transition of Central and Eastern European countries to market-oriented economies and democracies. Canada's share of the Bank is 3.4 percent, which ensures Canada a seat on the Board of Directors. The Minister of Finance serves as a governor of the Bank, and the alternate is the Under-Secretary of State for External Affairs. Issues of particular interest to the Department include trade and investment opportunities for Canadian businesses, as well as the EBRD's environmental and human rights policies.

INTERNATIONAL FINANCIAL AND INVESTMENT AFFAIRS

ANNUAL ECONOMIC SUMMIT

The Houston Economic Summit in July 1990 focused on three principal issues: the U.S.S.R., trade, and the environment. Other issues included securing democracy, relations with developing countries, debt, and narcotics.

Summit leaders responded to a letter from President Mikhail Gorbachev seeking dialogue. They requested that, by the end of 1990, the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the OECD and the designated President of the EBRD, in consultation with the Commission of the European Community, undertake a detailed study of the Soviet economy to make recommendations for its reform. The study must also establish the criteria under which Western economic assistance could effectively support these reforms.

The Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations was recognized as the highest priority on the international economic agenda. The Summit leaders sent a clear signal that progress on world agricultural issues is critical and that they would take the difficult political decisions necessary to achieve far-reaching, substantial results in all areas of negotiation. The leaders further agreed that the concept of an international trade organization should be addressed at the conclusion of the Round.

The leaders supported the Second World Climate Conference and the conclusion of a framework climate change convention by 1992. They also agreed to negotiate a global forest convention. Canadian initiatives on environmental indicators, land-based sources of coastal pollution, overfishing, and eco-labelling (the voluntary inclusion of environmental

information on consumer goods) were recognized and included in the communiqué.

The Summit leaders celebrated the renaissance of democracy in Central and Eastern Europe and throughout much of the world and expressed their determination to assist other peoples to achieve and sustain economic prosperity and political freedom. The leaders noted that prospects for closer cooperation with China would be enhanced by renewed political and economic reform, particularly in the field of human rights.

The Statement on Transnational Issues reaffirmed the condemnation of terrorism in all its forms and expressed concern over the threat to international security posed by the proliferation of nuclear, chemical and biological weapons, and of ballistic missile weapons delivery systems.

ENERGY AND THE ENVIRONMENT

The Energy and Environment Division was actively involved in a wide range of intergovernmental conferences and negotiations. The most significant ones were the Montreal Ozone Protocol Review Meeting (London, June 1990); the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) meeting (Sweden, August 1990); and the Second World Climate Conference (Geneva, October 1990).

The Montreal Protocol Multilateral Fund Secretariat was established in Montreal. The Secretariat dispenses money and technology to enable countries to replace outdated equipment.

The Division developed Canadian positions for the negotiations for both a Climate Change Convention and a Biodiversity Convention, which

commenced in early 1991. The Biodiversity Convention would encourage the preservation of life forms currently in danger of extinction.

The Division has played a key role in the Arctic Environmental Protection Initiative of the eight circumpolar nations (Canada, United States, U.S.S.R., Norway, Finland, Sweden, Iceland and Denmark). Canada hosted the April 1990 meeting in Yellowknife where delegates drafted an Arctic Environmental Protection Strategy.

Iraq's invasion of Kuwait in August 1990, and the subsequent embargo on purchases of oil from these countries, raised questions of energy security. Cooperating with the Department of Energy, Mines and Resources, the Division was instrumental in monitoring developments in world oil markets and developing a collective response to the crisis, with fellow members of the International Energy Agency. The Division coordinated the international aspects of Canada's involvement in the clean-up of the Gulf oil spill.

The Energy and Environment Division was involved in preparations for the United Nations Conference for Environment and Development (UNCED), to be held in Rio de Janeiro in June 1992. The first two UNCED Preparatory Committees met in Nairobi in August 1990 and Geneva in March 1991. Canada is one of the major financial contributors to the UNCED preparatory process, through a \$1.5-million contribution to the UNCED Secretariat under Secretary-General Maurice Strong, a \$500 000 contribution to the International Institute for Advanced Systems Analysis for a major study for UNCED, and the \$1.5-million "Purple Martin Fund" designed to assist the Brazilian government and non-governmental organizations (NGOs) prepare for hosting the world at UNCED in 1992.

ECONOMIC RELATIONS WITH DEVELOPING COUNTRIES

Official development assistance programs remain central to Canadian efforts to reduce world poverty. However, long-term sustainable development that is politically, economically, environmentally, socially and culturally durable is required. For that reason, appropriate economic policies, open global trading regimes, debt relief, good government, human rights and environmental concerns are being integrated into Canada's development policy.

This broad framework is being adopted because the prospects of developing countries are linked so closely to global financial, trade and environmental factors. These factors define, in turn, the availability and cost of external financing, the value of exports,

access to markets, investment flows and technology transfers. Negotiations in the Uruguay Round would open up global markets fundamental to economic growth in the developing world.

It is equally important to address the heavy debt burdens of developing countries. In response to the 1990 Report of the Standing Committee of External Affairs and International Trade on International Debt and Development released during the year, the government stated its view that many of the poorest countries will need further significant debt relief. Such relief should be linked to commitments to sound economic policies and to the fostering of sustainable development in the recipient countries.

In the past year, Canada participated actively in policy discussions with the regional development banks and UN agencies to press for a broader understanding of the complex range of factors affecting the process of sustainable development.

INTERNATIONAL DEBT

The pursuit of economic reform and growth by many developing countries is being constrained by the burden of international debt. The international community has responded to this problem by providing debt relief in a variety of forms. Countries unable to service their official bilateral debt meet with creditor countries at the Paris Club, where creditors have traditionally agreed to reschedule their loans with lengthy repayment periods.

Canada actively supported a September 1990 agreement among creditor countries to provide more favourable terms for reschedulings for lower middle-income countries, including longer repayment terms and limited voluntary debt swaps. Canada promoted the agreement reached by creditors in 1988 to provide concessional reschedulings for the poorest countries, and has again taken a lead in Paris Club discussions on an enhancement of these terms, arguing the need for a significantly greater degree of relief.

DEBT REDUCTION FOR POLAND

In March 1991, a Polish government delegation and the creditor countries of the Paris Club reached an historic agreement to reduce the Polish debt by 50 percent. It was agreed that the reduction would take place in two stages, with the second stage linked to the successful completion of an economic adjustment program supported by the IMF. The aim of the Paris Club was to support Poland's courageous program of economic reform, replacing a less

productive centrally planned regime with an open competitive economy. Under the agreement, Canada will receive payments from Poland for the first time in a decade.

ASSISTANCE FOR CZECH AND SLOVAK FEDERAL REPUBLIC AND HUNGARY

Canada is a strong supporter of the political and economic transformations taking place in Eastern Europe. As part of a concerted effort with other industrial countries of the G-24 (see Glossary), Canada agreed to provide exceptional balance of payments assistance of US\$25 million to the Czech and Slovak Federal Republic and US\$12.5 million to Hungary, to support their transition from centrally planned to market-based economies. The Canadian government is providing loan guarantees to enable Canadian financial institutions to lend at competitive rates and on longer repayment terms. External Affairs and International Trade Canada, in close cooperation with the Department of Finance, will administer these loan guarantees.

FOREIGN INVESTMENT PROTECTION AGREEMENTS

Canada continued its program of bilateral Foreign Investment Protection Agreements, which extends protection to Canadian investors abroad and to foreign investors in Canada on a reciprocal basis. The first agreements were signed with the U.S.S.R., Poland and the Czech and Slovak Federal Republic. Negotiations have continued with Hungary and are now in progress with Malaysia, Indonesia, the Philippines, Thailand, Argentina and Uruguay.

CANADIAN INITIATIVE ON EXPORT CREDIT

Building on a Canadian initiative pursued at the Houston Economic Summit of 1990, Canada continued its active support for OECD efforts to strengthen international rules on the use of subsidized export credits which distort trade and international aid. The negotiations are scheduled for completion in 1991.

INDUSTRIAL TRADE POLICY

Through effective application of trade agreements, efforts were increased to enhance the competitiveness of Canadian manufacturing industries, their technological adaptation and access to foreign markets. The same objectives also prompted the development of improved international trade rules on technical standards, rules of origin, and other practices affecting trade in industrial products.

Canada continued to promote a stable but restraint-free trading environment to facilitate competitiveness and efficiency in the automotive industry.

One of Canada's trade policy objectives is to promote removal of the managed trading environment for steel to allow competitive restructuring in the sector. Through participation in the OECD Steel Committee, Canada was able to maintain these objectives. In an effort to prevent disruption of the Canadian steel trade, the Industrial Trade Policy Division monitored steel exports and imports for early and more accurate trade data.

Canada played an important role in the negotiation of a broader GATT Agreement on Technical Barriers to Trade under the Uruguay Round. This will improve market access for Canadian exports when the Round is completed.

A Working Group report on Europe 1992 Standards, Testing, and Certification was completed and steps were taken to improve the circulation of information on international standards developments. Federal regulatory agencies, the Standards Council of Canada, and provincial and industry representatives were all consulted. The information flow will allow industry to improve its competitive position in world markets and make Canadian comments on foreign standards and certification developments more effective.

AGRICULTURAL TRADE POLICY

Canada's objectives in agricultural trade policy are to promote the reduction of trade barriers and trade-distorting subsidies, and to promote new trade rules applicable to all countries.

In 1990/91, the Department's priority was continued support for Canada's position on agricultural reform in the Uruguay Round of the GATT. In addition, Canada discussed agriculture in the OECD, the Food and Agriculture Organization (FAO) and through bilateral negotiations with

major trading partners. Within the OECD, Canada has participated in recent developments in the integration of agriculture and environmental policies as they relate to trade.

Other important efforts in 1990 have related to the Cairns Group, the Canada-Nicaragua Beef Consultations, the Dairy Task Force Public Hearings, the International Sugar Council, the Grain Council and preparation for negotiations of the North American Free Trade Agreement.

FISHERIES TRADE POLICY

Canada maintained its diplomatic, legal and public relations initiatives to curb foreign overfishing off the East coast. It continued to seek compliance by foreign fleets with the fisheries conservation/management program and measures established by the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO). In this context, Canada pursued enhanced international cooperation, in particular by the European Community, in scientific research, surveillance and control, and the curtailment of non-NAFO member fishing in the NAFO area.

As a key sponsor of UN General Assembly resolutions on large-scale high seas driftnet fishing, Canada maintained pressure for the termination of such fishing off the Pacific coast in the absence of effective conservation measures. Canada also worked closely with the United States in curbing the illicit fishing and marketing of salmon by South-east Asian interests.

RESOURCE AND COMMODITY TRADE POLICY

Commodity trade policy efforts were directed to overcoming barriers to Canada's export of resource products. Canada has raised objections to proposed EC kiln-drying regulations to combat the perceived threat from the pinewood nematode parasite. These regulations could seriously affect Canada's softwood lumber trade with the EC. Threats to trade resulting from campaigns against Canada's forest management practices have also been addressed. The Resource and Commodity Trade Policy Division successfully conducted discussions with the EC for increased quotas on the export of Canadian newsprint in 1990.

Increased attention was devoted to health- (asbestos and heavy metals) or environment-related initiatives with a potential impact on the trade of commodities. Discussions will result in new regulations on waste management and on the transportation of

hazardous wastes. Advice was provided to industry to counteract potentially harmful U.S. legislative proposals regarding issues such as newsprint recycling. Also, the Division actively pursued the development of government/industry consultative mechanisms on environmental issues affecting trade in commodities.

Canada plays an active role in a number of international commodity bodies. The newly adopted financial regulations of the Common Fund for Commodities will protect the financial interests of shareholders and ensure the operational flexibility of the organization. Canada played a major role in the establishment of the International Nickel Study Group, inaugurated in June 1990, and in the development of proposals for an International Copper Study Group. The mining industry fully supports these bodies.

CANADA-U.S. FREE TRADE AGREEMENT

After more than two years of operation, the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) is working well and is contributing to the \$203.4 billion in two-way merchandise trade between Canada and the United States. Responding to industry requests, a first round of accelerated tariff reductions were negotiated and became effective June 1, 1990, reducing tariffs on \$6 billion in two-way trade. A second round of accelerated tariff reductions on 250 items, constituting \$2 billion in two-way trade, became effective in July 1991.

To maintain and improve market access, the provisions on temporary entry for business persons were expanded and redefined, and the FTA rules of origin were discussed at bilateral forums. Nine technical working groups are continuing to strive to eliminate technical barriers to trade in agriculture and food products. A Services Working Group was established to identify opportunities to increase liberalization of trade in services. The Automotive Select Panel has been working on a report on global competitiveness in the auto industry. The report is scheduled to be completed in early 1992.

Canada has exercised its rights under the dispute settlement mechanisms of the FTA involving binational panel interpretations of FTA obligations under Chapter 18 of the Agreement, and binational panel review of trade remedy actions under Chapter 19. One new case, on U.S. lobster size regulations, was brought to Chapter 18 binational panel by Canada. The panel ruled that the U.S. measure constituted an internal measure, not a restriction on imports as Canada had argued. The issue subsided as U.S. size regulations were altered.

EXPORT CONTROLS

In March 1991, the Department released its first annual report covering exports of military goods from Canada for 1990. The report flowed from the commitment made at the United Nations by the Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, to make arms transfers as transparent as possible. Regional security, confidence building, proliferation and arms transfers, as well as concerns regarding the spread of weapons of mass destruction, continued to take on added importance. Mr. Clark's efforts to promote non-proliferation have led to Canada's active participation within the Missile Technology Control Regime (MTCR) and the Australia Group to

convince countries with missile and chemical weapons precursor technology to join these non-proliferation bodies.

Four new Chapter 19 cases were filed by Canadian industry and five cases were completed. Most important of these were two countervailing duty cases on pork in which binational panels modified a U.S. decision on the level of subsidy and overturned the U.S. decision on the question of injury. The United States subsequently requested an Extraordinary Challenge Committee to review the injury case. This was unsuccessful.

The FTA was also instrumental in assuring Canadian market access against U.S. protectionist measures. During 1990, Canada was exempted from U.S. bills restricting imports of textiles and footwear, prohibiting the transport of lottery tickets, and applying anti-trust law to foreign participation in joint ventures. The Agreement was also instrumental in allowing Canadian-owned companies in the United States to maintain their eligibility for the U.S. government procurement programs of the Small Business Administration.

The Canada-United States Trade Commission, comprised of the Canadian Minister for International Trade, John C. Crosbie, and the U.S. Trade Representative, Ambassador Carla Hills, met on May 18 and October 11, 1990, to review the functioning of the FTA. These meetings helped to ensure the effective implementation of the Agreement.

FTA consultations with the provinces and territories were managed through the Committee on the Free Trade Agreement. Nine meetings were convened to review various issues. In addition, at three federal-provincial trade ministers meetings during the period, the overall management of the FTA was discussed.

convince countries with missile and chemical weapons precursor technology to join these non-proliferation bodies.

Iraq's invasion of Kuwait in August 1990 resulted in the Canadian government taking immediate steps to prohibit all trade, economic and financial dealings with both countries through the United Nations Iraq Regulations.

For a second year, Canada was actively involved in revising the list of controlled products put out by the Coordinating Committee for Multilateral Export Controls (COCOM). A new Export Control List was released in August 1990. Further major reductions in the control lists are expected.

IMPORT CONTROLS

The Export and Import Permits Act authorizes the Secretary of State for External Affairs to issue import permits to residents of Canada who apply to import goods that are on the Import Control List.

The following commodities are on the Import Control List and are therefore subject to permit requirements and, in some cases, to a quantity restriction: turkey, chicken, broiler hatching eggs and chicks for chicken production, eggs, milk, butter, cheese, ice cream, yoghurt, barley, carbon and specialty steel products, and endangered species. Import sanctions applied to goods of South African origin are also administered under the Export and Import Permits Act.

Since the Act is the primary legislative mechanism to support agricultural supply management programs through border protection [permitted under GATT Article XI 2 (c) (i)], there is frequent interaction with national agricultural marketing agencies, the private sector, other government departments and foreign governments in its administration.

The function of import regulation can often be controversial as there can be significant financial benefits attached to the right to import domestically controlled products.

TEXTILES AND CLOTHING

The principal objective of Canada's clothing import policy is to ensure that import growth does not jeopardize domestic industry. To this end, Canada participates in the Multi-Fibre Arrangement (MFA). Through bilateral agreements, the MFA allows importers such as Canada to limit textile and clothing imports from low-cost sources.

At the beginning of 1990/91, Canada had 28 existing bilateral arrangements, plus two unilateral import restraints. In 1990, Canada concluded a new bilateral agreement with Colombia and negotiated a new restraint with Malaysia. Agreements with Turkey and Mauritius were extended for a further 12 months to the end of 1991 to coincide with the expiry of Canada's bilateral agreements. The agreement with the Maldives, which expired on December 31, 1990, was allowed to lapse; and an agreement with the former German Democratic Republic was discontinued. Finally, Canada unilaterally imposed additional restraints on a number of products from the United Arab Emirates. By the end of 1990, Canada had 27 bilateral restraint agreements and two unilateral restraints.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement incorporates a number of specific rules pertaining to trade in apparel and textile products that require monitoring and control. The Agreement contains Tariff Rate Quotas (TRQs) which extend FTA tariff rates to textile and clothing products that would not normally qualify under the free trade rules of origin. In 1990, the TRQs were applied to non-woollen apparel, woollen apparel, non-woollen fabrics and made-up articles.

Whereas the annual rate of low-cost clothing imports increased by 11 percent per year from 1981 to 1986, the average annual growth rate since 1987 has slowed to only 3.3 percent.

CHAPTER 3 EXPORT TRADE DEVELOPMENT

Highlights

- Sales by Canadian aerospace manufacturers reach \$8.2 billion.
- Department lends support to Canadian businesses participating in the rebuilding of Kuwait.
- Technology Inflow Program creates 1 550 new jobs.
- Shift to sectoral approach in marketing.
- Government-initiated activities support 197 trade fairs.



Canada is promoted through trade shows around the world

AGRI-FOOD, FISH AND RESOURCE PRODUCTS

AGRI-FOOD DIVISION

The Agri-Food Division, in collaboration with Agriculture Canada, works closely with national agriculture and food associations to develop industry export marketing strategies and detailed long-term marketing plans. A total of 13 strategies have been completed and four more are in process. This has stimulated associations and their members to identify the best export markets and their supply capabilities, as well as to identify constraints to access and areas where government support can be most effective. It has also brought producer and processor groups together to develop and implement integrated international market promotion efforts. Examples are the Canada Beef Export Federation, the special crops industry, and Canada Pork International (CPI).

CONSUMER PRODUCTS

The Consumer Products Division is responsible for the export market development of a broad range of products consisting of apparel, consumer electronics, cultural industries, education and training services, footwear, furniture, giftware, hospital

and medical equipment, housewares, hardware and sporting goods.

During the year, the Division:

- encouraged the Canadian Hardware and Housewares Association to examine the feasibility of companies forming consortia to market complementary products internationally;
- developed a course, with the Canadian Apparel Manufacturers Institute, to assist companies with their international marketing strategies; and
- developed, with various posts in the U.S and Europe, marketing profiles for the sporting goods and apparel sectors.

Data bases have been developed for the cultural and sporting goods industries, and similar work has commenced on the apparel and medical devices sectors. Using the data base, the Division notified companies of six sporting goods trade fairs and canvassed the companies to see where they would like more departmental trade fairs held. The feedback will assist the Department to allocate scarce trade fair resources more effectively.

The Division also gave a number of workshops on how to maximize the benefits of participating in trade fairs.

FISHERIES

The Fisheries Division of External Affairs and International Trade Canada (EAITC) is responsible for export market development for Canada's fish and seafood sector, including aquaculture and related services. Its first priority is to encourage coordinated and effective export market development for Canadian seafood.

In March 1991, the Division organized a government/industry conference in Halifax on export market development for Canadian fish and seafood products. On the basis of consultations with industry and the provinces, the Division retained the focus on four marketing themes: salmon, lobster, underutilized species, and value-added products and higher-value species.

The Division undertook a World Lobster Marketing Survey to assess the potential in 38 countries and regional markets for increased exports of Canadian lobster. Members of the Division participated in the Canadian Lobster Seminar in Boston in April 1990 and spoke at the Annual Conference of the Shellfish Association of Great Britain in London in May. A World Salmon Marketing Survey was also initiated. In addition, a series of promotional projects was carried out under the Atlantic Fisheries Adjustment Program (AFAP). The projects included participation in and support for a Seminar on Underutilized Fish Species, and the preparation and distribution of a new edition of the *Directory of Canadian Fish and Shellfish Exporters*.

The *World Directory of Seafood Importers* was also prepared and distributed under AFAP. The directory is the widest survey of foreign seafood markets ever undertaken for the Canadian seafood

sector. To encourage use of personal computers and other high-technology tools in seafood marketing, a diskette version of the directory was also prepared.

The Division prepared and distributed reports to seafood exporters on such events as Seafood '90 (a conference on seafood marketing sponsored by the Food and Agriculture Organization held in Kyoto, Japan, in the spring of 1990) and Sea Fare International 1990, in Long Beach, California.

Market intelligence materials provide Canadian seafood exporters with vital market assessments. In autumn 1990, the Division issued a new edition of the *Fish Product Export Market Opportunities Guide*, with a new annotated version available to exporters. New "Guidelines for Canadian Fish Exporters" were issued for both Japan and France. Other guidelines being prepared include a report for Mexico, based on divisional participation in an industry mission there in the spring of 1991.

The Division organized the participation of commercial officers from Canadian trade offices abroad in the joint annual business meeting of the Fisheries Council of Canada and the Canadian Association of Fish Exporters. The director of the Division serves as an ex-officio member of the board of the latter.

Under the Program for Export Market Development (PEMD) provisions for special activities, support was extended to the Canadian Association of Fish Exporters, the Canadian Sealers' Association, the Association québécoise de l'industrie de la pêche, the P.E.I. Seafood Processors' Association, the Association des producteurs de hareng fumé de la région de Cap Pelé, the Fisheries Council of British Columbia, the B.C. Oyster Board and the B.C. Salmon Farmers' Association.

DEFENCE PROGRAMS AND ADVANCED TECHNOLOGY

AEROSPACE AND DEFENCE PROGRAMS

The Aerospace and Defence Programs Division reflected the continued strength of the export sectors it serves (aircraft, marine and defence products). Sales by Canadian aerospace manufacturers were particularly strong, rising to \$8.2 billion in 1990 from \$7.7 billion the previous year. At \$6.2 billion, exports accounted for over three-quarters of the sector's revenues.

The Division organized and participated in a broad range of successful export development activities. These included:

- HITEC '91, the successful high-technology export conference, in which 51 trade commissioners from missions abroad provided export advice to 323 business delegates in over 3 500 personal interviews;
- the Subcontractors IV Exhibition which allowed 115 Canadian firms to display their products to more than 100 American and Canadian prime contractors. It is estimated that sales of \$20 million will result;
- the reception of high-level business executives from Germany as well as defence and aerospace missions from Chile, the U.S., Finland, Thailand and Italy;

- five outgoing missions to Japan, the United States, Turkey and Scandinavia;
- a program to pursue export opportunities resulting from Desert Shield and Desert Storm operations of the Gulf War which led to estimated exports of some \$240 million;
- visits to 10 defence agencies and commands which identified over \$500 million of export opportunities and have led to a significant increase in the number of Canadian suppliers registered with procurement agencies; and
- a seminar for Canadian industry by the North Atlantic Treaty Organization (NATO) committee responsible for approving NATO infrastructure projects (to increase Canadian sales to NATO).

In its efforts to enhance Canadian industry's access to international defence markets, the Division focused on the United States and the nine Western European countries with which Canada has Research, Development and Production (RDP) Agreements. Bilateral meetings were held during the year with the U.S., the U.K., Italy and Germany. Representations were made in the United States and Western Europe on behalf of Canadian companies. Under the Canada-U.S. Defence Production Sharing Arrangements (DPSA), Canada has access to key U.S. defence markets.

The Working Groups with the U.S. Army, Navy and Air Force under the Defence Development Sharing Agreement have identified major new candidate projects.

In Western Europe, efforts were taken to prevent the introduction of the proposed European Community tariff on defence components. If implemented, this tariff would have a significant negative impact on the sale of Canadian defence components to the EC.

INFORMATION TECHNOLOGIES AND ELECTRONICS

Reflecting the importance of information technologies and electronics exports to Canada's economy, the Information and Electronics Division and missions have devoted considerable resources to the international marketing of the sector's products and services.

The "World Market" series of promotional data bases featuring profiles of Canadian exporters in the telecommunications, electronics, geomatics (data processing), instrumentation and computing sectors were all updated and expanded. New data bases for cable/broadcast and simulation/training were researched for publication in the spring of 1991.

The Division co-ordinated the highly successful HITEC '91 high-technology export conference, which diverged from its traditional defence orientation for the first time. Non-defence firms were present in substantial numbers to obtain export guidance from trade commissioners based at Canadian missions abroad, U.K. and U.S. government buying agencies and other agencies such as the Export Development Corporation.

Marketing efforts are concentrated on, but not limited to, the mega-economies of Europe, Asia Pacific and the United States. During the year, over 300 Canadian exporters were introduced to new markets through trade missions to Austria, Australia, Hungary, Poland, the Czech and Slovak Federal Republic, the Middle East, Far East and South America. Canadian pavilions and national stands at major international high-technology trade shows provided an opportunity for companies to participate at reasonable cost. Solo Canadian events in London and Stuttgart were held in order to match Canadian capabilities with foreign market opportunities and distribution channels. The Division coordinated the Department's participation at Telecom '90 in Vancouver, and arranged with posts for visits to the event by senior foreign officials.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Technology Inflow Program (TIP) granted assistance to 550 applicants during the year. The program is now delivered at 40 posts abroad, which collectively respond to 5 000 enquiries per year from Canadian firms. A program audit by an independent consultant in 1990 showed that over 80 per cent of recipients either acquired technology or were still negotiating for it. Program recipients reported new sales of \$156 million, cost savings of \$178 million, and the creation of 1 550 jobs resulting from their projects.

Canada, one of the founders of the Human Frontier Science Program, received three research grants and 12 fellowships under this international research program. With other G-7 countries (see Glossary), Canada also participated in a feasibility study on international collaboration in advanced manufacturing systems, and had initial discussions with the U.S. on the Superconducting Supercollider, a high-energy physics research facility. The new International Arctic Science Committee was founded at a meeting in Resolute Bay. Eight countries with interests in the North participated, as well as several observers. Canada was one of the proponents of

steps opening this program to polar-active countries in Central and Eastern Europe.

The three-year Technology and Economy Program of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) examined the effects of technology on society and competitiveness. The transfer of technology emerged as a major international issue, and a process was initiated to develop appropriate policies applying to it. Canada has played a leading role in related international discussions.

Long-standing negotiations with the United States on RADARSAT, Canada's first observation satellite using radar for resource and environmental monitoring, led to a memorandum of understanding outlining the terms of bilateral cooperation. A subsequent exchange of letters gives this arrangement the force of a Canada-U.S. treaty. In addition, the establishment of a Canada-Japan Space Panel under the framework of the bilateral science and technology agreement has enhanced Canada's cooperation with Japan in activities related to outer space.

Canada played a leading role in negotiations of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space to avoid a recurrence of the type of problems which occurred when COSMOS 954, a nuclear powered Soviet satellite, crashed in northern Canada in 1977.

MACHINERY, TRANSPORTATION AND ENVIRONMENTAL EQUIPMENT

The Machinery, Transportation and Environmental Equipment Division is responsible for the export market development of environmental and energy-efficient products; primary industry machinery; secondary industry machinery; urban and rail transit systems and products; autos and auto parts; and power and energy equipment (including oil and gas equipment). The Division is also responsible for the service sectors associated with these areas. In spring 1991, the Division acquired the continuing role as the departmental liaison for companies wishing to participate in the rebuilding of Kuwait.

The Division has implemented marketing strategies for agricultural machinery, packaging and labelling equipment, food processing machinery, plastics industry machinery, autos, automotive parts and garage equipment. It is leading the development of a government-wide environmental products export strategy. The Division is also playing a key role in export strategies for the oil and gas equipment and services sector; the urban and rail sector; the mining equipment sector; the food services equipment sector; the printing equipment sector; and the plastics processing equipment sector.

EXPORT PROGRAMS AND SERVICE INDUSTRIES

INVESTMENT PROMOTION

The Investment Development Program (IDP) continues to attract value-added technology intensive investment to Canada. A total of 45 overseas missions deliver a wide variety of activities, focusing on strategic alliance partnerships to assist Canadian companies to be competitive. The IDP is increasingly directed toward specific sectors of the economy. There is less emphasis on general awareness of Canada as an investment location, and more emphasis on particular industries and areas.

In addition, the Going Global Investment Program (GGIP) emphasizes and complements these sector-specific activities, profiling Canadian companies through promotional brochures for introduction to potential foreign investors.

Increasingly, both IDP and GGIP are supported by matching efforts and contributions by the provinces and private-sector interests.

PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT

PEMD continues to be the most effective and popular export development program used by exporters to increase sales of Canadian goods and services abroad. The Program shares the cost of activities that companies could not normally undertake alone, thereby reducing the risk involved in penetrating a foreign market.

Increased use of the industry-initiated component of the program over the past four years is evident from the numbers of applications received and approved.

Export sales reported during the year, as a result of repayable industry-initiated marketing activities, have now reached \$600 million.

TABLE 3.1

PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT (PEMD)

Year	Number of Proposals Received	(Government-Initiated)			Budget Approved (\$ Millions)	Expenditures (\$ Millions)	Sales (\$ Millions)
		Number of Projects Approved	Number of Companies Assisted				
1985/86	1 033	385	1 709	15.8	15.2	763	
1986/87	1 219	323	1 403	13.9	11.9	444	
1987/88	1 576	297	1 575	11.6	12.2	500	
1988/89	1 464	297	1 593	14.7	13.8	800	
1989/90	1 620	331	2 016	17.6	17.6	900	
1990/91*	1 010	317	TBA	20.2	20.6	1 300	

Year	Number of Applications Received	(Industry-Initiated)			Expenditures (\$ Millions)	Sales (\$ Millions)
		Number of Applications Approved	Amount Committed (\$ Millions)			
1985/86	5 363	3 664	36.3	33.7	583	
1986/87	4 426	2 992	29.4	24.0	572	
1987/88	3 997	2 738	22.3	18.8	1 065	
1988/89	4 193	3 068	28.1	17.2	1 051	
1989/90	4 492	3 227	23.4	13.3	535	
1990/91*	5 261	3 693	35.7	19.0	600	

* Preliminary

NOTE: Sales results in 1987/88 and 1988/89 include reports recorded at that time, but attributable to previous years.

Increased costs, narrower criteria and changes in the review process have reduced the number of proposals submitted under the government-initiated component. The budget of \$20.2 million supported 197 trade fairs, 37 outgoing trade missions and 83 incoming buyer missions.

INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES AND CAPITAL PROJECTS

The International Financial Services and Capital Projects Division is responsible for the Canada Account Financing Program which is administered by the Export Development Corporation (EDC). The Program is a financing facility of last resort, responding to requests for export finance, trade-related insurance and foreign investment insurance in circumstances where the EDC is not able to provide such services on its own. Since 1986, there has been a steady increase in demand for tight Canada Account funds. Nineteen transactions were signed in 1990, requiring Canada Account financing of

\$191 million in countries such as China, Indonesia, Morocco, Kenya and Jamaica.

The Division also promotes, for the Department, business opportunities with International Financial Institutions (IFIs) which include the World Bank, the five regional development banks and UN agencies. Through its involvement in a joint working group with Industry, Science and Technology Canada, the Division also encourages the participation of Canadian firms in international capital projects not funded by IFIs. The cost-recoverable Technical Assistance Program provides developing countries with Canadian government expertise. The Division is now responsible for promoting trade development and assisting exporters of services.

INTERNATIONAL TRADE CENTRES AND EXPORT EDUCATION

As an integral part of Canada International Trade Month, Marketplace '90 is a unique program for small to medium-sized companies preparing to

export. Company representatives are able to meet personally with trade specialists from foreign markets they wish to explore.

In 1990, there were 13 Marketplace teams, covering 11 sectors, including agriculture and food; seafood/fish; mining equipment and machinery; manufactured wood products; oil and gas equipment; information technology; clothing; environment products and services; defence products; tourism; and furniture. The teams visited companies selected by the Department's International Trade Centres across the country.

The Marketplace program featured 80 trade officers from 50 foreign posts, 18 sector specialists from the Department, and trade experts from agencies such as the Export Development Corporation and Tourism Canada. Marketplace teams visited hundreds of companies in approximately 60 Canadian cities.

International Trade Centres (ITCs) were established in 1988, in cooperation with Industry, Science and Technology Canada, to provide a highly visible federal government trade development presence across the country and also to create a link to the Department's resources in Ottawa and abroad. An outreach program including development of tailored export strategies was complemented by export counselling, export education and the delivery of funded programs such as PEMD, New Exporters to the Border States (NEBS) Program, New Exporters to the U.S. South (NEXUS) Program, New Exporters Overseas (NEXOS), Export Marketplace, and Canada International Trade Month.

Exports account for three million Canadian jobs and one-third of everything produced in the country. The Canada Export Award Program honours Canadian firms that have contributed substantially to the expansion of Canada's export capability, and highlights the importance of trade to Canada's Gross National Product (GNP). Winning companies ranged in size from large multinational corporations to small private enterprises.

Since 1983, 109 companies have received this prestigious award from over 1 350 entrants. In 1990, the winning companies were: ATS Inc. of Kitchener, Ontario; Boeing Canada Technology Ltd. of Winnipeg; DRECO Rig Technology Construction of Edmonton; H.A. Simons Ltd. of Vancouver; Groupe Lavalin Ltée. of Montreal; Lovat Tunnel Equipment Inc. of Rexdale, Ontario; Magic Pantry Foods of Hamilton, Ontario; MPB Technologies Inc. of Dorval, Quebec; Northern Telecom Limited of Mississauga, Ontario; Nexus Engineering Corp. of Burnaby, B.C.; Peerless

Clothing Inc. of Montreal; Seagull Pewter & Silver-smith Ltd. of Pugwash, N.S.; Thomas Equipment of Centreville, N.B.; and Western Co-ordinators of Corner Brook, Newfoundland.

The Minister for International Trade, John C. Crosbie, presented the awards at a gala held in conjunction with the Annual Meeting of the Canadian Exporters' Association.

The Centres for International Business Studies Program sponsors university centres across Canada to present courses for students in international business; to offer seminars for Canadian businesses to enhance their participation in the expanding world economy; and to identify changing conditions in international business.

Centres are located at Dalhousie University, École des hautes études commerciales, and the universities of Western Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia. An eighth centre, the Centre for Trade Policy and Law, located in Ottawa, is a joint project of Carleton University and the University of Ottawa.

An additional small fund assists universities without centres to supplement their international business studies programs or to develop and offer new programs. During the year, grants were made to the University of Prince Edward Island, Sir Wilfrid Laurier University and the University of Calgary.

In 1990, the Minister for International Trade sponsored a cup to be awarded annually to the top Canadian team in the Dalhousie International Business Case Competition. The winners are invited to Ottawa for the presentation and a day of briefings on international business issues given by officials of the Department. A team from the Faculty of Management, McGill University, was the first winner.

TRADE INFORMATION SYSTEMS AND WORLD INFORMATION NETWORK

The Trade Information Systems and World Information Network (WIN) Exports data base is the primary sourcing tool for Canada's trade missions abroad. It contains relevant information on some 30 000 Canadian companies currently active or showing interest in exporting.

With over 1 000 active users, WIN Exports is the most up-to-date Canadian exporters' directory available worldwide. The data base is updated monthly at each site.

The Trade Planning and Tracking system uses WIN Exports computers to generate annual plans for posts (Mission Operational Plans) and quarterly tracking reports. The timely export market data is

used for federal-provincial trade consultations, exporter counselling, and departmental decisions regarding resource allocation.

The Division completed the development and implementation of the Trade Activity Management System (TAMS). This System provides financial and program-related information on all trade-related activities of interest to EAITC within Canada or around the world. Version 1.0 of TAMS is now in operation at headquarters. With daily downloads from the departmental financial system, TAMS provides a single administrative environment for project officers and senior management alike.

BUSINESS AND TRANSPORTATION SERVICES

The Business and Transportation Services Division participated in six rounds of bilateral civil aviation negotiations which resulted in four new or expanded agreements with Jordan, France, New Zealand and Bulgaria. In addition, air agreements negotiated earlier were signed with Finland, Venezuela, Chile and Saudi Arabia. Consultations were also held with the EC, France and the Netherlands on the evolution of the EC's Common Aviation

Policy, and preliminary consultations were held with the U.S. with a view to opening negotiations on a more liberalized air transport regime between the two countries.

A transportation services mission to five Mediterranean countries was conducted to promote Canadian shipping, railway, port and related services, and to assist in the development of new distribution services for exporters.

A profile study, *Airborne Trade on the North Atlantic*, was published to provide exporters with up-to-date information on capacity, routings and recent trends. A booklet, *Safe Stowage*, outlined the most appropriate cargo stowage practices to ensure high buyer satisfaction and minimal insurance claims.

The Division also developed and released *Strategies for Countertrade in the Soviet Union and Selecting and Using Foreign Agents and Distributors*. A trading house seminar in Atlantic Canada attracted 120 participants.

Electronic data interchange (EDI) activities included continuing development work on the UN-EDIFACT message standards, and lending support to Canadian private-sector involvement in this process.

TRADE ADVISORY COMMITTEES SECRETARIAT

This permanent advisory committee system provides an ongoing, confidential, two-way flow of information and advice between the government and the private sector on international trade matters. The Secretariat, which reports to the Minister for International Trade, ensures that the government has the benefit of private-sector views on international trade access and marketing issues, both bilateral and multilateral.

The system has two components. The International Trade Advisory Committee (ITAC) has broad terms of reference on all international trade matters, including issues relating to trade policy, market access and trade development. The other component consists of 13 Sectoral Advisory Groups on International Trade (SAGITs), which interact with government to ensure sectoral views are fully taken into account on international trade matters.

The committees' agendas continued to focus on the multilateral trade negotiations of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the implementation of the Canada-U.S. Free Trade Agreement. In this context, the committees provided useful advice to negotiators in areas such as agriculture, intellectual property, investment measures, tariff acceleration and dispute panels. In addition, the committees provided advice relating to preparations for a North American trilateral free trade agreement.

During the year, the Secretariat organized two ITAC meetings and 33 SAGIT meetings as well as nine meetings of ITAC/SAGIT Task Forces and Subgroups.

TRADE DEVELOPMENT SECRETARIAT

Greater coordination of federal and provincial operations in the trade development field was achieved through earlier in-depth meetings of geographic and sectoral specialists from both levels of government. Consultations were held at ministerial, senior official and working levels on trade development issues, projects and events. A review of relations with business associations determined areas for new efficiencies. The number of associations again expanded.

One of the Secretariat's primary objectives in 1990/91 was the initial drafting of the first edition of the *International Trade Business Plan*. This strategic Plan will become an annual undertaking based on international trade issues and Canada's competitiveness. It will encompass the trade, investment and technology objectives of the entire federal government.

The Secretariat undertook many activities to improve trade operations and planning. These included assessment of Canada's trade interests in the environment, preparation of a best procedures manual for International Trade Centres, assessment of comparative techniques of other leading export countries, the development of advanced international business training goals and the assessment of market shares.



*International Trade Minister, Mr. John Crosbie,
and winners of the 1991 Canada Export Award*

CHAPTER 4 INTERNATIONAL AFFAIRS AND MULTILATERAL COOPERATION

Highlights

- *Canada involved in UN negotiations over Gulf War.*
- *Commonwealth influences hasten end of Apartheid.*
- *Canada co-sponsors World Summit for Children.*
- *Nuclear cooperation agreements in force with 28 countries.*



Mr. Nelson Mandela, Vice-president of the National African Congress and Mr. Joe Clark

THE UNITED NATIONS

Canada holds the strong conviction that many international problems can best be addressed at the global level, and that the UN is the only organization currently geared to taking such global action.

As a member of the United Nations Security Council, Canada was fully engaged in extensive diplomatic negotiations resulting in the adoption of 12 resolutions condemning Iraq's invasion of Kuwait, imposing comprehensive mandatory sanctions against Iraq, and authorizing the use of necessary force.

Canada chaired one committee of the Security Council established to implement the sanctions invoked against Iraq, and was vice-chair of the other.

Canada also took a leading role at the UN on the following issues:

- the arms embargo against South Africa;

- the UN Central American peacekeeping operation;
- the financing of the Cyprus peacekeeping operation. To emphasize the inadequacy of funding, Canada abstained from the Security Council vote to extend the mandate of the peacekeeping force.
- the Cambodian conflict; and
- the Israeli-occupied territories.

Canada actively supported Haiti's efforts to hold free and fair elections. In recognition of this effort, the Secretary-General asked Canada to assume responsibility for the UN military observer team.

Canada's high level of involvement in UN specialized agencies was inspired by growing challenges resulting particularly from poverty, unstable economics, galloping technology and environmental degradation, in a context of global demands and enhanced expectations.

THE COMMONWEALTH

Now a 50-member association of states with one-quarter of the earth's population, the Commonwealth has been central to the growth of Canada's role in the world and continues to be an active forum for its diplomacy. The 50th member, Namibia, joined upon independence in March 1990; and a new Secretary-General, Chief Emeka Anyaoku of Nigeria, took office in July 1990.

Mandated by the 1989 Commonwealth Heads of Government Meeting in Kuala Lumpur, a review committee worked to adapt the Commonwealth to the challenges of the 1990s and beyond. At the biennial Senior Officials' Meeting, November 1990 in Port Moresby, Papua New Guinea, Canada emphasized human rights, democratic values, and women's equality as central tenets of the future Commonwealth.

A Commonwealth Committee of Foreign Ministers chaired by the Secretary of State for

External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, outlined real and practical steps by the South African government to end apartheid as a prerequisite to changes in sanctions against that country. A Commonwealth Expert Group chaired by a Canadian, John Harker, prepared for the human resource development needs of a post-apartheid South Africa.

Canada supported the Commonwealth's heightened commitment to human rights, democratic values and women's equality. Canada strongly supported the establishment of a Commonwealth election observer facility, and participated in observer missions to Malaysia and Bangladesh.

In October 1990, the Honourable Mary Collins, Minister Responsible for the Status of Women, hosted a landmark meeting of Commonwealth Ministers Responsible for Women's Affairs.

HUMAN RIGHTS AND SOCIAL AFFAIRS

The Department continued to promote respect for human rights and their integration into all aspects of foreign policy.

At the 47th session of the UN Commission on Human Rights, January 28 - March 8, Canada co-sponsored some 20 resolutions. By agreeing to a chairperson's statement on the Baltics, the Commission showed, for the first time, a willingness to scrutinize the records of countries such as the U.S.S.R. New special rapporteurs were appointed to look at the situations in Iraq, occupied Kuwait and Cuba. Finally, the Commission made progress in developing improved human rights standards for the victims of administrative detention, torture and disappearances, as well as in defining rights for minorities.

Canada's leadership on children's issues was evident in its co-sponsorship of the World Summit for Children, September 29 - 30 1990, and particularly in the co-chairmanship of the Summit by Prime Minister Mulroney. The Summit, attended by over 70 heads of state or government, was the largest meeting of world leaders ever held. It drew attention to the problems faced by children around the world and recommended practical solutions.

The Department stepped up its contacts with aboriginal groups, through formal consultations with national organizations, to ensure that native concerns are reflected in the operations of the Department. Canada supported the decision that aboriginal groups should participate in the planning for the UN's 1993 International Year for the World's Indigenous Peoples.

On July 5, 1990, Canada ratified the UN Convention Against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances, which entered into force in November 1990. Canada was one of the first of the G-7 countries to take this step. Canada also participated in the G-7 Chemical Action Task Force to prevent diversion of precursor and essential chemicals to the manufacture of illicit drugs.

INTERNATIONAL WOMEN'S EQUALITY

Advancing women's equality throughout the world continued to be an important element of Canadian foreign policy. To that end, Canada hosted the Third Meeting of Commonwealth Ministers Responsible for Women's Affairs and joined the Inter-American Commission of Women, a specialized body of the Organization of American States.

At the 45th UN General Assembly, Canada introduced a resolution on the promotion of female literacy. At the 36th session of the UN Commission on the Status of Women, Canada introduced a resolution to strengthen national, regional and international machinery for the advancement of women. At the same session, another resolution introduced

by Canada addressed the issue of violence against women and called on the international community to consider development of a human rights instrument to counter such violence. Canada also contributed to preparations for the 1995 World Conference on Women.

LA FRANCOPHONIE

The General Conference of the Agency for Cultural and Technical Cooperation (ACCT) was held in November 1990 in Niamey, Niger. The ACCT, which now has 41 members, was marking its 25th anniversary as the world's only francophone intergovernmental organization.

A key player in francophone affairs, the ACCT is mainly responsible for the implementation of approximately 90 projects announced at the Dakar Summit, of which 24 were put forth by Canada. These projects encompass no less than nine sectors including agriculture, energy, the environment, education and training, communications and culture, and scientific information and technological development.

In accordance with the decision taken at the Dakar Summit, a Conference of Ministers of Culture was held in Liège, Belgium in November 1990, to prepare an action plan covering the cultural

industries, in particular, book publication, film, television, singing and the theatre.

In February 1991, the Madagascar Conference of Youth and Sports Ministers (CONFEJES) drew up a balance sheet of the first Francophone Games and set a new course for its programming. At another session, the CONFEJES proposed the creation of an International Forum for Francophone Youth.

The Conference of Education Ministers of countries using French as a common language (CONFEMEN) met in Djibouti to promote the teaching of French, educational publishing, the production of teaching materials and the training of teachers.

All these activities are aimed at establishing, within the nine priority sections, a global program which will be submitted for approval at the fourth Summit scheduled for November 1991.

THE ENVIRONMENT

SPECIAL ADVISOR TO THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS ON THE ENVIRONMENT

A Special Advisor to the Secretary of State for External Affairs was appointed in the fall of 1990 to deal specifically with the environment.

The Division has placed particular emphasis on Canadian leadership at the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) to be held in Brazil in June 1992. UNCED is preceded by four month-long Preparatory Committees. The Advisor led the Canadian delegations to the first and second of these meetings which were held in August 1990 and during March and April 1991.

The Division consulted widely with government, non-governmental organizations, indigenous and

youth groups, and industry and trade interests. Preparations for UNCED have also included parallel negotiations on possible forestry, biodiversity, and climate change treaties.

The Advisor prepared to host the Intergovernmental Meeting of Experts on Land-Based Sources of Marine Pollution held in Halifax, in May 1991.

The Division worked with Environment Canada and industry groups in setting up a consultative mechanism on environmental issues and global trends affecting business and trade interests.

MARINE CONSERVATION

The Secretary of State for External Affairs, the Minister for International Trade, and the Minister of Fisheries and Oceans continued their diplomatic efforts to convince the European Community to

comply with the conservation decisions of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) in international waters outside the Canadian 200-mile limit.

Through the work of the Ministers and the Prime Minister's intervention, Summit leaders in Houston recognized the importance of marine conservation and of cooperation in regional fisheries organizations.

The Ambassador for Marine Conservation, J. Alan Beesley, coordinated efforts to end foreign overfishing in the North Atlantic. In September, he chaired the International Conference on the Conservation and Management of the Living Marine Resources, held in St. John's, Newfoundland.

Canadian delegations, including Atlantic Community representatives, have campaigned to raise European awareness of the need for effective

conservation in the Northwest Atlantic. The EC accepted eight of eleven NAFO decisions last year, but not the moratorium on northern cod. In the absence of effective controls, moreover, EC vessels have not been respecting even EC unilateral quotas.

Canada has intensified its efforts to stop high seas driftnet fishing worldwide, highlighting the urgency of effective management of fish stocks in areas beyond the coastal state fishing zones.

Canada, Japan and the United States monitored driftnet fishing in the North Pacific, including the strict controls on Japanese salmon fishing. Working closely with the United States, Canada continued its efforts to curb the illegal fishing and marketing of high seas salmon and to secure the cooperation of Southeast Asian countries.

NUCLEAR ISSUES

NUCLEAR NON-PROLIFERATION

As a major nuclear technology holder, Canada continued to work actively in the 112 member International Atomic Energy Agency (IAEA) and the Nuclear Energy Agency (NEA) of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). Members put aside traditional political differences to address nuclear proliferation questions such as clandestine procurement activities by Iraq.

Adherents to the Nuclear Suppliers' Guidelines (NSG) met for the first time since 1978 to exchange views on current nuclear supplier arrangements, nuclear dual-use items, conditions of supply, harmonization of the NSG and Zangger Nuclear Exporters Committee trigger lists, and the role of emerging suppliers.

The 1959 Canada-Euratom Nuclear Cooperation Agreement was amended to include tritium.

Canada was a major participant in the 1990 Non-Proliferation Treaty (NPT) Review Conference where there was a strong commitment to the non-proliferation regime.

Canada now has a framework of treaties in place allowing peaceful nuclear cooperation with 28 countries. Canada held formal bilateral consultations with a number of nuclear partners including

the United States, the U.S.S.R., Japan, Korea, Australia, the European Atomic Energy Community, Argentina, Brazil and Indonesia.

ENVIRONMENTAL CONSIDERATIONS

Efforts were made to increase public awareness of the environmental advantage of nuclear energy over fossil fuels, especially with respect to the greenhouse effect and acid rain.

NUCLEAR EXPORTS

Canada is a major supplier of nuclear technology, material and services. The world's largest exporter of uranium at \$1 billion annually, it supplied over one-third of the Western world's requirements in 1990. Canadian policy on uranium further processing was modified to consider U.S. converters and the Canadian converter as equivalent under the Free Trade Agreement. Canada was successful in its bid to supply a CANDU-6 reactor for the Wolsong-2 nuclear station in Korea. Major uranium markets were the United States, Japan, Korea and the European Atomic Energy Community countries. The IAEA has approved ongoing construction at the CANDU project in Romania.

CHAPTER 5 CANADA'S INTERNATIONAL RELATIONSHIPS

Highlights

- Canada enters negotiations on North American free trade.
- Nelson Mandela, Vice-President of the African National Congress addresses House of Commons.
- Canada's trade with Hong Kong reaches \$1.7 billion.
- Declaration on EC-Canada relations is completed.
- Creation of Task Force on Central and Eastern Europe.
- Canada supports UN actions in Gulf crisis.



Photo: National Defence

Ambassador Dickinson is issued a gas mask by Warrant Officer Bob Kettler. Kuwait City

THE UNITED STATES

Canada and the United States are partners in the largest bilateral trading relationship in the world; allies in the defence of North America and Europe; and stewards of the continental environment.

During the past five years, Canada's relations with the United States have focused on three key areas: trade and economics, defence, and the environment. Fisheries relations, scientific cooperation, energy exchanges, drug enforcement and Arctic cooperation have also shared a high profile.

Canada and the United States are each other's most important customer. Total two-way merchandise trade in 1990 was \$203.2 billion. In 1990, Canada exported goods worth \$110.3 billion to the United States and imported U.S. goods worth \$92.9 billion, giving Canada a surplus on goods transactions of \$17.4 billion. Overall, the U.S. absorbs 76 percent of Canadian exports and provides 69 percent of Canadian imports.

Total two-way non-merchandise trade, including tourism, services, investment income and transfers amounted to \$53.9 billion.

The United States is Canada's largest foreign investor. It accounts for US\$68 billion or almost 70 percent of the stock of foreign direct investment in Canada. With direct investment of US\$32 billion in the United States, Canada ranks as the fourth

largest foreign investor (8 percent), after the United Kingdom, Japan, and the Netherlands.

The Free Trade Agreement (FTA) has now been in effect for over two years. Implementation is proceeding as part of a 10-year phase-in that will eventually achieve the elimination of all bilateral tariffs and most other border restrictions. This assists continued competitive growth in the Canadian and United States economies, and encourages the steady development of the bilateral trading relationship in a mutually profitable manner.

The Accelerated Tariff Elimination Agreement allows for the early elimination of duties on more than 400 tariff items covering approximately \$6 billion in bilateral trade. In March 1991, the Canada-United States Trade Commission accepted the results of the second round of accelerated tariff elimination consultations, affecting over 250 tariff items and more than 400 specific products. The Agreement is subject to final approval by both governments.

In February 1991, Prime Minister Brian Mulroney, President George Bush and President Carlos Salinas announced that Canada, the United States and Mexico had agreed to pursue negotiations aimed at the creation of a North American Free Trade Agreement.

EXPORT TRADE RELATIONS

The Department spends approximately 37 percent of its trade development budget on trade promotion in the U.S. Canadian exports to that country represent one-quarter of Canada's gross domestic product and some two million jobs.

In the year under review, the Department spent \$16 million on trade promotion, which involved over 360 events and over 4 500 companies. Approximately 65 percent of these companies were small to medium-sized exporters.

The Department's Export Development Program for the United States involved the implementation of a sectorally focused trade development program. Specific highlights included the New Exporters to the Border States (NEBS) and New Exporters to the United States South (NEXUS) Programs. Initiatives attracted participants from over 70 different industry sectors and subsectors, from commodities to services. The areas of United States federal government procurement, environmental equipment, information technologies, and consulting services were featured. Twelve Canadian consulates and 15 satellite offices supported this effort. The NEBS program introduced over 1 000 potential exporters from every province in Canada to new regional markets in the northern border states through 53 missions. Seventeen NEXUS missions were organized in 1990/91, involving 209 companies.

It is estimated that the 1990/91 NEBS program may return up to \$30 million to the Canadian economy over the next year.

DEFENCE

Canada and the United States are dedicated to their role in the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and, bilaterally, to cooperation in the defence of North America. Our joint command of the North American Aerospace Defence (NORAD) is the most visible symbol of the latter. In August 1990, Canada and the U.S. celebrated the 50th anniversary of the Permanent Joint Board of Defence.

Prime Minister Mulroney and President Bush have met 11 times since January 1989. At their meeting in Ottawa on March 13, 1991, their discussions focused primarily on the post-hostilities issues in the Middle East.

CANADA-UNITED STATES FISHERIES RELATIONS

Geography, the migratory habits of fish, the commercial value of seafood, and the size of the United States market create a situation in which both cooperation and tension inevitably drive Canada-United States fisheries relations.

On September 26, 1990, the Canada-United States Fisheries Enforcement Agreement was signed representing a significant bilateral step toward the reduction of incidents arising from illegal fishing in boundary areas off the east and west coasts. Diplomatic and communications efforts are aimed at persuading the United States to adopt measures to reduce the unacceptably high levels of Pacific halibut bycatches by its groundfish fleets in Alaskan waters.

ENVIRONMENTAL AND OTHER TRANSBOUNDARY ISSUES

Prime Minister Mulroney and President Bush closed the chapter on the acid rain issue when they signed the Air Quality Agreement on March 13, 1991, in Ottawa. Halving the transboundary flow of pollutants which cause acid rain will, in concert with the 1985 acid rain control program, stop damaging levels of acidic deposits in Eastern Canada by the year 2000. The permanent caps on sulphur dioxide emissions in both countries will ensure that acid rain never reaches damaging levels in Western Canada. The fulfilment of commitments will be monitored publicly under the auspices of the International Joint Commission. The agreement also provides a framework for new commitments to control other pollution problems in the future.

On March 5, 1991 Canada's Environment Minister, the Honourable Robert de Cotret, announced a new \$25 million Pollution Prevention Initiative for the Great Lakes and St. Lawrence River basins.

Canada is seeking a wilderness designation for the coastal plain of the Arctic National Wildlife Refuge in Alaska, the calving area of the Porcupine Caribou Herd. The economic livelihood and traditional culture of thousands of native Canadians depend on the herd which would be at risk if oil production were allowed in the Refuge.

Canada also made representations against United States Congressional bills which would have contravened the environmentally sound principles on which the Canada-U.S. Agreement on the Trans-boundary Movement of Hazardous Waste is based.

The FTA has provided assured access to the United States market for Canadian energy exports, mainly oil, natural gas and electricity. Natural gas exports have reached a record 1.42 trillion cubic feet and represent 7.7 percent of United States consumption.

Canada announced its intention to initiate negotiations with the United States to establish a new bilateral air transport agreement.

In the field of communications, the Copyright Board established the first Canadian royalty regime

for copyright holders (both Canadian and foreign) of distant signals retransmitted by cable television.

PUBLIC AFFAIRS PROGRAMS

Canada maintains a high profile with decision makers in the United States through public affairs campaigns aimed at the U.S. public and its lawmakers, to reinforce the image of Canada as a fair trading partner, an active monitor of environmental issues, and a responsible partner in defence and security.

Regular contact with members of both federal and state Congresses has helped prevent protectionist trade practices and has generated increased appreciation of Canadian affairs.

LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

In the second year of the government's Strategy on Latin America, contacts between government and business leaders have intensified. Trade over the period increased significantly, with Canadian exports to Latin America rising by 8.1 percent.

In February 1990, the announcement of talks for a Canada-Mexico-United States free trade zone signalled a new era in Canada's economic relations in North America with major implications for the entire hemisphere.

In June 1990, the Minister for External Relations and International Development, the Honourable Monique Landry, was the first Canadian minister to attend the Organization of American States (OAS) General Assembly, which was held in Paraguay. A Canadian initiative to establish a Unit for the Promotion of Democracy was unanimously adopted. Canada has become an involved participant in the OAS, taking part in the Inter-American Commission of Women (CIM) and the OAS-sponsored Ministerial Meeting for the Inter-American Drug Abuse Control Commission in Mexico.

In spring 1990, Les Grand Ballets Canadiens toured Mexico, Venezuela and Brazil to critical acclaim. The tour was made possible through the financial assistance of the Department.

Canada's activities in Central America and the Caribbean focused on consolidating and strengthening democratic institutions. In the Haitian elections, Canada provided \$1 million in material and technical support, as well as a number of observers, both civilian and military. Canadian

election support was dispatched to El Salvador, Guatemala and Guyana.

Canada's support for the Central American peace process continued in 1990 with participation in the United Nations Observer Group in Central America (ONUCA). In September, preliminary peace talks took place between the National Revolutionary Unity of Guatemala (URNG) and representatives of Guatemala's major employer associations. The talks took place in Ottawa, at the request of the parties involved. This was in recognition of Canada's role as a reliable facilitator, genuinely interested in promoting peace in the region.

TRADE WITH LATIN AMERICA

Throughout Latin America, economic reforms are having a major impact on Canadian trade relations in the area. Canada's exports and investment in the region are on the rise.

Brazil, beginning its economic liberalization, continued as Canada's second most important trading partner in Latin America, with two-way trade amounting to \$1.3 billion. Despite a severe economic recession in Brazil, Canada's exports amounted to \$490 million. In addition to substantial wheat sales, Canada also exported aircraft engines, coal, potash, copper ore, newsprint and sulphur.

In Venezuela, Canadian exporters continue to take advantage of the economic liberalization introduced by President Carlos Andres Perez. In 1990, Canadian sales to Venezuela increased by almost

50 percent, and exports amounted to some \$230 million, making Venezuela Canada's second most important market in South America.

Canadian sales of minerals and mining equipment to Chile were approximately US\$70 million in 1990, and total trade expanded by 71 percent. Canadians were the largest investors in Chile in 1990 (\$492 million), mainly in the mining sector.

Canadian oil and gas companies and consulting firms are negotiating contracts related to the privatization of large government utilities in Argentina. Communication companies are following the same process in Uruguay, Venezuela and Paraguay.

MEXICO: NEW OPPORTUNITIES, NEW APPROACHES

Mexico ranked as Canada's largest trading partner in Latin America and the Caribbean, with two-way trade exceeding \$2.3 billion in 1990. Canadian exports totalled nearly \$600 million.

Canadian exporters recorded significant new sales in the Mexican agricultural, telecommunications, environmental and plastics machinery sectors:

- Canadian cellular telephone equipment will be used in five of the nine cellular concessions awarded by Telemex to private operators.
- Environmental protection and control technologies are being applied to air, water and waste management projects in major urban centres such as Mexico City and Guadalajara, as well as in the Gulf Coast.
- Canadian swine and dairy cattle entered Mexico in record numbers to help improve local herd performance.

Canadian exporters maintained market leadership positions as suppliers of many bulk commodities including cereal grains, pulses, sulphur, wood pulp and skim milk powder.

NORTH AMERICAN FREE TRADE

In February 1991, Canada, Mexico and the United States announced that they would enter into negotiations for a North American Free Trade Agreement (NAFTA). Such an agreement would create a market of over 360 million inhabitants and a cumulative gross domestic product approaching US\$7 trillion.

Canadian exporters are visiting Mexico in record numbers and are finding that, in light of economic reform policies and trade liberalization measures implemented since the late 1980s, Mexico is a market where Canadians can compete successfully.

THE CARIBBEAN

The centuries-old trading relationship between Canada and the Caribbean basin countries totalled \$1.8 billion in 1990 with exports amounting to \$850 million, an increase of 7 percent from the previous year. Imports increased by over 12 percent in the same period.

In 1990, the Export Development Corporation entered into Line of Credit Agreements with borrowers in Barbados, Jamaica, and Trinidad and Tobago to facilitate sales of some \$30 million of Canadian goods and services.

Northern Telecom, Mitel and Larcam Communications won a number of equipment supply contracts in the Caribbean. Agreement was reached on the sale of five Boeing de Havilland Dash-8 Series 300 aircraft to Bahamasair of Nassau.

In 1991, new Bilateral Agreements for the Seasonal Agricultural Workers Program were concluded, allowing the organized movement of foreign workers to meet seasonal needs of Canadian agricultural employers. The participating countries include Mexico, Jamaica, Barbados, and Trinidad and Tobago.

AFRICA

An area of high priority in Canadian foreign policy, Africa continued to provide both challenges and new reasons for optimism. Twenty-five African countries have undertaken economic structural adjustment programs, aided by the International Monetary Fund (IMF), the World Bank and the donor community. Most countries have taken specific and sometimes dramatic steps towards

democratization, and there were notable positive developments in South Africa.

Although several countries in the region are afflicted by civil wars and famines, Canada encouraged the growing recognition of the interrelationship between economic and social reforms, and the respect for fundamental rights and freedoms and democratic institutions.

FRANCOPHONE AFRICA

Canada strengthened its relations with Francophone Africa through visits from two heads of state, two prime ministers and several other senior officials. They were assured of continuing support for democratization, human rights and the environment. The Canadian government welcomed the success of the elections process in Gabon, Ivory Coast, Benin, Algeria, Sao Tomé and Príncipe, and Cap Verde. Disturbances affected the internal situations of Rwanda, Mali, Niger and Togo. Canada held bilateral consultations with Ivory Coast, Mali, Burkina Faso, Niger and Rwanda.

The Prime Minister of Benin, visiting Canada in November, discussed renewal and democratization in his country. In June, the Prime Minister of Burundi and the Foreign Minister of Rwanda focused on their respective policies of inter-ethnic reconciliation. Political reform was the main concern of the Foreign Minister of Zaire during his visit in December.

Elections Canada led missions to Benin, Burkina Faso and Zaire to oversee elections in those countries.

In October, the Canadian Bar Association received a mission from the Republic of Guinea seeking advice on the development of that country's constitution.

In April, the Honourable Ed Broadbent, President of the International Centre for Human Rights and Democratic Development, travelled to Ivory Coast, Senegal, Burkina Faso and Cameroon. His visit, and those made by Elections Canada, attested to the importance Canada ascribes to the political development of Africa.

Canada contributed to the operation of the African Development Bank, and was host to its President, Mr. Babacar N'Diaye. During a visit to Canada by the President of the Central African Republic, a Canadian company received a major forestry contract funded by the World Bank.

Canada was active in the Conference on the Protection of the Mediterranean Environment in Tunis in March, organized under La Francophonie.

ANGLOPHONE AFRICA

Canada's relations with Anglophone Africa (the 19 non-Francophone countries of Sub-Saharan Africa) continued to emphasize developmental issues and cooperation in international organizations, complemented by active support for the resolution of conflicts and for democratization.

The state visit to Canada in September by President Robert Mugabe of Zimbabwe recognized Canada's contribution to the economic development of Zimbabwe and other Southern African countries, both bilaterally and through the Southern African Development Coordination Conference. During his appearance before the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade, President Mugabe announced Zimbabwe's decision to maintain a multiparty system and to significantly liberalize its economy. The parties exchanged views regarding the regional implications of the ongoing civil wars in Angola and Mozambique, and developments within South Africa.

In May, the Secretary of State for External Affairs visited Abuja, Nigeria, for a meeting of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa. Consultations were held on Canada-Nigeria bilateral relations, and issues of mutual concern.

The tragic civil war in Liberia prompted Canada to mount a humanitarian response to assist Liberian refugees in neighbouring countries and to encourage the efforts of the Economic Commission of West African States to establish a cease-fire and an interim administration acceptable to all parties.

In the Horn of Africa, the Somalian civil war caused the collapse of the national government when the various factions were unable to agree on a successor to the administration.

In the Sudan, the civil war continued and the Sudanese government impeded international relief efforts for the seven million people at risk. Canada actively pressed for the reinstatement of Operation Lifeline Sudan and an effective relief effort.

Canada participated in the international effort to provide humanitarian assistance to seven million people in Ethiopia. Canadian diplomats supported negotiations to end the civil war, and to install a transitional broadly based government leading to a multiparty democratic election in 1992.

SOUTHERN AFRICA TASK FORCE

Canadian foreign policy continues to focus on the international effort to end apartheid in South Africa.

Early in May 1990, the African National Congress (ANC) and the South African government held their first talks at Groote Schuur about removing the obstacles to negotiations.

In June, ANC Vice-President Nelson Mandela was welcomed by thousands of Canadians at giant rallies in Ottawa, Toronto and Montreal. In an

historic address to the House of Commons, he paid tribute to Canada's leadership role in fighting apartheid. Prime Minister Mulroney pledged \$5.85 million to assist returning exiles and released political prisoners through the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) and South African churches.

In August, at a summit in Pretoria, the South African government agreed that the obstacles to negotiations — return of exiles, release of political prisoners, review of repressive security legislation — would be removed by April 30, and the ANC agreed to suspend its armed struggle. At the reconvened UN Special Session on Apartheid, Canadian efforts helped obtain a mandate for the UNHCR to assist in the return of South African exiles. In February 1991, President de Klerk announced that the remaining legislative "pillars of apartheid" would be repealed by the end of June 1991.

The London Commonwealth Foreign Ministers Meeting in mid-February, chaired by Mr. Clark, unanimously welcomed the progress being made in South Africa, but agreed not to lift sanctions until the promised reforms were instituted. The \$1.8-million Canadian Dialogue Program supported preparations for constitutional negotiations and encouraged contact among individuals and groups working toward a peaceful transition to a non-racial democratic South Africa.

In its first year of independence, Namibia continued to make encouraging progress in economic development and national reconciliation. Canada pledged \$4 million in aid and began Commonwealth-funded police training assistance.

TRADE WITH AFRICA

In 1990, Canadian exports of goods to Africa increased by 15 percent to \$1.07 billion, while exports of services reached \$200 million. Through the efforts of the Department, Canadian companies were able to maintain their share of the market and to find new trade outlets in Africa.

Exports to Africa originate in all parts of Canada: wood and fish products from the Maritimes; engineering and management services, telecommunications equipment and aircraft from Quebec; locomotives, mining and electrical generating equipment from Ontario; wheat, sulphur and oil and gas equipment from the Prairies; and forest products from British Columbia. Nigeria, Algeria and Morocco were Canada's main African trading partners in 1990. The Export Development Corporation continued to support Canadian exporters operating on the African market.

Under the impetus of the Department, the following industrial associations intensified their trade development initiatives in Africa: the Canadian Exporters' Association, the Canada-Arab Business Council, the Francophone Business Forum, and the new Canada-Nigeria Chamber of Commerce, formed in January 1991.

A team of African Development Bank (ADB) experts gave a series of cross-Canada seminars on obtaining contracts for ADB-funded projects. Canadian companies continued to compete for World Bank and ADB-funded projects valued at \$7 billion.

The Department intensified its marketing efforts in the African oil and gas market. Several Canadian companies are currently pursuing a number of lucrative projects.

Canada's fine reputation, its aid programs and its roles in the Commonwealth and La Francophonie contribute to its trade prospects in Africa.

ASIA AND THE PACIFIC

Links between Canada and Asia Pacific continue to expand and strengthen. Canada's presence in the area has been firmly established for many years through development and humanitarian assistance programs, immigration, trade and investment, as well as through the Commonwealth. Today, Asia is a larger market for Canada than all of Europe; Japan alone is a larger market for Canada than the U.K., France and Germany combined. More than ever before, Canada's future prosperity is tied to Asia Pacific.

The region is important not only to Canada, but also to the entire world. By the turn of the century, the "four tigers" of Korea, Hong Kong, Singapore and Taiwan are likely to achieve European levels of industrialization with higher economic growth rates than any of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) countries. The region enjoys average annual GNP growth rates of 7 percent; already 11 of the fastest growing economies of the world are Asian.

The area generates over 25 percent of the world's gross national product. It is home to 60 percent of the world's population, and it is already the source of 21 percent of the world's trade. By the year 2000, Asia Pacific will contain over 70 percent of the world's population, produce over 40 percent of the world's goods and consume over 40 percent of the world's production.

JAPAN

Japan is Canada's largest trading partner after the U.S. In 1990, Canada's exports to Japan amounted to \$8.17 billion, while imports from Japan declined slightly to \$9.52 billion, leaving a deficit of \$1.35 billion.

Japanese direct investment in Canada continues to grow and in 1990 passed \$4.4 billion. Japanese portfolio investment in Canada, mostly in the form of government bonds, exceeds \$46 billion.

Almost 475 000 Japanese tourists visited Canada in 1990.

To support this important trading relationship, there were a number of significant visits during the year:

- Mr. Crosbie met with the Minister of International Trade and Industry, Kabun Muto, on May 3, 1990, and raised the issue of Japan's tariff on dimension lumber of spruce, pine and fir, as well as trade negotiations between the United States and Japan.

- The annual conference of the Canada-Japan Business Committee was held in Hiroshima, May 13-16.
- Mr. Clark launched the North Pacific Cooperative Security Dialogue at the annual Foreign Ministers' Consultations in Japan, where he met with Japanese Foreign Minister Taro Nakayama.
- The ninth Canada-Japan Joint Economic Committee held highly successful meetings in Vancouver chaired by the Deputy Minister for International Trade and the Japanese Vice-Minister for Foreign Affairs.
- The Minister of Finance visited Tokyo in November 1990 to meet with senior representatives of the major Japanese financial institutions.
- The Department led round table discussions to assess Canada's efforts to attract Japanese direct investment.

In addition, Governor General and Mrs. Ramon Hnatyshyn visited Japan in November 1990 to attend the enthronement ceremonies of Emperor Akihito.

KOREA

Korea remains Canada's fifth-largest trading partner worldwide, with total bilateral trade in 1990 exceeding \$3.8 billion. Although total exports to Korea were slightly less than the \$1.55 billion recorded in 1989, Canada's 1990 trade deficit with Korea declined by 11 percent from the previous year.

Mr. Clark's visit to Seoul in September 1990 was the first by a Canadian foreign minister since 1975 and reinforced the growing pattern of contacts and cooperation.

HONG KONG

The Hong Kong economy is almost totally dependent on trade. Hong Kong is the world's twelfth largest import market. In 1990, Canada's two-way trade with Hong Kong amounted to \$1.7 billion.

Hong Kong is one of the world's most important financial centres and an important source of investment for Canada. In 1990, the total flow of Hong Kong investment to Canada was estimated at \$4 billion.

Trade fairs and investment seminars sponsored by the Department promoted the Canadian airport industry, telecommunication and information technologies and processed goods.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Canada regards the People's Republic of China both as an important trade and economic partner, and as an influential interlocutor on many regional and multilateral issues. The Department continues to stress human rights concerns at every opportunity.

With the introduction of its tenth five-year plan in 1991, China appears to be continuing along the path of economic reform. Total bilateral trade between Canada and China in 1990/91 exceeded \$3 billion, with a favourable trade surplus for Canada.

The last three years have shown a steady growth in exports of capital goods to China, with sales increasing from \$125.7 million in 1987 to \$414.9 million in 1989 and currently representing 50 percent of Canada's total exports to China. Textiles continue to dominate imports from China but light industrial goods, such as toys and sports equipment, leather goods and footwear are also represented.

The second Canada-China Heavy Oil Symposium was held in Beijing in October 1990. Canada hosted the National Petroleum Show in Calgary and a Chinese state planning mission visit by representatives of China's government and business community.

The Canadian Embassy in Beijing and the Consulate General in Shanghai actively promoted Canadian goods and services through trade fairs and symposiums in the automotive, telecommunications, power and energy, and agriculture sectors.

TAIWAN

Canada adheres to the one China principle which, in 1970, recognized the People's Republic of China and precludes official relations with the Taiwanese authorities. Nevertheless, the Department may still encourage business activities and private contacts with Taiwan.

Opened by the Canadian Chamber of Commerce in 1986, the Canadian Trade Office in Taipei (CTOT) was expanded this year and, under secondment through an Interchange Canada agreement, a trade commissioner is currently located there.

Through a private joint-venture agreement, Canadian Airlines began direct non-stop service between Vancouver and Taipei in December.

Taiwan is currently Canada's fourth largest trading partner in the Pacific, two-way trade reaching \$2.9 billion in 1990.

SOUTHEAST ASIA — THE ASSOCIATION OF SOUTHEAST ASIAN NATIONS

The Department has completed a set of booklets which survey Canada's economic relationships with each of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN): Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. Meanwhile, business, academic and cultural contacts are developing rapidly, assisted through the Canada-ASEAN Centre located in Singapore.

Canada's role as a dialogue partner in ASEAN stands as the cornerstone of relations with Southeast Asia and facilitates discussion on international and regional political and economic issues. The Secretary of State for External Affairs represented Canada at the annual ASEAN Post-Ministerial Conference held in Jakarta, Indonesia in July 1990. Mr. Clark also hosted a very successful meeting of ASEAN foreign ministers in Jasper in October 1990.

The Indonesian Minister of Administrative Affairs undertook an extensive study tour in Canada in October.

Canadian government and private-sector involvement in Southeast Asia continues to develop as cooperation increases across a range of political, economic, social and cultural interests.

TRADE WITH ASEAN

Bilateral trade between Canada and ASEAN reached \$3.4 billion in 1990. Canadian exports accounted for \$1.6 billion of this total representing an increase from \$1.3 billion the previous year. Imports from ASEAN remained at approximately \$1.8 billion in 1990. There is tremendous potential for growth in the ASEAN-Canada trading relationship as ASEAN and Canadian exports account for just over 1 percent of each other's markets.

The Canadian government has funded a series of conferences, missions and feasibility studies to expand the commercial relationship. To date, Canadian exports to the region have consisted mainly of commodities and resource-based products. Trade development efforts promoting advanced technology products and services are resulting in diversification, with increased sales to ASEAN in the transportation, communications, aerospace and power sectors in particular.

Current estimates of Canadian investment in ASEAN are as high as \$2.9 billion which represents approximately 3 percent of all Canadian direct investment overseas.

The focus for Canadian investment is on the oil, gas, mining and minerals sectors and in the countries of Indonesia and Singapore.

The ASEAN-Canada Business Council (ACBC), created in 1986 by the Canadian Chamber of Commerce and the ASEAN Chambers of Commerce and Industry, continues to promote business relationships between Canada and the countries of ASEAN. In October 1990, the ACBC conducted a successful seminar in Calgary on ASEAN business opportunities, in conjunction with the visit of ASEAN foreign ministers to Alberta.

INDOCHINA

As the Cambodian conflict continued into its twelfth year, Canada maintained a dual-track policy of active involvement in the peace process while addressing the humanitarian aspects of the conflict.

In the wake of the Vietnamese withdrawal from Cambodia, in March 1990, Canada announced that it would resume official development assistance to Vietnam, Cambodia and Laos. In May, Canada became one of the first Western countries to announce that it would no longer support the claim of the Cambodian resistance to the Cambodian seat at the UN.

VIETNAM

Relations with Vietnam improved in the wake of ongoing Vietnamese economic reforms and the Vietnamese withdrawal from Cambodia. As a result of the withdrawal, Canada reestablished the eligibility of Vietnam for official development assistance in March 1990, and a modest aid program is being developed.

Canada is now the fifth largest investor in Vietnam with over US\$112 million committed to projects there. In January 1991, Mr. Crosbie became the first Canadian minister to visit Vietnam in 19 years.

Two-way trade between Canada and Vietnam increased by 30 percent to \$22.6 million in 1990/91, due mostly to a phenomenal 168 percent growth in exports in Vietnam over the previous year. Penicillin and antibiotics, radio receivers, plastic, rugs and machinery comprise major Canadian export items, with total exports reaching \$7.5 million in 1990. Major Canadian imports included fish, clothing and invertebrate shellfish.

Canadian oil companies are involved in exploration and supply of products and services to Vietnam. Engineering firms are working on feasibility studies for reconstruction projects.

SOUTH ASIA: INDIA, PAKISTAN, BANGLADESH, SRI LANKA, NEPAL, AFGHANISTAN AND MYANMAR

The population of South Asian countries exceeds one billion, approximately 20 percent of the world's total.

India, with a population of almost 850 million, is now the world's ninth largest economy. It faces domestic political difficulties in Assam, Punjab and Kashmir.

The new Pakistani government of Prime Minister Nawaz Sharif is committed to economic liberalization and the educational and health needs of the country. A negotiated settlement and a stable Afghanistan would contribute to peace and security in Pakistan and the region, thus permitting the return of the estimated 1.5 million refugees in Iran and the 3.5 million in Pakistan.

Canada and other members of the international community have raised concerns over human rights abuses in Sri Lanka where fighting continues between government forces and Tamil secessionists. Bangladesh continues to grapple with widespread poverty compounded by major loss of life and economic disruption caused by cyclones and floods, and has recurring requirements for international aid. Through the Canadian International Development Agency (CIDA), the Department has supervised Canadian relief efforts.

Elections in Nepal have introduced democratic government to that country for the first time in over 30 years.

The State Law and Order Restoration Committee of Myanmar is essentially immune to international pressure due to substantial revenues from oil exploration and timber concessions. Human rights abuses cause particular concern to Canada and other countries.

Canada has sought to encourage the democratic process and respect for human rights throughout the South Asian region, to ensure regional stability through the resolution of various conflicts, and to support measures to promote economic liberalization and growth. Canada seeks to influence the policies of South Asian countries and promote those values through trade and immigration programs, and development assistance to eligible countries.

During the year, both Madame Landry and the Minister for Employment and Immigration, the Honourable Barbara McDougall, paid official visits to South Asia.

In October, Ottawa hosted the Sri Lankan Minister of Plantation Crops and the Minister of State for Defence on an official visit.

TRADE WITH SOUTH ASIA

Canadian exports to the South Asia region increased by approximately 8 percent over the previous year. Despite the highly protected and regulated nature of South Asian markets, Canadian companies see long-term potential in the region because of its vast market size. Significant sales were registered, particularly in the oil and gas sector in India and Pakistan. Trade delegations in both directions and visits of senior officials heightened awareness of opportunities. In June 1990, Mr. Ajit Singh, the Indian Minister of Industry, addressed a major business conference in Montreal and visited industries in Quebec and Ontario.

AUSTRALASIA: AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE SOUTH PACIFIC

Canada has continued to enjoy close political, economic and trade relations with Australia and New Zealand. Cooperation continues with these nations on a myriad of issues including Commonwealth and United Nations affairs, defence cooperation, regional developments and the environment. Canada, Australia and New Zealand consulted closely on multilateral trade negotiations during the current Uruguay Round, specifically through the Cairns Group on reform in agricultural trade.

Canada's close cooperation with Australasia was highlighted by a number of high-level visits which included Australia's Minister for Foreign Affairs and Trade, Senator Gareth Evans, in January 1991.

TRADE WITH AUSTRALIA

Canadian trade with Australia in 1990 was characterized by a decline in both countries' exports caused by recession in both economies. Canadian exports, which in 1989 totalled just over \$1 billion, fell 18 percent to \$846 million, while imports from Australia also declined. Canada's relative position as an exporting nation to Australia did not change, however, and Canada continues to be Australia's sixth largest source of imports. Australia is an important market for Canadian high-technology goods and services, and opportunities should strengthen as the country deregulates and privatizes its telecommunications sector.

Some significant highlights include MacDonald Dettwiler's \$27-million sale of computerized equipment to the Australian National Aeronautical

Authority, and DMR Group Inc.'s sales of \$23 million for systems integration for the state of Victoria's taxation office. Northern Telecom won significant contracts to provide digital switching equipment. Canpotex achieved sales of \$35 million in 1990.

TRADE WITH NEW ZEALAND

Canadian exports to New Zealand decreased by about 8.6 percent over 1989 figures due to the current recession affecting both countries. Canada's position in the New Zealand market is still very strong and New Zealand remains an important market for Canadian manufactured goods. In 1990, McCain Foods acquired its first New Zealand operation, a food processing company called Alpine Foods. Also in 1990, Petrocorp Exploration Canada Ltd. acquired, for more than \$118 million, virtually all of Amoco Canada's interests in the Provost area of East Central Alberta. Petrocorp is a wholly owned Canadian subsidiary of Petrocorp Exploration Limited which is, in turn, a wholly owned subsidiary of Fletcher Challenge Limited of New Zealand. Bell Canada International co-founded and owns 25 percent of Clear Communications Ltd., now a major player in New Zealand telecommunications.

SOUTH PACIFIC ISLANDS

Canada worked cooperatively with the island countries of the South Pacific, notably through a development assistance initiative focusing on fisheries management, ocean development projects, typhoon relief and small-scale community projects.

Canada was pleased to attend the second South Pacific Forum Dialogue Meeting held in Port Vila, Vanuatu, in August 1990. The South Pacific Forum consists of 15 member nations, and Canada is one of the six dialogue partners, along with the U.S., U.K., France, Japan and China. Through the Honourable Pat Carney, who represented the Secretary of State for External Affairs at these meetings, Canada consulted on a wide range of issues, including the environment, driftnet fishing, and development in the South Pacific region.

In August 1990, Canada participated in an observer capacity at the peace talks between the Papua New Guinea national government and the rebels on the island of Bougainville.

IMMIGRATION

The Asia-Pacific region remained the largest source of new immigrants to Canada in 1990. More than 88 000 arrived from the area, representing 42 percent of the total number of immigrants Canada received from around the world.

Thirty-eight percent of immigrants from the region during the past year were given visas in the "family class" category.

A high percentage of immigrants coming to Canada from Asia Pacific come as either entrepreneurs or investors. Of all immigrants accepted into Canada as entrepreneurs during the year, 7 300 or 60 percent came from Asia Pacific. Similarly, 3 900 or 94 percent of the total number of financial investors entering Canada last year also came from this region. More than 6 500 jobs in Canada were expected to be created or maintained and \$3 billion to be transferred because of the entrepreneurial skills of these new immigrants.

The Indochinese movement still dominated the refugee intake in Asia. Their selection is governed by the Comprehensive Plan of Action (CPA), an international agreement adopted in Geneva in June 1989.

A total of 180 000 visas were issued to visitors, students and temporary workers from the area, a 9 percent increase over 1989.

PUBLIC AFFAIRS

The Department sets public affairs priorities in Asia Pacific with a view to promoting Canada as a full-fledged player in the Asia-Pacific area and one committed to the region on a long-term basis. Public affairs efforts were directed towards positioning Canada as a source of goods and services, high-quality resources, and cultural excellence — all offering attractive investment opportunities.

In October, ASEAN foreign ministers met in Jasper, Alberta. This was an historic meeting as it was the first time ASEAN foreign ministers had held such a meeting outside their own countries. In conjunction with this conference, an academic seminar, which highlighted Canada's valued educational links with the ASEAN countries, was held in Calgary.

Canada Business and Technology Week in Seoul, November 1990, included high-technology products and trade shows, tourism, and food displays, as well as a highly successful education market place.

As part of the festivities for Canada Week in Taipei, the Education Liaison Section within the Canadian Trade Office was opened, and a fashion show featured the work of Canadian designer Alfred Sung.

WESTERN EUROPE AND THE EUROPEAN COMMUNITY

Numerous visits at the head-of-state, prime ministerial and ministerial level with European leaders confirmed the importance of Europe for Canada in political, economic, demographic and cultural terms.

Bilateral political consultations were held with French Prime Minister Michel Rocard, and the Prime Minister of Italy, Giulio Andreotti. Prime Minister Mulroney was received by H. H. Pope John Paul II. Canada signed significant agreements with France on the environment and on cooperation in museums. Canada also signed a memorandum of understanding with Germany on environmental cooperation.

Just weeks before German unification, Canada hosted German President, Richard Von Weizsaecker, marking a new more active phase in relations between Canada and Germany. Finnish President Mauno Koivisto made a state visit during which he and Foreign Minister Pertti Paasio met with Prime Minister Mulroney and Mr. Clark to discuss the continuing evolution of Europe, and particularly

the prospects for political and economic change in the Soviet Union and Central and Eastern Europe.

In November, Prime Minister Mulroney and Prime Minister Andreotti, in his capacity as President of the EC, issued a Declaration on EC-Canada Relations. The Declaration established principles of partnership and common goals for Canada and the EC. Under the consultative framework of the Declaration, the President of the Council of the European Communities, Luxembourg's Foreign Affairs Minister Jacques Poos, accompanied by EC Vice-President M. Frans Andriessen, met with the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs. Intensive discussion improved coordination with the EC on international affairs, and encouraged progress on bilateral issues. As a result of their visit, it was agreed that Luxembourg's Prime Minister, M. Jacques Santer, and the President of the Commission, M. Jacques Delors, would meet with Mr. Mulroney later in the spring.

Also in November, Mr. Clark proposed the formation of a council of the Arctic countries, which would stimulate Canada's cooperation with the Nordic countries and the Soviet Union on Arctic matters. During the Gulf crisis, the Turkish Foreign Minister Mr. Ahmet Kurtcebe Alptemoçin, a representative of a front-line state and important North Atlantic Treaty Organization (NATO) ally, paid a visit to Ottawa.

TRADE

With a combined population of over 400 million people, the countries of Western Europe import over \$1.6 trillion worth of goods annually, or 45 percent of total world imports. The European Community countries account for 85 percent of these imports.

Western Europe is especially attractive to Canadian exporters as a cash market with a high demand for quality products and advanced technology. Canadian exports to Western Europe for 1990 were valued at \$13.8 billion, up 1 percent over 1989. Nearly 80 percent of Canadian exports to Western Europe were end products of fabricated materials.

In 1990, EAITC-sponsored Canadian participation in 55 Western European trade fairs including 18 national stands. One hundred and seventy-two Canadian firms participated in these national stands and they reported on-site sales of approximately \$33 million as well as potential follow-up sales of \$940 million.

The successful New Exporters to Overseas (NEXOS) Educational Program was continued with 10 missions involving some 150 Canadian companies from across Canada. Included was a special Canadian fashion NEXOS to the IGHEDO trade fair in Germany involving 21 Canadian apparel companies ready to tackle the competitive European market.

In its first full year, the Strategic Ventures Program exceeded expectations with 9 successful partnering agreements and 10 more under negotiation. Over 100 Canadian companies have been introduced to prospective partners.

Minister Crosbie led trade missions to Finland in May 1990 and to Portugal in March 1991. In Finland, the Minister signed agreements between Canada and Finland relating to double taxation and air services, and letters were exchanged to further cooperation in the field of science and technology. In Portugal, the Minister made important representations concerning Canada's fisheries relations with Portugal and expressed Canada's desire to increase trade and investment relations with Portugal in the context of Europe 1992.

The following business developments are of note:

- Ontario Bus Industries of Mississauga signed \$16.8-million worth of contracts for 120 easy-access buses for 15 Swedish cities.
- De Havilland of Toronto delivered 23 Dash-8 aircraft (worth \$262 million) to customers in Western Europe.
- Bristol Aerospace of Winnipeg and its Spanish associate CASA were awarded a \$45-million contract by the Spanish Ministry of Defence.
- Canadian Hunter Exploration Ltd. and Petrofina (Belgium) concluded a joint venture for oil and gas exploration and testing in Western Canada.
- Nordion International of Kanata purchased the Institut des Radios Eléments of Belgium, a major European radioisotope manufacturer.
- Nova Corporation completed the sale of its Polysar Rubber Division in Sarnia to Bayer A.G. of Germany for approximately \$1.25 billion.
- Bombardier Inc. acquired U.K. rail manufacturer Procor Engineering Ltd.
- As part of a deal with Lufthansa Commercial Holding and Deutsche Airbus, an Airbus A340 flight simulator valued at \$40 million will be supplied by CAE Electronics from its Montreal plant.

THE EUROPEAN COMMUNITY

Canada's close relationship with the European Community is evolving and expanding as the Community gradually achieves greater economic and political integration.

The Canada-EC Framework Agreement for Commercial and Economic Cooperation continues to be a focus of the bilateral relationship with activities ranging from joint action in science and technology to industrial cooperation. The annual ministerial level meetings are held at the same time as the annual review of activities under the framework agreement. Canadian and EC ministers regularly meet and collaborate on a wide range of issues either bilaterally or in multilateral forums.

Over the year, the EC made great progress in implementing the 1992 single market initiative, its project to remove the last remaining barriers to the free movement of goods, people, capital and services among the member states. Almost two-thirds of the measures necessary to complete the program are now in place. The Community has also convened intergovernmental conferences to revise the Treaty of Rome to provide for greater economic, monetary and political union.

The Department is closely monitoring and evaluating the implications of the 1992 initiative while ensuring awareness of the opportunities created for Canadian trade and investment relations in Europe. Close to 2 500 business leaders have participated in 19 seminars and conferences on Europe 1992, co-sponsored by the federal and provincial governments, and business and industry associations. The Department has distributed over 40 000 copies of sectoral reports on the 1992 initiative to the business and academic communities. Studies under preparation for release in 1991 included sub-sectoral reports on the environmental, software, ocean telecommunications and value-added wood products industries; and a booklet, *Moving into Europe*, was designed to help Canadian firms forge strategic alliances with European firms.

The Department intervened with the EC to defend Canadian interests where Community actions threatened to limit Canadian exports. Lumber, newsprint, and various agricultural products were among the commodities for which the Department worked to protect Canada's market access. Proposed EC legislation that would inhibit the export of Canadian furs and fur products to the EC continues to be a major concern.

The question of European Community overfishing in the area of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) is still unresolved. Canada and the EC are cooperating in three bilateral working groups: fishing by non-NAFO vessels, scientific research, and surveillance and control. Canada continues to press the EC to comply with all NAFO conservation measures.

IMMIGRATION

Western Europe continued to be a major source of new immigrants, many of whom possess valuable skills necessary for Canada's economic development. In 1990, Canadian missions in the region issued 37 944 immigrant visas, as well as 79 988 visas to tourists, students and temporary workers.

Business immigration remained a high priority. Promotional activities undertaken in conjunction with the provinces by staff at Canadian missions attracted over \$450 million from entrepreneurs; these funds will result in 1 141 jobs for Canadians.

The implementation of the new Canada-Quebec Immigration Accord will have a major impact in Western Europe, as Quebec has designated Belgium and France as priority-source countries for Francophone immigrants. In order to process the anticipated growth in Quebec-destined migrants,

additional locally engaged staff will be assigned to the Canadian Embassy in Paris.

Since many improperly documented passengers come to Canada via Western Europe, maintaining cooperation with travel industry personnel and local officials is important. Immigration control officers stationed in London, Paris, Rome, Bonn, Brussels and The Hague have coordinated training programs for airline staff and provided support for Canada Employment and Immigration Commission enforcement activities.

The movement of large numbers of people migrating for economic reasons is potentially destabilizing. The countries of Western Europe are recognizing this at a time when members of the EC are working towards the removal of all internal border controls and the standardization of immigration procedures. These initiatives are likely to result in the adoption of multilateral approaches such as the Dublin Convention, which addresses the issue of refugee protection and the granting of asylum by signatory countries.

It is in Canada's interest to monitor and participate in this process and to promote and enhance the level of international cooperation with like-minded countries in addressing migration issues. Accordingly, this aspect of Canada's bilateral relations with the countries of Western Europe can be expected to remain a top priority for staff at Canadian missions in the region.

At the same time, Canada remains committed to assisting refugees who are in need of protection and for whom resettlement in Canada represents a viable alternative. In 1990, Canada accepted 13 442 refugees and members of designated classes at missions in Western Europe.

PUBLIC AFFAIRS PROGRAMS IN WESTERN EUROPE

Numerous public affairs activities were designed to heighten Canada's profile and defend Canadian interests in European public opinion. A strong information campaign raised the awareness of European decision makers and segments of the public at large concerning the dangers of overfishing in the North Atlantic. Journalists from most of the European countries were invited to Canada on visits highlighting Canada's economic vitality, resourcefulness, environmental policies, cultural industries and social, scientific and technological achievements. The resulting media reports brought large European audiences into closer contact with life in Canada.

The Canada-Germany and Canada-France joint cultural commissions met in 1990; similar cultural consultations were held with the Netherlands. Canada signed an accord on museums with France and approached a number of European countries with a view to negotiating other agreements for heritage protection through the promotion of museums. To ensure expansion of film and television cooperation with Europe, Canada promoted the need for coproductions while preparing compatible legislation for the European Single Market. In the audio-visual area, TV5, the Francophone network in which Canada is a major partner, continued to expand across Europe giving wider distribution to Canadian television programs in most of its countries.

Cultural exchanges added depth and intensity to Canadian diplomatic activity in Europe. Through the support of the Department, Canadian orchestras, singers, dance and theatre companies, painters, film makers and writers all made successful European tours, thus enriching Canada's image as a

creative country contributing actively to the quality of life worldwide. By helping Canadian artists to carve themselves a niche in European artistic circles, the Department also stimulated the export of Canadian cultural products such as books, films, disks and videos.

The Europe-wide Canadian Studies Conference held in The Hague, October 24 - 27, 1990, showed just how dynamic the European Canadian Studies associations have become. The Department maintained its support by fellowship programs, chairs, research projects, book and journal gifts, and grants, to further the activities of some 30 centres of Canadian Studies throughout Europe. In addition to providing courses on Canada in a large number of universities, the Canadian Studies Program contributed toward creating a network of European teachers and researchers who specialize in Canadian affairs including history, geography, economics, sociology, political science and literature, and who are presenting Canadian realities with growing effectiveness.

THE SOVIET UNION AND CENTRAL/ EASTERN EUROPE

Canada's support for peaceful political and economic reform in the U.S.S.R. and Central/Eastern Europe has been unwavering. A series of high-level bilateral meetings, business ventures and cultural exchanges was designed to expand on existing contacts and to further improve relations.

November 1990 saw the first visit to the Czech and Slovak Federal Republic by a Canadian Secretary of State for External Affairs, followed immediately by Mr. Clark's working visit to the U.S.S.R. Canada received a wide range of visitors from the region, including President Gorbachev, Foreign Minister Eduard Shevardnadze, Czech and Slovak President Vaclav Havel, and Lithuanian Supreme Council Chairman Vytautas Landsbergis.

Keeping pace with decentralization in the U.S.S.R., Canada broadened its representation by appointing a Consul General to Kiev in January 1991.

The 14 agreements signed during the Prime Minister's November 1989 visit to the U.S.S.R. have resulted in many mutually beneficial contacts. Good progress has been made by joint environmental Working Groups which have concentrated their

efforts on the northern regions of Canada and the U.S.S.R. Native people from both countries have met to discuss common problems and interests, and to find common solutions.

The highlight of the Military Exchanges Program was the visit of three Canadian ships to the Soviet Pacific port of Vladivostok, the first by a Western navy since 1936. The agreement on police cooperation has been very successful; the Soviet Union was admitted to Interpol at the Ottawa conference in 1990.

In response to the killing of civilians by the Soviet military in Lithuania and Latvia in January 1991, Canada suspended its offer of technical assistance to the U.S.S.R. and of a new \$150-million Export Development Corporation (EDC) line of credit for the purchase of food. In addition to these economic measures, Canada also invoked the Conference on Security and Cooperation in Europe's Human Dimension mechanism, as it did in response to the political repression in Kosovo, Yugoslavia, in 1990.

TASK FORCE ON CENTRAL AND EASTERN EUROPE

In July 1990, the Task Force on Central and Eastern Europe was established. An extension of the previous Program of Cooperation with Poland and Hungary, it is central to Canada's efforts to support the transition to market economies and to promote democratization in the reforming nations of Central and Eastern Europe. The Task Force administers a \$35-million Technical Assistance Program, coordinates public and private-sector initiatives, and facilitates the development of broad-based political and economic links with the region.

Working in close cooperation with the G-24 (see Glossary) Canada has launched some 120 technical assistance projects focusing mainly on the priority sectors of agriculture, management training, energy, the environment, law and privatization. Assistance programs have been established in Hungary, Poland, and the Czech and Slovak Federal Republic and are designed to respond to the recipient nations' urgent needs by matching them with Canadian expertise in the public, private, voluntary and academic sectors.

Highlights of the year included support for a Canadian Labour Congress education project focusing on women in the Polish work force and a \$1.8-million contribution to the development of language training centres for teachers in Poland. As a result, 55 Canadian teachers will offer English and French language courses during the next three years. The Government of Canada contributed \$450 000 to the International Management Centre in Budapest, the first private business school in Central and Eastern Europe, now headed by a Canadian dean. Canada also provided financial support to the Association of Canadian Community Colleges to undertake curriculum development for industrial retraining centres in Hungary. Financial support was also given to the Hungarian College of Hospitality and Tourism, and a media and journalism school.

The Task Force launched its program of assistance to the Czech and Slovak Federal Republic with a project identification mission to that country in November 1990 resulting in the development of some 28 projects with a total value of \$2 million. Projects included the provision of Canada's energy management expertise to the C.S.F.R. and support to a Canadian firm advising the government on the implementation of a financial market system. In addition, the successful York University entrepreneurial and management training program,

partially funded by the Task Force, drew 129 participants from across Central and Eastern Europe and the Soviet Union.

A project identification mission to Romania was organized to launch the Canadian Program of Technical Assistance to that country. In March 1991, \$290 000 worth of skim milk powder was contributed to Bulgaria. A few small-scale projects were launched in the Soviet Union during the first part of the year, but technical assistance to the U.S.S.R. was suspended by the Secretary of State for External Affairs following the onset of Soviet military activity in the Baltics.

The Task Force has also worked in close cooperation with key multilateral bodies including the World Bank, the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) to which Canada contributed \$180 000 for the establishment of the Centre for European Economies in Transition.

TRADE

Canada is actively encouraging trade and investment throughout Central/Eastern Europe and the U.S.S.R. In addition to trade fairs, missions and information seminars, bilateral agreements are being put in place to foster a receptive business environment. These agreements ensure foreign investment protection and eliminate double taxation.

Recent political and economic changes have given rise to unprecedented opportunities for new business in the region. While recessions brought about by the wrenching change from command to market economies continue to limit direct sales opportunities, Canada is actively seeking to expand its trade and economic links through cooperative ventures between government and the business community.

During the visit of the Minister for International Trade to the U.S.S.R. in October 1990, the Canada-U.S.S.R. Business Council officially opened its Moscow office. With the support of the Department, this bilateral business organization has grown to include over 100 paying corporate members; it offers practical advice and assistance to Canadian business people in the U.S.S.R.

General Preferential Tariff Status has been extended to Poland, Hungary and Romania, facilitating their access to the Canadian market. Negotiations are under way to replace the outdated 1956 Canada-U.S.S.R. Bilateral Trade Agreement with a more comprehensive and modern commercial and economic agreement.

In fall 1990, the Department launched the Renaissance Eastern Europe Cost-sharing Program to assist Canadian firms establishing joint ventures in both the U.S.S.R. and Central/Eastern Europe by sharing front-end costs. A number of Canadian companies have already benefited from this support.

Canadian exports to the U.S.S.R., primarily grain, reached a value of \$1.12 billion in 1990. Imports were a record \$185 million.

In May 1990, during President Gorbachev's visit to Canada, a \$500-million line of credit for capital goods and services was agreed upon between the EDC and the U.S.S.R. Bank for Foreign Economic Activity. Reflecting the importance of multilateral financial initiatives, Canada also helped found the new European Bank for Reconstruction and Development.

The Canadian business community continued to display a strong interest in the Soviet market, particularly in the energy, communications and agri-food sectors. There are now more than 50 Canadian joint ventures in the U.S.S.R. The largest and most prominent are the McDonald's of Canada food processing and restaurant operation in Moscow, and the Canadian Fracmaster oil-recovery scheme in Western Siberia. The Department participated in two international trade fairs in the U.S.S.R. aimed at promoting business in farm machinery and aerospace technology.

The Canadian academic community has maintained its commitment to help provide much-needed managerial skills and knowledge about market economies. A centrepiece of this effort is the third annual phase of the federally supported Entrepreneurial and Management Training Program for Soviet and Central/Eastern European business people at York University.

Two-way trade between Canada and the countries of Central/Eastern Europe totalled \$544 million in 1990. Canada is evaluating large-scale financing for Romania, and renewal of its lines of credit to the Czech and Slovak Federal Republic and to Hungary. In addition, Poland has been offered a new short-term insurance facility.

By March 1991, there were approximately 40 Canadian joint ventures in Poland, and over 100 in Hungary. Joint ventures are also being created in other Central/Eastern European countries, albeit at a more moderate pace. New activity is also occurring in investment funds, law and accountancy.

IMMIGRATION

The initial euphoria generated by the changes in Eastern Europe was tempered in 1990 as the region

struggled to cope with the legacies left by former regimes: serious pollution, rising unemployment and inflation and, particularly in Yugoslavia and the Soviet Union, increased nationalism and inter-ethnic tension.

The economic, political and social problems in Eastern Europe and the U.S.S.R. made emigration from the area increasingly attractive. Independent immigrant processing was instituted throughout the region on September 1, 1990, and new visa sections opened in Canadian embassies in Prague and Bucharest. In 1990, 25 947 East Europeans emigrated to Canada, an increase of 8.6 percent over 1989. Of these, 11 473 immigrants were processed through East European posts. With the almost complete relaxation of travel and exit regulations in Eastern Europe, Canadian missions in the area issued 93 954 visitor visas in 1990, up 18.9 percent from the previous year.

ACADEMIC, CULTURAL AND SCIENTIFIC RELATIONS

The reforms in Eastern Europe enabled institutions and individuals to develop direct contacts and cooperation with foreign counterparts. As a result, there was a marked increase in bilateral exchanges in the cultural, academic and scientific fields between Canada and Eastern Europe in 1990/91.

Canadians in various fields have conducted courses and seminars through the Program of Assistance for Central and Eastern Europe. East European academics have been invited to Canada in order to exchange information and to further their knowledge. Similarly, Canadian academics and specialists have visited Central and Eastern Europe to lecture, advise and counsel students, teachers and managers on a wide range of subjects related to the economic and political changes occurring there.

A memorandum of understanding on cultural, scientific and sports relations was signed with the Czech and Slovak Federal Republic.

The program of exchanges in the academic, scientific and cultural fields with the U.S.S.R. was updated. Funding has been made available to enable over 35 graduate students and researchers to come to Canada. The Soviets have invited a similar number of Canadian graduate students and researchers to the U.S.S.R.

The Royal Winnipeg Ballet toured successfully in June. EAITC also supported a conference organized by York University in Toronto entitled "Glasnost and the Global Village." In addition, the Battlefield House Museum has signed an agreement with the Borodino War Museum in the U.S.S.R.

THE MIDDLE EAST

When Iraq invaded Kuwait on August 2, 1990, and subsequently annexed it, Canada joined with other members of the international community in opposing the action. This conflict caused the most direct military involvement in the Middle East in Canada's history.

As a member of the United Nations Security Council (UNSC) until the end of December 1990, Canada participated in the passage of a series of resolutions imposing sanctions on Iraq, calling for the release of foreign nationals and the protection of foreign diplomatic missions in Kuwait, and condemning the annexation of Kuwait by Iraq. Canada was assiduous in working for a central role for the United Nations in the response to Iraq's aggression. During a period of extraordinary political activity, the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs, as well as other ministers, made extensive efforts to encourage Iraqi compliance with the United Nations' resolutions calling upon Iraq to withdraw. Despite all efforts, diplomacy failed. On January 16, in conformity with UNSC resolutions, coalition forces moved to push Iraq out of Kuwait.

Members of the Department working in Canadian embassies in Kuwait and Baghdad performed heroically during this period. In Kuwait, despite intense Iraqi pressure, the Embassy remained present in Kuwait City from the invasion until October 22, when it finally suspended operations and the staff moved to Baghdad. From the Embassy in Baghdad, tremendous efforts were made, first in close coordination with the Canadian mission in Kuwait, and later alone, to ensure the safety of Canadian nationals under Iraqi control. Hundreds of Canadians were successfully repatriated. Indeed, Canada was the first country to organize an evacuation flight for women and children from Kuwait, once they were permitted to leave. The last four members of the Baghdad Embassy left on January 12 and the mission was still closed at the end of March 1991.

Canada's support for the actions in the Gulf, under the aegis of the United Nations, included a significant military contribution. Canada deployed three ships to the Gulf to deter further aggression and to assist in enforcing United Nations' mandated sanctions. A destroyer, HMCS *Terra Nova*, a frigate, HMCS *Athabaskan*, and a supply vessel, HMCS *Protecteur*, were based in Manama, Bahrain. Twenty-six CF-18 aircraft were dispatched to Qatar, initially to provide the naval force with air cover, but later to participate in coalition bombing raids.

Canada also operated a 500-person field hospital in Saudi Arabia.

During the period when our Embassy in Kuwait was non-operational, Canada opened an "Office of the Embassy" in Manama, and another one in Doha, Qatar. These offices were closed when the Embassy in Kuwait re-opened.

These contributions significantly increased Canada's profile in the region, particularly in Kuwait, Saudi Arabia and the other Gulf states where bilateral relations were considerably strengthened. The Secretary of State for External Affairs visited Kuwait in the first 10 days after its liberation. Canada was among the first nations to reopen an embassy in Kuwait in March 1991.

Even before the end of hostilities in March 1991, Canada developed a number of proposals for the post-war period. These included post-crisis regional security arrangements, more rigorous control of both conventional arms and weapons of mass destruction, and an agreement against the use of the environment as an instrument of war. Regional conflicts continued to threaten peace and stability in the area. In particular, it had become clear to Canada and the international community that serious steps would have to be taken to help the parties concerned to resolve the Arab-Israeli dispute, now over 40 years old.

The aftermath of the Gulf crisis was not in any sense clear-cut. Although Kuwait moved relatively quickly toward the reconstruction of its devastated economy, Iraq was faced with a long series of requirements under the provisions of the UNSC Cease-fire Resolution 687 before the comprehensive sanctions could be lifted. The Iraqi regime, however, chose to mobilize its remaining forces to put down uprisings of its Kurdish and Shi'ia peoples. Canada contributed to the resulting international humanitarian effort to assist Iraqi Kurdish refugees. This continued threat of violence in the area delayed the complete withdrawal of coalition forces and the lifting of United Nations' punitive measures.

The search for a just, lasting and comprehensive settlement to the seemingly intractable Arab-Israeli dispute has taken on a new urgency in the wake of the Gulf conflict. The coalition partners, including Canada, reiterated their commitment to pursue greater security for all the states in the region, and to seek a negotiated settlement of the Palestinian question based on UNSC Resolutions 242 and 338. Canada has expressed full support for the U.S. efforts to advance the peace process and has urged

Israel and its Arab neighbours to make the gestures needed to improve the negotiating climate.

Canadians were deeply shocked at the unprovoked attacks on Israeli cities by Iraq's SCUD missiles. Both the Prime Minister and Mr. Clark expressed Canada's profound sympathy as well as horror at these attacks. The government provided \$500 000 in humanitarian assistance through the Canadian Red Cross to its Israeli equivalent, Magen David Adom, for emergency relief. In response to an Israeli request, Canada sent 10 000 gas masks, which were distributed through the UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), to help provide protection to Palestinians in the occupied territories.

The Secretary of State for External Affairs visited Israel in November 1990 and March 1991. The messages he carried indicated Canada's support and encouragement of Israel's restraint during SCUD attacks.

Egypt played a major role in leading moderate Arab opinion during the Gulf crisis. In addition to mobilizing the Arab League, Egypt made a direct contribution of troops to the coalition. Badly affected by the Iraqi aggression against Kuwait due to the loss of remittances, of markets in Iraq and the urgent need to absorb workers displaced from both Kuwait and Iraq, Egypt needed emergency assistance. On March 31, 1991, Canada provided some \$26 million directly to the Government of Egypt and provided \$13 million in debt relief, forgiving principal and interest due on Egyptian Official Development Assistance (ODA) debt. The accumulated assistance to Egypt permitted it to approach more optimistically an agreement with the IMF and World Bank on debt rescheduling and the restructuring of its economy.

Canada's relations with Saudi Arabia were substantially strengthened during the crisis because of Canada's tangible commitment to re-establishing Gulf security. Decisive Saudi action permitted the mobilization of foreign forces to liberate Kuwait, and Saudi Arabia's role will be essential in ensuring post-war security and prosperity in the region. Mr. Clark met with Saudi leaders on his March visit to the Middle East.

Among other events of note in the region were the unification of two Yemens under a new government, and the subsequent opening of a Yemeni Embassy in Ottawa late in 1990. For the first time since the establishment of the Islamic Republic of Iran in 1979, Canada and Iran exchanged ambassadors in fall 1990. In addition, Mr. Clark's visit to Tehran in March 1991 strengthened Canada's position in the bilateral dialogue on human rights.

The decision by Syria to join the Arab forces combatting the Iraqi aggression against Kuwait had significance beyond its military contribution. Canada welcomed the apparently cautious move from Syria's habitual role in the region because of its potential effects on other regional conflicts. The Secretary of State for External Affairs also met with the President of Syria, Hafez el Assad, in March 1991.

Lebanon has witnessed encouraging developments in the implementation of the Taif Agreement of October 1989, meant to reconcile different factions in the country. Constitutional amendments have changed the distribution of responsibilities between the major political and concessional groups. The Government of Lebanon and its army have been gradually re-establishing control over the capital, Beirut, and the rest of the country, with the cooperation of various voluntarily disbanding militia. Canada welcomed and supports these developments.

The Gulf crisis was near-disastrous for Jordan, due to the influx of Jordanians, Palestinians and foreign nationals returning from Kuwait following the Iraqi invasion. Canada responded quickly with humanitarian assistance to help international agencies meet the immediate needs of these displaced persons. Jordan was also one of the prime beneficiaries of the \$75 million allocated to assist those countries hardest hit by the economic consequences of the crisis.

Canada maintained a constructive dialogue with Jordan throughout the period of the Gulf crisis. As a sign of Canada's recognition of the importance of Jordan's role in the region, Mr. Clark was the only foreign minister of a principal coalition country to visit Jordan during the crisis, and the first one to visit it after the conclusion of hostilities. Canada's relations with Jordan were further strengthened by a private visit to Canada by King Hussein's brother, Crown Prince Hassan.

CHAPTER 6 DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

Highlights

- *New guidelines set for NATO.*
- *Canadians deployed in Gulf crisis.*
- *Canadian ships pay first visit by a Western force to Vladivostok since 1936.*
- *Canada participates in Paris Summit marking end of Cold War.*
- *Prime Minister and Secretary of State for External Affairs propose global action to curb proliferation of weapons of mass destruction, and deal with excessive conventional arms buildups.*



Turnberry meeting of NATO Foreign Ministers

PEACEKEEPING AND DEFENCE

NATO AND CANADIAN DEFENCE RELATIONS

The Secretary of State for External Affairs played a key role at the Turnberry U.K. meeting of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) foreign ministers held in June. The meeting prepared the way for the July Summit of NATO leaders in London. At the Summit, Prime Minister Brian Mulroney and other Alliance leaders issued the London Declaration which recognizes the fundamental changes in the whole political structure of Europe and launched a program of transformation for the Alliance. The Declaration called for a major review of NATO's strategy, its force structures and its approach to developing relations with former adversaries in Central and Eastern Europe and the U.S.S.R. Intense work has gone forward on these issues during subsequent months. NATO's leaders are committed to completing this transformation of the Alliance which will reinforce it as an instrument for peace, stability and positive change in Europe for years to come.

In step with the evolution of NATO, Canada cemented its bilateral defence relations with the Soviet Union and the countries of Central and

Eastern Europe through a number of official visits. The Chief of the Defence Staff, General A.J.G.D. de Chastelain, visited Hungary and the U.S.S.R. in the summer of 1990; the Chief of the General Staff of the Czech and Slovak Federal Republic, General Slimak, visited Canada in July. The Canada/U.S.S.R. Military Exchange Program, established during the Prime Minister's visit to the Soviet Union in 1989, facilitated visits by a variety of groups including military journalists, museum officials, educators and other military personnel. The second round of Canada/U.S.S.R. military staff talks was held in Ottawa in November 1990. Four Canadian ships conducted a highly successful good-will visit to Vladivostok, U.S.S.R., in June 1990, the first visit to that city by a Western force since 1936.

CANADA-U.S. DEFENCE RELATIONS

On August 18, 1990, the Permanent Joint Board on Defence (PJBD) met in Ogdensburg, New York, to commemorate 50 years of Canada-U.S. cooperation in defence. Prime Minister Mulroney and President George Bush issued a joint statement which rededicated both governments to the

Ogdensburg Declaration. Issued exactly 50 years earlier by Prime Minister Mackenzie King and President Franklin Roosevelt, this document established the PJBD. In connection with the anniversary celebration in Ogdensburg, the board of the PJBD held its 186th annual meeting in Kingston, Ontario, which was attended by nearly 200 former members.

Canada deliberated whether the North American Aerospace Defence (NORAD) Agreement should be extended for a further five years. The decision required an extensive review of various factors including the comments and recommendations of the Parliamentary Standing Committee on External Affairs and International Trade. The government also supported the Committee's intention to carry out a study of Canada-U.S. defence relations. It was pointed out that NORAD's monitoring of aircraft entering North American airspace now includes aircraft suspected of smuggling illegal drugs. A five-year extension was approved.

THE GULF CRISIS

Iraq's invasion of Kuwait on August 2, 1990, presented major challenges to international peace and security and the rule of law represented by the United Nations. Canada's military role, as a member of the multinational coalition supporting the enforcement of UN resolutions to ensure Iraq's withdrawal from Kuwait, was varied and extensive. Canada sent both ships and aircraft to the Persian Gulf under the command of a joint headquarters based in Bahrain, to help enforce UN sanctions against Iraq and to compel Iraqi withdrawal from Kuwait. During the hostilities, the ships assisted in logistics and resupply operations for the combat naval force of the coalition. The CF-18s flew combat air patrol, sweep and escort, and air-to-ground missions. In addition, the First Canadian Field Hospital was deployed to Saudi Arabia. Canadian Forces personnel also performed a variety of tasks

while on exchange with units of other coalition members.

After hostilities had ended, a team of Canadian Forces engineers participated in the clean-up of Kuwait City. The three-ship Naval Task Group was replaced by HMCS *Huron*, which resumed UN sanctions enforcement duties. Canada made a major contribution to post-hostilities security by sending an engineer unit to the United Nations Iraq/Kuwait Observer Mission (UNIKOM) which was deployed to the Iraq-Kuwait border at the end of the war.

PEACEKEEPING AND MILITARY TRAINING ASSISTANCE

Canada continued its participation in UN peacekeeping missions in Cyprus, the Golan Heights, Palestine, the Iran/Iraq border, and Central America as well as with the Multinational Force and Observers in the Sinai Desert.

Canadian security and elections officers were supplied to the United Nations verification mission in Haiti to monitor election practices in that country.

Canada played a leading role in the work of the United Nations Special Committee on Peacekeeping Operations by chairing the Working Group of the Committee. Through participation in international training seminars, including seminars conducted by the International Peace Academy in New York, Canada shared its expertise with nations newly involved in peacekeeping.

The Military Training Assistance Program continued to assist the armed forces of less-developed countries in Commonwealth and Francophone Africa, in the Caribbean and in Asia. Sixty-four trainees from 16 countries received training in Canada. During the year, Namibia also joined the Program. Canada and Thailand signed a Military Training Agreement.

ARMS CONTROL AND DISARMAMENT

Canada continues to be a leading proponent of measures to deal effectively with the proliferation of weapons of mass destruction and to prevent excessive buildups of conventional arms. The Gulf crisis with its use of missile technology and threatened use of chemical and biological weapons highlighted these concerns. On February 8, 1991, the Prime Minister and the Secretary of State for

External Affairs proposed a gathering of leaders to issue a statement of global political will condemning the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems, as well as massive buildups of conventional weapons. They also proposed a comprehensive program of action to address these concerns positively and effectively. A series of steps was then taken to advance these two aspects.

Specifically, Canada contributed throughout the year to substantive negotiations on a Chemical Weapons Convention and on strengthening the Biological and Toxic Weapons Convention. In addition, Canada continued to support efforts to strengthen controls on transfers of missile technology. At their meeting in Tokyo, March 18-20, 1991, Canada and the 15 other partners in the Missile Technology Control Regime (MTCR) agreed to pursue a strengthening of the program by broadening its scope and by encouraging more countries to adhere to its provisions. The MTCR establishes guidelines for controlling exports of missile equipment and technology.

Canada believes that the establishment of an Open Skies regime, allowing unarmed observer flights over countries on a reciprocal basis, would also be a significant confidence-building achievement. The Open Skies negotiations launched in Ottawa in February continued. Canada participated in a second round of talks held in Budapest, Hungary, between April and May 1990. Though an agreement has not yet been reached, the parties have discussed all issues thoroughly and reached several important compromises. NATO nations have made proposals to overcome the remaining differences, with Canada playing a leading role in formulating the proposals and being a strong advocate of continued negotiation.

Canadian security is enhanced by reducing military tension and increasing military openness between East and West. Canada contributed to these goals by participating in two negotiations in Vienna: the Negotiations on Conventional Armed Forces in Europe (CFE) and the Negotiations on Confidence- and Security-Building Measures (CSBM). These negotiations produced the CFE Treaty and the Vienna Document for acceptance by participants at the Paris Summit of November 1990. Under the provisions of the Vienna Document 1990, and its predecessor, the 1986 Stockholm Agreement, Canada continued to send invited observers to monitor military activities in states represented in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE).

The process of determining that countries are complying with arms control agreements is referred to as "verification." Canada continued to play a leading role in this field primarily through the Verification Research Program and the Verification Research Unit of the Department. Expert support was provided to:

- a verification working group in the CFE negotiations, chaired by Canada;

- the Global Coordinator of the Group of Scientific Experts' second technical test of a seismic data exchange;
- the UN Conference on Disarmament's Ad Hoc Committee on Outer Space, also chaired by Canada;
- the Canadian delegation to the negotiations on chemical weapons; and
- the UN Group of Experts Study.

In May 1990, Canada also submitted a report to the UN Secretary-General concerning research into the utility of overhead remote-sensing technology in enhancing the effectiveness of UN peacekeeping. The report had been promised by the Secretary of State for External Affairs in his address to the 45th UN General Assembly.

In cooperation with the Netherlands, Canada undertook two important trial inspections related to arms control. The first, conducted in November 1990 and nicknamed "Operation Acid Brew," was aimed at investigating inspection methods for a global agreement to ban chemical weapons. The second trial inspection, in January and February 1991, focused on testing the inspection procedures provided in the CFE Treaty. These trial inspections represent one aspect of Canada's ongoing cooperation with a number of countries on ways to provide verification procedures.

Canada has also hosted various international experts' meetings on verification. The Seventh Annual Ottawa Verification Symposium, in October 1990, was one of the first meetings to focus on the practical problems of implementing the verification procedures incorporated in the CFE Treaty. The Eighth Annual Symposium, in March 1991, entitled "Towards Helsinki 1991: Arms Control in Europe and the Verification Process," took a long-term perspective dealing with issues relating to the follow-up on arms control negotiations in Europe. In September 1990, Canada hosted a meeting of a NATO Industrial Advisory Group study team composed of some 60 industrial representatives from 10 nations. This Group's study will be one of the most detailed and comprehensive on the verification of arms control agreements relating to conventional sources.

Canada continued to play an active role at the UN in the consideration of disarmament issues. A Canadian diplomat chaired the Group of Experts that conducted a study on the role of the UN in the field of verification. The Group's report was tabled at the 45th annual session of the United Nations General Assembly (UNGA). The Canadian delegation to

UNGA led in the drafting of a resolution subsequently adopted calling on the Secretary-General to implement the recommendations of the report. Canada also co-sponsored other important resolutions on disarmament issues as diverse as chemical weapons, nuclear testing and the prevention of an arms race in outer space.

The Canadian Ambassador for Disarmament, Peggy Mason, led the Canadian delegation of the First Committee of UNGA devoted to disarmament issues, as well as to other disarmament meetings under the umbrella of the UN. In addition, Ms. Mason headed Canada's delegation to the Fourth Review Conference on the Non-Proliferation Treaty which took place in Geneva, from August 20 to September 14, 1990.

In accordance with her mandate to promote dialogue between the government and the interested public on arms control and disarmament issues,

and to ensure the views of the public are incorporated in policy development, the Ambassador participated in a number of conferences and met with several non-governmental organizations throughout the country. She chaired four regional meetings — in Halifax, Saskatoon, Vancouver and Montreal — of the Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs, where policy options for Canada were discussed. The Ambassador also chaired a round table on Canada's security policy held on April 9, 1990, in Ottawa.

The Department's disarmament fund provided \$158 799 in grants and contributions to groups and individuals involved in promoting a balanced discussion of arms control and disarmament issues. The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament also received a grant of \$100 000 to further its research in the field.

CONFERENCE ON SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE

The CSCE, NATO and the European Community are the three pillars of Canada's policy on Europe, complementing efforts to build stronger bilateral relationships. The CSCE is central to the consolidation of democracy and to the development of an enhanced framework for security and cooperation in Europe. It has both transatlantic and Pan-European membership and includes interests in military security, economic and environmental cooperation, and human rights.

Canada intensified participation in the CSCE during the past year in response to dramatic changes in Europe. The CSCE created new structures and new institutions to provide a wider political dialogue in a more united Europe.

In March and April 1990, Canada played a leading role in the Bonn Meeting on Economic Cooperation in Europe, at which, for the first time, CSCE countries committed themselves to the principles of free-market economics and to increased integration into the international economic and financial system.

In June 1990, Canada took an active part in negotiations at the second meeting of the Conference on the Human Dimension held in Copenhagen. Canada resubmitted three proposals from the Paris 1989 meeting and presented new proposals on:

- minority rights (with the Federal Republic of Germany);
- hate propaganda (with the U.S.S.R.); and
- cooperation in building democratic institutions.

Canada also jointly sponsored the key proposal on free elections and the rule of law, and co-sponsored a number of other proposals. As a result, the Copenhagen Document bears a distinctly Canadian stamp. It contains a strong and historic commitment by all CSCE states to the rule of law, free elections and cooperation in building democratic institutions, and makes significant progress in important areas of human rights. It deals in a substantive manner with the issues of minority rights, the combatting of hatred, racism and anti-Semitism, and the promotion of tolerance.

In October 1990, a CSCE Mediterranean meeting was held in Palma de Mallorca. This meeting was successful in producing a concluding document which met Canada's objective of emphasizing the environmental aspect of cooperation in the Mediterranean region.

The Paris Summit of CSCE heads of state or government, held in November 1990, marked the end of the Cold War in Europe and started to put into place institutions for meeting future challenges and opportunities.

The Charter of Paris for a New Europe, the final product of this meeting, proclaimed a new, peaceful, democratic and united Europe based on friendly relations among the 34 participating states. This Summit also saw the signature of the Conventional Forces in Europe Treaty and the declaration of the 22 countries belonging to NATO and the Warsaw

Treaty Organization stating that they are no longer adversaries. As well, CSCE states adopted a significant new set of military confidence- and security-building measures.

Canada, represented by the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs, played a major role at the Summit to ensure that it established a conflict prevention centre and emphasized the human dimension of world events, two key interests of the CSCE.

Canadian aims at the Summit — such as the incorporation into the Charter of a strong commitment to the transatlantic link, the recommitment of CSCE states to the implementation of the

10 principles of the Helsinki Final Act (fundamental to the CSCE and subsequent commitments), and the launching of CSCE institutionalization — were successfully achieved.

In January and February 1991, a meeting of experts on the Peaceful Settlement of Disputes held in Valetta, Malta, documented a unique new procedure and a series of principles that establish a judicial framework for conciliation of disputes. Canada played a constructive role in negotiations including the proposal of the important principle of prior notification which would require advance warning to neighbouring countries of actions that might affect them.

CHAPTER 7 PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Highlights

- *Consular, Immigration and Passport Services now integrated.*
- *Consular Services abroad handle 752 747 requests for assistance.*
- *Canada has 5.6 million passports in circulation.*
- *Passport Office now Special Operating Agency.*
- *Departmental records screened for transfer to National Archives.*

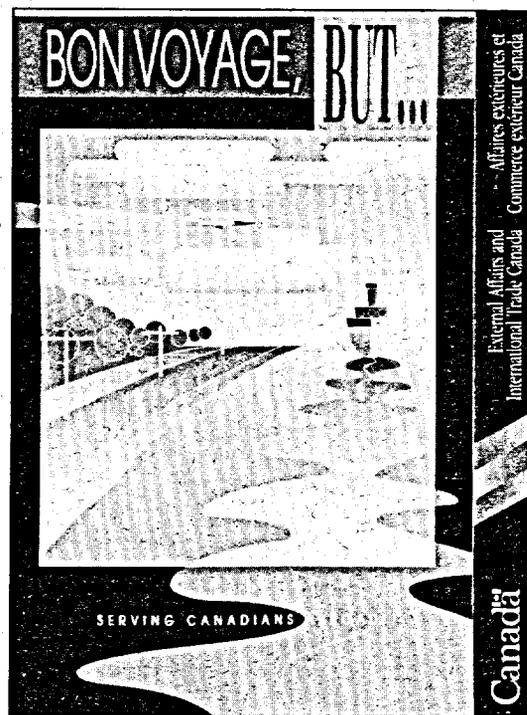
INTRODUCTION

One of the results of the Department's Corporate Review was the creation of the Consular Immigration and Passport Affairs Branch. While the consular and immigration programs were previously combined at the management level, the addition of the Passport

CONSULAR SERVICES

The Department has a mandate to protect and assist Canadians who live and travel abroad and to respond promptly to requests for help in situations of distress. The government attaches a high priority to this consular function which it provides in all Canadian missions abroad. This service is also carried out by some 52 honorary consuls and, in accordance with the Canada-Australia Consular Sharing Agreement, with 12 Australian missions.

During the year under review, over 752 747 services were provided to Canadians, ranging from responding to routine enquiries, to answering appeals for help that tested the resourcefulness of consular staff. In the course of duties, consular staff might help a student who has lost a passport; travel to an outlying village to assist a young Canadian traveller arrested for drug possession;



*The brochure entitled **Bon Voyage, but ...** included with every new passport issued informs travellers which services are available abroad and which are not.*

Office, now a Special Operating Agency, recognized the interrelationship of the three program areas at home and abroad. The integration of these services will result in more effective and efficient program delivery and improved service to the public.

help a distraught parent whose former spouse has abducted their child; or arrange for the burial of a Canadian who has died abroad.

Up-to-date contingency plans have been developed in Canadian missions abroad to permit prompt assistance to Canadians in case of natural catastrophe or civil unrest. During the Gulf War, some 600 Canadians received consular assistance, including evacuation flights from the region to Europe and Canada. Consular staff are guided in all policy decisions by the *Manual of Consular Instructions*, which is revised on a regular basis. The Branch also provides policy guidance to missions by way of circular telegrams and letters.

As a result of the Corporate Review decision to integrate immigration and consular programs, the Division placed renewed emphasis on consular

training. A comprehensive training plan was developed and new consular training courses were designed to meet the increased demand. The first of the new courses for visa officers who will be assuming responsibility for the consular program was taught in 1990/91.

To increase public awareness, the Department published a new edition of *Bon Voyage, but....* This

publication, which is included with every new passport issued, informs travellers about potential dangers and also identifies which services are available abroad and which are not. In addition, the Department conducted a Consular Awareness Campaign, which focused media attention on the Department's consular program and the services it delivers abroad.

TABLE 7.1
NUMBER OF
CASES OR
SERVICES
RENDERED
(Approximate)

January-December 1990
(Including Honorary Missions)

CASES	
Repatriation	808
Hospitalization or medical treatment	1 795
Deaths	1 698
Detainees	4 361
Child Custody	698
SERVICES	
Passports	264 458
Citizenship	56 273
Legal and notarial	36 120
Requests for financial assistance or transfers	2 667
Well-being or whereabouts	7 572
Registration of Canadians	31 450
Advice and assistance	348 140

IMMIGRATION AND REFUGEES

The Department has been responsible for the conduct of Canada's immigration program abroad since 1981. In its 1990 Annual Report to Parliament, Employment and Immigration Canada reflected a shift in the government's approach to immigration, placing new emphasis on long-term strategic planning. Instead of the usual one-year program, the Honourable Barbara McDougall, Minister of Employment and Immigration, tabled a five-year immigration plan. The Minister announced that immigration would increase from 200 000 in 1990 to 220 000 in 1991, and to 250 000 annually for the rest of the planning period until 1995.

As part of the Department's drive toward achieving efficiency through automation, Phase 1 of the design and implementation of the Computer Assisted Immigration Processing System (CAIPS) was completed. The system was implemented in London, Hong Kong and at all missions in the U.S. CAIPS has, in addition to the processing gains achieved, augmented the Department's ability to monitor and manage immigration flows by providing more timely information on overseas operations.

Given the integration of the consular and immigration programs, new initiatives in integrated consular and immigration training were developed and delivered in 1990/91. A record number of 44 foreign

service officer recruits received a comprehensive immigration training program. A pilot training program was developed and delivered to the first group of rotational staff responsible for visitor and student programs at non-immigration missions.

The year 1990 saw historic changes in Eastern Europe, which allowed the phasing-out of the Self-Exiled Persons Designated Class (a special quasi-refugee class for Eastern Europeans). The Indochinese Designated Class permits the selection of Southeast Asian refugees. It was modified to take into account Canada's commitments under the Comprehensive Plan of Action, a United Nations plan for asylum seekers in the region. As the year ended, conditions were also changing elsewhere in the world, making it less easy to predict situations of increased refugee upheaval.

Despite these significant developments, Canada resettled 18 944 privately sponsored and 12 522 government-assisted refugees as part of the annual immigration plan, as well as 3 277 persons who were accepted under special measures. In 1990, posts abroad issued 181 902 immigrant visas and 644 889 visitor visas. To control the flow of illegal migrants, 16 immigration control officers are now in place at strategic transit points abroad.

TABLE 7.2
IMMIGRANT,
REFUGEE AND
VISITOR VISAS
ISSUED DURING
1990 CALENDAR
YEAR

Region	Immigrant	Visitor
	Visas	Visas
Africa and Middle East	23 977	22 791
Asia and Pacific	72 018	176 732
Latin America and Caribbean	15 703	68 845
South America	4 713	54 212
United States	16 074	153 852
Western Europe	37 944	74 503
Eastern Europe	11 473	93 954
TOTAL	181 902	644 889

PASSPORT SERVICES

Approximately 70 480 passports were issued outside Canada, a decrease of 4.5 percent from 1989/90. In Canada, 1 197 347 passports were issued, a 10.6 percent increase over the previous year. There are about 5.6 million passports in circulation.

In December 1989, the government announced the establishment of five new Special Operating Agencies, including the Passport Office. The introduction of Special Operating Agencies was to promote cost-effective and more businesslike service delivery; to improve service to the customer; to demonstrate government action and concern for efficient management; and to promote innovation and initiative in service delivery.

The Passport Office has long been committed to providing a quality product with quality service at reasonable cost. On April 1, 1990, it was given official recognition as a Special Operating Agency with a Framework Document and Business Plan

containing more flexibility and authority for management. As a Special Operating Agency, the Passport Office must publish a separate Annual Report, the first of which was published in November 1991.

The Passport Office realized the following improvements:

- it increased the productivity rate to 2 754 passports per person-year (exceeding the approved standard productivity rate of 2 650);
- its larger passport offices extended client service hours by 16.5 percent;
- it negotiated a cost-effective and more secure postal service which reduced the delivery time of passports to applicants using the mail-in service by an average of five days; and
- it developed a new, more secure, passport prototype to be issued once system reliability and cost effectiveness have been assured.

PRIVATE INTERNATIONAL LAW

The Department offers a variety of services to assist litigants in legal proceedings that have both a Canadian and a foreign element. These services are offered under a framework of treaties, conventions and arrangements between Canada and other countries. The Department's booklet, *International Judicial Cooperation*, describes these services in detail.

Canada has treaties on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These treaties create channels for the service of legal

documents and the taking of evidence in civil cases, either in Canada at the request of foreign litigants, or abroad at the request of Canadians.

In 1988, Canada became party to the 1965 Hague Convention on Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters. This Convention creates a simplified channel for service of documents in the 28 other countries party to the Convention. The Convention came into force for Canada on May 1, 1989.

ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY

The office of the Coordinator for Access to Information and Privacy was transferred to the Legal Branch in 1990 as part of the corporate restructuring of the Department. Incremental growth of formal requests continued with 266 access and 71 privacy requests for a total of 337 requests, 19 more than in the previous year. There were 206 consultations from other government departments and 541 requests for personal information from investigative agencies. The media continue to make the most demands on this service, but the general public is also making greater use of the legislation. A substantial number of access/privacy requests for the files of unsuccessful visa applicants are submitted by Canadian third parties.

There were only 14 complaint investigations from the respective commissioners' offices: four are still

under investigation; six were settled in the Department's favour; and the remaining four were "well-founded" complaints for late responses. Three appeals to the Federal Court were completed: one was withdrawn; a second found in favour of the Department's exemption quota information; and a third found that the release of information in 1986 had been delayed contrary to the provisions of the Access to Information and Privacy Acts.

The Coordinator's Office completed the screening of Departmental records up to 1963, for transfer to the National Archives, thus making more international relations records available to scholars and other researchers.

The Privacy Commissioner undertook an audit of the personal information holdings of the Department.

CHAPTER 8 INTERNATIONAL LAW

Highlights

- Canada allows U.S. Coast Guard icebreaker to navigate Northwest Passage.
- Canada and France submit two written pleadings to an ad hoc court in Canada-France maritime boundary arbitration.
- Canadian legal opinion important in UN Security Council deliberations during Persian Gulf crisis.
- Legislation allows Canada to ratify the 1977 Protocols of the Geneva Convention.
- New treaty publication system speeds response to inquiries.



Ambassador Yves Fortier at the Security Council

THE ARCTIC

On September 7, 1990, the Government of Canada consented to a U.S. request to have the U.S. Coast Guard icebreaker *Polar Sea* navigate the waters of the Northwest Passage. This was the

third such request since the 1988 Canada-U.S. Arctic Cooperation Agreement which requires Canadian consent on a case-by-case basis. The *Polar Sea* made its voyage in September 1990.

CANADA-FRANCE MARITIME ISSUES

In accordance with the agreement establishing a Court of Arbitration for the Purpose of Carrying out the Delimitation of Maritime Areas between Canada and France, concluded on March 30, 1989, Canada and France submitted pleadings to the Court on June 1, 1990, and on February 1, 1991. Canada claims that an equitable result in the

maritime boundary dispute is constituted by a delimitation formed by a belt of 12 nautical miles around the French islands of St. Pierre and Miquelon. The French claim is based on a modified equidistance line, encompassing some 14 500 square nautical miles of ocean space.

LAW OF THE SEA

Canada actively participated in the Eighth Resumed and Ninth Sessions of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority, and the International Tribunal for the Law of the Sea. These sessions were held in New York in August 1990, and in Kingston, Jamaica, in February and March 1991.

Canada was one of the countries invited to join the UN Secretary-General's informal consultations on ways to resolve contentious issues arising out of the 1982 UN Law of the Sea Convention's seabed mining regime. Canada will continue to participate actively in these consultations with a view to making the Law of the Sea Convention universally acceptable.

TRADE LAW

The Trade Law Section of the Legal Affairs Bureau provides legal services related to the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA), the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), and certain aspects of the Multilateral Trade Negotiations (the series of these negotiations currently under way is known as the Uruguay Round). In addition, it handles the legal aspects of bilateral trade and economic cooperation agreements, competition issues and other trade-related matters.

In January 1990, Canada and the United States established a dispute settlement panel under Chapter 18 of the FTA concerning U.S. restrictions on the importation of Canadian lobsters that were smaller than the U.S. minimum size. In its May 1990 report, the panel found that the U.S. restriction on size was an internal measure that applied to domestic and imported products alike and therefore was not a specific restriction to limit imports as Canada had argued. Following unsuccessful efforts to seek a negotiated solution, Canada announced its

decision not to enter into an agreement with the United States concerning Canada-U.S. trade in lobsters. The U.S. has subsequently suspended its increases in minimum lobster sizes.

The Trade Law Section provided advice with respect to the conclusion of a number of bilateral trade and economic cooperation agreements and memoranda of understanding notably with several Latin American and Eastern European countries. The Section also provided legal advice relating to the arbitration of Canada's GATT rights under a 1962 Wheat Agreement with the European Community, as well as with respect to a number of trade disputes in the GATT in which Canada had an interest.

The Trade Law Section was also involved in the negotiation groups of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations, dealing with safeguards, GATT articles, the creation of a new World Trade Organization and the improvement of the dispute settlement mechanism.

ENVIRONMENTAL LAW

Canada actively supports the development and codification of international law concerning the environment by participating in a wide number of bilateral, regional and multilateral forums, and by becoming a party to the legal instruments resulting from such cooperation.

The Legal Affairs Bureau took part in the negotiations which, on March 13, 1991, led to the signature of the Air Quality Agreement with the United States. The Agreement includes concrete measures to combat acid rain and provides a global framework to deal with the issue of atmospheric pollution between the two countries.

Legal Affairs was involved in the negotiations for a framework agreement on climate change, after helping, with Malta and the United Kingdom, to prepare the legal measures text for the Intergovernmental Panel on Climate Change; and in the negotiations for a convention on the preservation of biological diversity.

The Bureau represented Canada at the ad hoc legal task force under the auspices of the London Convention on the Dumping of Wastes. It also participated in discussions to identify possible elements

for a protocol on liability under the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal. The Bureau took part in the negotiations leading to the adoption of a convention on preparing for oil pollution incidents and cooperating to prevent their occurrence.

In June, the Bureau was involved in the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, Canada having been the only country to ratify the amendments at the Meeting itself.

Within the Economic Commission for Europe, the Bureau contributed to the adoption of a protocol on volatile organic compounds under the Convention on Long-Range Transboundary Atmospheric Pollution and to conventions concerning the transboundary impact of industrial accidents and the protection and use of transboundary watercourses and international lakes.

Finally, the Bureau was actively involved in preparing a strategy for environmental protection in the Arctic and in negotiating an environmental protection protocol for the Antarctic.

CRIMINAL LAW

With the constant rise in international criminal activities, countries must improve and extend present areas of cooperation in fighting crime. To this end, Canada is negotiating a network of mutual legal assistance treaties with other countries. Such treaties have been signed with Italy and the Netherlands in the past year.

Canada is also making a concerted effort to update old extradition treaties and negotiate new ones with priority countries. In 1990, an extradition treaty was signed with Mexico.

Previously negotiated mutual legal assistance treaties with the United States, the United Kingdom, Australia, the Bahamas, Mexico, France and Hong Kong entered into force, as did extradition treaties with Mexico, the Philippines and Spain.

The ongoing battle against the drug trade required specific legal action in the past year. Memoranda

of understanding on combatting drugs were signed with Mexico and the U.S.S.R. to create the framework for extensive cooperation on drug-related issues. The 1988 Vienna Convention Against Illicit Traffic in Narcotics Drugs and Psychotropic Substances entered into force for Canada last year.

Canada also took part in the Economic Summit countries' drug-related initiatives on money laundering and precursor chemicals and this will be reflected in Canada's response to the narcotics problem.

Customs cooperation was also enhanced multilaterally through accession to the Nairobi Convention on Mutual Administrative Assistance for the Prevention, Investigation and Repression of Customs Offences, as well as through the signing of a bilateral customs agreement with Mexico.

DIPLOMATIC LAW

International law requires that diplomatic and consular personnel receive immunities in the countries to which they are posted so that they are not unduly influenced by the local authorities while in those countries.

The Legal Affairs Bureau ensures that Canada's diplomatic and consular representatives abroad receive the treatment due to them there.

As privileges and immunities are reciprocal, the Bureau also ensures that the treatment of foreign diplomats in Canada corresponds to the treatment Canadian diplomats receive in foreign postings. By

advising External Affairs and International Trade Canada and other departments of the limits of the immunities of foreign diplomats and consular representatives in Canada, the Bureau guards against the abuse of these exemptions.

International organizations have a special status in international law, and the Legal Bureau is responsible for negotiating headquarters agreements for those based in Canada. In 1990, a new headquarters agreement was signed with the International Civil Aviation Organization.

TREATY LAW

The Treaty Section of the Legal Affairs Bureau responds to inquiries from the public on Canadian treaties. The section maintains an up-to-date list of treaties in force for Canada and publishes the *Canadian Treaty Series*.

A new treaty publication system provides users with a copy of the original signed text, while speeding up publication. Increased computerization enables the section to respond more promptly to requests for information.

ECONOMIC LAW

The Economic Law Section of the Legal Affairs Bureau has been actively involved in the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations, particularly in the negotiation of a General Agreement on Trade in Services, as well as in developing new disciplines on Trade-Related Investment Measures (TRIMs). The Section has also been preparing for Canada's first review under the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) Code of Liberalization of Capital Movements and in the negotiations on the proposed OECD National Treatment Instrument.

The Section pursued efforts to develop international economic law applicable to such diverse subjects as anti-dumping, international investment, securities, precursor chemicals, intellectual property, money laundering, science and technology agreements, proliferation of chemical weapons, liability for damage caused by nuclear accidents, peaceful use of nuclear energy, and Europe 1992.

The Section initiated a variety of diplomatic measures to ensure that the extraterritorial application of foreign law in areas such as export control, workplace drug testing and banking did not interfere with lawful activities in Canada. In particular, the Section was involved in the October 1990 issuance of the first blocking order under the Foreign Extraterritorial Measures Act to prevent the compliance by Canadians with the U.S. "Mack Amendment"

which attempted to prohibit trade with Cuba by U.S.-owned Canadian companies. It was also engaged in drafting the legislation necessary to implement the 1988 Space Station Agreement.

The Section interpreted the comprehensive set of mandatory sanctions against Iraq called for by the United Nations Security Council resolutions following Iraq's invasion of Kuwait in August. It also coordinated the drafting and implementation of the United Nations Iraq Regulations made on August 7, 1990.

The Section played an important role for the Department in protecting Canadian investments abroad through foreign investment protection agreements. Negotiations have begun on such agreements with a number of countries in Southeast Asia and South America. During the year, a foreign investment protection agreement was concluded with the Czech and Slovak Federal Republic; and the agreement with Poland became the first to enter into force.

The Foreign Claims Program of the Section increased considerably when several Eastern European countries established policies for restitution or compensation for confiscations of property made after the Second World War. The Section also made relevant information available to potential Canadian claimants in order to assist them in pursuing any personal claims.

CHAPTER 9 COMMUNICATIONS AND CULTURE

Highlights

- *Corporate and Media Communications Bureau is formed.*
- *Gulf Communications Task Force provides current information during the conflict.*
- *All-European Conference on Canada is held in The Hague.*
- *Bologna Book Fair features Canadian illustrators.*
- *Over 5 000 international academics now focusing attention on Canada.*



Photo: Al Seib

Cirque du Soleil 91 Nouvelle Expérience — Les Floues

CORPORATE AND MEDIA COMMUNICATIONS

The Corporate and Media Communications Bureau, created in 1990, supports the information needs of the Department, foreign and domestic media, and the Canadian public. The Bureau is comprised of the Corporate Communications Division, the Media Relations Office, and the Departmental Library.

CORPORATE COMMUNICATIONS

The Corporate Communications Division provides public environment research and analysis; editorial and publishing services within the Branch; internal communications; and strategic communications advice on issues related to immigration and consular services. The Anti-Drug Information Program alerts Canadians to the dangers of drug involvement when outside the country. The new Consular Awareness Program tells Canadians what assistance they can expect from Canada's missions when in trouble abroad.

An enhanced Corporate Outreach Program builds awareness and understanding among Canadians of Canada's foreign and trade policy agenda. Through study tours, media visits, a speakers' program, service desks, publications and personal contact, the program contributes to a greater understanding of the conduct of contemporary

foreign affairs as practised by External Affairs and International Trade Canada (EAITC).

MEDIA RELATIONS

The Media Relations Office informs the media, and through them the public, of the foreign and trade policies that form the Department's mandate. This is done through answering inquiries from the media, organizing media briefings and news conferences, and by issuing news releases and other information materials. Approximately 300 news releases and 100 speeches are issued on an annual basis.

During the year, the Media Relations Office was deeply involved in providing information on the Persian Gulf crisis. The office was deluged by media requests over an eight-month period and was a central element of the around-the-clock Gulf Communications Task Force mounted by the Department.

The Office was also heavily involved in communications on the evolution of post-Cold War East-West relations, and on vital trade questions including the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA), preparations for negotiations on a North American Free Trade Agreement, and the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

LIBRARY SERVICES

The Library serves EAITC, other federal government departments, provincial governments, private industry and financial and academic institutions. Normal functions include daily communications and support for post libraries combining research services, acquisitions, and consultation.

A new data base enables the bibliographer to enter selected articles by subject and to produce bibliographies on short notice.

Library Services catalogued some 7 000 monographs for the chancery library in Tokyo, and advised on design aspects of that new facility.

Approximately 130 000 documents were distributed by Library Services during the year.

TRADE AND FOREIGN POLICY COMMUNICATIONS

The Trade and Foreign Policy Communications Bureau works closely with the Ministers and all branches of the Department. It seeks to develop strategies and products that increase awareness of Canadian foreign policy and international trade initiatives, and of Canada itself. Its primary objectives are to help the Department explain its policies to Canadians and to help missions overseas defend and promote Canadian interests. The Bureau creates communications plans and implements them by producing information materials for the media, for interested groups in Canada and for missions abroad.

FOREIGN POLICY COMMUNICATIONS

In providing strategic communications services to ministers and departmental officials, this Division designs detailed plans to communicate with the media and the public on specific foreign policy issues and develops ways of implementing these plans. Strategies were developed, for example, for the Open Skies Conference, the Paris Summit of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), the North Atlantic Treaty Organization (NATO), summits and meetings of foreign ministers, and other international events involving the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs.

During the Gulf conflict, the Division participated actively in the departmental Gulf Communications Task Force. Operating 24 hours a day, the Task Force provided media analysis and communications advice to those managing Canada's participation in the war.

The Division also spearheaded government-wide communications for the World Summit for Children. It distributed a series of special information packages about the historic event to the media and to a large number of non-governmental organizations in Canada.

Extensive material was also created for Canada's participation in all major international meetings.

Material produced was distributed to national, regional, local and community press as well as to ethnic communities and special-interest groups concerned with the issues.

The Division promotes Canadian interests abroad by providing missions with communications advice and materials targeted to foreign audiences. With a significant reduction in human and financial resources, the Division reduced the number of publications and other services provided, and concentrated on giving posts more action-oriented material. Services introduced include:

- a daily report of Canadian media coverage on important domestic issues and appropriate material to deal with questions from the foreign press;
 - special fact sheets on important Canadian issues of interest to the international community, such as Canadian constitutional processes, Canadian approaches to resolving aboriginal land claims and related issues, the seal hunt and the bison cull; and
 - a daily electronic summary of Canadian news and editorial commentary.
- Other services provided include:
- relevant excerpts from daily proceedings in the House of Commons, including Question Period;
 - important speeches by the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and other ministers;
 - a number of fact sheets giving general information on Canada, its government, political system, education, geography and other pertinent features;
 - *Canada Reports/Reportage Canada*, now reduced to a twice-yearly publication, and revised to provide key points on the range of Canadian foreign policy priorities. With an international readership of 35 000, it is distributed to those opinion makers overseas whose attitudes can have an impact on Canadian interests; and

- an updated video giving an overview of Canada and Canadians that is suitable for showing to the many overseas audiences interested in the country.

TRADE COMMUNICATIONS

In addition to providing communications on both national and international trade, the Trade Communications Division works to increase Canadian awareness of the importance of international trade to the economy, and to keep Canadian business interests informed of potential export opportunities.

The Division provided communications support for what had been expected to be the final session of the Uruguay Round of GATT negotiations, held in Brussels in December.

A team prepared communications support for negotiations on a North American Free Trade Agreement involving Canada, Mexico and the United States. A booklet, entitled *North American Free Trade: Securing Canada's Growth Through Trade* was published in English, French and Spanish.

A new weekly newsletter, *The Round This Week*, tracks opinion about prominent multilateral trade negotiations. It is distributed to trade associations, academics and other government departments.

As part of the Department's Going Global campaign, the Division produced and distributed a range of promotional material including a video, *Trade Show Gold; a Guide to International Exhibiting*. Another program, *Canada Going Global: Evaluating Your Export Readiness*, is available on computer diskette.

The Division, with the Department's geographic divisions, co-sponsored a series of supplements on trade opportunities in different regions of the world which appeared in *Canadian*, the in-flight magazine of Canadian Airlines International.

InfoExport, the Department's export information centre, provides export-related information to the Canadian business community and to the public. It also distributes the Department's publications. In 1990, InfoExport recorded an increase in the number of requests for information: about 1 000 calls were received each week, compared to 650 per week in 1989.

A national radio and print advertising campaign demonstrating the importance of international trade was run during International Trade Month in October.

The newsletter, *CanadExport*, published twice a month, has a Canadian circulation of 60 000. *CanadExport* maintains an ongoing relationship between the Department and the business community, providing export information that has been collected worldwide by Canada's trade commissioners, as well as information relating to new initiatives in Ottawa.

Visits abroad by the Minister for International Trade required information kits and support to trade missions. The Division arranged media coverage of the Ministers' visits to foreign countries. Detailed itineraries were prepared for incoming journalists, which facilitated their understanding of Canada and its economy.

The Public Information Campaign on the Northwest Atlantic Fisheries, a campaign organized to gain support for Canada's position on overfishing in the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) area, continued to be implemented domestically and in the European Community. It has raised European awareness of the issue and has received the attention of European decision makers, media, academics, scientists and the general public. The campaign seeks to convince the EC and its member states to respect NAFO quotas.

INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

INTERNATIONAL EXPOSITIONS

The Division has been preparing for Expo '92 to be held in Seville, Spain, April 20 - October 12, 1992. Construction on the 5 000 square metre pavilion is scheduled for completion in December 1991. Ontario, Quebec, British Columbia and the Northwest Territories will participate.

The five pavilion components are a courtyard, pre-show area, IMAX theatre, exhibition hall and a

restaurant/boutique. Exhibits highlight Canadian discoveries, innovations and inventions in various fields of science and technology. The pre-show area will feature a 10-minute audiovisual presentation introducing Canada and Canadians. The National Film Board is preparing a 15-minute film for the IMAX theatre which will offer a spectacular portrait of Canada, celebrating its people and landscape through new cinematic technology. The Corporate Sponsorship Program secured a number

of sponsorship/supplier agreements with Canadian companies. Notably, the Canadian zinc industry has agreed to sponsor the zinc façade for the pavilion.

The Division participated in activities of the Bureau international des expositions (BIE) representing Canadian interests. In addition, it monitored the progress of revisions to the BIE Convention.

As well, the Division studied the possibility of Canadian participation in future international expositions such as Expo '93 in Taejon, South Korea.

CULTURE AND SPORT

The Culture and Sport Program supports Canada's foreign and trade policy goals by raising Canada's profile abroad. Exciting arts activities and sports competitions celebrate Canada's identity and national character and demonstrate Canadian excellence in both fields.

The Department assists professional artists and groups who have proven talent and administrative ability. Priority is given to projects with box-office appeal which have substantial sponsorship from provincial governments or other sources and which respond to the political, trade and geographic priorities of the Department.

A large part of the grants budget is devoted to help Canada's cultural pillars, such as the Montreal and the Toronto Symphony Orchestras, the Royal Winnipeg Ballet, the National Ballet, Les Grands Ballets Canadiens and Le Cirque du Soleil. These groups perform in major cities in Europe, Asia and the U.S. Le Cirque was invited to a month-long engagement on the lawn between the White House and the Capitol in Washington, D.C.

The Division supported some 105 performing arts tours. Particularly successful were four Quebec-based dance and theatre companies which performed at the Brooklyn Academy of Music's "Festival Next Wave: Next Door," and Robert Lepage's multilingual play, *Tectonic Plates*. Canada's image was further enhanced by the Tafelmusik Baroque Orchestra's very successful European tour.

Canada participated in prestigious art fairs in Chicago, Los Angeles and Basel. The Venice Biennale led to invitations to exhibit in major Japanese and European institutions. Canada also took part in Passages de l'image, a major art exhibit organized by the Pompidou Centre in France. At the Sydney Biennale, a record seven Canadian artists were invited to exhibit.

The Bologna Book Fair honoured Canada with an exhibition of the best illustrations from recent Canadian children's books. The exhibition

featured illustrations by 43 Canadian artists and, with the Department's assistance, it subsequently toured Rome, Munich and Paris.

The translation program stimulated the translation of 45 Canadian works in 16 languages of Europe, Asia and Latin America. Six new Canadian authors — Nino Ricci, Carol Shields, Marilyn Bowering, Leslie Hall Pinder, Rohinton Mistry and Alberto Manguel — were all published in the U.K. The Department also sponsored book tours in Europe and Asia, supported by the Canadian missions abroad.

The Department assisted Canada's sound recording industry to participate at major international trade fairs such as MIDEEM and the New Music Seminar.

To encourage sales of Canadian film and television products and to stimulate co-production activity, the Program sponsored the attendance of more than 40 key foreign buyers and producers at major festivals in Banff, Toronto, Montreal and Vancouver.

Policy issues and programs were prepared for bilateral cultural talks with the United Kingdom, Germany, the Netherlands and France. The Department is cooperating with the Department of Communications to develop a strategy for marketing cultural products abroad.

A series of sporting events was organized to enhance Canada's position abroad. In particular, the Canadian men's soccer team toured China, South Korea and Japan. New emphasis was also placed on strengthening sports relations with Eastern Europe and the U.S.S.R.

A Working Party on Strengthening Commonwealth Sport was established. The International Sport Section acted as a secretariat and contributed to the drafting of a report on future directions. South Africa was monitored for sufficient progress on the dismantling of apartheid. The Section worked closely with leaders of the International Olympic Committee in maintaining the ban on sporting contacts with South Africa. Finally the Section provided support for Toronto's bid for the 1996 Olympic Games.

CANADIAN STUDIES

The All-European Conference on Canada organized by the Association for Canadian Studies in the Netherlands was held in The Hague, October 24-27, 1990. Titled "Canada on the Threshold of the 21st Century: European Reflections on the Future of Canada," it was attended by 300 academics, diplomats and business representatives from 20 countries.

Seventy papers were given on topics such as national politics, constitutional change, aboriginal disputes and environmental policy.

The Department continued to support the International Council for Canadian Studies (ICCS) which held its ninth annual meeting in Beijing, in conjunction with the July 1990 conference of the Association for Canadian Studies in China. Meeting for the first time in Asia, the ICCS welcomed two new Canadian Studies associations as members: the Soviet Association and the Spanish Association. The 200-member Soviet Association is the first area studies group in the U.S.S.R. There are now 16 Canadian Studies associations affiliated with the ICCS, representing 26 countries. Over 5 000 academics abroad actively engage in scholarly study, research, teaching and publication about Canada.

The Foundation for Educational Exchange between Canada and the U.S. (the Fulbright Program) was established in 1990. It enables scholars in Canada to lecture and conduct research at universities in the United States and allows American scholars to teach and study at Canadian universities.

Important new Canadian Studies Centres were founded in Paris, London, Islamabad and Sweden. In addition, three Centres were established in China; and the Government of India provided a grant of \$500 000 to develop Canadian Studies in India.

During the year, Canada offered 445 awards to foreign universities and scholars in order to stimulate programs of study about Canada.

Canada continues to support Canadian Studies programs in Eastern Europe by providing grants to universities there offering courses on Canada.

SCHOLARLY EXCHANGES

Government of Canada scholarships were provided to 116 foreign students from 21 countries, allowing them to study in Canada. Reciprocal scholarships are offered by these countries to Canadian students.

Canada participated in the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan under which 500 students from 51 Commonwealth countries complete graduate degrees in Canada. Several other participating Commonwealth countries offer similar awards to Canadians.

The General Exchange Agreement (GENEXAG) between Canada and the Soviet Union was renewed. Under this program, 20 professors and 13 students from Canada travelled to the Soviet Union to undertake research there. A reciprocal number of Soviet professors and students came to Canada.

Under the Canada-China Scholarly Exchange Program, 22 Chinese students came to Canada, and a number of Canadians went to China.

INTERNATIONAL EDUCATION

The Department, the provinces, the academic community, and other federal departments and agencies carried out international education-related activities. These included major educational conferences and meetings of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), the Council of Europe, the Commonwealth and other multilateral organizations.

INTERNATIONAL EXCHANGES

Some 400 leading Canadians travelled abroad to participate in roughly 1 600 different events both academic and artistic. The exchange program has welcomed 75 foreign personalities to participate in similar activities in Canada.

More than 9 400 young Canadians were able to work abroad, and 8 200 young visitors from other countries have worked in Canada under the International Youth Exchange Program.

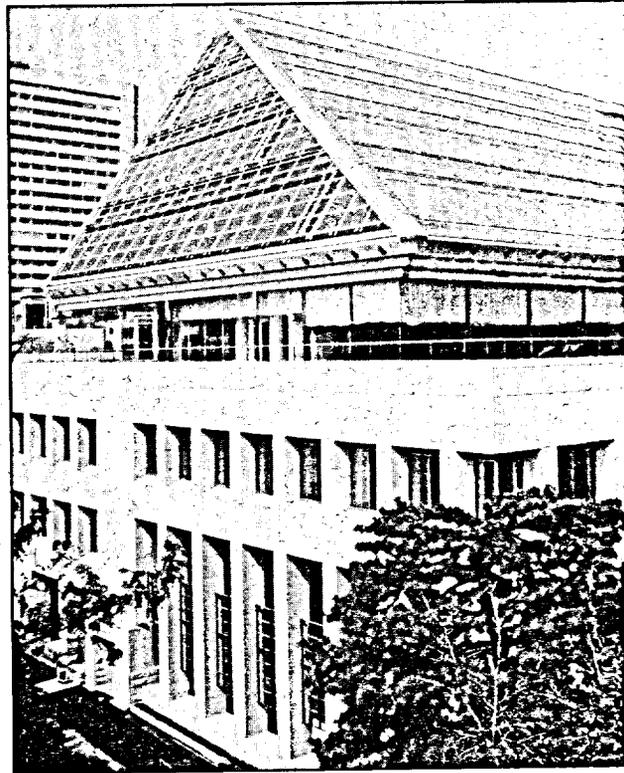
HISTORICAL AFFAIRS

The Historical Affairs Section provided assistance to researchers and continued work on the series *Documents on Canadian External Relations*, publishing Volume 18 (1952) edited by Donald Barry of the University of Calgary. A second volume of *Canada's Department of External Affairs: Coming of Age, 1946-1968* is under way. Members of the Section lectured at universities and participated in academic conferences in Canada and abroad.

CHAPTER 10 POLICY COORDINATION, CORPORATE MANAGEMENT AND PERSONNEL

Highlights

- Extensive reorganization of Corporate Management.
- Departmental Ombudsman mediates employee disputes.
- Information Resource Management Bureau handles over two million documents and 30 000 research requests.
- Phase 1 of \$200 million Tokyo Embassy project is completed.
- Canadian staff successfully evacuated from Middle-East during Persian Gulf crisis.



The new Canadian chancery in Tokyo

CORPORATE MANAGEMENT

OVERVIEW

In July 1990, the former Finance and Administration Branch, the Special Projects Branch, and several core functions of the Department were merged to form the Corporate Management Branch. The Passport Office, formerly part of the Finance and Administration Branch, is now a Special Operating Agency reporting to the Assistant Deputy Minister, Social Affairs Branch.

The new Corporate Management Branch is the largest single entity within headquarters, with about one-third of headquarters staff. It manages the allocation of all personnel and financial resources and provides central support services both at headquarters and abroad for the management of the Department's finances, real property and materiel, records and registries, global communications, informatics and data processing services, contract services, inspections, and audit and evaluation functions.

The Branch has managed the Department's resource base effectively despite financial and personnel reductions, and has shifted resources efficiently to take account of changes in government priorities, by:

- completing the downsizing of the Department according to the recommendation of the 1989 Expenditure Review Committee and requirements of the 1991 federal budget which removed \$46 million from the Department's budget and cut 460 positions from the organization;
- delegating more operating authority to unit managers, giving them clearly defined accountability criteria;
- contracting out where efficient and cost effective;
- initiating the final steps in acceptance testing of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS) Phase I in the U.S. and in selected headquarters units, and revising the concept for Phase II which will complete the installation for the remainder of the Department's employees in Canada and abroad;
- continuing to replace leased facilities abroad through purchase and/or construction;
- continuing a management-directed program of internal audits and program evaluations; and
- enhancing and strengthening the Department's financial audit and management systems.

RESOURCE PLANNING AND MANAGEMENT SECRETARIAT

Established in 1990, the Secretariat is responsible for the planning, allocation and management of Departmental resources. It also provides support to the newly constituted Program Management Board consisting of the Department's three deputy heads.

The new Secretariat adjusted resources according to decisions made during the Corporate Review, and implemented strategies to satisfy the resource restraint measures announced in the February 1991 budget.

It established a system of multi-year reference levels for use by branches in managing and planning their resources for 1991/92 and subsequent years, and developed processes for delegating more authority in this area to Assistant Deputy Ministers.

The Secretariat also assisted Departmental managers in obtaining incremental funding from Treasury Board to carry out initiatives such as the new Five-Year Immigration Plan.

OFFICE OF THE INSPECTOR GENERAL AND AUDIT AND EVALUATION DIVISION

To improve the overall quality of management, the Office of the Inspector General assessed management practices at a number of missions abroad. The Office also undertook special investigations at the request of senior management.

As a result of the Corporate Review, the Audit and Evaluation functions were combined into one unit which reports to the Inspector General.

There were 32 mission audits undertaken in the areas of management services, immigration and trade. Another eight audits of headquarters' management systems and processes were completed, and two special audits were carried out in response to requests from management.

An evaluation of the International Cultural Relations Program was completed. Both the Department and the Canadian International Development Agency's (CIDA's) own evaluators have been studying CIDA decentralization and a second annual report (for 1990) was submitted to the Treasury Board.

Staff of both the Inspector General's Office and the Audit and Evaluation Division contributed to the Corporate Review and its subsequent implementation.

FINANCE, ADMINISTRATIVE SERVICES AND BUDGET

The Finance and Headquarters Administrative Services Bureau is responsible for all aspects of financial administration. These include financial policy, systems and training; financial planning, analysis and reporting; accounting, commitment control and other financial services; provision of a comprehensive advisory, control and reporting function for service contracts; headquarters accommodation services; and headquarters inventory data and materiel support. A primary function of the Bureau is to report on actual performance relative to budgets.

The Department has reaffirmed its decision to standardize and install on-line financial systems at missions around the world. An initial pilot project was completed in San Francisco and Los Angeles. As a result of its success, further implementation of on-line systems will take place over the next four years. In the interim, the Department is providing missions with small, personal computer-based systems. Seventy-eight percent of all missions had been equipped with this temporary system as of March 1991. Financial training for staff abroad is still a high departmental priority. Two courses were held for mission accountants; and a new course for mission administrative officers was introduced.

The developmental phase of a new cost-accounting system has been completed. This system will be used for resource allocation and cost recovery, and for calculating the full cost of delivering departmental programs and new initiatives. Also, the Bureau has developed a new accounting and control system for person-year management. This system will be operational in 1991/92.

In response to operational difficulties and audit findings, the accounting function was restructured to improve the focus of its operations, by concentrating separate activities in separate units. Within this structure, each activity is expected to be as timely and accurate as possible, reflecting sound accounting principles and practices. Many projects have been undertaken, in particular, the modernization of the cashier's office and the development of a sound, accountable system for managing advances. There have also been special reviews in the areas of travel claims, revenue deposits, collections of amounts due and overlapping claims, with the intention of determining the extent of irregularities, recovering any amounts owed to the Crown and improving records and controls.

The Bureau renovated and upgraded over 10 000 square metres of office space at headquarters, affecting 26 units. It has also provided new ergonomic furnishings that meet health and safety standards for the physical comfort and well-being of employees using desktop automation.

BUDGET

Departmental expenditures for the fiscal year 1990/91 totalled approximately \$1 150.5 million. This included operation and capital expenditures, grants and contributions, and other transfer payments in connection with the Canadian Interests Abroad Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$818.7 million were incurred for

the management and coordination of operations at headquarters and at missions abroad, and included salaries, wages and other personnel costs, property rentals abroad, travel, communications, and costs for conducting foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$112.2 million included \$70.7 million for the purchase and replacement of vehicles, furnishings and equipment, and \$41.5 million for the Long-Range Capital Program.

Expenditures of approximately \$219.6 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the United Nations, the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

CHART 10.1
1990/91
MAJOR BUDGET
EXPENDITURES
BY ACTIVITY
(\$ Millions)
Canadian
Interests
Abroad
Program

Foreign policy, priorities and coordination	21.3
International trade development	68.4
International economic, trade and aid policy	44.6
Political and international security affairs	174.4
Legal, immigration and consular affairs	15.1
Communications and culture	47.0
Bilateral relations and operations	662.5
Passport	1.3
Operational support, human resource planning and administration	103.0
Subtotal	1 137.6
World Exhibitions Program	12.9
Total	1150.5

CANADIAN ON-LINE SECURE INFORMATION AND COMMUNICATIONS SYSTEM

Implementation of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS) Phase I continued. The system will eventually supply secure communications for Canadian missions around the world. Once necessary hardware was installed at all sites, the focus of the project was software development, operations and preparation for the next phase. Final delivery and acceptance of all aspects of Phase I were scheduled for fall 1991. Approximately 1 100 users are on the system.

Phase II implementation strategy was reviewed in order to take advantage of improved technology and to shorten the installation schedule for the system's main elements. The review indicated that the Department should build on the achievements of Phase I, but should use personal computers in a "client-service" architecture rather than "dumb" terminals for unclassified processing. This meant that the Phase I prime contractor's option to proceed with Phase II would not be exercised. Detailed planning for the new COSICS II strategy is in progress.

The change in strategy involved organizational changes including the creation of a Senior Management Technology Board to oversee major technology directions of the Department, and an Information Systems Bureau responsible for information technology and particularly for COSICS.

INFORMATION RESOURCE MANAGEMENT

The Information Resource Management Bureau is responsible for the Department's information management services, including global telecommunications, communications and technical security, computer systems design and development, records information management, administrative printing, and diplomatic courier, messenger and vehicle services.

During the year, the Bureau started to implement the Management of Government Information Holdings Policy. A committee structure was determined, and planning began to create an inventory of all departmental information holdings, in all media. In addition, the Bureau continued to provide extensive staff and system support for the implementation and operation of COSICS Phase I.

The high-speed digital telecommunications network, MITNET, which first linked Canada with the Department's U.S. operations, was extended to London and Paris and onward to missions

throughout Europe. The network combines the Department's voice, data, facsimile and message traffic into a backbone network using the latest Canadian technology. As well, MITNET was extended to areas with substandard land-based communications facilities or with emergency needs, using portable satellite communications. Over the year, the Department's message systems transmitted over 7 500 000 messages for its own and other government programs.

The Records Information Management Division continued its preparation for coping with the Department's increasing reliance on electronic records. The design of the COSICS Automated Text Storage System (CATS) was largely completed. Work continued on the implementation of a unified subject classification system which will replace four existing systems and be more appropriate for an automated environment.

Mail and Messenger Services handled 1.8 million items during the past year. Records Information Services processed over two million documents and responded to over 30 000 research requests.

The Information Systems Division assisted with several major projects such as the Computer Assisted Immigration Processing System (CAIPS). CAIPS is now fully operational throughout the United States, the United Kingdom and Hong Kong, providing significant savings in time and resources.

A parallel initiative, Immigration Mega, supplied microcomputers and specialized software for office automation to 19 missions worldwide. Other missions which have experienced increases in immigration workload were also provided with microcomputers under the Eastern Europe, Transit Visa, Going Global (Pacific), and Quality of Service initiatives.

The number of personal computers in use in the Department totalled 3 000 at year end, compared to 2 200 the previous year. Two thousand of these are interconnected using Local Area Networks (LANs).

The Bureau's Administrative Publications Section continued its high level of activity during the year. Over 61 million printed pages, 21 million photocopies, 1 000 pages of amendments to manuals, and 5 000 pages of photo composition were produced. The section now provides a full desktop publishing service to users throughout headquarters with significant cost savings.

PHYSICAL RESOURCES

The Bureau of Physical Resources provides real property, materiel and related services to support Canada's diplomatic missions.

The Bureau is responsible for the acquisition of Crown-owned office and residential accommodation abroad through purchase or design and construction, and for the acquisition of leased chanceries and official residences. It also guides missions in the leasing of accommodations for staff.

The value of the Department's owned property, consisting of 90 000 square metres of office space, 73 official residences and 480 staff accommodations, is estimated at slightly over \$4 billion.

The Bureau provides overall planning for all accommodation programs, including management of the Long-Range Capital Program which is intended to reduce the Department's rental budget through increased property ownership. Expenditures on this program during the 1990/91 fiscal year totalled \$40.6 million.

The services provided to missions range from interior design to maintenance supervision, and include administration of the collection of Canadian art displayed at missions. The Bureau interprets domestic policy on property and materiel to determine applications suited to the varying situations encountered abroad. In addition, it provides further assistance by developing automated information systems for real property, finance, procurement, works of art and fine furniture.

The Bureau's Construction Program reached a major milestone this year with the \$200-million Tokyo Embassy redevelopment project (a creative joint venture largely funded by Canada's Japanese partners). Toward the end of the year, Phase I of the new \$150-million office building was completed. This includes both a private sector portion to be rented out (Place Canada) and the Embassy chancery. The official opening ceremonies were arranged to take place during a visit by the Prime Minister (in May 1991). Construction has begun on the project's second phase, a 23-unit residential and recreational complex to house Canadian staff, also largely funded by our private-sector partners. The project was designed by the noted Canadian architect, Raymond Moriyama.

Construction was completed in 1990 on the temporary Annex (using pre-engineered modules) to the Warsaw chancery and neared completion on the new official residence in Singapore. Construction continued on the \$78-million diplomatic complex in Beijing and new chanceries in Buenos Aires and Dar es Salaam; the latter two were to be completed by summer 1991. Design also continued on a new \$40-million diplomatic complex in Algiers, a major addition to the chancery in New Delhi, an addition to the chancery in Accra, and a new residential complex in Warsaw.

With the objective of increasing Crown ownership, eight properties were purchased in the United States, Kenya and South Africa. The Bureau also undertook negotiations to purchase condominium office space at a possible cost of \$7 million for the Consulate General in Sydney. This is a major acquisition which will produce immediate rental savings for the Department of over \$750 000 annually. Negotiations were also under way to purchase the Czech and Slovak Federal Republic's Embassy in Lusaka, Zambia. This is a new building (1989) offered for sale at US\$2 million.

The Bureau leased 11 new offices, and renewed leases on 53 existing chancery and official residence properties.

The Bureau's Interior Design group plans and controls design in major projects as well as the refurbishment of chanceries and the public areas of official residences. The group completed or continued interior design projects valued at \$10 million including 5 major construction projects, 12 major refurbishments, 4 projects under the Aid Decentralization Program, 22 under the Immigration Mega Program, and 22 chancery and official residence moves.

The Property Maintenance Program coordinates minor capital alterations and renovation projects, and supervises maintenance carried out under its auspices or by missions. During the year, considerable effort was expended on the Immigration Mega Program including renovations to existing facilities and extensions of chanceries to accommodate additional staff. Expenditures during the year for all types of work were \$7.8 million.

The Procurement Division purchased and shipped furniture, furnishings and other materiel valued at over \$36 million. During the year the Department's vehicle fleet at missions and headquarters increased to 808 from 764 in the previous year.

POLICY PLANNING AND COORDINATION

The Policy Planning and Coordination Bureau is comprised of the Political and Strategic Analysis Division, the Economic and Trade Analysis Division and the Cabinet and Parliamentary Liaison Division. The Bureau is responsible for advising senior management on the general orientation of Canada's foreign policy and for the larger issues requiring coordination between various branches.

During the past year, the Bureau participated in a study on Canada's policy in the Asia-Pacific region and continued its efforts seeking to establish dialogue on North Pacific Cooperative Security. The Bureau was also interested in issues such as migration patterns, environmental evaluations and the reliability of the existing energy supply. It focused attention on the Department's policy on competitiveness, Canada's commercial policy to meet the challenges of tomorrow, and the link between foreign aid and the arms trade.

The Bureau pursued bilateral and multilateral foreign policy consultations, and members travelled throughout Canada to discuss important foreign policy issues with academics and various interest groups.

In March 1991, academics were invited to attend a seminar on democratic development, to discuss ways to encourage local efforts and the global democratization process.

As a member of the Gulf Crisis Centre, the Director General was involved in the daily activities

pertaining to the crisis. The Political and Strategic Analysis Division periodically produced analytical briefs on the situation and a number of long-term political analyses. It also coordinated the activities and the information exchange aimed at keeping the Cabinet and the Members of Parliament abreast of the situation.

Again this year, the Bureau coordinated Canada's participation in the political discussions at the Economic Summit, which was held in Houston in July 1990.

The Bureau participated in the writing of speeches on the main thrust of Canada's foreign policy for the various ministers, senior civil servants and the Prime Minister. It regularly published an analysis depicting the economic and commercial situation, including a quarterly review containing statistical data on commercial activities in Canada.

In terms of parliamentary activity, the Bureau helped to organize exchanges, conferences and visits, including inspections in Brazil, China and the Horn of Africa. It maintained liaison with the various House of Commons and Senate committees. It also wrote reports and briefings for the Ministers, to prepare them for Cabinet meetings.

Following a recommendation of the Corporate Review, a Ministerial Correspondence Unit was created to answer letters received by the Ministers. This has somewhat reduced the workload of the various divisions.

PERSONNEL

Both Public Service 2000 and the Department's internal Corporate Review proposed similar changes which focused on increased efficiency and service to the public. Responding to the two major exercises meant enormous challenges for the Personnel Administration Bureau requiring extensive consultations both internally and with central agencies and other divisions.

One of the results has been a decentralization of authority both at headquarters and abroad. For example, full authority has been delegated to 127 heads of missions with respect to classification, pay and benefits of 4 730 locally engaged staff.

Despite cutbacks in other areas, a major commitment of personnel and finances has been made to the area of staff development and training. The training plan was revised and increased mandatory

training put into place. The number of person-years devoted to longer-term training has been increased by 300 percent. Each Branch has appointed a new training coordinator for all categories of staff. The Department is reinforcing branch training centres, confirming training needs, and has established a Departmental Training Academy.

More than 50 percent of Canadian missions now have reciprocal employment agreements giving spouses and dependents access to more jobs in other countries. This is the highest percentage enjoyed by any country's foreign service. The implementation of the Spousal Employment Policy is a very important step since the one-career, two-income family is the major issue facing the foreign service.

A computerized inventory has been compiled of non-rotational employees seeking new challenges, and counselling has been provided to more than 150 of them.

In June 1990, the deputies announced the Department's commitment to minimize the impact of position reductions on employees. Approximately 275 employees left voluntarily and others are being repositioned. The Department hopes to handle future reductions in the same way.

Throughout these changes, the Department has encouraged input by employees including meetings with the deputy ministers. Any group of 8 to 12 employees can obtain a meeting with the Under-Secretary or a deputy-minister of their choice to share concerns and ideas on management and administration of the Department.

The Departmental Awards and Recognition Program was redesigned and strengthened. Recent employee initiatives include the Administrative Officers' Newsletter, and the Management Club, organized to improve training and promote recognition of staff.

DEPARTMENTAL OMBUDSMAN

The office of Departmental Ombudsman, recommended by the 1990 Corporate Review, became operational on October 15. The Ombudsman's

service is additional to redress and counselling services already offered to personnel; it does not replace the Department's grievance process, for example, or the Employee Assistance Program.

The Ombudsman operates independently from the regular Departmental structure and reports as necessary to the Under-Secretary. The Ombudsman's role is to receive and seek to resolve employees' complaints regarding work-related matters. Canada-based employees at headquarters and those abroad have access to this office. Full confidentiality is maintained.

After initial discussion with the complainant, the Ombudsman carries out an investigation and decides whether corrective action is warranted. In many cases the employee has been dealt with fairly in accordance with regulations applying to all employees. In some cases, however, the Ombudsman may seek corrective action with the employee's full knowledge and consent.

As a one-year pilot project, the office of Ombudsman will be evaluated at the end of the term to see if the function should be maintained. While the Ombudsman actively intervenes in only a few cases, there is considerable value to the employee of a confidential discussion of problems with a knowledgeable and impartial senior officer. The friendly but persistent enquiries of the Ombudsman may also have a healthy impact on the personnel bureaucracy.

PROTOCOL SERVICES AND DIPLOMATIC, CONSULAR AND OTHER REPRESENTATIVES IN CANADA

The Office of Protocol orchestrates diplomatic relations with foreign diplomats posted in Canada. The Office is also responsible for logistics and ceremonial events associated with visits of foreign heads of state, heads of government, and ministers of foreign affairs and trade to Canada.

The Visits and Conferences Division coordinates foreign travel for the Secretary of State for External Affairs, the Minister for International Trade, and the Minister for External Relations and International Development. The Division arranges logistics for these visits through an advance trip and offers direct support when the ministers travel. The Director of the Division provides the same support to the Governor General for travel outside Canada.

During the year under review, the Visits and Conferences Division arranged official or working visits to Canada for 30 heads of state and other senior officials. Included were: President Bush of the

U.S., President Vassiliou of Cyprus, Secretary-General Paye of the OECD, Prime Minister Gonzalez of Spain, Governor Wilson of Hong Kong, Secretary-General Pérez de Cuellar of the United Nations, President Gorbachev of the U.S.S.R., Secretary-General Ramphal of the Commonwealth, President von Weizsaecker of the Federal Republic of Germany, President Mugabe of the Republic of Zimbabwe, President Koivisto of the Republic of Finland, President Diouf of the Republic of Senegal, and Prime Minister Soglo of the Republic of Benin.

A one-week tour of the Northwest Territories and the Yukon was arranged for 18 foreign heads of mission. The purpose of the tour was to promote Canadian sovereignty and environmental, ecological and trade interests in the North. Stops were made in Iqualuit, Resolute Bay, Dawson City, Whitehorse and Yellowknife. This annual tour enables diplomats from many different countries to visit the North and experience its vast scope.

During the year, the Hospitality Section received 10 663 guests for over 365 luncheons, dinners and receptions. These were held in the Pearson Building, in the official guest house at 7 Rideau Gate, and at several other locations within Canada.

The Diplomatic Corps Services Division continued to provide assistance to diplomats accredited to Canada, thereby promoting the interests of their Canadian counterparts serving abroad.

The Division is responsible for liaison between foreign missions and the Royal Canadian Mounted Police concerning the physical protection of diplomatic and consular representatives and their premises. The Gulf War required special measures to ensure protection for diplomats from countries directly or indirectly involved in the conflict.

In the area of privileges and immunities, reciprocity is still an important issue being handled by the Division. The coming into effect of the Goods and Services Tax necessitated a review of value-added taxes in each country of accreditation and the exemption of Canadian diplomats from such taxes. Decisions were then made for reciprocal exemptions to foreign diplomats in Canada.

The Division continued the conversion of identity documents for resident diplomats to computer-generated ones. It also regularized the status of certain employees of foreign governments working in Canada as a result of inter-government agreements. The Immigration Advisor met the challenge of the increased demand by the foreign diplomatic corps for advice on immigration.

FEDERAL- PROVINCIAL COORDINATION

External Affairs and International Trade Canada has a major role in coordinating the policies and activities of the federal and provincial governments in the international sphere. During the year, provincial governments continued to devote resources to promoting their interests abroad, in accordance with economic objectives. The provinces received considerable support from the Department, in various forms.

The Department guides the provinces on the international scene where they are becoming more active. The provinces have 61 offices abroad as well as five representations in facilities shared in Canadian missions: Seoul (Ontario, British Columbia and Quebec); Minneapolis (Saskatchewan); Hong Kong (Newfoundland); and Abidjan (Quebec). Such cooperation enhances the effectiveness of federal-provincial relations and it will likely increase in the future.

Under the new agreements between Canada and Quebec concerning immigration cooperation, the parties continue to share the financial burden of Canadian mission premises occupied by Quebec immigration officials. Quebec is now present in seven Canadian missions.

Increased federal-provincial consultations ensured that the interests of the provinces were considered in the formulation of international relations policies and that provincial authorities were kept informed of the federal government's position on issues of mutual interest.

The Department facilitated provincial participation in meetings of multilateral organizations such as the OECD, the Council of Europe, the United Nations Commission on Human Rights, the Commonwealth and Francophone institutions. It also helped to arrange an increasing number of visits abroad for provincial premiers and delegations as well as visits of foreign delegations to the provinces.

In addition, the Department's communications network provided the provinces with rapid access to the diverse services offered by Canada's diplomatic and consular missions. The Department continued to transmit reports, comments and research material, particularly of an economic and commercial nature, from Canadian missions to the provinces. The missions also maintained continuing contact with provincial offices located in their areas of responsibility.

SECURITY AND INTELLIGENCE

SECURITY

The Security Division managed the Department's involvement in a wide range of international security issues. It is engaged in coordination of Canada's counter-terrorism policies, and the protection of national security interests. This was accomplished in consultation with the Canadian Security Intelligence Service, the Royal Canadian Mounted Police and other government departments.

The Division directed the Department's physical security and personal safety program at headquarters and abroad, and ensured the protection of government information in accordance with the Government Security Policy. A focus was increased security for electronic data processing, which has been more subject to threat in recent years.

The Division provided around-the-clock monitoring of the security aspects of crises abroad and ensured a coordinated departmental and interdepartmental response. Of particular note in this respect was the successful evacuation of some Canadian staff and their dependents from various Middle East countries following the Iraqi invasion of Kuwait in August 1990.

The Gulf crisis and War led to a major personal safety initiative involving the comprehensive upgrading of security arrangements at a number of Canadian missions, most of them in the Middle East. In addition, approximately 20 Canadian military policemen were dispatched to a number of missions threatened by terrorism and civil disorder.

The Division maintained its customary security clearance procedures and conducted security investigations as required. It provided comprehensive briefings for new employees and for employees proceeding to posts.

INTELLIGENCE

In September 1990, the Foreign Intelligence Bureau was renamed the Foreign Assessments Bureau, to better reflect its role in the Department. The Bureau continued to provide intelligence to decision makers within the Department. In particular, it established the Gulf Assessments Group as a multidisciplinary unit providing the Department with evaluated intelligence on the crisis and subsequent war in the Persian Gulf.

By collecting, analyzing and disseminating classified information, the Bureau ensured that senior managers and policy developers received timely, relevant and assessed data relating to Canada's international role and the intentions of foreign states.

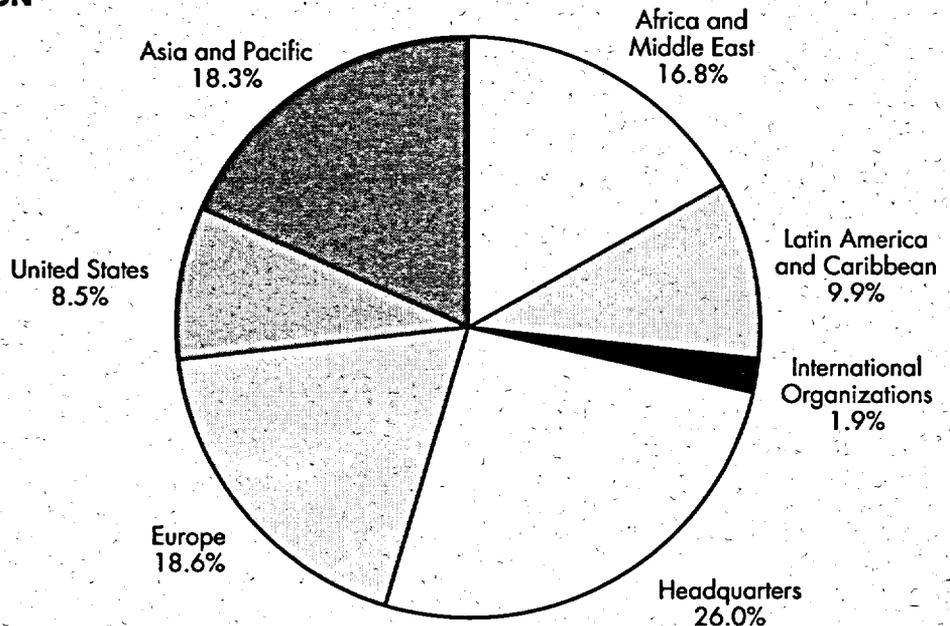
In addition, the Foreign Assessments Bureau has exercised its full mandate to represent the Department in the wider Canadian intelligence community. This included responsibility for drafting most of a large series of assessed intelligence reports which were discussed interdepartmentally and published by the Intelligence Advisory Committee for ministers and senior officials throughout the government.

CHART 10.2

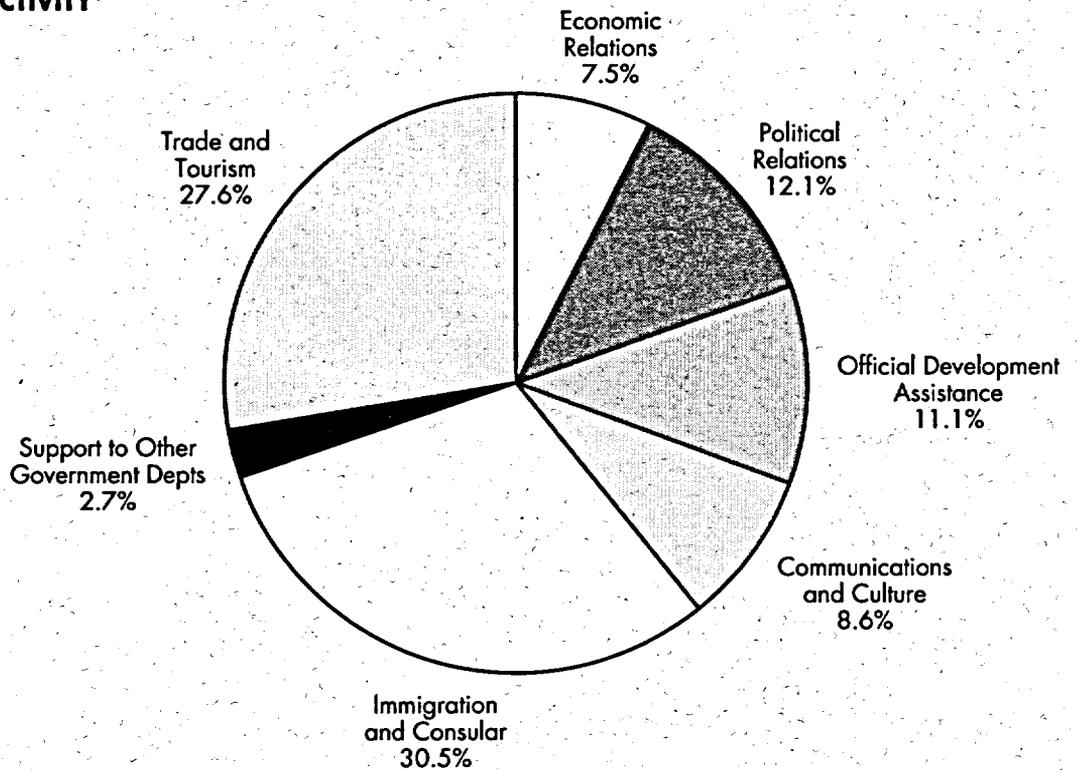
BY REGION

DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS AND CANADIAN MISSIONS ABROAD

(Canada-based and Locally Engaged Employees)



BY ACTIVITY*



* Does not include Management Services and Operational Support

CHART 10.3

DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS ABROAD BY GEOGRAPHIC REGIONS

(Canada-based and Locally Engaged Employees)

	Program Personnel		Support Personnel	
	Canada-based A	Locally engaged B	Canada-based C	Locally engaged D
Europe	294	181	216	1 008
Asia and Pacific	290	185	111	1 085
Africa and Middle East	261	81	139	1 056
Latin America and Caribbean	186	100	73	543
United States	144	178	55	404
International Organizations	59	3	51	59
TOTAL	1 234	728	645	4 155

GRAND TOTAL

6 762

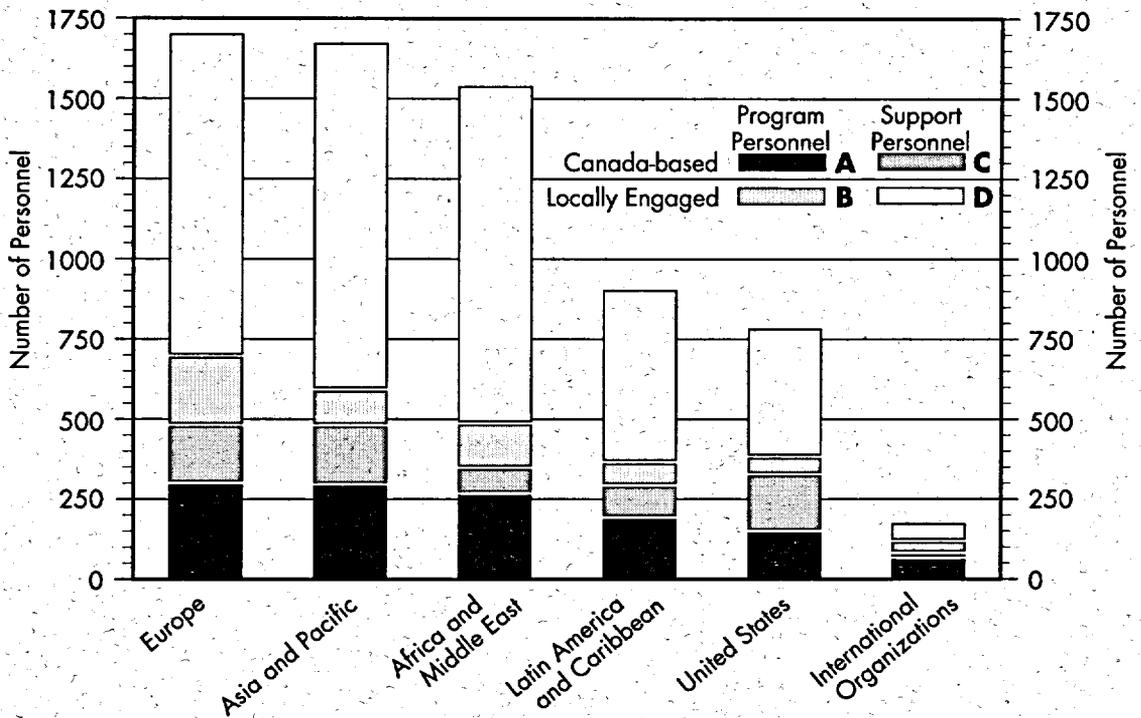


CHART 10.4

DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS ABROAD BY ACTIVITY
(Canada-based and Locally Engaged Employees)

	Program Personnel		Support Personnel	
	Canada-based A	Locally engaged B	Canada-based C	Locally engaged D
Management Services	163.2	59.0	400.1	587.0
Trade, Technology & Investment Development	219.5	260.6	24.2	276.3
Tourism	16.0	50.0	1.1	36.3
Political Relations	148.5	17.3	83.5	34.7
Economic Relations	117.8	14.4	47.0	35.6
Official Development Assistance	217.3	83.4	24.6	169.4
Communications and Culture	47.0	79.7	12.0	115.1
Immigration and Social Affairs	263.4	129.9	14.1	894.2
Consular Affairs	37.0	25.8	12.9	117.3
Operational Support	0.0	0.3	0.0	1 801.1
Support to Other Government Departments	4.3	7.6	25.5	88.0
TOTAL	1 234	728	645	4 155

GRAND TOTAL

6 762

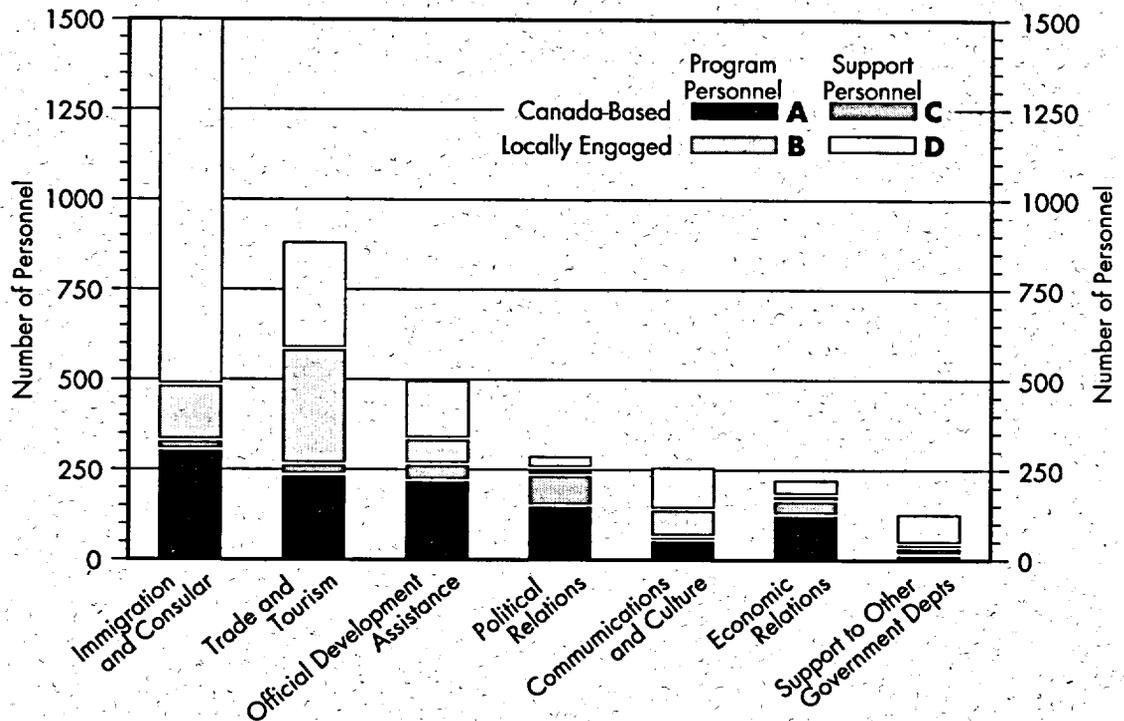


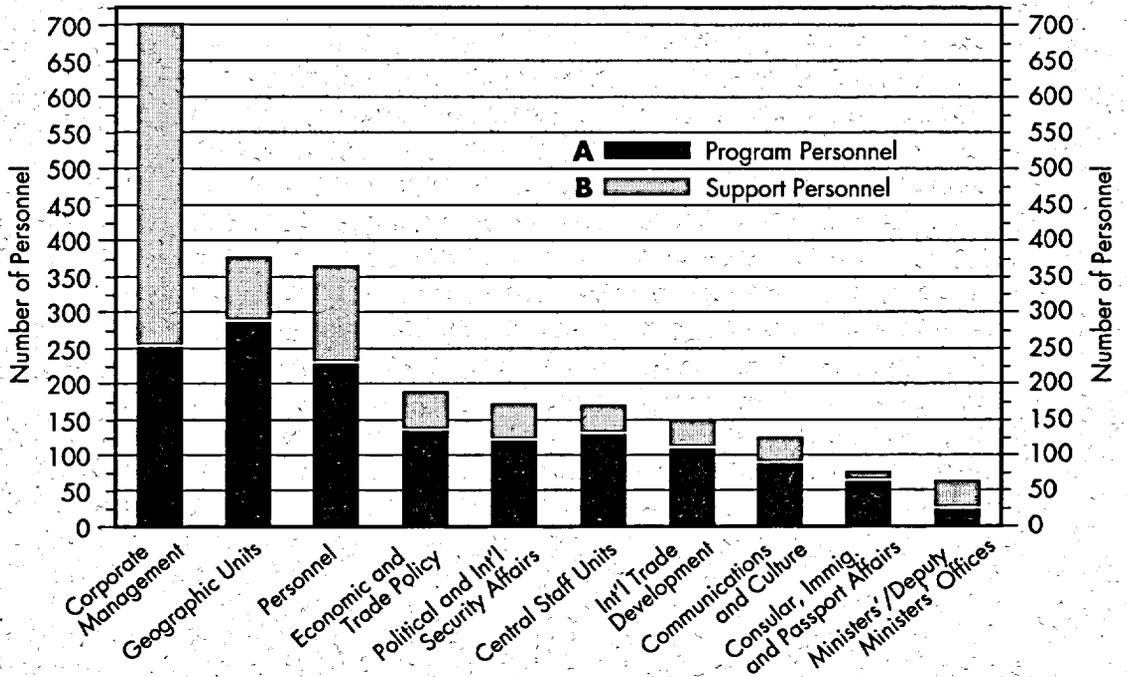
Chart does not include Management Services and Operational Support

CHART 10.5

DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS BY ORGANIZATIONAL ACTIVITY
(Canada-based Employees)

	Program Personnel A	Support Personnel B
Ministers' and Deputy Ministers' Offices	23	40
Geographic Units	285	91
International Trade Development	108	41
Economic and Trade Policy	133	55
Political and International Security Affairs Personnel	*227	*137
Consular, Immigration and Passport Affairs	62	14
Communications and Culture	87	37
Corporate Management	250	452
Central Staff Units	128	41
TOTAL	1 422	960
GRAND TOTAL	2 382	

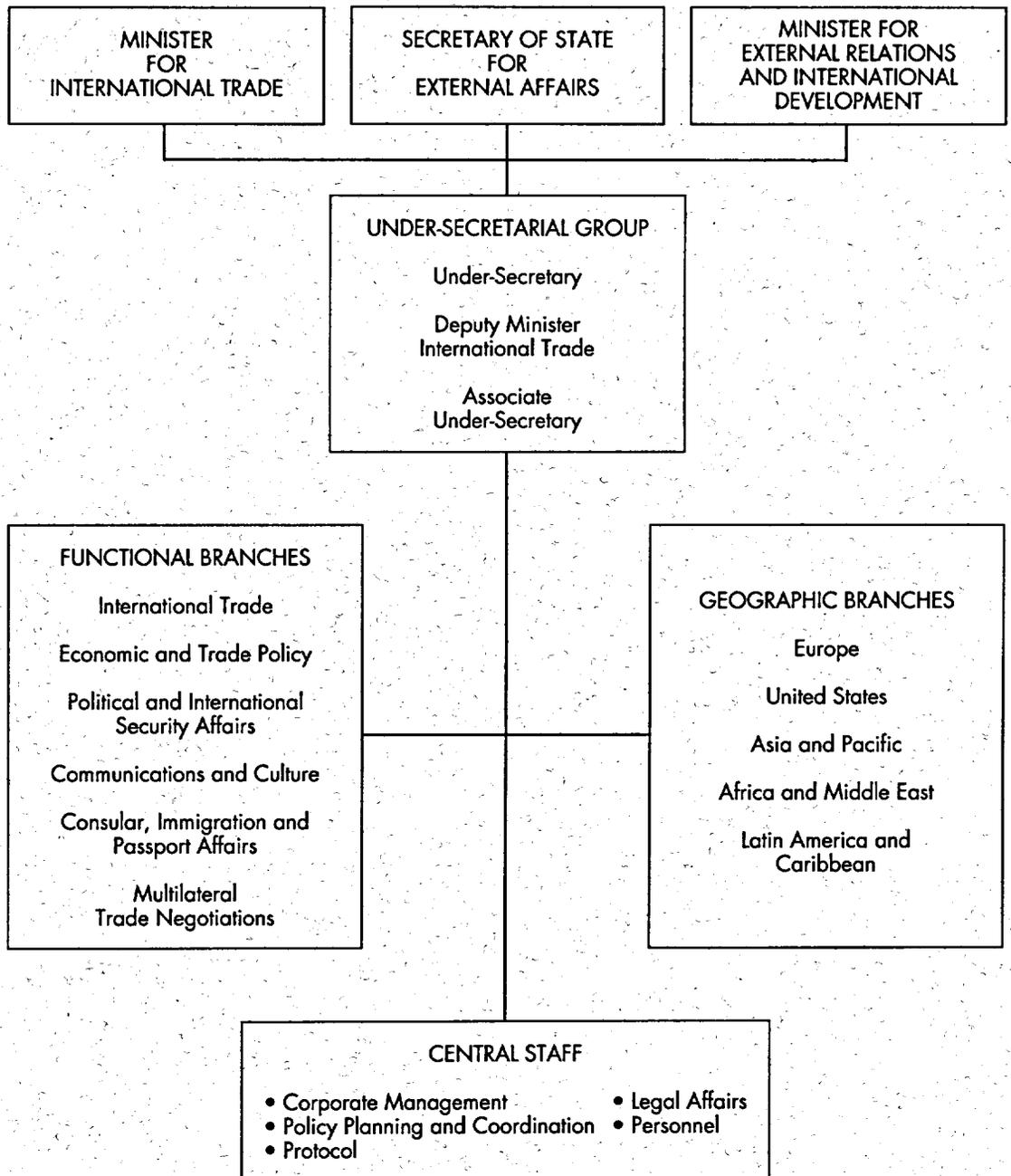
* Includes Recruitment and Special Assignment Pools





APPENDIX I

**DEPARTMENT OF
EXTERNAL
AFFAIRS:
ORGANIZATIONAL
CHART**



APPENDIX II

TREATY ACTIONS TAKEN BY CANADA IN 1990

BILATERAL — 1990

ARGENTINA

CULTURE

Agreement on Film Relations between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic
Montreal, September 22, 1988
Entered into force October 11, 1990
CTS 1990/27

NOTE: Signed and applied provisionally September 22, 1988.
In force October 11, 1990.

AUSTRALIA

CULTURE

Film Co-production Agreement between the Government of Canada and the Government of Australia (with Annex)
Canberra, July 23, 1990
Entered into force September 26, 1990
CTS 1990/26

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between the Government of Canada and the Government of Australia on Mutual Assistance in Criminal Matters (with Annex)
Ottawa, June 19, 1989
Entered into force March 14, 1990
CTS 1990/2

SOCIAL SECURITY

Protocol amending the Reciprocal Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Australia
Ottawa, October 11, 1990

BAHAMAS

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Commonwealth of the Bahamas on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters (with Annex)
Nassau, March 13, 1990
Entered into force July 10, 1990
CTS 1990/3

BANGLADESH

INVESTMENT INSURANCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of Bangladesh concerning Investment Insurance
Dhaka, July 12, 1990
Entered into force July 12, 1990
CTS 1990/4

BELIZE

DEVELOPMENT CO-OPERATION

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Belize on Development Co-operation (with Annexes)
Belmopan, May 15, 1990

BRAZIL

AIR

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil on Transport
Brasilia, May 15, 1986
Entered into force July 26, 1990
CTS 1990/5

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil constituting an Agreement to amend the May 15, 1986 Air Transport Agreement
Ottawa, December 20, 1990
Entered into force December 20, 1990
CTS 1990/5

BULGARIA

ECONOMIC COOPERATION

Long-Term Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of Bulgaria on Development of Trade, Economic and Industrial Cooperation
Sofia, May 22, 1990
Entered into force May 22, 1990
CTS 1990/6

BURUNDI

DEVELOPMENT COOPERATION

General Agreement on Development Cooperation
between the Government of Canada and
the Government of the Republic of Burundi
(with Annexes)

Ottawa, September 24, 1990

Entered into force September 24, 1990

CTS 1990/29

CHILE

AIR

Agreement between the Government of Canada and
the Government of the Republic of Chile on
Air Transport (With Annex)

Santiago, July 6, 1990

NOTE: Applied provisionally from July 6, 1990

COTE D'IVOIRE

AIR

Agreement between the Government of Canada and
the Government of the Republic of the Ivory
Coast on Air Transport (With Memorandum of
Agreement and Annex)

Quebec, September 3, 1987

Entered into force April 23, 1990

NOTE: Applied provisionally September 3, 1987

CTS 1990/7

CYPRUS

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between the
Government of Canada and the Government
of the Republic of Cyprus

Ottawa, January 24, 1990

**CZECH AND SLOVAK FEDERAL
REPUBLIC**

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and
the Government of the Czech and Slovak Federal
Republic for the Promotion and Protection
of Investments

Prague, November 15, 1990

TAXATION

Convention between the Government of Canada
and the Government of the Czech and Slovak
Federal Republic for the Avoidance of Double
Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion
with Respect to Taxes on Income and on Capital

Prague, August 30, 1990

FINLAND

AIR

Agreement between the Government of Canada
and the Government of Finland for Air Services
between and beyond their Respective Territories
(with Annexes)

Helsinki, May 28, 1990

NOTE: Applied provisionally from the date
of signature

TAXATION

Convention between the Government of Canada
and the Government of Finland for
the Avoidance of Double Taxation and
the Prevention of Fiscal Evasion with Respect
to Taxes on Income

Helsinki, May 28, 1990

FRANCE

CULTURE

Agreement between the Government of Canada
and the Government of the Republic of France
regarding the Development of French Language
Audiovisual Co-Production Projects for
Television

Ottawa, March 14, 1990

Entered into force March 14, 1990

CTS 1990/8

CULTURE

Agreement between the Government of Canada
and the Government of the French Republic
regarding Cooperation and Exchanges in
the Museums Field

Paris, November 26, 1990

Entered into force April 1, 1991

CTS 1991/4

CUSTOMS

Protocol to the Agreement on Mutual Assistance
between the Government of Canada and
the Government of France for the Prevention,
Investigation and Suppression by the Customs
Administrations of Both Countries of
Customs Offences

Ottawa, November 6, 1990

MARITIME DELIMITATION

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the French Republic amending the Agreement of March 30, 1989 Establishing a Court of Arbitration for the Purpose of Carrying Out the Delimitation of Maritime Areas between Canada and France

Paris, July 10, 1990

Entered into force July 10, 1990

CTS 1990/28

HONG KONG**NARCOTICS**

Agreement between the Government of Canada and the Government of Hong Kong concerning the Investigation of Drug Trafficking and Confiscation of the Proceeds of Drug Trafficking
Hong Kong, November 14, 1990

ICAO**AIR, HEADQUARTERS**

Headquarters Agreement between the Government of Canada and the International Civil Aviation Organization

Calgary and Montreal, October 4, 1990

NOTE: Signed October 4 and 9, 1990

IRELAND**SOCIAL SECURITY**

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Ireland

Ottawa, November 29, 1990

ITALY**MUTUAL ASSISTANCE**

Treaty between Canada and the Republic of Italy on Mutual Assistance in Criminal Matters

Rome, December 6, 1990

JORDAN**AIR**

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan on Air Transport (With Annexes)

Amman, May 10, 1990

Entered into force May 10, 1990

CTS 1990/9

LUXEMBOURG**SOCIAL SECURITY**

Convention on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg (with Protocol)

Ottawa, May 22, 1986

Entered into force April 1, 1990

CTS 1990/10

MEXICO**CULTURE**

Agreement on Tourism Cooperation between the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico

Ottawa, May 8, 1984

Entered into force January 17, 1985

CTS 1985/20

TERMINATED: September 21, 1990

CUSTOMS

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States regarding Mutual Assistance and Cooperation between their Customs Administrations

Mexico, March 16, 1990

Entered into force September 21, 1990

CTS 1990/31

ENVIRONMENT

Agreement on Environmental Cooperation between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States

Mexico, March 16, 1990

Entered into force September 21, 1990

CTS 1990/32

EXTRADITION

Treaty between the United Kingdom of Great Britain and Mexico for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals

Mexico, September 7, 1886

Entered into force April 19, 1889

BSP 77/1253

TERMINATED: October 21, 1990

EXTRADITION

Treaty of Extradition between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States

Mexico, March 16, 1990

Entered into force October 21, 1990

CTS 1990/35

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters
Mexico, March 16, 1990
Entered into force October 21, 1990
CTS 1990/34

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States for the Exchange of Information with Respect to Taxes
Mexico, March 16, 1990

TOURISM

Agreement on Tourism Cooperation between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States
Mexico, March 16, 1990
Entered into force September 21, 1990
CTS 1990/33

MULTINATIONAL FORCE AND OBSERVERS

PEACEKEEPING

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Multinational Force and Observers constituting an Agreement further amending the Agreement on the Participation of Canada in the Sinai Multinational Force and Observers, signed June 28, 1985, as amended March 18, 1986 (With Annex)
Rome, March 14, 1990
Entered into force March 28, 1990
CTS 1990/11

NETHERLANDS

AIR

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands
Ottawa, June 17, 1974
Entered into force June 15, 1975
CTS 1975/19

NOTE: Terminated in respect of the Netherlands in Europe
TERMINATED: February 1, 1990

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands constituting an Agreement relating to the Operation of Non-scheduled (charter) Flights
Ottawa, June 2, 1989
Entered into force February 1, 1990
CTS 1990/13

AIR

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands relating to Air Transport between Canada and the Netherlands (with Annex)
Ottawa, June 2, 1989
Entered into force February 1, 1990
CTS 1990/12

CULTURE

Agreement on Film and Video Relations between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands (with Rules of Procedure)
Ottawa, October 18, 1989
Entered into force November 26, 1990
CTS 1990/37

NOTE: Applied from the date of signature.

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between Canada and the Kingdom of the Netherlands
The Hague, February 26, 1987
Entered into force October 1, 1990
CTS 1990/14

SOCIAL SECURITY

Supplementary Agreement amending the Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands
Ottawa, July 26, 1989
Entered into force October 1, 1990
CTS 1990/14

NICARAGUA

DEVELOPMENT COOPERATION

General Agreement on Development Cooperation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Nicaragua (with Annexes)
Managua, December 18, 1990
Entered into force December 18, 1990
CTS 1990/47

PHILIPPINES
EXTRADITION

Treaty on Extradition between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Philippines
Ottawa, November 7, 1989
Entered into force November 12, 1990
CTS 1990/36

POLAND
INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Poland for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments
Warsaw, April 6, 1990
Entered into force November 22, 1990
CTS 1990/43

SAUDI ARABIA
AIR

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (with Annex)
Riyadh, November 14, 1990

SPAIN
EMPLOYMENT OF DEPENDENTS

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Spain Relating to the Free Exercise of Remunerative Activities by Dependents of Employees of Diplomatic Missions, Consular Posts or Permanent Missions to International Organizations Madrid, February 8, 1990
NOTE: Will take effect provisionally from February 8, 1990.

EXTRADITION
Treaty between the United Kingdom and Spain for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals
London, June 4, 1878
Entered into force December 9, 1878
TERMINATED: August 15, 1990

EXTRADITION
Treaty of Extradition between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Spain
Madrid, May 31, 1989
Entered into force August 15, 1990
CTS 1990/39

THAILAND
DEFENCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Thailand for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of the Kingdom of Thailand
Bangkok, July 30, 1990
Entered into force July 30, 1990
CTS 1990/24

UNITED KINGDOM
MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

A Treaty between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on Mutual Assistance in Criminal Matters (Drug Trafficking) (With Annex)
Ottawa, June 22, 1988
Entered into force August 4, 1990
CTS 1990/16

UNITED NATIONS
HEADQUARTERS

Agreement between the Government of Canada and the United Nations concerning the Establishment and Support of an Information Office for North America and the Caribbean of the United Nations Centre for Human Settlements (Habitat)
Nairobi, March 27, 1990
Entered into force March 27, 1990
CTS 1990/17

NOTE: Signed and entered into force on March 27, 1990 with effect from October 1, 1989.

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Exchange of Letters constituting an Interim Agreement between the Government of Canada and the United Nations on the Status of the Interim Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer
Montreal, December 17, 1990
Entered into force December 17, 1990
CTS 1990/38

UNITED STATES**COMMERCE, TRADE**

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending Schedules 1 and 2 of Annex 705.4 of the Free Trade Agreement
Washington, May 2, 1990
Entered into force May 2, 1990
CTS 1990/50

COMMERCE, TRADE

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Tariff Schedules contained in Annex 401.2-A and Annex 401.2-B of the Free Trade Agreement (Washington and Palm Springs, Dec. 22/87 and Jan. 2/88)
Toronto, May 18, 1990
Entered into force May 18, 1990
CTS 1990/49

COMMERCE, TRADE

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America Concerning Imports of Broiler Hatching Eggs and Chicks
Washington, September 13, 1990
Entered into force September 13, 1990
CTS 1990/15

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement on Bilateral Defence Consultations
Ottawa, August 21, 1990
Entered into force August 21, 1990
NOTE: This Document is classified

EDUCATION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America for the Establishment of a Binational Educational Exchange Foundation
OTTAWA, February 13, 1990
Entered into force February 13, 1990
CTS 1990/18

FISHERIES

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Fisheries Enforcement
Ottawa, September 26, 1990

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters
Quebec, March 18, 1985
Entered into force January 24, 1990
CTS 1990/19

NOTE: Canadian Ratification subject to a declaration

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to extend the October 28, 1980 Agreement providing for Coordination of the Icebreaking Activities on the Great Lakes
Ottawa, December 4, 1990
Entered into force December 5, 1990
CTS 1990/46

RADIO

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning the use of the 88 to 108 Megahertz Band for Frequency Modulation Broadcasting (FM)
Washington, February 25, 1991
Entered into force February 25, 1991
CTS 1991/10

VENEZUELA**AIR**

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela on Air Transport (With Annexes)
Caracas, June 26, 1990

TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela for the Avoidance of Double Taxation regarding Shipping and Air Transport
Caracas, June 26, 1990

MULTILATERAL — 1990

AGRICULTURE, RESEARCH

Agreement Establishing the International Network
for the Improvement of Banana and Plantain
Paris, October 27, 1988
Signed by Canada October 27, 1988
Ratified by Canada September 8, 1989
Entered into force for Canada October 18, 1990
CTS 1990/45

AIR

Protocol relating to an Amendment to the
Convention on International Civil Aviation
(Article 50(a))
Montreal, October 26, 1990
Ratified by Canada April 19, 1991

CONSERVATION

Convention for the Conservation of Antarctic Seals
London, June 1, 1972
Acceded to by Canada October 4, 1990
Entered into force for Canada November 3, 1990
CTS 1990/40

CUSTOMS

International Convention on Mutual Administrative
Assistance for the Prevention, Investigation and
Repression of Customs Offences
Nairobi, June 9, 1977
Acceded to by Canada September 19, 1990
Entered into force for Canada December 19, 1990
CTS 1990/41

DEFENCE

Exchange of Notes constituting an Agreement
amending the Agreement between the Parties to
NATO regarding the Status of their Forces, and
the Supplementary Agreement with respect to
Foreign Forces stationed in the FRG
Bonn, September 25, 1990
Signed by Canada September 25, 1990

DEFENCE

Exchange of Notes constituting an Agreement
concerning the Convention on the Presence of
Foreign Forces in the Federal Republic of
Germany of 23 October 1954
Bonn, September 25, 1990
Signed by Canada September 25, 1990
Entered into force for Canada September 25, 1990
CTS 1990/30

DISARMAMENT

Treaty on Conventional Forces in Europe
(with Protocols)
Paris, November 19, 1990
Signed by Canada November 19, 1990

EDUCATION

Convention for the Recognition of Studies,
Diplomas and Degrees concerning Higher
Education in the States belonging to
the Europe Region
Paris, December 21, 1979
Ratified by Canada March 6, 1990
Entered into force for Canada April 6, 1990
CTS 1990/20

ENVIRONMENT

Foundation Charter of the Regional Center
for Central and Eastern Europe
Budapest, June 20, 1990
Signed by Canada September 5, 1990
Entered into force for Canada September 5, 1990
CTS 1990/25

ENVIRONMENT, OZONE LAYER

Amendment to the Montreal Protocol on
Substances that Deplete the Ozone Layer
London, June 29, 1990
Acceded to by Canada June 29, 1990

FINANCE

Agreement establishing the European Bank
for Reconstruction and Development
Paris, May 29, 1990
Signed by Canada May 29, 1990
Ratified by Canada February 25, 1991
Entered into force for Canada March 28, 1991

HUMAN RIGHTS

Convention on the Rights of the Child
New York, November 20, 1989
Signed by Canada May 28, 1990

IMMIGRATION

Constitution of the International Organization
for Migration
Venice, October 19, 1953
Acceded to by Canada November 9, 1990
Entered into force for Canada May 23, 1990
CTS 1990/48

NARCOTICS

Convention against the Illicit Traffic in Narcotic
Drugs and Psychotropic Substances
Vienna, December 20, 1988
Signed by Canada December 20, 1988
Ratified by Canada July 5, 1990
Entered into force for Canada November 11, 1990
CTS 1990/42

NAVIGATION, SALVAGE

International Convention on Salvage
London, April 28, 1989
Signed by Canada June 11, 1990

NUCLEAR

Convention on Early Notification of a Nuclear
Accident
Vienna, September 26, 1986
Signed by Canada September 26, 1986
Ratified by Canada January 19, 1990
Entered into force for Canada February 18, 1990
CTS 1990/21

OAS

Charter of the Organization of American States
as amended
Bogota, April 30, 1948
Signed by Canada November 13, 1989
Ratified by Canada January 8, 1990
Entered into force for Canada January 8, 1990
CTS 1990/23

PATENTS

Patent Cooperation Treaty
Washington, June 19, 1970
Signed by Canada June 19, 1970
Ratified by Canada October 2, 1989
Entered into force for Canada January 2, 1990
CTS 1990/22

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the Regional Administrative
Radio Conference to Establish a Plan for the
Broadcasting Service in the Band 1 605-1 705
kHz in Region 2 (With Agreement, Annexes,
Protocol, Resolutions and Recommendations)
Rio de Janeiro, June 8, 1988
Signed by Canada June 8, 1988

TELECOMMUNICATIONS, INMARSAT

Amendments to the Convention on the
International Maritime Satellite Organization
(INMARSAT) London, January 19, 1989
Acceded to by Canada June 13, 1990

UNITED NATIONS

Resolutions on the crisis in the Persian Gulf by the
UN Security Council acting under Chapter VII
of the Charter of the United Nations
Washington, August 6, 1990
Signed by Canada August 6, 1990
Entered into force for Canada August 6, 1990
CTS 1990/44

WAR — RULES OF WARFARE

Protocol Additional to the Geneva Conventions
of 12 August 1949, relating to the Protection of
Victims of Non-International Armed Conflicts
(Protocol II)
Geneva, June 8, 1977
Signed by Canada December 12, 1977
Ratified by Canada November 20, 1990
Entered into force for Canada May 20, 1991
CTS 1991/2

WAR — RULES OF WARFARE

Protocol Additional to the Geneva Conventions of
12 August 1949, and relating to the protection
of Victims of International Armed Conflicts
(Protocol I) (with Annexes)
Geneva, June 8, 1977
Signed by Canada June 8, 1977
Ratified by Canada November 20, 1990
Entered into force for Canada May 20, 1991
CTS 1991/2

WAR GRAVES

Agreement between the Governments of Canada,
the United Kingdom, Australia, New Zealand
and India, and the Government of the Tunisian
Republic concerning Commonwealth War
Cemeteries, Graves, and Memorials in Tunisia
Tunis, May 2, 1990
Signed by Canada May 2, 1990



- EMBASSIES/HIGH COMMISSIONS
AMBASSADES ET HAUTS-COMMISSARIATS
- CONSULATES GENERAL/CONSULATES
CONSULATS GÉNÉRAUX ET CONSULATS
- INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
ORGANISATIONS INTERNATIONALES
- SATELLITE TRADE OFFICES
BUREAUX COMMERCIAUX SATELLITES
- △ INTERNATIONAL TRADE CENTRES IN CANADA
CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL AU CANADA

EUROPEAN COMMUNITY
NORTH ATLANTIC COUNCIL/
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

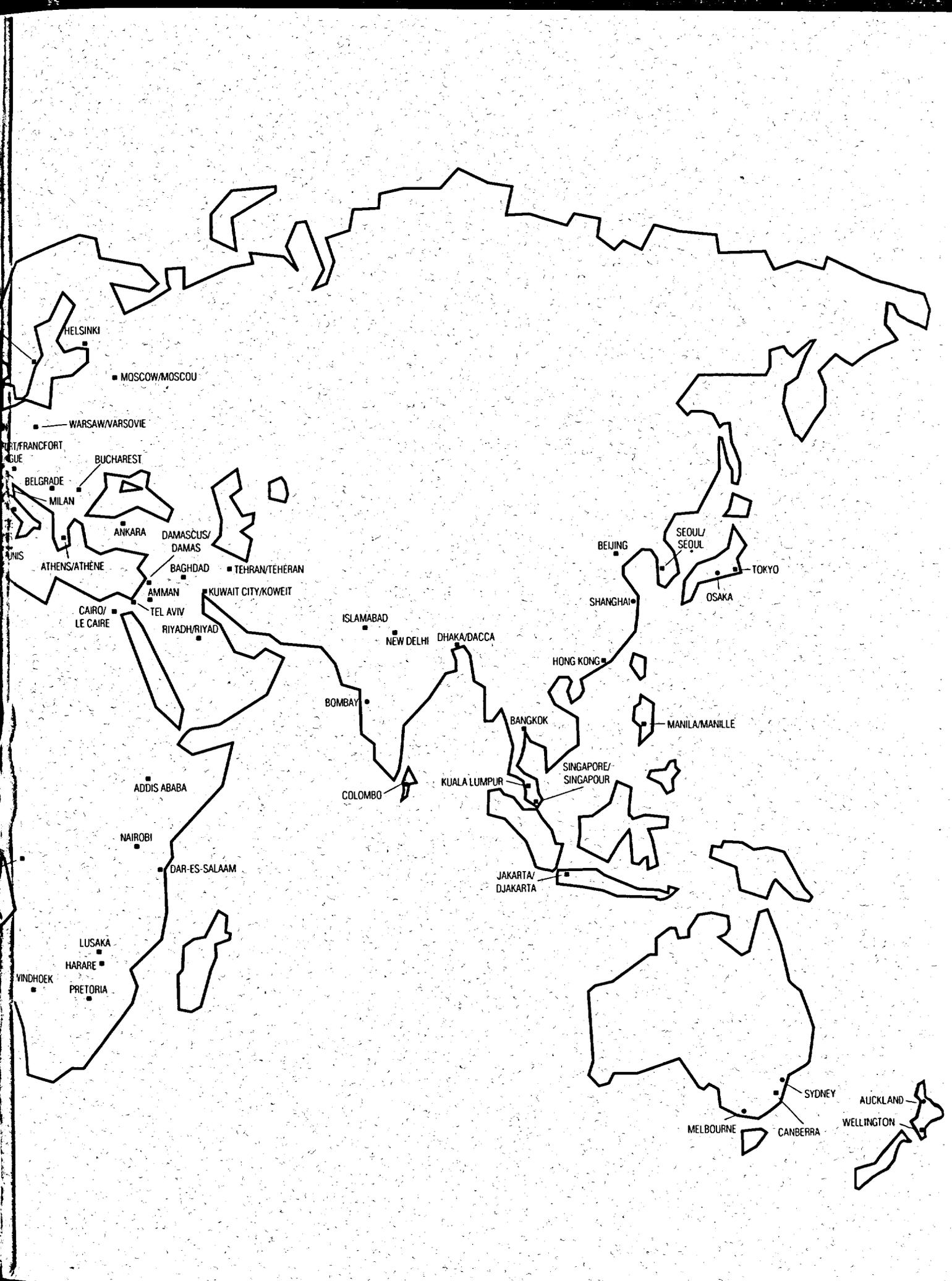
COPENHAGEN/
COPENHAGUE
STOCKHOLM
OSLO
BRUSSELS/
BRUXELLES
GLASGOW
LONDON/LONDRES
DUBLIN
THE HAGUE
LA HAYE
BONN

PARIS
DUSSELDORF
MUNICH
BERNE
GATT GENEVA/GATT GENEVE
VIENNA/
VIENNE
MADRID
LISBON/LISBONNE
LYON
BUDAPEST

ALGIERS/ALGER
RABAT

DAKAR
BAMAKO
CONAKRY
ACCRA
LAGOS
ABIDJAN
LIBREVILLE
KINSHASA

VANCOUVER
EDMONTON
CALGARY
SASKATOON
WINNIPEG
REGINA
MONTREAL/
MONTREAL
OTTAWA
ST-JOHN'S
TORONTO
CHARLOTTETOWN
MINNEAPOLIS
DETROIT
BUFFALO
MONCTON
CHICAGO
CLEVELAND
DAYTON
BOSTON
HALIFAX
ST LOUIS
CINCINNATI
WASHINGTON
PHILADELPHIA/PHILADELPHIE
PITTSBURGH
ATLANTA
ORLANDO
MIAMI
HAVANA/LA HAVANE
SANTO DOMINGO
SAN JUAN
KINGSTON
PORT-AU-PRINCE
CARACAS
BRIDGETOWN
PORT OF SPAIN
GEORGETOWN
MEXICO CITY VILLE DE MEXICO
GUATEMALA CITY GUATEMALA
SAN JOSE
BOGOTA
QUITO
LIMA
BRASILIA
SAO PAULO
BUENOS AIRES
SANTIAGO



HELSINKI

MOSCOW/MOSCOU

WARSAW/VARSOVIE

PARIS/FRANCFORT

BRUXELLES

BUCHAREST

BELGRADE

MILAN

ANKARA

DAMASCUS/DAMAS

BAGHDAD

TEHRAN/TEHERAN

AMMAN

KUWAIT CITY/KOWEIT

ATHENS/ATHÈNE

CAIRO/LE CAIRE

TEL AVIV

RIYADH/RIYAD

ISLAMABAD

NEW DELHI

DHAKA/DACCA

BOMBAY

COLOMBO

KUALA LUMPUR

BANGKOK

HONG KONG

SINGAPORE/SINGAPOUR

BEIJING

SEUL/SEŬL

TOKYO

OSAKA

MANILA/MANILLE

ADDIS ABABA

NAIROBI

DAR-ES-SALAAM

LUSAKA

HARARE

VINDHOEK

PRETORIA

JAKARTA/DJAKARTA

SYDNEY

MELBOURNE

CANBERRA

AUCKLAND

WELLINGTON